

# LE MONDE

JUILLET 1978

N° 292 - 25<sup>e</sup> année

Prix : 6 F

Algérie : 6,00 DA    Maroc : 6,00 dir.  
Canada : 1,50 \$c.    Roy.-Uni : 30 p.  
Espagne : 100 p.    Suisse : 3 F.S.  
Italie : 900 lire    Tunisie : 800 mill.

Abonnements : voir tarif page 32.

Publication mensuelle  
5, rue des Haïssa, 75427 Paris Cedex 08

## diplomatique

**LE REGAIN  
D'AGITATION  
EN IRAN**

(Pages 17 à 19.)

### Nostalgies et fascisme

Par CLAUDE JULIEN

CERTAINS vieux réflexes jouent de moins en moins, bien que les agitations politiques tendent à en prendre conscience. Ainsi le meeting de l'Eurodroite à Paris s'a-t-il réuni que deux mille participants, survivants d'un courant en déclin. Ses dirigeants italiens, espagnols et français ont pourtant fait un effort pour renouveler leur pensée — à tel point que M. Giorgio Almirante a même repris à son compte les quatre libertés jadis prônées par Franklin D. Roosevelt. C'est oublier que le droit voyait dans le New Deal un dangereux socialisme et que les thèmes rooseveltiens, transposés à une autre échelle pour revitaliser le capitalisme, s'appliquent aujourd'hui dans la stratégie des firmes multinationales dont l'extrême droite redoute les menées « internationalistes ».

Mêmes nostalgies et mêmes décalages dans le camp opposé. Bien que les organisations de gauche aient évoqué l'« extrême gravité » de la situation, leur appel à manifester contre l'Eurodroite n'a pas mobilisé plus de quelques milliers de personnes. Les mots sociaux ont perdu leur pouvoir d'« autrefois » parce qu'ils ont été usés jusqu'à la corde, parce qu'ils ne correspondent plus aux dangers présents. Parler aujourd'hui de menace « fasciste » ou « néo-fasciste » est aussi peu exact que d'avoir, voilà dix ans, identifié C.R.S. et S.S.

À gauche comme à droite, des dirigeants déphasés, trop âgés ou prématurément vieillies, ont encore pour jouer sur des ressorts désormais bien incapables de remuer les foules.

CES dirigeants ne veulent pourtant pas comprendre que leur vocabulaire les dessert doublement : parce qu'il appartient à une liturgie politique aussi peu compréhensible que la pauvre lotie d'égales, et parce que malgré tout il traduit fidèlement leurs habitudes mentales et leurs comportements les plus inquiétants. L'appel lancé par la gauche contre le meeting de l'Eurodroite est, à cet égard, particulièrement révélateur. Cette réaction, il le « dénonce avec vigueur », comme depuis trente ans tant d'autres millions jamais écrits. Formules rituelles, semblables à celles qui émaillent les discours du pape sur la paix, tout aussi inefficaces. Ce meeting, poursuit le texte, « est à rapprocher » de toute une série d'« assassinats, de manifestations racistes, d'attentats ; contre ces crimes réels, que signifie cette accusation non plus par association mais par « rapprochement » ? Cela peut conduire loin et, au bout de compte, de « proche » en « proche », il n'y a aucune hiérarchie plus d'innocence. Tout l'appareil répressif de tous les totalitarismes est en germe dans cette mentalité.

Mentalité heureusement mal tolérée, car elle éveille une méfiance croissante — et justifiée. C'est bien pourquoi de tels appels sont si mal entendus, si peu suivis. D'autant que leurs auteurs prétendent parler au nom de « organisations démocratiques » : intolérable abus de langage puisque il suppose que les organisations non signataires ne sont pas démocratiques, qu'elles doivent être rejetées dans la même poubelle avec le fascisme et le stalinisme. Étrange conception de la démocratie, au nom de laquelle on demande l'interdiction d'une réunion politique... tout en jetant l'accharine sur des mouvements d'extrême gauche qui n'ont pas l'heur de plaire.

VEILLER que tout cela si les libertés et la démocratie se trouvent à l'abri de toute menace. Car enfin l'Eurodroite joue la montre du côté de son réclameur une législation européenne contre le terrorisme : M. Giacobbe d'Esting n'a pas attendu M. Tixier-Vignancour pour préconiser un « espace judiciaire européen », et M. Almirante doit bien savoir que des policiers ouest-allemands opèrent en Italie, ou que le régime de fer lui-même ne protège pas les terroristes. De même, les gouvernements ouest-européens n'ont aucun besoin de l'appui de l'Eurodroite pour « défendre l'armée » ou pour « briser le carcan syndical ».

Lorsque, sans grand succès, la gauche tente de se mobiliser contre le « fascisme », elle lui offre une publicité inespérée et, surtout, elle se trompe de cible. Ce qu'elle invite à poursuivre, c'est une espèce de Bête de Gévaudan, alors que les monstres modernes sont à la fois moins redoutables et plus redoutables. S'agissait-il alors, comme le suggère l'appel de la gauche, d'« éliminer par ruse ou par violence » ce qui est « passif » devant des crimes intolérables ? Mais ces ruse et violence ne font jamais très mal ; leur principal mérite est de détourner l'attention des véritables objectifs poursuivis par le pouvoir.

### Les voies du capitalisme et de la démocratie vont-elles diverger ?

## LE POING INVISIBLE

Par SAMUEL BOWLES et HERBERT GINTIS \*

AVEC le recul, on peut considérer que le vingtième siècle aura vu l'écrit de la démocratie libérale puis son effondrement. L'extension du droit de vote et les progrès des libertés civiles constituent incontestablement un des succès les plus brillants de la dernière période capitaliste. On de ses plus précieuses aussi. La dynamique du capitalisme démocratique libéral nous a projetés vers une croisée des chemins décisive : dans une direction, le développement de la démocratie, dans l'autre le développement du capitalisme. Ce choix lui-même annonce le crépuscule de la tradition libérale qui, depuis le début du dix-neuvième siècle, affirme la compatibilité du capitalisme et de la démocratie libérale.

Et dans la mentalité populaire il

**Dans ce numéro :**

M. Barre et les recettes du capitalisme (Page 4.)

L'enjeu africain (Pages 5 à 9.)

Les trois échecs de M. Begin (Page 20.)

existe une association étroite entre capitalisme et démocratie libérale, cela s'explique par leur développement historiquement parallèle et par le fait que, de tous les systèmes, le capitalisme est le seul à avoir coïncidé avec la démocratie libérale. Voilà décidément un argument de poids. Ce n'est pas pour autant que cette thèse de la compatibilité soit universellement admise. Depuis Tocqueville jusqu'à Robert Dahl (1), les analystes de tradition libérale de la démocratie américaine ont montré la possibilité de contradictions entre le processus de croissance capitaliste et le maintien des institutions libérales démocratiques. À leur tour, quelques marxistes ont vu dans le fascisme une issue probable du processus de croissance capitaliste. L'influence des événements récents du Chili et la poussée électorale de grands partis de gauche en Europe ont conduit, chez beaucoup, à une remise en question des rapports entre la démocratie libérale et le capitalisme.

Une étude plus minutieuse des données historiques est de nature à susciter une telle révision. De toutes les sociétés capitalistes, seule une petite minorité — moins d'un quart selon Dahl — relève, même approximativement, de la démocratie libérale. En dehors de l'Europe, de l'Amérique du Nord et du Commonwealth, on n'en compte qu'une demi-douzaine, contre une douzaine au début de la décennie

précédente. De plus, les maux de l'économie capitaliste, tant aux États-Unis qu'en Europe, sont de plus en plus fréquemment attribués à ce qu'un rapport de la commission trilatérale qualifie d'« excès de démocratie ».

No peut-on penser que la thèse de la compatibilité est erronée, du fait que les conditions de reproduction à long terme d'une société capitaliste de démocratie libérale seraient contradictoires ? Cette thèse de la compatibilité souffre de trois failles d'envergure qui rendent compte de cette instabilité dynamique. La première procède de l'instabilité même d'une situation de concurrence parfaite : c'est le jeu de la concurrence qui entraîne la naissance de son antithèse, la société gérée. La concentration dans les mêmes mains du pouvoir de décision sur les investissements, des moyens de financement et d'expression l'opinion publique, est d'une manière générale, de concevoir des solutions de recharge et de faire vivre des courants politiques constitutifs d'une violation flagrante du principe d'égal accès à la discussion publique des problèmes de la cité. Les relations entre les grandes sociétés et le reste de la société ne sont médiatisées ni par la concurrence du marché ni par les processus électoraux de la démocratie libérale. Ces grandes sociétés se constituent ainsi en centres de pouvoir économique et politique ne rendant de comptes à personne.

(Lire la suite page 12.)

(1) N.D.L.R. Politologue américain contemporain, auteur notamment de *Après la révolution*. Calmann-Lévy, Paris, 1973.

## L'ITALIE EN SUSPENS

### La sagesse d'un peuple entre le débordement et la « normalisation »

L'Italie ne pourra oublier de si tôt les deux plus éminentes victimes d'un même drame : Aldo Moro, déclaré « politiquement mort » par ses amis politiques avant d'être assassiné par les Brigades rouges, et Giovanni Leone dont les négociations trop longtemps tolérées équivalaient à un véritable soutien politique en même temps qu'elles minaient le respect qu'un peuple peut avoir pour la République. Comme le rappelle fort opportunément une

ancienne déclaration d'Aldo Moro, que cite ci-dessous Ferdinando Scianna, les deux drames appartiennent en effet au même scénario moral et politique. L'élection d'un nouveau président de la République peut-elle apporter l'espoir d'un redressement ? La réponse dépend moins de la sagesse d'un peuple que de la rigueur dont nous avons fait preuve le parti démocrate-chrétien et le parti communiste, atteint par une crise qu'analyse (page 3) Ferry Adam.

DEPUIS des mois, l'Italie ne parvient pas à respirer. Après la terrible agonie imposée pendant cinquante-cinq jours à Aldo Moro et au pays par les Brigades rouges, le président de la République, M. Giovanni Leone, a été liquidé à son tour. Non pas physiquement, mais politiquement et moralement, ce qui l'a contraint à se démettre après deux années de scandales corrompus, et à six mois de la fin de son mandat.

En dehors de sa dimension personnelle et familiale, la pénible aventure de Giovanni Leone montre à quel point est arrivée en Italie la dégradation d'une classe dirigeante, la classe démocrate-chrétienne. Ses habitudes de pouvoir et de corruption ont tellement infecté le pays pendant trente ans que même la plus haute charge de l'Etat n'a pu éviter la contamination. Des ex-personnalités qui étaient succédés à la magistrature, au régime, seules les trois laïcs (De Nicola, Einaudi et Saragat) n'ont pas été affectés par des dérives morales ou politiques plus ou moins graves.

La corruption italienne, connue au premier chef par la République, est devenue essentielle, symbiotique. Il n'y a pour ainsi dire plus de distinction entre le Parlement, prérogative fondamentale, mais qui est limitée par une clause très discutée ; pendant les six derniers mois de son mandat, le président ne peut plus dissoudre les Chambres ni organiser des élections. C'est le semestre blanc qui, selon de nombreux juristes et spécialistes des sciences politiques, constitue une période inutile et dangereuse de vide du pouvoir.

M. Giovanni Leone s'était exprimé en ce sens au cours de son septennat interrompu. Un de ses proches avait même laissé entendre que M. Leone pourrait se démettre à la veille du semestre blanc pour éviter à résoudre cette contradiction législative : hypothèse qui a eu le tort d'être émise quand les scandales commençaient à jeter des ombres sur le président et sa famille et qui, de ce fait, ressemblait plus à une échappatoire qu'à un geste politique. Et,

Par FERDINANDO SCIANNA \*

en effet, M. Giovanni Leone n'est pas parti : il a été contraint à s'en aller.

La pluie d'accusations est devenue tempête : scandale Lockheed, spéculations immobilières, évasion fiscale, empiète sur les plus corrompus et les plus corrupteurs avec trafic de chèques... Au début de l'année, le journaliste Camille Cederna a rassemblé dans un livre, *Giovanni Leone, le carrière d'un président*, les trop nombreux motifs de la campagne menée par quelques rares journaux et par des forces de la gauche socialiste et radicale et de l'extrême gauche. C'est une enquête passionnée et amère, un acte d'accusation courageux et documenté, et non un pamphlet composé d'un recueil de rumeurs et de coupures de presse comme il a trop souvent été présenté, y compris dans certains journaux internationaux autorisés. Il montre, avec un luxe d'argu-

ments, la figure de Leone osciller entre le pire folklore napolitain, où le président répond aux étudiants contestataires de Pise en leur lançant des cornes (1), et le misérable comédie de mœurs et d'intrigues ; figure qui n'apparaît absolument pas à la hauteur de la dignité et de la valeur symbolique de sa charge.

M. Leone répondit d'abord par le silence, mur de caoutchouc démocrate-chrétien traditionnel présenté comme une digne réserve. Puis, après, par exemple, la publication par la *Stampa* d'un article de Vittorio Gollino sur l'assassinat de Camille Cederna, intitulé : « Un livre qui attend son procès », il fut clair que ce silence approuvait la situation, et les accusations de diffamation et d'outrage à l'Etat commencèrent à pleuvoir contre le journaliste. Mais, en Italie, le prévenu Leone était déjà, pour l'opinion publique, sinon pour la justice, au-delà de toute présomption d'innocence.

### « Une accusation infamante »

EN attendant pendant que la campagne se déroulait, les fidèles et l'extrême gauche demandaient sa démission. Le président du parti républicain, M. Ugo La Malfa, qui pourtant soutenait le gouvernement démocrate-chrétien, l'invita aussi, de manière informelle, à démissionner. Soutenu par l'appui des démocrates-chrétiens, qui parlaient de calamités, et la neutralité bienveillante des communistes, qui voyaient derrière les attaques « des manœuvres obscures pour compromettre l'actualité cadre politique et institutionnel du pays », M. Leone tenait bon et médiatit des contre-offensives.

Avec ce sauvetage du président, le P.C.I. sacrifiait une fois de plus un mythe « cadre politique », c'est-à-dire un compromis plus ou moins historique avec la démocratie chrétienne.

L'accord D.C.-P.C.I. permit à la commission d'enquête d'envoyer aux archives, avec dix-neuf voix contre une, le dossier ouvert sur M. Leone après l'accusation de corruption dans l'affaire Lockheed, présentée par les radicaux. La seule voix contre fut celle du sénateur socialiste Guido Cempesani qui, depuis, a publié le « Mémoire d'accusation contre l'honorable Giovanni Leone » qu'il avait présenté à la commission parlementaire. Selon le sénateur socialiste, il y avait suffisamment d'éléments pour ouvrir l'enquête contre le président, mais il fut le seul de cet avis.

Toujours à l'occasion de l'affaire Lockheed, en mars 1977, Aldo Moro monta

personnellement à la tribune pour défendre les siens lors de la mémorable séance du Parlement sur le vote des poursuites judiciaires contre les ex-ministres Tanassi, social-démocrate, Gul et Rumor, démocrates-chrétiens (pour M. Rumor, la requête de le déferer au tribunal constitutionnel fut repoussée). Dans sa défense de M. Leone, M. Moro affirmait les « indices inconsistants qui devraient fonder une accusation infamante contre un homme qui n'a jamais prêté un moindre serment, qui n'a jamais été effleuré, ne dit pas par l'accusation, mais même par les camarades ». Mais le plaidoyer de M. Moro s'adressait à la défense de tout le parti et du régime : « Nous défendons le démocrate chrétien... Nous formons réellement le carré face à l'accusation qui tous et tout chez nous sont à condamner... Nous n'acceptons pas d'être des corruptibles parce que ce n'est pas vrai... Pour toutes ces raisons, honorables collègues qui nous avez annoncé le procès sur la place publique, nous vous disons que nous ne nous laisserons pas mettre en procès... »

Il ne s'agissait pas de faire le procès du régime, mais à des hommes individuellement s'ils étaient corrompus. Ce procès manqué et tous ceux qui n'ont pas eu lieu, énoncé de manière dérisoire, ont conduit l'Italie à cette impasse de la violence dans laquelle elle est bloquée.

(Lire la suite page 2.)

(1) N.D.L.R. : pour conjurer le « mauvais sort » que lui jetèrent les étudiants.

**Les Grandes Routes Aériennes  
Europe - Algérie  
103 Vols Par Semaine**



Londres - Barcelone - Genève  
Bruxelles - Alicante - Toulouse  
Francfort - Rome - Palma - Nice  
Madrid - Paris - Lyon - Marseille

Alger  
Oran  
Constantine  
Annaba

**AIR ALGERIE**

AN ALIENS DE VOS AFFAIRES.



# L'ITALIE

## La sagesse d'un peuple entre le débordement

(Suite de la première page.)

Aldo Moro a peut-être accélééré son terrible destin en ce qui concerne l'émotionnellement ce jour-là de toute la population démocrate-chrétienne, qui ne lui incombe sûrement pas personnellement. Les procès des puissants corrompus ne doivent certes pas se dérouler sur la place, et il est encore moins tolérable qu'on s'arrogue le droit de célébrer des « procès » dans d'obscures tribunaux de la violence, avec des condamnations qui ne sont pas des sentences, mais des lynchages criminels. Cependant, lorsque les puissants refusent même d'être jugés et tombent en déshonneur, la loi qu'ils imposent aux faibles, souvent avec dureté, aucun compromis ne peut faire considérer ce pays comme démocratique, ni même comme un Etat digne d'être défendu à tout prix; et moins encore au prix de sa liberté, la seule bien qui ne soit pas encore complètement détruite.

Après avoir échappé de justesse au scandale Lockheed, M. Leone a été littéralement renversé par « les soupçons, les insinuations, les méditations, les spéculations graves » qui l'évalent « effleuré ».

Tout a changé l'après-midi du jeudi 15 juin, vers trois heures, alors que le président se préparait à une médécure contre-offensive. La direction du parti communiste décidait alors de demander sa démission, et la démocratie chrétienne acceptait aussitôt de façon surprenante de la liquider. Il ne restait plus à M. Leone qu'à s'en aller après avoir résisté pendant six mois, contre tout bon sens, à s'attachant désespérément à sa carrière et à ses privilèges.

Comment les démocrates-chrétiens ont-ils pu, cette fois, renoncer aussi facilement à « former la carcé » autour d'un des leurs, comme d'habitude ? En aurait-il été ainsi si Aldo Moro avait encore été vivant ? L'ex-directeur du *Corriere della Sera*, maintenant sénateur républicain, M. Giovanni Spadolini, ne la croit pas.

« Dans le langage d'Aldo Moro et étant donné son ardue conception du parti, l'apologie de l'affaire tel qu'il s'est concrètement déroulé un jour de fête romain n'aurait pas été, je ne dis pas tolérable, mais pas même concevable. »

Et les communistes ? Après avoir tant parlé des risques institutionnels et des risques pour la cadre politique, comment anti-la pu laire cette marche arrière imprévue ?

En réalité, personne ne croit qu'un aussi brutal changement ait pu avoir lieu sans un accord préalable entre démocrates-chrétiens et communistes. Il faut, pour la comprendre, se rappeler tous les faits dramatiques survenus entre février et juin à leurs répercussions sur le panorama politique du pays. L'épave capital s'est tragiquement déroulé entre le 10 mars et le 9 mai : l'enlèvement et l'assassinat du président de la démocratie chrétienne, Aldo Moro. Mais l'enlèvement est intervenu le jour où la Par-

lement devait voter la confiance au nouveau gouvernement formé après une longue crise qui avait été ouverte par les communistes. Le grave mécontentement syndical et la participation de milliers d'ouvriers de la métallurgie à une très importante manifestation anti-gouvernementale à Rome avaient contraint la direction du P.C.I. à faire tomber le gouvernement Andreotti. Mais le bas du parti montrait aussi qu'elle supportait de moins en moins la ligne du « parti de lutte et de gouvernement », en même temps « conservateur et révolutionnaire », comme l'avait défini M. Berlinguer ; ligne qui signifiait moins de lutte et toujours plus d'appui à un gouvernement inerte et rétrograde à toute réforme et action qui affrontaient la crise : un gouvernement qui révélait aussi sa tendance à répondre par une répression toujours plus dure à toute manifestation d'opposition, sans pour autant réussir à arrêter la vague de violence croissante. Sous la régné incomparable d'Aldo

Moro, la crise gouvernementale se résolvait, en fait, par une sorte de mauvais tour pour la base communiste et burière qui l'avait imposée : le gouvernement restait pratiquement le même — toujours dirigé par M. Andreotti et composé exclusivement de démocrates-chrétiens, les mêmes ou presque que ceux que les communistes avaient qualifiés d'« incapables, incapables d'affronter la situation. Mais le P.C.I., sans entrer dans la « majorité de gouvernement » à cause des votes américains et allemands, était accueilli dans la « majorité du programme », ce qui a suffi à l'unir pour parler de « pas en avant historique ». Un tour de prestidigitation, en somme, qui permettait au P.C.I. de calmer sa base, à la démocratie chrétienne de rassurer l'opposition de droite, et surtout évitait le recours à des élections anticipées qui « auraient risqué de compromettre la cadre politique, seule garantie de sauvegarde de la démocratie, en amenant le pays à l'extrémisme ».

ses compagnons de parti, tellement dures que beaucoup de ses « amis » ont pu avoir le lâcheté de dire qu'elles n'étaient pas de lui, ni moralement ni intellectuellement, ce qui le liquidait comme dirigeant politique mais aussi comme « grand médiateur » était aussi sa vie, mais nous pensons que le souci d'Aldo Moro était plus vaste et qu'il a envoyé dans ces écrits de nombreux messages qui attendent d'être complètement déchiffrés.

De nombreux parisiens, et pas ceux qui lui étaient les plus proches, considéraient Aldo Moro comme l'homme qui conduirait le pays et la démocratie chrétienne au compromis historique sans douleur. Le P.C.I. surtout a fait de lui un martyr avant sa mort en indiquant clairement la meilleure manière de l'honorer : « accepter son sacrifice » pour la noble cause. Mais ce qu'Aldo Moro laissait entendre dans ses messages était tout autre.

Leonardo Sciascia a comparé Aldo Moro au général Kutuzov de *Guerre et Paix* de Tolstoï, qui n'engagea jamais la bataille contre Napoléon à l'abri sur un territoire immense qu'il croit conquérir alors que c'est la terre brûlée sur laquelle il sera piégé. Mais Aldo Moro n'avait pas calculé avec les Brigades rouges et avec sa mort, et la terre brûlée l'a brûlé personnellement, quelques communistes même et de nombreux intellectuels étaient favorables aux négociations. Des parties qui soutenaient le gouvernement, seul le parti socialiste adopte une attitude ouvertement en faveur de négociations à buts humanitaires. En réalité, dans la constance générale, le P.S. essayait de se démarquer politiquement de la démocratie chrétienne et du P.C.I. par un « campagne d'être politiquement étouffé ».

En attendant, Aldo Moro continuait à envoyer lettre sur lettre de sa prison. Des lettres embarrassantes, dures pour

tags, jusqu'à onze points dans certaines régions du Sud. Si on voulait en tirer des conséquences rigoureuses, cela devrait signifier la fin de la politique de compromis historique.

« Naturellement, nous sommes devenus complices avec la classe ouvrière et policiers sur les problèmes de *Foro publico* », commentait un dirigeant communiste en apprenant les résultats. M. Enrico Berlinguer a fait son autocritique en disant que la P.C.I. avait été, avec les démocrates-chrétiens, « généreux au point de trahir l'Inghilterra ». Un dirigeant communiste Inghilterra.

L'électorat n'a pas eu peur de l'ingénuité du parti communiste, mais de sa dureté, de son intransigeance au lieu « ordre avant tout » dans laquelle il a vu renaître le stalinisme. Et un échange de quel ? La escarlatine de la C.G.I.L., la communiste Luciano Lama, a liquidé dans quelques interviews bruyantes les difficiles luttes ouvrières et leurs conquêtes des années passées comme étant une accumulation d'erreurs ; continuer à les défendre, et il dit, équivaut à monter la garde sur un tas de cendres. Ce n'était pas là le changement politique et social que beaucoup d'Italiens demandaient aux communistes, pas plus qu'il n'exigeaient un alignement sur les thèses de M. Agnelli et de la confédération patronale, pour qui, pour résoudre la crise, il suffit de renvoyer la classe ouvrière à l'exploitation capitaliste sauvage des années 50 et 60.

Quant à l'arrivée au pouvoir des communistes par la porte de la répression, c'est un film déjà vu dans trop de pays pour que les Italiens aient envie de le voir projeté sur les écrans de leur propre histoire nationale.

Le succès de la démocratie chrétienne n'est pas surprenant en ce considérant que les communistes l'ont abandonné à toutes ses fautes passées en échange de la garantie de pouvoir continuer à pécher avec elle. Les démocrates-chrétiens, quant à eux, ne se sont pas privés d'accuser le P.C.I. d'être le père du terrorisme.

Les élections, au fond, ont montré qu'il y avait un Etat faible et corrompu à un Etat policier dont les prérogatives de Justice et de réforme édictées.

Le parti socialiste a obtenu un succès inattendu. Les Italiens ont repéré une préoccupation profonde et justifiée derrière l'humanisme un peu opportuniste du P.S.I. dans l'affaire Aldo Moro. Le vote pour les socialistes a été un vote contre le compromis historique ; des larces modérées et des forces de la gauche libérale y ont contribué, appuyées à la rencontre entre les deux Eglises, catholique et communiste, et préoccupés par le visage néo-stalinien du P.C.I.

Les déceptions causées ailleurs par les socialistes rendent prudent quant à leurs capacités et objectifs réels ; il est pourtant certain que beaucoup de choses pourraient changer dans la politique italienne si leur renforcement se confirmait.

### Les messages déchiffrés

Mais l'enlèvement d'Aldo Moro donnait aux événements un tour nouveau. Il provoqua la plus impressionnante mobilisation policière de l'histoire de l'Italie. Au cours de ces deux mois, d'après les chiffres du ministère de l'Intérieur, entre sept et dix millions de personnes ont été contrôlées en Italie, c'est-à-dire la grande majorité de la population adulte, sans pour autant que cela ait permis d'identifier les terroristes et de découvrir leur cachette. La confiance fut votée au gouvernement sans débat ; et, menée par le P.C.I., qui assume un rôle identique à celui de la droite allemande durant l'affaire Schleyer, — une très dure campagne de déchaînement contre l'extrême gauche et contre les intellectuels accusés de « complicité morale » avec le terrorisme et les Brigades rouges.

On passa des paroles aux actes. La C.G.I.L. n'hésita pas à dissoudre les sections syndicales de certaines universités, comme celle de Cosenza, accusées d'être des repaires de sympathisants et de complices des terroristes, et proposa la création de « milices ouvrières » antiterroristes dans les usines. On demandait la loi martiale, le pain de mort, l'intervention de l'armée ; l'ex-président Saragat proposa même de recourir aux parachutistes, mais on n'eut pas très bien compris où il comptait les envoyer. La presse écrite et parlée fit une gigantesque campagne en faveur de l'intransigeance dans la lutte contre l'Etat, contre toute négociation qui viserait à libérer Aldo Moro en échange de terroristes.

Au centre de la campagne, le P.C.I. portait l'enseignement du plus intransigeant parmi les intransigeants. La démocratie chrétienne, aussi, resta fermée dans la réitération des négociations, bien qu'elle fut déchirée par les demandes toujours plus

pressantes de la famille d'Aldo Moro. C'est là un fait nouveau pour un parti catholique qui a toute une tradition de défense de la vie humaine. Seuls certains secteurs de l'extrême gauche et quelques personnalités catholiques, quelques communistes même et de nombreux intellectuels étaient favorables aux négociations. Des parties qui soutenaient le gouvernement, seul le parti socialiste adopte une attitude ouvertement en faveur de négociations à buts humanitaires. En réalité, dans la constance générale, le P.S. essayait de se démarquer politiquement de la démocratie chrétienne et du P.C.I. par un « campagne d'être politiquement étouffé ».

En attendant, Aldo Moro continuait à envoyer lettre sur lettre de sa prison. Des lettres embarrassantes, dures pour

### L'orgueil et la conscience

A LA veille du référendum, dans l'Unità du samedi 10 juin, se célèbre l'anniversaire du décès de l'écrit, s'appuie sur une lettre qui parle de la mort d'une militante dévouée pour inviter à voter « non » :

« Voilà, une camarade qui, si elle était encore parmi nous, n'aurait pas eu besoin de mes paroles. Parce que, depuis longtemps, elle n'interrompait plus sa conscience, depuis qu'elle l'avait écoutée, un jour lointain, pour accomplir son devoir, braver la prison, et de ce choix était né un militantisme fait seulement de travail, d'engagement et de fidélité. »

« Elle ne faisait pas comme certains malades imaginaires ou soi-disant imaginaires qui passent leur temps à se tater le poils... »

« Elle, qui, pourtant, au fond de son âme, aurait pu avoir quelques hésitations, savait que le premier devoir à observer consistait à ne jamais trahir, d'un mot, un jour, un instant, et de ce choix était né un militantisme fait seulement de travail, d'engagement et de fidélité. »

« Vous et nous, camarades, nous comporterons comme elle se serait comportée, accomplissant un devoir de fidélité et d'obéissance pour lequel, nous le disons avec orgueil, nous n'avons aucun besoin d'interroger notre conscience personnelle qui cède la place à celle plus profonde et plus grande du parti qui nous rassemble. »

Un congrès extraordinaire allait bientôt décider la reconstitution du parti américain sur les bases d'un marxisme militant.

VINT ensuite la chasse aux sorcières dans les syndicats, l'enseignement, le cinéma. C'était une vaste opération anticommuniste à l'échelle des Etats-Unis, coincé avec une politique étrangère de provocation antisoviétique et d'interventionnisme militaire dont le point culminant fut la guerre de Corée.

Cette période est dépeinte avec beaucoup de réalisme et un humour mordant par Jessica

Par SCHOFIELD CORTELL

## HISTOIRES DU PARTI COMMUNISTE DES ETATS-UNIS

### Entre le rêve américain et le mythe soviétique

P LUSIEURS livres, favorables et critiques à la fois, sur l'expérience communiste américaine ont été publiés ces dernières mois aux Etats-Unis. Ecrits par d'anciennes militantes du parti communiste, des ouvrages comme *Autobiography of an American Communist*, par Peggy Dennis (1), ou *A Fine Old Conflict*, par Jessica Mitford (2), constituent une nouveauté dans le domaine de l'édition américaine.

Ces témoignages mettent en relief les tensions et contradictions entre les aspects nationaux et internationaux d'un mouvement complexe — entre ses efforts pour promouvoir des changements sociaux et économiques à l'intérieur de la société américaine et les contraintes de la diplomatie soviétique à laquelle le petit P.C. des Etats-Unis a toujours été lié d'une façon particulièrement étroite. En effet, beaucoup de ses membres fondateurs (comme les parents de Peggy Dennis) étaient des juifs qui avaient fui la Russie tsariste à l'époque des pogromes mais restaient très attachés à leur pays d'origine.

Le livre de Peggy Dennis — militante du parti depuis ses origines, venue de son secrétaire général Eugene Dennis — retracer tout l'itinéraire du parti communiste des Etats-Unis et contredit l'opinion largement répandue en Europe selon laquelle ce parti n'a jamais eu le moindre impact sur la vie sociale et politique du pays. Elle souligne, par exemple, le rôle central qu'il a joué en pleine crise économique des années 30 dans le développement du mouvement syndical ainsi que dans l'agitation massive qui a fini par arracher, sous le gouvernement réformiste de Roosevelt, une série de mesures sociales jusque-là inconnues dans cette « cité des entrepreneurs privés ».

Les Dennis ont vécu tout cela intimement comme permanents du parti, mais ils ont aussi appartenu, à un moment de leur carrière, au cercle privilégié des communistes qui voyageaient d'un continent à l'autre pour le compte du Komintern. Dans un monde qui vivait sous la menace du fascisme mondial, ils ont parcouru l'Espagne, l'Allemagne, la Chine, l'Afrique du Sud. Elle a aussi travaillé à Moscou dans les bureaux de l'Internationale, coupée de la vie soviétique en voyant que l'industrialisation rapide d'un pays arriéré, la suppression du chômage et de la prostitution, « Nous ne connaissions pas l'étendue des progrès... nous lisions des comptes rendus des

procès publics... nous considérons tout cela comme faisant partie des durs résultats de... la construction d'une oasis du socialisme », dit-elle.

Peggy Dennis insiste à plusieurs reprises sur l'impact du centre mondial, Moscou, sur l'orientation et les activités des communistes américains : le désastre jeté dans leurs rangs par le pacte germano-soviétique, la transformation soudaine des mots d'ordre antimilitaristes en slogans antifascistes après l'attaque de l'Allemagne nazie contre l'U.R.S.S. Après l'entrée des Etats-Unis dans la guerre aux côtés de l'Union soviétique, les communistes américains ont fait preuve d'un patriotisme abattu, accordant leur plein soutien au gouvernement Roosevelt — à tel point qu'ils ont fini par se comporter presque comme de purs et simples démocrates, oubliant momentanément les luttes sociales et la dénonciation du capitalisme.

C'est à cette époque — vers la fin de la guerre — que le président du parti, Earl Browder, était allé jusqu'à décider la dissolution du P.C. et sa conversion en organisation purement éducative : l'Association politique communiste. Pour lui, la déclaration anglo-soviétique-américaine de réhabilitation des perspectives d'harmonie et de coopération futures entre les trois grands vainqueurs du fascisme rendait caduques les conceptions traditionnelles sur la lutte des classes aussi bien aux Etats-Unis que sur la scène internationale.

Peggy Dennis explique que cette décision — qui a treublé beaucoup d'espérances communistes aux Etats-Unis — n'a pu être rectifiée et annulée que grâce à l'intervention directe du mouvement international, par le truchement de Jacques Duclos du P.C.F., qui dans un article du numéro d'avril 1945 des *Cahiers du communisme*, critiquait sévèrement les thèses de Browder. Le prestige du P.C.F. était tel à l'époque, chez les communistes américains, que la publication de la traduction anglaise de cet article dans la presse de parti provoqua une crise profonde et immédiate.

Mitford dans *A Fine Old Conflict*, où elle relate sa propre expérience de militante du P.C. américain à un moment où les communistes étaient à l'avant-garde du combat pour les libertés démocratiques, et il n'est difficile d'imaginer qu'on pouvait vivre un Amérique en ce temps-là sans être membre (de parti) », conclut ce transfuge de l'antibourgeois britannique, naturalisée américaine en 1948. Un autre témoignage valable est celui de la dramaturge Lillian Hellman qui dans *Scoundrel Time* (3), décrit avec simplicité et indignation la terreur intellectuelle et le chantage économique qui s'abattait alors sur les « libéraux » considérés, comme Hellman elle-même, a-t-elle dit sur les « rouges ».

Si le parti communiste a en — malgré son isolement et son sectarisme — tenu tête à la chasse aux sorcières, il a littéralement été éteint sous l'effet du fameux rapport Khrushchev, avec son train de révélation socialiste sur les crimes et les mensonges de Staline et du stalinisme. Les membres du parti — comme l'expliquent P. Dennis et J. Mitford — étaient divisés à l'époque entre les partisans d'un radicalisme spécifiquement américain, indépendant des impératifs de la diplomatie soviétique, et les partisans d'un alignement strict sur les positions de l'U.R.S.S. Ces derniers l'emportèrent, et il fut provoqué l'exode massif de tous ceux qui, comme Jessica Mitford, croyaient à la possibilité et à la nécessité d'une organisation sociale, autonome

et adaptés aux réalités de la vie américaine. Ce fut une fois de plus Jacques Duclos, au nom du P.C.F., qui intervint en envoyant au congrès décisif du parti, en février 1957, un long message soutenant les thèses des « orthodoxes ».

Réduit alors à un petit cercle de quelques milliers de fidèles plutôt âgés — dont bon nombre de ses fondateurs — le parti américain n'a joué un rôle mineur dans l'agitation tumultueuse de la jeunesse et des étudiants qui a secoué les campus et les ghettos américains dans les années 60. Les communistes américains ont participé aux côtés de milliers d'autres personnes au grand mouvement de protestation contre la guerre du Vietnam, mais — comme l'explique Peggy Dennis dans sa lettre de démission adressée à la direction du parti en 1975 — la P.C. a réagi avec méfiance et incompréhension envers les nouveaux mouvements de révolte contre le racisme et le sexisme.

A l'heure actuelle, le parti américain n'est pourtant ni mort ni moribond, malgré son sectarisme pro-soviétique. Après la fin de la guerre du Vietnam, les groupes contestataires les plus dynamiques se sont affaiblis considérablement, lorsqu'ils n'ont pas disparu, et le parti communiste — qui a réécaminé et retrouvé quelques milliers de recrues chez les jeunes, les Noirs, les femmes — reste, avec ses seize mille membres (selon ses propres estimations), la plus grande organisation de la gauche américaine dans cette période de conservatisme triomphant et de dédémocratisation généralisée.

Le parti communiste américain — qui compte parmi ses dirigeants une personnalité aussi populaire qu'Angela Davis — est particulièrement actif en ce moment dans la lutte antiraciste. Ses membres s'alignent notamment l'Alliance nationale contre la répression raciste et politique, qui mobilise en mars dernier, à l'ère de la déshumanisation pour soutenir dix mille Noirs emprisonnés depuis 1972 à Wilmington, en Caroline du Nord, pour un crime qu'il n'eut pas commis.

(1) Peggy Dennis, *The Autobiography of an American Communist*, Westport, Lawrence Hill, 1977.  
(2) Jessica Mitford, *A Fine Old Conflict*, Aldred Knopf, New-York, 1977.  
(3) Lillian Hellman, *Scoundrel Time*, Little Brown, Boston, 1976.

مكتبة من الأصول

EN SU  
et le « no

la crise struc

FONDATEUR DE L'ÉCOLE  
LA GRANDE-BOISSIERE  
BACCALAUREA



ITALIEN  
ordemen

# EN SUSPENS et la « normalisation »

Un autre avertissement sérieux a été celui des résultats des deux référendums du 12 juin dernier. Les Italiens devaient se prononcer sur l'abrogation de deux lois, abrogation qui avait été proposée par les républicains avec le soutien de plus de cinq cent mille signataires. D'autres référendums auraient dû avoir lieu, mais le gouvernement a tout fait pour les éviter, entre autres celui sur l'évènement.

Des deux lois en question, l'une concernait le financement public des partis, l'autre était la fameuse loi Reale sur l'ordre public, accusée de compromettre certaines libertés civiles et libertés garanties par la Constitution.

Le P.C.I., prenant un ton apocalyptique, invitait à voter « non », c'est-à-dire pour le maintien de la loi Reale, sous prétexte que la démocratie était en jeu, et ne s'embarrassait pas le moins du monde d'avoir voté contre cette loi lors du scrutin au Parlement. Tous les partis de gouvernement faisaient campagne pour le « non » (les socialistes ayant laissé liberté de conscience) ; sur le papier, l'addition de leurs forces aurait donc dû assurer une majorité écrasante au « non » avec 90 % des voix. Or ce ne fut pas le cas : pour la loi Reale, il y eut presque 20 % de « oui » et pour la loi sur le financement des partis, 44 %.

« Distinguisme ! » ont aussitôt jugé les partisans vainqueurs, combinant ainsi leur mépris pour presque le moitié de l'électorat à une grave erreur de jugement politique. La vérité est que ceux des électeurs qui ont refusé de suivre la consigne des partis ont manifesté ainsi leur inquiétude devant la détérioration du climat démocratique compromis d'un côté, les limitations de la liberté académique du nom de la défense de la démocratie n'étant pas considérées comme entières. Quant au financement des partis, les Italiens n'avaient pas oublié le vote précipité de la loi lors de l'énorme scandale, étouffé régulièrement ensuite, des fonds occultes éparpillés par les compagnies pétrolières aux hommes et aux partis politiques. « C'est comme récompenser le voleur en lui confiant le coffre-fort », dit-on alors,

et on l'a répété au moment du vote le 12 juin. Un vote qui est aussi symptôme d'intolérance aux rejets de moi-même du régime qui se met en place ; symptôme de rage devant la crise économique aggravée et toujours pas résolue, et ce n'est pas un hasard si la majorité des « oui » vient de la pouilleuse du Sud, toujours plus sous-développée, et des grandes villes ouvrières du Nord. Un vote qui marque la distance croissante entre la classe dirigeante et un pays qui rassemble désormais dans le mépris tous les pertes politiques.

« Les partis ne sont pas tous pareils, proteste le P.C.I., cette inclination du questionnaire est très dangereuse. » Il est raisonnable de douter que grand face à une offensive réactionnaire qui se profile à l'horizon. Mais qui est à l'origine d'une déception qui devient désintéressé et faiblesse ? Le mépris global ne peut pas de rien. Beaucoup des Italiens qui avaient fait confiance à la volonté de changement des communistes en leur donnant 35 % des voix n'ont pas compris pourquoi à Naples, par exemple, on chercha des accords avec certains personnages démocrates-chrétiens qui sont soudain réhabilités après avoir été présentés comme des exemples de corruption et de mauvais gouvernement. Ils n'ont pas compris pourquoi en Sicile, à Palermo, le dirigeant est engagé avec les plus disqualifiés des dirigeants démocrates-chrétiens, impliqués notamment dans toutes sortes d'intrigues et de compromissions avec la Mafia. Ils n'ont pas compris comment certaines pratiques de répartition du pouvoir à la télévision, dans les régions d'Etat, dans l'information, etc., entraient qualifiées du nom infamant de « faitisme », dérivant soudain de participation démocratique — quand le P.C.I. y est partie prenante.

Tous ces glissements et compromissions, qui ont déjà coûté cher au pays, commencent à être payés aussi par les communistes. Les mauvais résultats des élections et des référendums sont à l'origine du brusque changement d'attitude du P.C.I. dans l'affaire Leone. Les communistes ont craint que les étiquettes contre M. Leone ne continuent pendant le semestre blanc, en faisant perdre encore plus le soutien, et ils en auraient fait les

trais en cas de dissolution des Chambres par le nouveau président. Les socialistes étaient accusés de menacer cette affaire. On a voulu en prendre le contre-pied, tout en en profitant aussi pour redorer le blason de pureté devant une base toujours plus inquiète et une opinion publique toujours plus sceptique. La démocratie chrétienne de nouveau sur la crête de la vague grâce à la généralité communisée, n'a pas de problèmes et aura très probablement conduit avec le P.C.I. un accord pour l'élection d'un de ses hommes au Quirinal. Il était d'ailleurs encore préférable pour le P.C.I. d'organiser sans tarder, sur des positions encore fortes, l'élection d'un président de la République favorable au compromis historique. Et s'il doit y avoir des élections, étant donnée la façon dont les choses se passent, il vaut mieux les affronter tout de suite, avant que la situation n'empire encore.

C'est pourquoi les socialistes triplant, craignant le pourpoint et réclament un président socialiste en tout ce langage. Le choix du nouveau président de la République donnera des indications utiles sur le direction dans laquelle s'engage l'aventure politique italienne. Mais, en attendant, le terrorisme a recommencé à semer la mort éperle la pause incompréhensible qui suivit l'assassinat de Moro. Les interrogations sur l'avenir restent dramatiques dans une situation intérieure et internationale qui ne tend pas à s'améliorer. L'Italie est un pays dont les ressources d'équilibre et de sagesse sont grandes, même dans les moments les plus désemparés. A l'observer aujourd'hui, pourtant, elle semble osciller entre deux destins amers : soit un débordement réactionnaire, que désormais on peut vraiment craindre et qui perdure des erreurs communistes pour éliminer, en même temps que le P.C.I., des dizaines d'années de luttes et de conquêtes populaires ; soit le compromis historique qui précisément réussit à « normaliser » tout débat et toute opposition en enfouissant lentement le pays dans un régime médiocre et étouffant.

FERDINANDO SCIANNA.

## La crise structurelle et politique du P.C.I.

LES récentes consultations populaires (les deux référendums eussent-ils été les diverses élections partielles) ont révélé une crise interne au sein du parti communiste italien. Un premier indice a été fourni par la surprise avec laquelle les dirigeants du parti ont appris l'importance des pertes qu'ils subissaient (presque 10 % des voix) aux élections municipales partielles le soir du 15 mai — cela démontrant clairement que la relation base-cadres-direction (traditionnellement un des points forts du P.C.I.) ne fonctionnait plus aujourd'hui aussi bien que dans le passé.

On peut analyser cette crise en s'attachant d'abord aux problèmes structurels. En premier lieu, il convient alors de remarquer qu'une des conséquences du succès communiste aux élections municipales précédentes (15 juin 1975) a été d'obliger le P.C.I. (comme pour le P.C.F. après les élections municipales françaises de mars 1977) à relever un grand nombre de cadres de leurs charges d'organisation du parti pour leur faire assumer des responsabilités dans l'administration locale, régionale, communale et provinciale, ce qui a laissé la part dangereusement à découvert à la périphérie. En effet, dans un moment aussi difficile, lent pour la crise économique que pour son accès éventuel au pouvoir, le P.C.I. a manqué de cadres en mesure de représenter les nouvelles aspirations venant de la base.

En deuxième lieu, pendant les années 70, un changement considérable est intervenu dans les directions régionales et provinciales, comme l'ont démontré Barbagli et Corbetta dans une très importante étude sur la structure du P.C.I. entre 1968 et 1976, publiée dans la revue *Inchiesta* n° 31, (janvier 1976). Ils montrent, chiffres à l'appui, que les cadres d'origine étudiante et intellectuelle ont remplacé les cadres d'origine ouvrière et paysanne dans les comités fédéraux et de section. Ainsi, la contact que le parti avait autrefois avec la base s'est considérablement affaibli. En outre, les vieux cadres ayant une longue expérience militante dans le « parti de force » (c'est-à-dire dans l'opposition) se sont trouvés

Par PERCY ALLUM \*

désorientés devant les nouvelles tâches de « parti de gouvernement ». En troisième lieu, l'analyse de Barbagli et Corbetta indique, avec l'aide des indices d'organisation, que le croissance du parti et son influence ont enregistré une inversion de tendance, pour la première fois depuis 1968, dans les mois qui ont suivi la victoire communiste aux élections législatives du 20 juin 1976. Cela suggère que l'origine de cette inversion est presque sûrement d'ordre politique : l'incapacité du parti à traduire dans les faits la nouvelle situation politique créée par son propre succès. Dans ce sens, les récents résultats électoraux n'ont fait que traduire ce phénomène en termes de suffrages. C'est la raison pour laquelle la sévère autocritique de M. Berlinguer devant les secrétaires provinciaux du parti à la fin du mois de mai, où il a réaffirmé la volonté générale du compromis historique, a été jugée plutôt décevante. Il est dénué de sens de réclamer davantage de participation si l'on considère que la ligne stratégique est immuable.

En quatrième lieu, en parlant des insuccès électoraux du P.C.I., il faut tenir compte d'un élément nouveau en Italie : la mobilité électorale. Jusqu'au référendum sur le divorce de mai 1974, l'électorat italien était distingué par sa stabilité : les gains et pertes des partis se mesuraient en décimales. Depuis quatre ans, tout cela a bien changé, et l'électorat italien a démontré une mobilité semblable à celle des autres pays européens. On en déduit que l'électorat, plus instruit et plus conscient, est devenu plus indépendant des partis et ne peut pas être géré avec des méthodes essentiellement organisatrices, comme le faisait jusqu'au P.C.I.

Même si des problèmes structurels sont à l'origine de la crise du P.C.I., ils ne peuvent pas masquer le fait que cette crise est aussi, et surtout, politique. Au centre de l'analyse de la crise politique, se trouve la formule communiste de « la

\* Centre de recherche sur la société italienne contemporaine, université de Bologne.

nouvelle façon de gouverner — qui était la justification explicite de la stratégie du « compromis historique ». En effet, c'est sur le base de cette formule que le parti a axé ses deux dernières campagnes électorales. Ces succès ont été interprétés comme un vote pour le changement. Alors, si tel est le cas, il est tout à fait légitime de se demander ce qui a changé en deux ans. C'est la question qu'il faut se poser non moins d'élections et même de militants. Pendant ces deux années, le P.C.I. a donné l'impression d'être plus préoccupé de se rapprocher du pouvoir que de définir la substance de tout accord politique ; il parut donc avoir perdu de vue le fait que, tandis qu'un parti conservateur peut se permettre le luxe de gérer le statu quo, même s'il s'agit d'une crise économique grave (c'est son métier), un parti progressiste, pour ne pas dire révolutionnaire, ne le peut absolument pas, sous peine de perdre sa raison d'être.

Il est assez facile d'accuser la direction nationale du P.C.I. d'une prudence excessive dans l'exploitation de son succès du 20 juin 1976, où il fut le premier parti communiste au monde à gagner plus de 30 % des suffrages dans une élection libre, mais on a eu l'impression qu'il avait trop peur pour être capable d'en tirer profit. En fait, cette prudence excessive des chefs communistes traduisait l'absence d'un projet crédible pour une « autre société » et d'un plan précis d'action gouvernementale ; et le fait qu'ils n'avaient pas compris qu'au-delà de 30 % des suffrages, c'était un tout autre jeu politique qu'il s'agissait désormais de jouer.

S'il est juste, au moins sur le plan analytique, de formuler de telles critiques, il est tout aussi juste de remarquer que l'absence d'un projet crédible pour une « autre société » n'est pas certainement un problème propre à l'Italie. C'est, en fait, la tragédie de toute la gauche européenne d'aujourd'hui. Elle manque totalement d'analyse adéquate d'où se dégageraient les transformations réalisables. Il semble que les six prochains mois seront cruciaux pour l'avenir de la gauche en Italie.

Le P.C.I. semble avoir compris tardivement, avec l'aide de l'électorat, d'où son intervention pour obliger le président Leone à se démettre. En fait, la partie se joua ailleurs, en ce moment même, et non pas tant, comme on pourrait se l'imaginer, dans l'élection du nouveau président que dans les mesures de reconversion industrielle où le démocrate chrétien, sous la conduite du ministre Donat Cattin, fait tout pour repousser les propositions de la gauche et des syndicats. Si le P.C.I. n'a pas gain de cause, il vaudrait mieux pour lui qu'il oisiveté le parti. Le « compromis historique » sans contenu n'est bon pour personne, et surtout pas pour le P.C.I. Il détruirait ses derniers vestiges de crédibilité, et le parti risquerait de se retrouver rapidement dans la situation qui était le sien avant le 20 juin 1976.

A propos de « l'Affaire Mori »  
et « Un juge en danger »

### UNE NOSTALGIE D'ÉTAT

« C'EST de l'Etat que s'ouvre l'Italie, de son animisme, de son manque de pouvoir, et du grippage humiliant de ses appareils », semblent nous répéter depuis un certain temps les films politiques italiens (1). Face à la pensée-démocratie allemande et au libéralisme musclé français, cette situation décrite, ramollie, aurait dû pourtant réjouir tous les cinéastes qui, ayant lu Lénine, considéraient, comme lui, que l'Etat constitue « un appareil spécial de coercition » (2). Eh bien ! non, ceux-là précisément, les cinéastes de gauche, estimant indispensable (comme le P.C.I.) d'étrayer et de soutenir le machine italienne, se sont gaga, pensant-ils, d'un fonctionnement démocratique égalitaire.

A cet égard, l'Affaire Mori, de Pasquale Squitieri, est exemplaire ; mais aussi préoccupant car, à trop avoir la nostalgie d'un Etat fort et respecté, on finit par regretter le temps où Benito Mussolini et son parti tenaient d'une main de fer l'Italie fasciste. Partant de faits évanescents, enveloppés dans les structures narratives d'un western sicilien, Squitieri rappelle l'efficacité d'un incorruptible prêt mussolinien qui parvient à démanteler, dans les années 20, une meurtrière organisation secrète (le Mafia). Probe, moral, le prêt Mori tira ses forces de son « sans de l'Etat », et surtout de son épistolisme (il n'est pas fasciste).

Le petit policier qui a peur dans Un Juge en danger (de Damiano Damiani) est lui aussi apolitique, mais cela constitue par contre sa principale faiblesse. Dans l'Italie actuelle (le film de Damiani, tourné en 1975, fait référence à la période récente où l'extrême droite pratiquait le « terrorisme noir »), où l'Etat n'est plus qu'une institution fluide, un policier sans parti qui apprend (par hasard) que le chef de la D.S.T., des généraux et des juges respectables sont à la tête d'un réseau terroriste, devient pour ceux-ci un homme à abattre, et pour la gauche, appelée à le recousser, un homme peu crédible, un « dangereux provocateur ».

Ainsi, quelque part, ces deux films nous disent la même chose : à savoir que si tout le monde choisit son parti, le camp de l'Etat restera désert et deviendra lui-même l'enjeu de rivalités dangereuses dans lesquelles sombrera la démocratie. En creux, ils formulent le vœu de voir les fonctionnaires pratiquer un épistolisme énergique qui pourra enfin fortifier l'Etat et garantir son action.

Un tel vœu équivaut à regretter, en réalité, que ne soient guère appliqués en Italie des pratiques déjà en vigueur dans d'autres Etats européens où l'appartenance à certaines parties politiques est incompatible avec la fonction publique. Curieux regret, carieuses lictions de gauche.

I. R.

(1) Cf. également : *Todo Modo*, O'Ello Petri, et *Cadavres exquies*, de Francesco Rosi.  
(2) Lénine, *L'Etat et la révolution*.

Concilier passion de l'authentique  
et confort du XX<sup>e</sup> siècle.

## 32 rue Saint-Guillaume



A l'emplacement de l'ancien Hôtel de Beaumont.

Dans le noble Faubourg Saint-Germain, une adresse prestigieuse au 18<sup>e</sup> siècle qui vit s'y construire l'Hôtel de Beaumont. Une adresse prestigieuse au 20<sup>e</sup> siècle qui voit renaître ce bel hôtel particulier : la façade rue est conservée et le jardin redessiné à l'ancienne.

32, rue Saint-Guillaume, un hôtel du 18<sup>e</sup> siècle retrouve sa raison d'être, grandeur, confort et raffinement : de très beaux studios et deux pièces et des duplex de trois à six pièces dont les plus grands offrent des surfaces d'une rare majesté.

Appartement-décoré ouvert sur place  
tous les jours sauf mardi de 13 h 30 à 19 h. Tél. 544.21.35

**JOHN ARTHUR & TIFFEN**  
17, Bd. HAUSMANN-PARIS 8<sup>e</sup>  
766.04.66

Le Monde réalise chaque semaine  
**UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE**  
Réservée aux lecteurs résidant à l'étranger

Numéro spécimen sur demande  
5, rue des Italiens, 75007 PARIS cedex 09

### FONDATION DE L'ÉCOLE INTERNATIONALE DE GENÈVE

|   |  |
|---|--|
| <b>LA GRANDE-BOISSIERE</b><br>62, route de Chêne<br>1208 GENEVE (Suisse)<br>Tél. : 022.36-71-30 | <b>LA CHATAIGNERAIE</b><br>1297 FOUNEX (Vaud)<br>(Suisse)<br>Tél. : 022-76-17-76 |
|---|--|

**BACCALAUREAT INTERNATIONAL**  
Maturité fédérale suisse Baccalauréat français  
International et externat pour filles et garçons  
Sports d'été et d'hiver



# M. RAYMOND BARRE ET LES RECETTES DU CAPITALISME

**R**EN ne devrait nous étonner d'un système qui repose sur ce qu'il y a de plus fort et de plus vil dans la nature humaine, l'orgueil et la cupidité, et qui met l'argent au premier rang de son échelle des valeurs. Et pourtant quand M. Barre, nouveau premier ministre, succède à M. Chirac et annonce d'une voix forte qu'avec lui tout allait changer, que toute la vérité devrait être dite aux Français, que son prédécesseur par une politique de facilité avait laissé galoper l'inflation sans entraver le chômage, certains parmi les cadres moyens, les employés et même les ouvriers se laissèrent impressionner par ses arguments. Il faut dire à leur décharge que la pression sans cesse renouvelée de l'idéologie dominante par radio et télévision interposées réalise aujourd'hui un bouillage de crâne dont on se demande encore comment il peut être toléré et qui rappelle de bien fâcheux souvenirs.

Mais le temps est passé. Les chiffres sont là, implacables. Le bilan est désastreux. Non seulement M. Barre a fait plus mal que son prédécesseur, mais il nous a obstinément trompés. Quatre indicateurs résument la situation : celui de la production industrielle et travaux publics inclus (\*), celui des prix à la consommation (\*\*), celui du chômage et celui de la parité de notre monnaie par rapport au mark (voir tableau I).

— la production stagne aussi bien sous M. Chirac que sous M. Barre. La grande crise amorcée en 1965 aux Etats-Unis et vers 1970 en Europe devient implacablement étirée. Il n'est plus possible de trouver de débouchés « rentables », c'est-à-dire permettant au capital mis en œuvre de réaliser des taux de profit satisfaisants ;

— l'inflation continue au rythme de 10 % l'an en moyenne, et M. Barre, en deux ans, n'aura pas fait mieux que M. Chirac, alors que celui-ci gouvernait un moment où les contrevoies directs de la hausse des matières premières se faisaient pleinement sentir. C'est peut-être dans ce domaine que les messages sont les plus graves, car de nombreux Français ont cru que les sacrifices qui leur étaient demandés serviraient au moins à enrayer la hausse des prix. Comme toujours, on a trompé les plus faibles, les moins bien informés ;

— conséquence de la stagnation de la production, le chômage s'est développé. Là encore, rien ne permet de constater un changement, la situation s'aggrave même ces derniers mois. Avec la politique dite libérale, de grands secteurs de notre économie vont être sacrifiés. Au lieu de laisser à un Plan le soin d'organiser les mutations nécessaires, on s'en remet

à la « loi du marché » internationale, c'est-à-dire à celle des grandes firmes multinationales ;

— enfin, sur le plan de la monnaie, contrairement à ce qui est dit, M. Barre n'a pas empêché la dévaluation de notre monnaie. Certes, nous avons suivi le dollar dans sa chute, mais la parité du franc par rapport au mark a baissé de 15 % de 1976 à 1978, contre seulement 3 % de 1976 à 1974.

Faut-il pour autant en conclure que, malgré les apparences, M. Chirac était un bien meilleur économiste que le « premier économiste de France » ? Ce serait raisonner de façon simpliste. Contrairement à l'apparence, M. Barre n'innove en rien. Il met tout simplement en application, à un moment donné de notre histoire, les seuls moyens que le système capitaliste connaisse pour essayer, compte tenu de sa base sociale, de sortir de la crise : faire payer la note aux travailleurs. Comment ? En restaurant les

Par CHRISTIAN GOUX \*

la valeur ajoutée. S'il fallait donc choisir un seul indicateur permettant de connaître la bonne ou la mauvaise santé du système capitaliste, ce serait celui donnant la part des salaires dans la valeur ajoutée (corrégée de l'incidence du mouvement de salarisation croissante) qu'il faudrait retenir.

Quand cette part augmente, cela signifie que les salariés dans leur ensemble arrivent à améliorer leur situation ; quand elle diminue, c'est le chômage et la régression du pouvoir d'achat.

Or, au cours des vingt dernières années, cette part était restée relativement stable, oscillant entre des limites très étroites : aux environs immédiats de 48,5 %.

Cela tient à deux raisons : d'une part, le lutte entre les deux classes était relativement équilibrée, ce qui était resté possible par la permanence

si deux conditions sont remplies : tout d'abord que les salariés acceptent de faire les frais de ce réajustement, ensuite que la réduction de la production par suite de la stagnation ne vienne, en diminuant la valeur ajoutée elle-même, rendre impossible le réajustement souhaité.

Quoi qu'il en soit, tout doit être analysé dans cette optique pour comprendre la politique actuelle : rétablir les profits suppose la liberté des prix, en restaurant l'assainissement des comptes d'exploitation par le licenciement massif, ou le permet ; la réduction du pouvoir d'achat par la hausse des tarifs publics, ou la provoque ; enfin l'enclenchement d'un processus de salaires, ou l'impose aux grands groupes, entreprises, exsangues, incapables de faire face à la restauration industrielle sauvage, elles n'ont plus qu'une solution : disparaître. On le souhaite sans oser le dire.

Mais cette politique du pire va-t-elle permettre à la France de s'en sortir, en restaurant un régime capitaliste implacable et bien vivant ? Sans crainte de nous tromper, nous pouvons être assurés que non, car dans la logique de ce système où les forces écartent les faibles, la France, puissance moyenne, devra s'effacer pour laisser la place à d'autres. La sidérurgie, le textile, la construction navale, la construction aéronautique sont menacés de disparaître si les pseudo « règles du jeu » de la concu-

rence internationale s'appliquent. Car ces règles sont celles des grandes firmes qui dominent le monde et, en fait de concurrence, imposent leurs lois par des mécanismes qui ne s'appliquent pas le marché mais le monopole, le dumping et, s'il le faut, la contrainte militaire. Ou en tout cas la domination financière par l'intermédiaire du dollar.

Tout comme dans la tragédie grecque, le ressort est bandé, il n'a plus qu'à se dérouler tout seul. Le capitalisme a mis en place un scénario bien huilé pour nous autres Français et, à moins d'un sursaut, nous serons laminés.

Demain on nous expliquera que l'Europe même est trop petite pour faire face aux problèmes de ce monde et qu'elle est, comme la nation, dépassée.

Somme-nous condamnés à subir le mécanisme implacable et aveugle d'un capitalisme trompeur et emportant tout sur son passage dans sa nouvelle mutation ? Ce serait faire de l'économisme que l'on reproche bien souvent aux hommes de gauche qui étendaient tout sur son passage dans sa nouvelle mutation ? Ce serait faire de l'économisme que l'on reproche bien souvent aux hommes de gauche qui étendaient tout sur son passage dans sa nouvelle mutation ? Ce serait faire de l'économisme que l'on reproche bien souvent aux hommes de gauche qui étendaient tout sur son passage dans sa nouvelle mutation ?

TABLEAU I. — LES CHIFFRES D'UN BILAN DESASTREUX

|   | 1974    | 1976    | 1978      |
|---|---------|---------|-----------|
| — Production industrielle, bâtiment et travaux publics inclus (*) | 115     | 117     | 116       |
| — Prix à la consommation (**)                                     | 136     | 167     | 200       |
| — Demandes d'emploi non satisfaites                               | 498 000 | 534 000 | 1 208 000 |
| — Parité mark/franc   | 1,85 F  | 1,90 F  | 2,30 F    |

(\*) Base 100 en 1970.

profits au détriment des salaires. Est-ce possible ? Cela dépend de la résistance des travailleurs. Est-ce la solution pour sortir de la crise ? Non sur le plan intérieur français, peut-être à l'échelle internationale. Mais, quel qu'il en soit, un équilibre n'est plus réalisable pour notre pays. La politique pratiquée, si elle réussissait, conduirait à la ruine de l'économie française. Sous prétexte de concurrence internationale, la France entrerait dans le cercle vicieux du sous-développement et son économie comprendrait deux secteurs : l'un, celui des très grandes firmes, implantées sur notre territoire mais en fait isolées du reste de la nation, comme on le constate dans les pays sous-développés, et l'autre secteur en voie de sous-développement accéléré concernerait les bas salaires, le chômage et la misère. Paraphrasant un livre célèbre (Le Désert français), ce serait demain « les grandes firmes multinationales et le sous-développement français ».

Quel que soit le vocabulaire utilisé, le fondement de la politique actuelle est le rétablissement de la rentabilité des entreprises, qui ne peut se réaliser que par l'amélioration relative des profits au détriment des salaires dans

d'une forte croissance, d'autre part la salarisation de très hauts revenus masquant en fait l'exploitation (qui se continuait) des classes modestes. Certains hauts salaires n'étaient pas en fait des salaires. Mais, quel qu'il en soit, un équilibre n'est plus réalisable.

Arrivent la crise et ses bouleversements. Frappés de plein fouet, les entreprises comme les salariés en subissent les contrecoups, mais, contrairement à ce que certains ont dit, ce sont les entreprises qui, dans la première phase de la crise de 1970 à 1975, ont subi le choc le plus fort. Et la part des salaires dans la valeur ajoutée a augmenté de 2 % sur la tendance moyenne, ce qui est considérable. Toute la politique de M. Barre consistait à revenir du niveau de 50 % atteint et dépassé en 1974, 1975, 1976 au niveau moyen de 48,5 %, et même en 1978, pour compenser autant que faire se peut les pertes antérieures. Il fait tout pour y arriver. En 1977, la part des salaires est revenue à 50 % et la politique d'austérité restée, actuelle, amènerait ce niveau à 49 % en 1978 et à 48 % en 1979. Du moins

\* Professeur à l'université de Paris I, membre du parti socialiste.

## Les insupportables rapports de production actuels

**S**i la deuxième crise économique et sociale de l'Occident peut être datée comme commençant en 1965 aux Etats-Unis, les événements de mai 1968 ont été en Europe, particulièrement en France, un rôle capital comme révélateur des contradictions profondes du fondement du mode de production capitaliste.

Prenez un exemple simple : en 1978, le travail posé à la chaîne dans une grande entreprise est la forme moderne du bagne. Tous les sociologues seront d'accord pour le

dire. Et pourtant ce bagne existe. C'est la loi commune des travailleurs d'usine. Tout ce qui se passe encore par là, ce sont des travailleurs immigrés qui assurent en majorité ces tâches, mais ils se révolteront demain. Ils se révolteront aujourd'hui. De plus en plus, grâce à l'introduction de l'automatisation, apparaît une couche pure et profonde entre un travail de plus en plus déqualifié et un encadrement surqualifié. Mais si cela est vrai dans les usines, cela l'est encore davantage dans les bureaux. L'ordinateur introduit lui aussi une nouvelle division du travail, créant deux catégories d'emploi : au sommet, l'analyse et le programmation ; à la base, les opérateurs, exécutant des tâches précises, spécifiques et ne requérant presque aucune qualification.

Un processus de production inhumain, au sens fort du terme, est donc en train de se mettre en place. Il transforme la grande majorité des salariés en robots, en machines ou en personnel déqualifié et, demain, en chômeurs. L'homme devient chaque jour plus esclavoté, non seulement à cause de la coupure temporelle de travail/repos, mais aussi dans le temps de travail lui-même.

Cela pourra-t-il effectivement se réaliser ? Tout dépend, là encore, de la capacité de résistance de ce monde et sous-jacent cette exploitation. A ce niveau, la crise est là, au sens grammatical du terme, car le vieux est en train de mourir alors que le neuf n'arrive pas à naître.

De tout cela, il ne faudrait pas croire que le président de la République et son gouvernement ne sont pas conscients. Mais la base sociale qui les soutient, les minorités agissantes qui les maintiennent au pouvoir, ne peuvent pas vouloir une mutation qui les condamnerait.

Aussi demain, malgré les blocages, malgré les messages, les divisions, la réalité économique et sociale imposera des bouleversements décisifs. Cela peut être le socialisme, mais aussi la barbarie.

TABLEAU II. — PART DES SALAIRES DANS LA VALEUR AJOUTÉE (Corrigée de l'incidence du mouvement de la salarisation croissante)

|        |        |
|--------|--------|
| — 1971 | 48,5 % |
| — 1972 | 48,6 % |
| — 1973 | 49,1 % |
| — 1974 | 50,4 % |
| — 1975 | 50,4 % |
| — 1976 | 50,5 % |
| — 1977 | 50,9 % |

## Critique de trente ans de politique industrielle

### La France et l'impératif mondial

**L**e préci de géo-économique appliquée qu'est le dessein d'Alain Cottat (1) développe de bout en bout une thèse limpide : affrontée aux processus d'intégration croissante qui mondialisent l'économie longtemps appelée, d'un qualificatif désormais démodé, « internationale », l'économie française est condamnée au « transfert ». Ce concept central se précise progressivement au fil de la démonstration. Il désigne l'extension au niveau mondial d'une partie de la capacité d'action de l'économie nationale sur elle-même comme sur l'économie mondiale en voie de se faire. Ni la « construction européenne » ni le « dialogue Nord-Sud », encore moins les compétitions commerciales entre pays riches, ne sont les lieux adéquats de la définition et de la mise en œuvre d'une politique économique extérieure adaptée aux contraintes de la géo-économie actuelle, dont Alain Cottat analyse la nature et l'évolution probable en les situant comme il convient, dans une perspective historique remontant aux lendemains du second conflit mondial. De ce point de vue, on lira aussi son livre comme une critique magistrale de la politique industrielle de la France depuis trente ans. De là sans nul doute le choix d'un titre qui se veut aussi écho à un livre naguère publié sous celui de « l'impératif industriel » (Lionel Stoléru, 1968) et fit à l'époque quelque bruit.

Ce que montre aujourd'hui Alain Cottat, c'est qu'il n'y a pas d'impératif industriel en

soi : « Dans un monde en mutation très rapide, il ne suffit plus, avec évidence, de favoriser indistinctement l'activité industrielle pour

Par ANDRE-CLEMENT DECOUFLÉ

réussir notre intégration, pas plus qu'il ne suffit d'avoir des « projets » pour être « indépendants ». (p. 171). Les rois et royaumes de ce qu'il appelle tout simplement, à savoir « une redistribution des ressources nationales à l'avantage des autres nations » (p. 150), sont à définir et à mettre en œuvre dans le cadre d'une stratégie globale. On verra que, entre autres perspectives ouvertes par le livre, l'insistance avec laquelle l'auteur met en avant l'importance décisive d'une politique agro-alimentaire conçue en d'autres termes que ceux de marchandises bricolées à la petite semaine. Rien n'éclaircit mieux sans doute que ce chapitre si longtemps négligé de notre politique économique le contraste essentiel entre une optique « européenne » de plus en plus étriquée et une vision mondiale des problèmes, laquelle n'est, rappelle à juste raison Alain Cottat, « développée sur notre soi que par les sociétés multinationales » (p. 188).

Mais sur ce point, pourtant vital comme

sur les autres, l'auteur n'entretient aucun crois d'illusions : « tant d'intérêts sont en jeu et tant de carrières en cause, observe-t-il au passage, que les changements, à supposer qu'ils soient décidés, seront longs et difficiles. L'intégration mondiale, quant à elle, se fera avec ou sans la France : « Le monde, écrit-il en une formule dont on espère n'avoir pas à se soucier dans une génération, peut fort bien se passer de la France, mais la France ne le peut pas du monde » (p. 222). De là à dénoncer l'inéluctable de la déqualification des salariés, des techniciens, des spécialistes dont on sait qu'ils ont inspiré plusieurs exercices de prospective économique des années récentes.

**D**ARCE qu'il se blâse jamais avec son sujet, qu'il repose sur l'analyse d'une information sûre, qu'il exprime des jugements d'autant plus remarquables qu'ils sont toujours nuancés, le livre d'Alain Cottat sera lu et lu — surtout si l'on se dérange — considéré avec l'indulgence obligée de l'homme d'action à l'égard de l'économiste en chambre. Souhaitons pourtant qu'il soit mieux que la : médité. Et gardons-le à portée de main. Il pourrait bien s'avérer, après-demain, prophétique. On pense en particulier aux pages terminales du livre, où Alain Cottat plaide en faveur d'un ralentissement et d'une réorientation de la politique de croissance elle-même, qu'il considère comme une perspective à la fois indésirable et beaucoup plus souhaitable qu'on ne se plaît aujourd'hui à l'envisager » (p. 202). Flânez, du reste, le moins mathématisé du monde, au moins pour qui en accepte la lecture sans préjugés. Et qui n'ignore pas l'indétermination combinateur de toute prospective ouverte, de celles qui, pour recueillir Alain Cottat, mettent en déroute les prévisions monétaires. C'est une autre façon de parler d'espérance.

(1) Le France et l'impératif mondial, par Alain Cottat. P.U.F., Paris 1976, 233 p., 49 F.

RECTIFICATIF : une erreur imputable à nos services techniques s'étant glissée dans la carte concernant la publicité

**SNT**

paru dans « le Monde diplomatique » du mois de juin, nous publions ci-contre la reproduction du document original.

**SOCIÉTÉ NATIONALE DES TRANSPORTS ROUTIERS**  
27, rue des Trois-Frères-Bouadou - BIRMANDREIS-ALGER  
Télex : SNTNR ALGER 82762 - Téléphone : 60.24.77-60.43.92

**REPERES**  
LE MENSUEL DU C.E.R.E.S.  
N° 53-54  
**DIX ANS APRÈS MAI**  
Deuxième colloque du C.E.R.E.S. : exigence démocratique et rupture avec le capitalisme.

Prix du numéro : 20 F.  
En vente dans les librairies ou au 13, bd Saint-Martin, 75003 PARIS. Tél. : 857-76-62.

ABONNEMENTS  
France et pays de l'Europe Communautaire française : 120 F  
Étranger (y compris l'Algérie) : 150 F  
Étranger (par avion) : 170 F  
C.C.P. 34.875.303 - LA SOURCE

**LOCATION DE VOITURES EN FRANCE**

Lorsque vous allez en France, la location d'une voiture est certainement le meilleur moyen pour résoudre le problème de vos déplacements pendant votre séjour. Elle vous permet de disposer du modèle de votre choix jusqu'au moment de reprendre l'avion. Vous pouvez ainsi concevoir le détail de votre temps à vos affaires ou à vos loisirs.

Dans 50 villes de France MATTEI offre toujours une formule adaptée aux différents besoins et vous permet de disposer d'une voiture dans les meilleures conditions, à des prix traditionnellement très réduits.

Exemples : la journée + le km  
R5 TL F 55,27 0,45  
SIMCA 1307 F 61,15 0,54  
Prix T.T.C. en F français.

Pour des locations de 4 mois consécutives, nous vous proposons une formule de :  
F 65,46 pour une R5 TL  
F 63,50 pour une SIMCA 1307

Ces prix T.T.C. en francs français comprennent 100 km par jour, l'entretien complet de la voiture et les assurances. Pour recevoir nos brochures, retournez ce coupon à :

**M A T T E I**  
121, Avenue du Prado  
13266 Marseilles Cedex 2 - France

Nom : \_\_\_\_\_  
Prénoms : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_

# Lien africain

Lire pages 6 à 9 :

PAGES 6 : ...  
PAGES 7 : ...  
PAGES 8 : ...  
PAGES 9 : ...

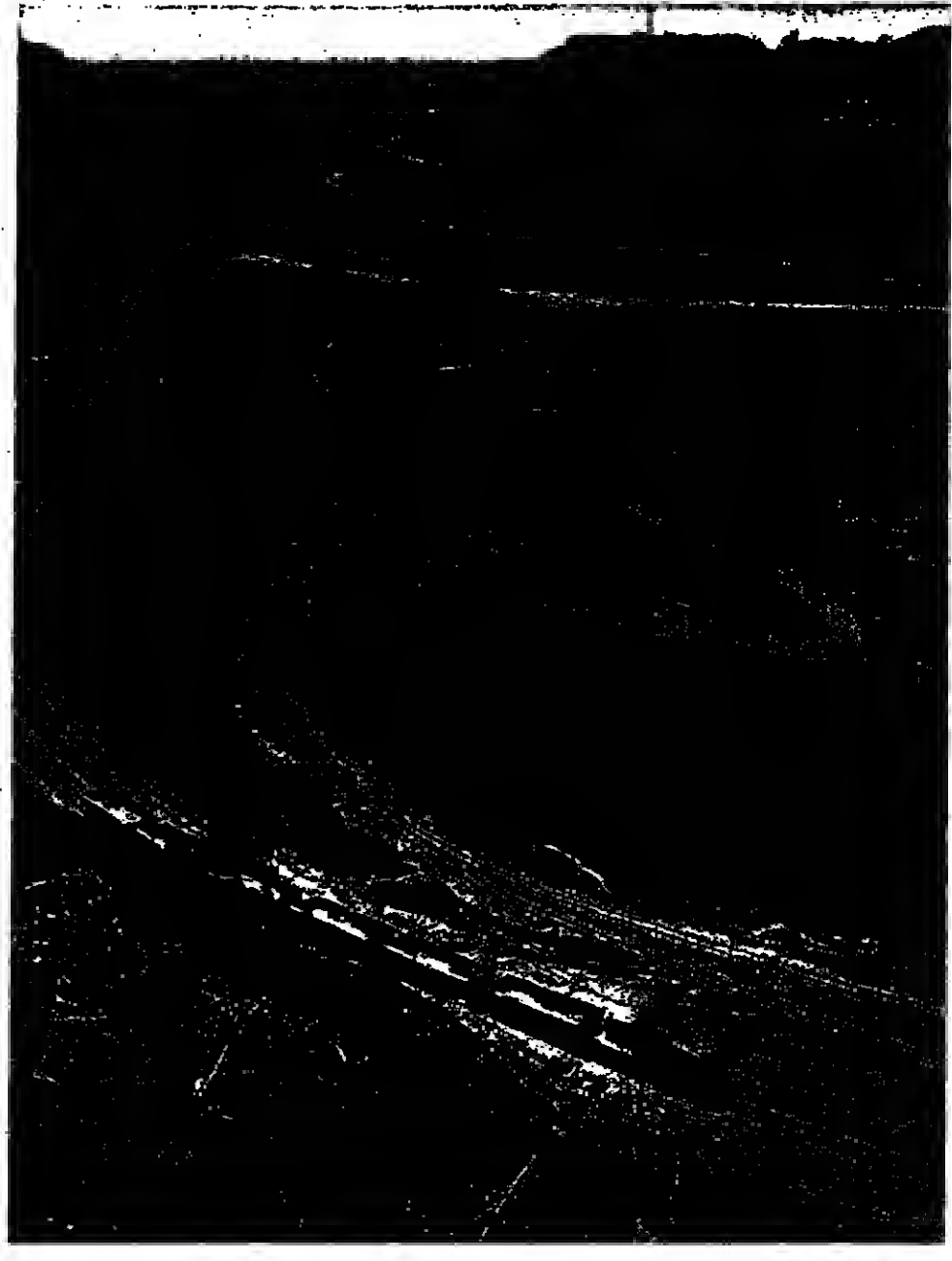
مكتبة من الأصل



# L'enjeu africain

La nouvelle tentative de rébellion au Shaba en mai dernier se traduit finalement par une aggravation de la tutelle étrangère au Zaïre, désormais soumis au contrôle direct du Fonds monétaire international et à l'assistance d'une force interafricaine d'intervention. La province du Shaba, où stationnent les soldats africains, assure à elle seule, grâce à ses richesses minières, près de 65 % des revenus d'exportation du pays. L'enjeu est évident : il s'agit de préserver l'accès de l'Occident aux gisements de matières premières vitales pour la prospérité du monde riche. A cet égard, la nouvelle étape qui vient d'être franchie dans la mise en condition du Zaïre ne concerne pas ce seul pays et a valeur d'avertissement pour l'ensemble du continent africain.

Elle correspond aussi à une stratégie pour l'Afrique qui, progressivement, est en train de prendre forme dans les chancelleries occidentales à l'initiative de Washington. C'est ce qu'expose ci-dessous Barry Cohen tandis que Christophe Batsch montre les incertitudes qui pèsent encore sur le projet de force d'intervention africaine, du moins tel qu'il a été conçu de Paris. Un universitaire zairais, Kikila M'Bokolo, rappelle un aspect essentiel, souvent mal interprété, dans ce conflit : l'héritage historique des populations du Shaba (ex-Katanga), qui pourtant avait déjà été considérablement exploité lors de la « crise congolaise » voilà plus de quinze ans. Pierre de Vos évoque à ce propos les premières années de l'indépendance de l'ancien Congo belge, marquées par l'intervention des troupes de l'ONU.



(Photo Alamy.)

## Face à la faiblesse des régimes en place et aux tentatives de pénétration soviétique

## L'ébauche d'une stratégie occidentale

Par BARRY COHEN \*

La rapidité et la vigueur avec lesquelles les pays occidentaux ont réagi à la menace qui pesait sur le régime Mobutu trahissent l'anxiété qu'ils éprouvent pour l'avenir de leurs intérêts sur le continent. En réalité, malgré l'importance économique et stratégique du Zaïre en Afrique, l'intervention occidentale a pris une tournure bien plus complexe que ne l'exigeait le règlement d'un simple conflit africain. Ce fut l'occasion de prendre le pouls de la « détente », et les chefs d'Etat qui se sont unis à ce propos dans les capitales occidentales ont trouvé des accents de dénonciation qui évoquent l'esprit du phare caractéristique du temps de la « guerre froide ». Mais la nature des relations internationales a beaucoup changé depuis lors, et l'on voit aujourd'hui l'Occident se faire cause commune avec la République populaire de Chine, et avec une large gamme d'Etats conservateurs de l'Afrique et du Proche-Orient où de nouveau un spectre hostile l'Europe et si ce n'est pas tout à fait celui du communisme, du moins est-ce bien celui du bloc soviétique.

Le système impérialiste ne s'est pas encore complètement remis du choc causé par la défaite des forces auxquelles il avait accordé son soutien dans la guerre d'Angola. Avant l'indépendance de ce pays, il est vrai que les Etats-Unis et les anciennes puissances coloniales tenaient leurs intérêts pour acquis. Depuis la chute de Nkrumah en 1966 et la défaite du panafricanisme militant, l'Afrique, au sud du Sahara, restait solidement confinée dans le cadre des relations néocoloniales. Les Etats occidentaux se sentaient suffisamment en sécurité pour se livrer à la compétition dans les anciennes sphères d'influence coloniale. Les Etats-Unis, en particulier, tentaient de pénétrer en Afrique francophone où, de temps à autre, ils se heurtaient à l'hostilité des Français (1). Dans la zone vitale de l'Afrique australe, les minorités blanches exercent leur pouvoir en toute tranquillité, aux côtés du régime colonial portugais — pourtant un peu moins assuré.

C'est le coup d'Etat au Portugal et ses conséquences sur l'équilibre régional de l'Afrique australe qui éveillèrent la vigilance de l'Occident.

Lire pages 6 à 9 :

PAGES 6 et 7 : Suite de l'article de Barry Cohen. — Les racines d'un « drame national » (Pierre de Vos).

PAGES 8 et 9 : Le projet de force interafricaine (Christophe Batsch). — Ethnicité, régionalisme et nationalisme au Shaba (Kikila M'Bokolo). — Fin de l'article de Pierre de Vos.

Si les puissances occidentales voulaient ménager leur monopole d'accès aux sources présentes et futures de matières premières, il devenait évident qu'il leur faudrait mettre un frein à leurs rivalités pour affronter ensemble le menace des nouveaux régimes et des mouvements de libération. Pour les Américains, la défaite du Vietnam avait laissé une double piste : non seulement leur hégémonie incontestée depuis la seconde guerre mon-

### Une aide intéressée

LORS de la deuxième rébellion au Shaba, cette fois de sang, il est évident que le bloc occidental a subi une défaite. Sans doute les enjeux sont-ils considérables pour l'Occident au Zaïre. C'est un immense pays de près de 2 345 000 kilomètres carrés, situé au cœur du continent et limitrophe de neuf autres Etats aux régimes politiques divers. Ses richesses naturelles et son potentiel agricole sont énormes. A supposer que le Zaïre tombe aux mains des rebelles « katangais », les responsables de la politique occidentale se verraient confrontés à une succession d'Etats favorables à Moscou, de l'Atlantique au Pacifique, couvrant l'Afrique en deux. Du point de vue des intérêts occidentaux, le continent serait destabilisé du Cap à l'Équateur. La Zambie pro-occidentale, partageant avec le Shaba, dans la culture de cuivre, le même complexe géologique et ethnique, serait soudain isolée. Le président Kaunda s'est d'ailleurs rendu aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne au mois de mai et il a obtenu l'aide économique nécessaire pour faire face à une détérioration de la situation économique de son pays (2). En outre, après la rébellion au Shaba, il a donné l'assurance au président Mobutu qu'il déplacerait une partie de ses troupes de la frontière rhodésienne vers celle du Nord pour empêcher de nouvelles incursions des « Katangais ».

Depuis que le président Mobutu a succédé au pouvoir en 1965 à la suite d'un coup d'Etat fomenté avec le soutien de la C.I.A. (3), le Zaïre s'est fidèlement acquitté du rôle géopolitique qui lui était assigné. Non seulement il envoya ses soldats combattre aux côtés du F.N.L.A. dans la guerre d'Angola, mais encore servit d'intermédiaire pour le transfert de 60 millions de dollars à la coalition du F.N.L.A. et de l'UNITA. A l'Organisation de l'unité africaine et dans d'autres forums du tiers-monde, il a pris fait et cause pour les points de vue américains dans les problèmes du Proche-Orient et du nouvel ordre économique international. Depuis 1960, il a reçu plus de 80 millions d'aide militaire et économique américaine, destinés à affermir sa « stabilité ». Un fonctionnaire du département d'Etat précisait au *New York Times*, le 4 janvier 1976, que « les Etats-Unis

diplomatique venait de recevoir une cuisante défaite, mais encore d'importantes restrictions étaient apportées par le Congrès aux pouvoirs du président pour entreprendre de nouvelles aventures militaires. S'ils voulaient intervenir avec succès dans les crises africaines, il leur faudrait se concentrer bien plus étroitement avec leurs alliés européens.

### envisageaient la position du Zaïre en Afrique à peu près comme celle du Brésil en Amérique du Sud... (1) Il y avait au département d'Etat un courant en faveur du soutien au Zaïre, dans l'espoir qu'il pourrait étendre son hégémonie sur le continent. »

Le Zaïre est le premier producteur mondial de diamants industriels et de cobalt. Il produit aussi d'importantes quantités de cuivre, d'uranium, de zinc, d'or, de nickel, de chrome et de manganèse (voir le tableau de la page 7). Les investisseurs étrangers se sont naturellement efforcés de participer à l'extraction de ses richesses minières (4). En tant que métal essentiel à la fabrication des moteurs à réaction, le cobalt est rangé dans la gamme des produits stratégiques et l'Occident en importe au moins 65 % de ses besoins.

\* Journaliste canadien.

L'ancien sous-secrétaire d'Etat américain Chester Bowles évoqua dès 1966 la future importance des richesses minières de l'Afrique : « Si nous étions privés de l'accès aux matières premières de l'Asie, nous serions sérieusement handicapés mais nous pourrions encore maintenir notre croissance économique. Mais si nous étions en même temps coupés des ressources naturelles inépuisables de l'Afrique, en l'espace d'une décennie nous serions confrontés à des difficultés considérables, même à supposer que nous possédions encore disposer des ressources du Canada et de l'Amérique du Sud. » (5).

Cette dépendance dans laquelle se trouvent les économies solitaires des Etats-Unis et de l'Europe à l'égard des importations de minerais africains a de tout temps joué en faveur d'une politique d'intervention. Ces dernières années, les pays occidentaux ont fait savoir qu'une instabilité permanente dans des régions telles que l'Afrique centrale et méridionale finirait par décourager les sociétés multinationales de continuer à investir dans l'industrie extractive du tiers-monde. Il en résulterait une délocalisation du développement minier vers des Etats politiquement plus sûrs comme le Canada, les Etats-Unis et l'Australie, et, éventuellement, une exploitation à grande échelle des gisements océaniques.

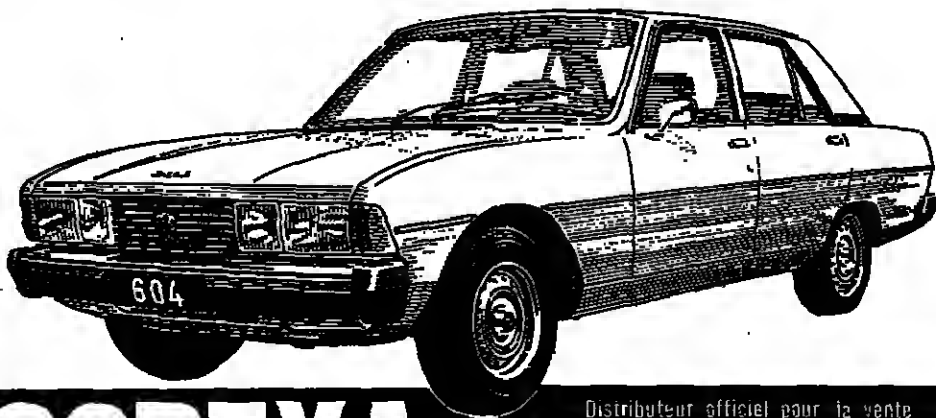
En fait, l'argument de tiers guerre. C'est un fait largement admis dans les sociétés minières qu'il faut de dix à quinze ans pour planifier

et équiper une mine avant que son produit puisse être commercialisé. Récemment, Sir Ronald Frain, ancien président de Roan Selection Trust, déclarait ainsi qu'« il ne fait aucun doute que les conséquences à court terme seraient désastreuses si des pénuries ou des hausses de coûts advenaient au raison d'« événements sérieux » en Afrique (6).

(Lire la suite page 6.)

(1) Cf. les Mémoires des anciens ambassadeurs américains en Afrique : *The Reds and the Blacks*, par William Attwood, Harper and Row, New-York, 1967, et *African Betrayal*, par Charles et Alice Darlington, David McKay & Co Inc., New-York, 1968.  
(2) *Financial Times*, 9 juin 1978. La réunion à Paris, du 27 au 29 juin, d'un consortium de pays occidentaux et d'organisations internationales, a approuvé le principe d'une aide considérable à la Zambie, en échange de son acceptation des conditions posées par le Fonds monétaire international pour la mise au point du budget de l'année 1978.  
(3) Cf. *The Search of Enemies — A C.I.A. Story*, par John Stockwell, W.W. Norton & Co Inc., New-York, 1978. La C.I.A. maintiendrait toujours à Kinshasa sa station la plus importante d'Afrique, selon *l'International Herald Tribune*, de San Francisco, daté du 23 mars 1978.  
(4) Cf. « La Dépendance et la Prédation », par Daniel Bonehill, dans *Le Monde diplomatique* de juin 1978.  
(5) Cf. *Africa's Challenge to America*, par Chester Bowles, University of California Press, Los Angeles, 1966, p. 84.  
(6) Cf. « Safeguarding Tomorrow's Mineral Supplies », par Paul Chesworth, dans *le Financial Times* du 16 juin 1978.

automobiles PEUGEOT



SODEXA

Distributeur officiel pour la vente

- aux Membres du Corps Diplomatique et aux Organisations Internationales
- au Client au volant en France

• Investiment immatriculation, spéciales CO et T

26, RUE CAMBACERES • 75362 PARIS CEDEX 08 • ☎ 742.77.39 • Télex Peugeot 280.426

TALISME

... de préc...

de préc...

... de préc...

LOCATION DE VOITURES EN FRANCE

... de préc...



(suite de la page 5)

De la part de l'Occident, le chantage à l'abandon des éléments du tiers-monde au profit d'autres sources d'approvisionnement... pils coûteuses certes, mais plus sûres - fait partie du jeu de marchandage qui se poursuit pour décourager la formation de cartels de pays producteurs et la conclusion d'accords sur les matières premières.

Le Zaïre, quant à lui, est victime de la médiocrité de sa gestion, de son manque de main-d'œuvre qualifiée, de la grande insuffisance de son infrastructure et de l'énorme négligence de l'agriculture dont dépendent 80 % de la population.

Le régime Mobutu, hantement obsédé et extraordinairement corrompu, a fait échouer toutes les tentatives d'améliorer la gestion de l'économie et le système de planification. Le grand souci des élites zaïroises était de s'assurer qu'elles avaient bien l'insigne distinction de disposer de la plus grande part des Mercosés vendues en Afrique.

national zaïrois finissant par échouer à la disposition du président Mobutu. Des facteurs externes ont aussi contribué à la détérioration de la situation économique. Ainsi la fermeture du chemin de fer de Benguela, lors de la guerre en Angola, a réduit d'un tiers la capacité d'exportation du Zaïre qui dut alors expédier la moitié de ses exportations par l'Afrique du Sud. Mais, surtout, la chute spectaculaire du prix du cuivre, sous le coup de la récession mondiale de 1974, a entraîné une forte baisse des revenus d'exportation.

Les banques n'ont pas renoué pour lui avec de l'argent, mais, vers le milieu de l'année 1976, le pays s'est trouvé confronté à des difficultés économiques qu'aggravait le problème du service de la dette, d'un poids écrasant. Aujourd'hui, la dette zaïroise à l'égard de ses bailleurs de fonds, tant publics que privés, s'élève à peu près à 3 milliards de dollars. Le Zaïre risque fort d'être le premier des pays sous-développés à se déclarer en défaut de paiement. Les banques et autres créanciers de ce régime, inquiétés, s'en inquiètent d'autant plus que l'événement créerait un dangereux précédent pour les autres nations endettées du tiers-monde. C'est ainsi que le soutien à bout de bras du régime Mobutu a aussi pour but de préserver la stabilité d'un vaste système de prêts aux pays moins développés.

Derrière les contradictions de la politique américaine

QUAND on compare les déclarations politiques qui ont été faites aux Etats-Unis lors des deux guerres du Shaba, en 1977 et en 1978, on remarque qu'un changement substantiel est intervenu ces derniers mois. Au début de la présidence de M. Carter, son gouvernement se démarquait nettement de la rhétorique en usage du temps de MM. Nixon et Kissinger.

Dans une intervention lors de sa campagne électorale en 1976, M. Carter révéla que l'Afrique figurait bien plus hautement parmi les priorités de sa politique étrangère. Il déclara alors qu'« une bonne part de nos problèmes intérieurs et internationaux seront déterminés par le cours de notre politique en Afrique ».

M. Andrew Young mit en forme cette nouvelle approche de l'Afrique avec un certain succès. En effet, parmi les leaders africains et dans la communauté noire américaine lui permit de se poser en champion des changements pour plus de justice et d'équité en Afrique. En fait, durant la première année du gouvernement Carter, ce sont ses conceptions qui prédominèrent dans la politique africaine de l'Amérique.

Nos précédents articles :

- LES MILITAIRES ET LE POUVOIR EN AFRIQUE NOIRE : Le pouvoir absolu d'un militaire d'occasion au Zaïre, par Jean Rymeanam (numéro de décembre 1975).
LA FICTION ZAÏROISE (numéro de mai 1977) : L'Afrique aux Africains, une stratégie multilatérale « non concertée », par Robert A. Manning ; Effondrement de l'économie, pouvoir corrompu : comment le régime Mobutu a sapé ses propres fondements, par Jean Rymeanam ; La grande impuissance des oppositions, par René Lefort ; Les trois grands mérites de l'intervention française au Zaïre (C. J.) ; A propos d'un ouvrage de Cléophas Kamitatu-Masseba : Du « modèle » faisons table rase, par Michéline Panuet.
LE ZAÏRE PARI PERDU ? La dépendance et la fragilité, par Daniel Bonehill (numéro de juin 1976).

Dix-huit ans d'une fragile indépendance

LES RACINES D'UN DRAME NATIONAL

Par PIERRE DE VOS

Le premier ministre belge aura été mon négro, a Patrice Lumumba riche, l'après-midi du 30 juin 1960 à Léopoldville, dans les salons de Palais de la Nation ; M. Gaston Eyskens, son homologue de Bruxelles, vient de lui écrire en disant « d'homme à l'homme pour réparer l'affront fait au Bénédicte de moi-même, et le premier ministre congolais a accepté d'en lire le texte au déjeuner.

Le premier ministre a bondi à la tribune pour eee haranguer qui e fait blâmer le roi : « Nul Congolais digne de ce nom ne pourra oublier que c'est par la lutte que l'indépendance a été conquise, dans laquelle nous n'avons ménagé ni nos forces, ni nos privations, ni notre sang. Une lutte noble et juste, indispensable pour mettre fin à l'humiliant esclavage qui nous était imposé par la force. »

Les Africains, stupéfaits, applaudissent fraternellement. Les Belges sont consternés, et Patrice Lumumba poursuit inlassablement, bassant sa voix frémisante : « Nous avons connu le travail harassant exigé en échange de salaires qui ne nous permettaient pas de mener à notre fin, ni de nous vêtir ou de nous loger décentement, ni d'élever nos enfants comme des êtres chers. Nous avons connu les ironies, les insultes, les coups que nous devions subir matin, midi et soir, parce que nous étions des nègres. Qui osera dire qu'un Noir, un Noir, n'est pas un Noir, n'est pas un Noir, mais parce que le « veus » honorable était réservé eux seuls Blancs ? »

« La loi n'était jamais la même selon qu'il s'agissait d'un Blanc ou d'un Noir. Accommodée pour les Blancs, inhumaine pour les autres. Nous avons connu les souffrances atroces des relégués pour opinions politiques ou croyances religieuses : exilés dans leur propre patrie, leur sort était vraiment pire que le mort même. Il y avait dans les villes des maisons magnifiques pour les Blancs et des paillottes couloyantes pour les Noirs ; un Noir n'était admis ni dans les cinémas, ni dans les restaurants, ni dans les magasins dits européens. Un Noir voyageait à même le coque des péniches ou pied du Blanc dans sa cabine de luxe. Qui oubliera les fusillades où périrent tant de nos frères et les cochots où furent jetés ceux qui ne voulaient pas se soumettre à un régime d'injustice, d'opposition et d'exploitation ? »

Un long silence, une ovation sans fin. « Cette minute de vérité, disent les Congolais, nous paie de quatre-vingts ans de domination. »

Il s'agit de vivre ou de mourir. Le jour de l'indépendance, c'est un jour de révolte. Les Belges, cependant, n'ont pas peur. Ils sont satisfaits de leur politique, sentent que le Congo indépendant fonctionnera comme par le passé, dirigé par des Européens existants d'Africains en peu mieux payés qu'avant le 30 juin.

Lumumba face aux mutineries

C'EST d'ailleurs ce qui provoque l'explosion. Le lendemain des fêtes de Léopoldville, le général Janssens, commandant en chef de la force publique (il e été maintenu par Patrice Lumumba à la tête de l'armée), réunit les cadres africains et, sur le tableau noir, écrit une formule lapidaire : « Après l'indépendance e avant l'indépendance. » Le

serait incapable de répondre aux déceptions de l'électorat à l'égard de la « détente ». Ses conseillers en matière de politique intérieure ont donc incité M. Carter à adopter une ligne plus dure en politique internationale, de manière que ses candidats n'aient pas à risquer une défaite lors des élections au Congrès à l'automne prochain.

L'affirmation péremptoire du président selon laquelle Cuba a encouragé la guerre au Shaba doit donc être interprétée en fonction des nécessités de politique intérieure. Malgré l'absence de preuves suffisantes quant à l'ampleur d'un engagement cubain, l'administration a refusé de modérer ses critiques à l'encontre du régime Castro. Pour rassurer néanmoins David Owen, le secrétaire d'Etat britannique, a exprimé des doutes à ce sujet et a laissé entendre que l'Occident avait peut-être réagi de manière excessive. M. Carter a refusé de prendre en compte les efforts inhabituels faits par le président Castro pour dissuader son pays en annonçant une délégalation de représentants au Congrès qu'il avait même pressé le président Neto d'empêcher la rébellion.

A coup sûr, Cuba a formé les

L'Europe divisée

QUANT à l'Europe, bien que la Communauté économique européenne ait tenté de s'exprimer officiellement d'une voix unanime, les intérêts spécifiques des divers pays européens en Afrique ont rendu ce « front uni » bien fragile. Pour la France, l'Afrique reste la dernière zone d'influence où la notion gaulliste de « grandeur » peut encore tenter de perdurer. Comme dans la précédente guerre du Shaba en 1977, la France a pris la tête de l'intervention occidentale en essayant d'imposer ce qui est devenu aujourd'hui manifeste de crainte de se faire accuser d'« impérialisme ». Certes, le président Giscard d'Estaing voulait offrir aux Etats francophones conservateurs des assurances sur la détermination de la France à combattre les intrusions communistes sur leur continent. En poursuivant son action au Zaïre, il a montré que la rivalité interimpérialiste avec la Belgique, l'ancienne puissance coloniale, n'avait pas cessé. Depuis la visite du président Giscard d'Estaing en 1976, lorsqu'il fit part de son plaisir de se trouver « dans le plus grand des pays francophones après la France », cette dernière s'est efforcée de développer ses intérêts politiques et économiques au Zaïre. Cherchant évidemment à se procurer de l'uranium pour mener à bien son programme nucléaire, la France souhaite avoir accès aux réserves encore largement inexploitées qui se trouvent au Shaba.

Le président français doit certes compter, à l'intérieur, avec l'opposition de la gauche et des gaullistes, qui l'ont accusé de se livrer à une « dérive » de la politique française. La France ayant des accords de coopération militaire avec vingt Etats africains, entretenant environ quatre mille militaires accés aux réserves encore largement inexploitées qui se trouvent au Shaba.

Élargir la sphère de l'OTAN ?

La crise du Zaïre a aussi donné l'occasion à l'OTAN en tant que militaire d'exprimer sa volonté de combattre les activités soviétiques en Afrique. Depuis quelque temps déjà, une tendance conservatrice se manifestait au sein du conseil de l'Organisation, un sous-comité à rôle plus actif de l'alliance sur ce continent. En particulier, c'est depuis le début des années 70 que les responsables de la planification à l'OTAN s'inquiètent du sort de l'Afrique australe et de la sécurité de la route du Cap. L'Afrique du Sud elle-même n'a pas ménagé ses efforts de propagande pour réparer l'année écoulée sur les intérêts stratégiques de l'Occident. Dans un

(7) Cf. P. Dommergues, « Une droite triomphante aux Etats-Unis », le Monde diplomatique, mai 1978. (8) Cf. International Herald Tribune, 15 juin 1978. (9) Cf. Financial Times, 16 juin 1978.

« Katangais » en échange du soutien qu'ils ont accordé au gouvernement du M.P.L.A. à Luanda. Cependant, le Havane souhaite sérieusement améliorer ses relations avec les Etats-Unis pour obtenir la levée de l'embargo, ouvrir aux marchandises cubaines l'accès du riche marché américain et arriver ainsi à réduire la dépendance à l'égard de l'Union soviétique. Il est peu probable, dans ces conditions, que les Cubains se soient engagés dans une politique aventureuse d'intervention directe au Shaba. En revanche, le président Castro a confirmé récemment (6) que les Cubains entraîneront des milliers de la SWAPO en Namibie, ainsi que des forces de la ZAPU (Zimbabwe African People's Union), l'organisation de maquisards rhodésiens de M. Joshua Nkomo. Sans doute la vigueur des attaques américaines signifie-t-elle alors, à l'adresse du président Castro, que l'Amérique a intervenu et il en résulterait une dangereuse extension du conflit. Voilà un type d'évolution qui pourrait sérieusement contrarier la détente.

Les régions allant du Sahara occidental aux zones tenues par l'UNITA au Sud de l'Angola, la dénonciation à Paris des interventions étrangères en dit long sur la signification du slogan « l'Afrique aux Africains ».

Mais, surtout, l'incapacité dans laquelle la France s'est trouvée de transporter rapidement ses légionnaires au Zaïre et la nécessité pour elle de faire appel au concours des Etats-Unis ont révélé un point faible dans la stratégie française. Pour persévérer dans sa politique activiste, Paris dépend du soutien américain.

La Grande-Bretagne s'est montrée plus prudente dans son appréciation du rôle de l'Occident au Zaïre. Le premier ministre, M. Callaghan, a évoqué le spectacle de « Christophe Colomb s'embarquant des Etats-Unis à la découverte première de l'Afrique », voulant signifier par là que l'Amérique ne se soule des problèmes africains que lorsqu'ils affectent ses intérêts internationaux plus vastes. Particulièrement sensible à l'opinion des chefs d'Etat africains anglophones, la Grande-Bretagne recule un autre son de cloche en réaction à l'intervention occidentale. Des responsables comme les présidents Nyerere, de Tanzanie, ou Obasanjo, du Nigeria, envisagent évidemment cette intervention comme une autre manière que les présidents Senghor, du Sénégal, ou Bonso, du Gabon. Il n'en reste pas moins que M. David Owen a reconnu récemment que l'opération de secours à Kolwezi avait initié la Grande-Bretagne à considérer d'un œil neuf les plans d'urgence pour une opération militaire de secours en Rhodésie. Il a ajouté que les forces britanniques « pourraient certainement assurer de disposer d'un aéroport africain » (9). Après les opérations d'Entebbe et de Kolwezi, voilà qu'éclate à nouveau l'impuissance de l'Afrique face à la puissance militaire occidentale.

Katoko-Kombo un petit village de la région du Shaba... le 4 janvier, ils obtinrent la production par intimidation. Le 13 janvier...





champ de ses opérations au-delà du tropique du Cancer pour faire face à l'expansion navale soviétique.

Ce désir d'élargir la sphère traditionnelle d'intervention de l'OTAN trouve une nouvelle impulsion dans les plans conçus actuellement pour revitaliser l'alliance après une période de stagnation relative. Et ceux qui partagent ce point de vue trouveront des arguments supplémentaires en faisant valoir le soutien sans équivoque que les Chinois ont prêté au Zaïre comme preuve de la gravité des intentions soviétiques.

Dans son discours devant les chefs d'Etat ou de gouvernement des pays membres de l'OTAN réunis à Washington le 30 mai dernier, le président Carter a lancé une mise en garde : « Notre alliance est centrée sur l'Europe, mais notre vigilance ne peut se limiter à ce continent... »

La Belgique et la France n'ont pas caché leur enthousiasme devant ces déclarations de M. Carter, mais des pays de l'OTAN plus libéraux comme le Danemark et les Pays-Bas, ne manqueraient pas de s'opposer fermement à une intervention ouverte de l'Organisation dans les affaires africaines.

ralentir fournir une aide économique et technique importante en tant que membres de la C.E.E. Dans un sens, l'OTAN aurait ainsi exploité l'inquiétude suscitée par les événements d'Afrique pour en tirer argument afin d'obtenir un renforcement de ses dispositifs en Europe.

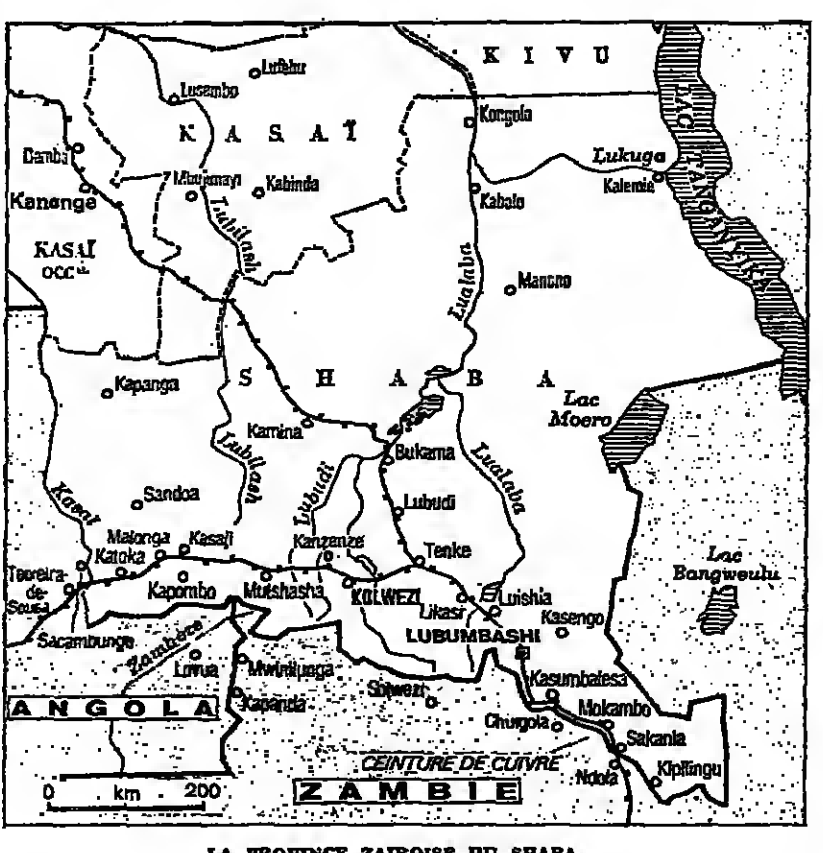
Le 5 juin, des représentants officiels de la Belgique, de la France, des Etats-Unis de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne de l'Ouest se sont rencontrés à Paris pour discuter du soutien militaire à apporter au Zaïre. Pour relayer les forces occidentales, on s'est mis d'accord pour organiser une force de maintien de la paix africaine principalement composée d'un contingent marocain, le Maroc étant devenu le principal partenaire de la France en Afrique.

Une autre réunion, qui a eu lieu le 14 juin à Bruxelles, a envisagé une opération de transmission des savoirs pour sauver l'économie zairoise de l'effondrement. Outre les pays représentés à la précédente rencontre de Paris, les Pays-Bas, le Canada, le Japon, l'Iran, l'Arabie Saoudite ainsi que la Commission européenne et le Fonds monétaire international y participèrent.

le chaos et le communisme. Mais il est possible qu'à terme l'Occident le trouve trop encombrant et cherche des éléments plus « progressistes » avec lesquels collaborer. Le procès intenté au début de cette année à des officiers accusés de comploter pour renverser le régime Mobutu a révélé l'existence d'un profond sentiment de mécontentement dans le corps des officiers. Les différents groupes d'opposants civils au régime étant démunis, si un changement doit intervenir dans le pouvoir il se pourrait bien que les instigateurs en soient des militaires déçus par le président Mobutu.

Enfin, la crise du Zaïre pose aussi la question de la future stratégie de l'Occident à l'égard de l'Afrique australe. Le climat politique régnant actuellement à Washington pourrait encourager les responsables à mettre un frein aux pressions exercées contre les régimes de M.M. Smith et Vorster afin de favoriser la conclusion d'un règlement politique rhodésien et en Namibie et pour inciter l'Afrique du Sud à déserrer chez elle l'eau de l'apartheid.

Les débordements du réalisme dans les médias occidentaux à la suite des informations relatives au massacre des Blancs au Shaba ont montré à quel point le préjugé racial obéit encore la perception du fait africain en Europe. Depuis lors, on sait mieux, peut-être, quelles réactions instinctives et spontanées se déclenchent dans de larges couches de sociétés occidentales à l'effondrement de défenses militaires rhodésiennes devant les attaques de combattants noirs parmi les cols européens.



LA PROVINCE ZAÏROISE DU SHABA.

politiques s'efforceront de tenir compte. Mais, dans l'ensemble, le cours de la stratégie occidentale ne peut pas changer d'une manière fondamentale. Spécialement aux Etats-Unis, les pouvoirs d'intervention du président restent limités par la législation qui a été adoptée après la guerre du Vietnam.

idée plus complexe des événements africains que M. Brzezinski finissent probablement par faire valoir leurs conceptions favorables à une stabilisation politique du conflit en Afrique australe. Ils feront valoir que la crise du Zaïre a prouvé qu'il était plus que jamais nécessaire de faire progresser une solution allant dans le sens de l'accession de la majorité noire au pouvoir, de manière à éviter de nouveaux empiètements soviéto-chinois sur les intérêts occidentaux en Afrique. En outre, que la situation en Afrique australe est d'une importance cruciale pour l'évolution politique de l'ensemble du continent, c'est bien ce problème qui continuera de déterminer l'ordre des priorités dans les calculs politiques de l'Occident.

BARRY COHEN.

Espoirs sud-africains

P ourtant le programme de sauvetage du régime Mobutu mis en place par l'Occident ne saurait avoir d'autre effet que de permettre de gagner du temps. Car les problèmes de structure qui ont précipité le Zaïre dans cet état désastreux ne disparaîtront pas tant qu'une bourgeoisie corrompue et inefficace demeurera au pouvoir, laissant s'exacerber les contradictions de classes et de régions.

pourra qu'exacerber le conflit le long de la frontière avec l'Angola.

P our le moment, les leaders occidentaux savent gré au président Mobutu d'avoir maintenu l'unité du Zaïre au cours des trois dernières années. Aussi le tiennent-ils pour la seule solution valable entre

La force interafricaine pourrait hésiter à rester au Zaïre si l'accomplissement de sa mission doit entraîner un grand nombre de victimes. Malgré l'adoption au sein de l'O.U.A. d'une convention interdisant le recours aux mercenaires sur le continent, le président Mobutu a déjà entrepris de recruter une armée d'Européens et de Sud-Africains dont la solde est financée à l'aide de sa fortune personnelle (11). Cette opération est coordonnée par le colonel Mike Hoare, l'ancien commandant du fameux sixième commando qui avait aidé le président Mobutu à assouvir son ambition après le coup d'Etat de 1965 qui le porta au pouvoir.

LES PRINCIPALES MATIÈRES PREMIÈRES PRODUITES EN AFRIQUE DU SUD, AU ZAÏRE, EN ZAMBIE, EN NAMIBIE ET EN RHODESIE

Table with columns for MATIÈRES PREMIÈRES, AFRIQUE DU SUD, ZAÏRE, ZAMBIE, NAMIBIE, RHODESIE, and ENSEMBLE. Rows include METALX COURANTS, METALX D'ALLIAGES, METALX PRÉCIEUX, SUBSTANCES ÉNERGÉTIQUES, and SUBSTANCES NON MÉTALLIQUES.

Source : Bureau of Mines, U.S. Department of the Interior. Commodity Summaries (janvier 1978) ; Productions en 1977. Mining Industry in Africa : Valeurs de production en 1974 rapportées aux P.N.B. de 1974. N'ont été retenues pour chaque pays que les matières premières dont la production nationale excède 5 % de la production mondiale.

à Kutuku-Kumbe, un petit village du Kasai. Il a été élevé chez les missionnaires, qui voulaient qu'il devienne prêtre ou soldat. Il n'a voulu ni l'un ni l'autre, il est devenu « clerc », employé aux écritures, il s'est inscrit au « cercle des étudiants » de Kinshasa et a découvert la politique au lendemain de la guerre, à vingt ans, quand il a constaté que les Belges exportaient au Congo leurs querelles linguistiques, philosophiques et syndicales.

le roi annonce l'autonomie de Congo et sans accompagnement financier et sans participation incertaine. C'est une première victoire pour Kasavubu et Lumumba. A partir de ce moment, Lumumba ne laissera plus une seconde de répit à la Belgique : il organise systématiquement le désordre dans la colonie jusqu'à ce que les Belges, exaspés, jettent l'indépendance à la tête des Congolais, lors de la « table ronde » de Bruxelles en janvier 1960.

En un clin d'œil, début juillet 1960, tout cela aussi est menacé. La frêle alliance conclue en juin entre Kasavubu et Lumumba pour le partage de pouvoir se résout en « anarchie. Le moment est « instable », se rétrécit que devant l'intervention des parachutistes belges, qui viennent évacuer les Européens usés dans plusieurs centres et qui peuvent garantir la sécession du Katanga proclamée par Moïse Tshombe. Les Belges seraient alors qu'on a baptisé « M. Tshombe-Congo », parce qu'il a fait les mêmes erreurs que les Européens à Elisabethville, Jadoville et Kolwezi, mais aussi parce que 75 % des intérêts belges sont concentrés dans sa région. Le Katanga a été dès le siècle dernier, qualifié de « scandale géologique », parce que, avec son cuivre, son cobalt et son uranium, il est le plus riche territoire minier de monde.

Avant l'indépendance déjà, divers milieux d'affaires ont envisagé de provoquer la sécession katangaise et d'installer à Elisabethville un régime à leur seule qu'on a dirigé Moïse Tshombe, un nationaliste et modéré, commandant mené par les colonnes de l'armée. Parfaitement obéissant à la Belgique, il n'a

cessé de construire les projets de Lumumba et de Kasavubu. Juvial, roudouillard, il est l'image de « bon Noir ». Quand l'anarchie embrasa le Congo, cinq jours après l'indépendance, il fut sécessionniste immédiatement. Le contraste se saisissait : tandis que la violence se déchaine dans toute l'ancienne colonie, l'ordre règne au Katanga, et la production minière reprend, intacte, sous la protection des belges et des gendarmes katangais. Rapidement, quand les Nations unies condamneront l'intervention belge, les premiers « gendarmes » katangais — formés par des techniciens belges et français (commandés par les colonels d'Algérie Fouquier et Trinquier) — prendront le relais des soldats belges et français. Les « casques bleus » de l'ONU ne réussissent à vaincre la sécession que deux ans plus tard, ce prix de botteilles sanglantes, avec l'aide d'une armée nationale reconstituée. Mais Lumumba sera mort depuis longtemps.

L'ascension de Mobutu

La sécession katangaise, en juillet 1960, a fait tache d'huile. Le Kasai, autre province minière, riche en diamants, suit l'exemple quand Albert Kalonji, autre adversaire du premier ministre, se proclame empereur sous le titre d'« Albert Ier ».

Les événements se précipitent. Lumumba fait appel aux Russes et aux Américains au même temps. Les « casques bleus » ramènent un peu d'ordre, et l'armée, ivre de violence, retrouve un embryon de discipline sous les ordres d'un nouveau venu, le colonel Joseph-Désiré Mobutu.

Mobutu est un ancien sergent-comptable

de la force publique, fils de cuisinier blanc de l'évêque de Lisée et brillant élève des missionnaires qui lui ont appris le français et le football. N'ayant pas voulu être prêtre, il est donc devenu soldat. Mais il a aussi la passion du journalisme et est devenu collaborateur à Léopoldville de l'« Avenir colonial » belge. C'est dans les bureaux de ce journal qu'il a rencontré Patrice Lumumba, et les deux hommes se sont appréciés, surtout parce que Mobutu, colin et réfléchi, prodigue un trop bouillant nationalisme des conseils de prudence, de patience et de diplomatie. Quand il constitue son gouvernement, fin juin 1960, Lumumba prend Mobutu comme secrétaire d'Etat à la présidence, puis, lorsque éclate la mutinerie dans l'armée, il le nomme colonel. Aussitôt, Mobutu prend comme adjoint son ancien chef, un Belge, le colonel Marlière, qui deviera pendant des années son principal conseiller, avec le général marocain Kettani, un syrien commandant des « casques bleus » de l'ONU.

Le colonel Mobutu jouit parmi ses soldats d'un prestige certain et, avec l'aide de Kettani et de Marlière, il rétablit un minimum de discipline. Par contre, son influence sur Lumumba fléchit, et quand, en septembre 1960, la querelle entre le premier ministre et le président de la République éclate au grand jour, il se démettait mutuellement de leurs fonctions. Mobutu décide alors d'intervenir. Le 14 septembre 1960, il monte sur une table de la terrasse de l'Hotel Regina à Léopoldville pour annoncer qu'il « neutralise » Kasavubu et Lumumba et qu'il « fait appel à des techniciens congolais et des spécialistes étrangers pour sauver le pays du chaos ».

(Lire la suite page 8.)



Accueil mitigé et risques de nouveaux clivages au sein de l'O.U.A.

PARMI les chefs d'Etat qui vont se réunir à Khartoum du 18 au 24 juillet sous l'égide de l'O.U.A., l'intervention française au Zaïre ne suscite pas la même unanimité dans la condamnation que celle de l'Afrique du Sud en Angola il y a trois ans.

La donnée principale de l'affaire angolaise réside dans l'intervention de l'armée sud-africaine à l'appel de l'UNITA, qui, par là, se discréditait. Pour l'ensemble des Etats africains, la condamnation de cette initiative était acquise, même aux yeux de ceux - les « modérés » regroupés autour du Sénégal et du Zaïre - qui regrettaient l'appel du gouvernement angolais à ses alliés cubains.

l'aire de peuplement s'étend sur trois pays de langues et de régimes différents (Zaïre, Angola, Zambie), a ainsi suscité la plus large réprobation. La mesure en a été donnée par le voyage à Kinshasa du président de la Zambie, dont les troupes du F.N.L.C. ont traversé le territoire. L'Angola et Cuba, directement mis en cause en raison de l'ancienne alliance ainsi que dans un soulèvement de propagande, ont pris leurs distances et dément toute participation à l'opération du Shaba. De sorte que l'intervention française pourrait bien se trouver justifiée par forfait des critiques.

Le projet de force d'intervention interafricaine pourrait se heurter à bien d'autres difficultés. Déjà évoquée l'an dernier au cours de la quatrième conférence franco-africaine à Dakar, l'idée a progressé depuis. Le communiqué final de la cinquième conférence, réunie à Paris le mois dernier, insiste sur « le droit à la sécurité de tous les Etats africains à l'intérieur de leurs frontières » et exprime le souhait qu'une « concrétisation de leur solidarité intervienne à bref délai ». Conçue comme une alliance antimarxiste en Afrique, esuée à ce titre avec enthousiasme par le premier ministre Vorster, la force interafricaine naît-elle pas d'aggraver la « rivalité de blocs » au sein du continent ?

Trois pays connaissent un début d'application du principe « politique africaine/arme occidentale ». Le Zaïre, où les troupes marocaines constituent l'ossature de la force commune de sécurité du Shaba. La Mauritanie et le Tchad, où les Jaguar et parfois les troupes françaises viennent à bout de brutes des régimes chancelants. On rappellerait aussi que Djibouti entretient quatre mille cinq

Le projet de force interafricaine

Par CHRISTOPHE BATSCH

cents soldats français sur son territoire. La France ou ses partenaires sont donc militairement présents dans les trois grandes zones de conflit du continent : Corne d'Afrique australe et bande ouest-africaine. On ne s'étonnera pas que les réactions les plus vives aux projets français soient parties de là.

Ce qui se passe en Ethiopie semble confirmer le point de vue de l'ambassadeur américain Andrew Young sur l'alignement soviétique en Afrique : le gouvernement d'Addis-Abeba, soutenu par des troupes ouabaines, affronte des mouvements érythréens qui affirment garder confiance en ces mêmes Cubains dont ils ont obtenu la non-participation à l'offensive éthiopienne en cours. Bien que l'O.U.A. considère toujours le lutte de l'Erythrée comme une entreprise séparatiste du type Biafra, la question des frontières se pose ici de façon particulière, en raison des modalités du rattachement de cette province à l'empire du Négus. Paris est-il favorable à une sécession ? Déjà, le plus modéré des mouvements nationalistes érythréens a indiqué que la France et les Etats africains qui lui sont liés devraient « entrer en lice pour imposer une solution négociée ». Les inquiétudes égyptiennes et soudanaises devant la présence cubaine dans la région sont partagées à Paris, où l'on a remarqué avec satisfaction l'appui total apporté par le président Sadate au général Mobutu. En tout état de cause, on entend ici garantir l'indépendance de Djibouti, qu'une Ethiopie forte et réunifiée ne manquerait pas de convoiter.

de disperser. Beaucoup, dans cette région, dépendent des choix du président Carter pour sa politique africaine.

— volonté de « répondre » énergiquement aux menées soviétiques sur le continent : la force interafricaine de sécurité pourrait alors au moins compter sur une « assistance économique » des Etats-Unis ;

— souci d'assurer de la manière la plus pacifique les indispensables transferts de pouvoir aux populations noires : la voie des négociations serait alors

ouverte et la présence cubaine « dédramatisée ».

A moins que Washington ne pousse ses étirements actuels, qui ne sont peut-être qu'une forme élaborée du pragmatisme anglo-saxon.

La position du Mozambique, qui mène actuellement campagne en faveur de la reconnaissance du Front Polisario, pourrait se révéler de quelque importance à la prochaine réunion de Khartoum : c'est le président Samora Machel qui, en 1976 déjà, avait défendu la position des pays favorables à l'Angola, dont le Nigéria, face au président Sanghor.

Craintes algériennes

La question saharienne révoque, en effet, de se trouver au cœur des débats de la prochaine assemblée de l'O.U.A. Elle constitue en même temps le point faible de la politique française qui pourrait se trouver à nouveau mise en accusation.

Bien qu'il n'y ait pas de soldats cubains au Sahara, c'est à propos de ce problème qu'ont été formulées les critiques les plus vives contre le projet de sécurité collective. L'Algérie et le Libye, rapprochant leurs positions, ont dénoncé le concept de « néo-colonialisme portant un masque africain » et affirmé leur soutien à la lutte menée par le Front Polisario. Alger souhaite que l'O.U.A. s'empare de la question du Sahara occidental, ou alors qu'elle y renonce officiellement, afin de pouvoir la porter devant l'ONU. L'intervention des Jaguar français dans une zone où, jusque-là, l'Afrique disposait d'une complète liberté de mouvement lui était apparue comme une menace pour sa sécurité. La mise sur pied au Shaba d'une force commune d'intervention dont les contingents marocains et algériens fournissent l'essentiel illustre à ses yeux la menace d'encerclement à laquelle elle se sent encouragée ; l'appui verbal du roi Khaled aux initiatives françaises et le soutien égyptien aux régimes zaïrois et tchadiens ne sont pas de nature à calmer ses craintes.

Au Tchad, l'intervention des mêmes Jaguar et de parachutistes français n'a pas contribué à rapprocher Tripoli d'Alger. Combien de temps la France pourra-t-elle maintenir la fiction d'une

présence uniquement destinée à garantir le cessez-le-feu ? Elle ne pourra guère compter à Khartoum sur ses alliés les plus fidèles, autour de la Côte d'Ivoire, du Gabon et du Sénégal, dont le crainte de voir s'installer à ses frontières une Mauritanie dominée par l'Algérie n'est pas étrangère à sa détermination en faveur de la force interafricaine. Tripoli et Alger ont déjà obtenu des gouvernements maliens et nigériens, riverains du Sahara, qu'ils se maintiennent dans une prudente expectative quant au projet français. D'autres pays francophones, tels le Bénin ou le Congo, sont restés sur la réserve. Quant aux pays anglophones, pour le plupart, ils regardent toujours avec méfiance des tentatives qui leur semblent trop marquées du sceau de Paris. Quoique très liés aux Etats-Unis, le plus important d'entre eux, le Nigéria, pratique volontiers une politique extérieure progressiste. La majorité des Etats africains furent ainsi à se tenir sur leurs gardes à l'égard du pacte de sécurité collective.

La France ne peut pas offrir de garanties suffisantes face au danger d'écroulement de l'unité africaine sous l'effet de la transposition sur le continent des rivalités Est-Ouest. Le recours systématique à la force, même si les moyens financiers occidentaux permettant de l'assurer durablement, ne serait payant qu'à court terme. Le risque de coïter très cher s'il consiste à ne soutenir que des régimes dont le nature provoque d'incessants mouvements de révolte.

Fermeté de la « ligne de front »

Au sud du continent, la réaction de M. Vorster aux événements du Shaba, derrière ses glacis de Namibie et de Rhodésie, n'était évidemment pas de nature à rallier les suffrages des Etats de la « ligne de front ». Dans une région où Cuba ne se cache pas de l'aide qu'il apporte à l'Angole et aux mouvements de libération, y compris dans la très modérée Zambie qui

héberge l'un des mouvements nationalistes du Zimbabwe, l'initiative de la conférence de Paris a surtout contribué à affirmer la solidité du front. Provoquant l'irritation du gouvernement britannique, elle a en même temps ravivé l'impulsion d'une France fer de lance de l'indépendance que les voyages du ministre des affaires étrangères et les récentes déclarations s'étaient efforcés

Les populations du Shaba dans le jeu des intérêts divergents et des idéologies contradictoires

L'AGITATION et l'instabilité politiques du Katanga - rebaptisé Shaba par le régime du général Mobutu Sese Soko - ont duré depuis près de vingt ans et se sont exprimées sous les formes les plus variées : sécession territoriale pure et simple dirigée par Moïse Tshombe, « Monsieur Tshombe Calisse », entre 1960 et 1963 ; en 1967, révolte jumelée des «gendarmes katangais», anciens soldats de l'Etat séparatiste, et des « Africains » ; et aujourd'hui, incursions militaires menées par des « rebelles » qu'on présente comme des « gendarmes katangais » et qui, de l'avis unanime, trouvent dans leur province d'origine la complicité agissante de la masse de la population. Devant des troubles aussi persistants, on est tenté de recourir à des clichés commodes. On évoque ici le « régionalisme katangais » sans en préciser le contenu, les contours idéologiques ou les bases sociales ; on agit ailleurs « séparatisme tuzo », pour indiquer aussitôt que les chefs de ce mouvement ont toujours

été des pautins irresponsables, manipulés négativement par le capitalisme mondial et aujourd'hui par la main diabolique de l'internationalisme rouge. Les troubles du Shaba apparaissent au contraire comme un terrain privilégié où l'on peut observer de quelle manière, dans une conjoncture de crise prolongée - crise du régime colonial d'abord, crise de l'Etat indépendant ensuite, - la conscience ethnique et le sentiment régionaliste peuvent servir de support à des idéologies et à des intérêts profondément différents. Il faut d'abord décrire le très tenace « mythe lunda », qui associe avec une facilité étonnante « katangais » et lunda. En effet, comme le Zaïre, dont on dit qu'il est composé de plusieurs centaines de tribus, le Katanga n'est à vrai dire qu'une expression géographique qui laisse à peine deviner l'extrême diversité complexe des groupes ethniques répartis sur ce territoire. On a dû mal, aujourd'hui

Ethnicité, régionalisme et nationalisme

Par ELIKIA M'BOKOLO \*

encore, à en proposer un chiffre précis : les estimations varient de vingt-cinq à cinquante environ. La difficulté ne vient pas seulement de l'imprécision des notions telles que « tribus » ou « ethnies » : elle tient aussi au fait que ces différents groupes se sont constamment mêlés les uns aux autres, au cours de l'histoire, les dominations pré-antiques et empruntant aux dominations ultérieures. Le nombre de traits culturels, techniques ou sociologiques. L'actualité politique des vingt dernières années a jeté au devant de la scène quatre de ces groupes, plus importants par leur rôle que par leur nombre : les Luba, les Lunda, les Tshokwe et les Yaka.

Contrairement à certaines allégations, les Luba, installés au nord de l'Etat, sont, maître-assistant à l'EL.S.S.S., directeur du Centre d'études africaines.

de la région, ne sont pas venus en « envahisseurs » au Katanga. C'est bien plutôt leur pays d'origine. Tous leurs traditions situent leur berceau dans un endroit proche de la base militaire actuelle de Kamina. Le royaume luba, fondé au XVIIe siècle par le héros légendaire « Nkanga », a été détruit, au moment de son apogée, l'empire du territoire qui va de la rivière Bushimba au Kasai, jusqu'au lac Tanganyika et du Maniema jusqu'au sud du Katanga. Malgré les démantèlements successifs, la personnalité luba reste très accusée : une langue commune ; de nombreux traits de civilisation ; tels que le culte du « Nkanga » fait partie du royaume des Luba, se sentent très proches des derniers : il s'agit notamment des Kaonde, des Senga et des Bemba. La civilisation lunda, qui s'est

développée au sud après celle des Luba, doit beaucoup à cette dernière. Selon les traditions, l'empire lunda aurait été fondé peu avant 1600 par une femme royale mariée à Ekimba Ndinga, le fils du deuxième grand roi des Luba ; pour cette raison, les institutions lunda comportent un héritage lube impressionnant. Cet empire, dirigé par un souverain qui prit le titre de Mwata Yamvo, recouvrait au moment de son apogée (1760-1850), le nord-est de l'Angole, le sud du Zaïre du Kwango au Katanga et le nord de la Zambie. Comme l'empire semblait lourd à administrer, le souverain confia la partie est, en gros le Katanga et la Zambie, à une sorte de vice-empereur appelé le Mwata Kazembe. Il y eut donc au début du XIXe siècle, un antagonisme croissant et plusieurs guerres entre les Etats luba, alors en difficulté, et les Lunda en pleine expansion. Le souvenir de ces conflits, habilement entretenu, est l'une des composantes du « problème katangais » depuis 1957-1958.

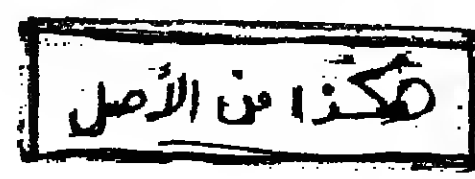
(Suite de la page 7) En fait, le coup d'Etat visé que Lumumba, placé en résidence surveillée, tandis que Kasavubu reprend bientôt ses prérogatives et qu'un nouveau gouvernement est formé sous la présidence de Cyrille Adoula. Lumumba, après une tentative d'évasion, est repris et inséré dans le Ben-Congo. Le 18 janvier 1961, il est livré aux Katangais au sein de cadres de réconciliation. A son arrivée à l'aéroport d'Elizabethville, il est assassiné par les hommes de Tshombe. On affirme même qu'un Belge lui a donné le coup de grâce. Son corps ne sera jamais retrouvé. A Léopoldville, le pouvoir du nouveau gouvernement est contesté par les hommes de Tshombe. On affirme même qu'un Belge lui a donné le coup de grâce. Son corps ne sera jamais retrouvé. A Léopoldville, le pouvoir du nouveau gouvernement est contesté par les hommes de Tshombe. On affirme même qu'un Belge lui a donné le coup de grâce. Son corps ne sera jamais retrouvé.

ministre Kimba. Kasavubu est assigné à résidence et Everiste Kimba sera exécuté avec ses compagnons, quelques mois plus tard, en public, après « le procès de la Pentecôte ». Plus tard encore, en 1967, Moïse Tshombe, l'exilé trop actif, sera saisi en plein ciel. L'exil ou pose à Alger. Moïse Tshombe mourra dans les prisons de Comédiane. Pas de solution ? CHEF de l'Etat, le général Mobutu tentera avant tout de redresser l'économie, mais l'expérience échoue. Il actionne les grandes compagnies, comme l'Union minière, puis « zairianise » tout le commerce et l'industrie pour mettre fin aux privilèges exorbitants des Belges. Quand il constate l'échec de l'opération, il fait marche arrière, en reconnaissant ouvertement l'erreur : « Connaissez-vous beaucoup de chefs d'Etat qui ont le courage d'admettre qu'ils se sont trompés ? », rétorque-t-il à ses détracteurs. Il lance aussi l'authenticité, et effrise les noms européens en 1972, le Congo devient Zaïre ; le Katanga, Shaba ; Léopoldville, Kinshasa ; Stanleyville, Kisangani ; Elizabethville, Lubumbashi. Il ne s'appelle plus Joseph Désiré, le nom que lui ont donné les missionnaires, mais Sese Soko Kaka Ngbendu wa za Banga, « l'impitoyable guerrier terreur des poules ». Mais le tribalisme aussi renoué et profitable à la faveur de la crise économique. Le Zaïre réside moins bien que les pays européens à la crise du pétrole, compliquée par une baisse considérable des cours du cuivre. Les événements de l'Angole aggravent encore la situation puisque le régime hostile à Mobutu s'installe à Luanda, et le reste de cuivre est saisi ; la minerai était exporté par le port

de Lobito, mais la frontière est fermée parce que le président Neto reproche au chef de l'Etat zaïrois l'aide qu'il apporte à Holden Roberto, son adversaire, dirigeant du Front national de libération de l'Angole. Par représailles, Neto soutient les « gendarmes katangais » réfugiés dans son pays depuis la sécession avortée des années 60. Sortis en mars 1977 par le corps expéditionnaire du roi du Maroc, les Katangais rééditent l'opération au printemps de 1978 et échouent une nouvelle fois quand les parachutistes français et belges se portent au secours du président Mobutu. Y eut-il une troisième tentative katangaise ? Deux cent cinquante mille habitants de la région, réfugiés en Angola, se reconstruisent pas de site au retour, et lui constituent pour Mobutu un problème constant. Mais, paradoxalement, la situation s'est brusquement améliorée pour le président. Son conflit, intérieur jusqu'ici, s'est internationalisé avec l'intervention franco-belge et la mise en cause de Cuba. L'Occident veut maintenant le soutenir pour sauver son pays de « l'agression des Soviétiques et des Cubains ». On découvre l'intérêt stratégique du Zaïre à la suite de la présence de Cubains non seulement en Angola, mais en Ethiopie et dans d'autres pays africains. On veut protéger la base de l'OTRAG dans l'Est, sur les bords du lac Tanganyika, où les Allemands ont construit ce petit « Penemünde » qui pourrait un jour se transformer en « Cap-Kennedy africain » et braver ses fascisme sur l'océan Indien où les Occidentaux perdent leurs bases les unes après les autres. On ne voit pas au plus perdre les richesses du Zaïre, son cuivre, son cobalt, son diamant, son uranium. Dès lors, les pays industrialisés n'ont plus le choix : ils doivent s'enfermer

sortir le Zaïre de marasme et faire appliquer d'urgence le « plan Mobutu » mis au point avec le concours d'experts étrangers et isolé depuis la première invasion du Shaba. Il faut rétablir les équilibres fondamentaux, relancer la production agricole, mettre fin aux difficultés de transport qui paralysent les exportations, arrêter la corruption, la fraude et le contrebande : la café sort par toutes les frontières, et 65 % de la production de diamants du Kasai au moins sont détournés. Le monnaie doit être soutenue : le cours officiel du zaïre est fixé à 43,5 francs belges, mais au fait-être à 10 francs. L'inflation atteint ou dépasse le taux de 80 %, et la dette extérieure oscille autour des 2 milliards de dollars. Pour redresser cette situation désastreuse, il faut de nouveaux experts (le Fonds monétaire international propose de les mettre à la disposition de Kinshasa), mais surtout une aide financière massive et un moratoire sur les dettes contractées en Amérique, en Belgique, en France et en R.F.A. Il faudra aussi rétablir la stabilité politique et assurer la sécurité des techniciens et coopérateurs européens, ce qui se fait avec le concours d'une force interafricaine ou autrement. Sans cela, il n'y aura pas de production. Certains pays occidentaux ont perdu l'espoir de soutenir le régime de Kinshasa et critiquent avec sévérité le président de la République. Mais, aussitôt, ils reconnaissent qu'il n'y a pas de solution de rechange, pas de personnalité capable de le remplacer. Aucun appont de l'intérieur ou de l'exil ne possède une stature suffisante, et tous les mouvements de contestation se disputent la succession. C'est pourquoi l'Occident se résigne : « Après Mobutu, ce ne peut être que pire. »

PIERRE DE VOS.





Les Tshokwe et les Yaka ne sont entrés dans le jeu que dans la deuxième moitié du siècle dernier...

Ces faits d'histoire ne sont pas des pièces de musée, délaissées dans un coin obscur de la mémoire collective...

Sud-Katanga, on fit venir la main-d'œuvre du Nord-Katanga (Luba) et surtout du Kasai (Luba et Songe)...

La Balubakat était dirigée par la petite bourgeoisie urbaine et les troupes rassemblaient la jeunesse prolétarienne des villes...

bourgeoisie des commerçants et fonctionnaires, se réclamait néanmoins des « chefs coutumiers »...

L'héritage de la colonisation

Il existe pourtant, au-dessus de ces particularismes ethniques, un sentiment régionaliste typiquement katangais...

retard idéologique et politique, qui s'exprimait par le régionalisme. Economiquement, le Congo ne pouvait pas vivre sans le Katanga...

Le premier correspond aux années de l'indépendance (1960-1964). Les regroupements politiques auxquels on assiste alors se sont faits apparemment sur une base ethnique...

La conjoncture actuelle impose la plus grande circonspection. Deux questions au moins se posent, sur lesquelles on risquerait quelques hypothèses...

Face à l'état central. Quel qu'il en soit, il faut rester comme une constante de la vie politique au Shaba le fait que le particularisme ethnique ou régionaliste est une forme creuse...

Dans les revues...

En Dans la REVUE DES DEUX-MONDES, M. Constantin Garamella exprime ses idées sur l'Europe et fait un acte de foi dans une unité dont le principe existe...

celui de Napoléon, par David, G. n. 1, trid. M. Constantin Garamella exprime ses idées sur l'Europe et fait un acte de foi dans une unité dont le principe existe...

un mouvement de libération indienne en 1900. Ce mouvement, notre auteur, l'expose de programmes politiques actuels. (N° 23, avril-juin, trimestriel, 7 F. - 389, 4700 Firmin.)

Le rôle assigné aux forces armées indiennes en cas de catastrophe naturelle fait l'objet d'une analyse critique dans la revue italienne QUALI DIFFER, qui a pour but de promouvoir une réflexion...

et dont le souvenir le poursuit encore. Notre combat (3) consacre l'intégrité de son numéro de juin à l'Argentine. François Simon s'interroge sur le dilemme qu'il y a à faire un jeu sans elle duquel le boycottage se justifie alors que, dans les pages suivantes, le COBA se prononce pour l'isolement total de la dictature argentine...

En C'est une émergence de nouvelles pratiques sociales dans la jeunesse marginale à qui nous consacrons deux numéros dans RECHERCHES ECONOMIQUES ET SOCIALES, et ce qui est plus significatif encore, après ce qui fut essentiellement la marginalité d'une jeunesse bourgeoise...

En L'ARCHIE consacré, en quelque sorte, le regard d'intérêt que suscite en Israël la communauté des juifs sépharades avec deux articles consacrés, l'un à la personnalité du nouveau président de l'Etat, M. Itzhak Navon, et l'autre au rôle que l'on envisage soudain dans certains milieux pour les juifs demeurés au Maroc dans l'amélioration des rapports avec les Arabes. (N° 286, juillet, mensuel, 7 F. - 14, rue Georges-Berger, 75017 Paris.)

En L'idéologie de l'Alliance israélite universelle au dix-neuvième siècle, les sources de sa philosophie, ses méthodes puis sa remise en cause sont l'objet d'une étude de Georges Weil dans LES NOUVEAUX CAHIERES, revue publiée sous l'égide de l'Alliance. Au même sommaire, des articles de Carol Janon sur les juifs roumains et de l'idéal sioniste à la révolution socialiste 1878-1918 ; d'Eric Eizenbach (de Jérusalem) sur les juifs d'Alexandrie Adler, Guide Bugnini, etc. (N° 23, printemps 1978, trimestriel, 15 F. - 45, rue La Bruyère, Paris-9<sup>e</sup>.)

En Avec l'aide de la Communauté indienne mondiale, le bulletin trimestriel INFORMATION ET COMMENTAIRES fait paraître un numéro entièrement consacré

En Dans son premier numéro, la belle et très pugnace revue DISCORDANCE présente - sans légende ou commentaire - un magnifique tableau. On y a peint, grâce à l'objectif, le couronnement de l'empereur Bokassa 7<sup>e</sup> en surimpression d'un autre être célèbre :

EN ARGENTINE

Le «Mundial» terminé, la terreur demeure

GRACE à la victoire de son équipe nationale, le junte militaire argentine a largement réussi son opération « Coupe du monde » : le défilé d'une population passionnée de football l'absence de tout incident notable pendant le déroulement des épreuves ont quelque peu éclipsés les démentis des journaux de la terreur...

et dont le souvenir le poursuit encore. Notre combat (3) consacre l'intégrité de son numéro de juin à l'Argentine. François Simon s'interroge sur le dilemme qu'il y a à faire un jeu sans elle duquel le boycottage se justifie alors que, dans les pages suivantes, le COBA se prononce pour l'isolement total de la dictature argentine...

CINEMA

En Une nouvelle revue de cinéma latino-américain vient de paraître : FILM/HISTORIA. Au sommaire, très riche, on trouve une étude de J. Garcia sur le cinéma bolivien ; une analyse de G. Cottino sur le cinéma populaire à l'écran ; une réflexion sur le cinéma colombien par María Rodríguez et un dossier, écrit par A. Gumucio Dagron, sur le cinéma mexicain de la période 1974-1975. (N° 1, mai 1978, trimestriel, 35 pesos. - Casilla 8282, La Paz, Bolivie.)

Négritude, Francophonie, Langues africaines LES JEUNES GENERATIONS AFRICAINES CONTRE SENGHOR

Dans le n° 3 (mai-juin) de PEUPLES NOIRS - PEUPLES AFRICAINS 25 F (+ 4 F de port) 341, rue des Frères, 75020 PARIS C.O.R. 21 601 92 Y PARIS (Abonnement annuel six numéros : 120 F)



Une dictature militaire sans prisonniers politiques

Des élections arrachées par l'action des femmes, des syndicats, de l'Eglise

Le 28 décembre 1977, à 18 heures, quatre femmes accompagnées de leurs enfants commencent une grève de la faim illimitée dans les locaux de l'archevêché de La Paz. Venues du centre minier Siglo XX, elles réclament une amnistie générale et sans condition, la réintégration des mineurs licenciés par le régime militaire, la reconnaissance des syndicats, le retrait de l'armée des centres miniers. Trois semaines plus tard, le 18 janvier 1978, les grévistes de la faim sont plus de mille dans tout le pays. Un accord est signé entre leurs représentants et le général Hugo Banzer, qui cède sur les trois premiers points. Les douze derniers prisonniers politiques, parmi lesquels des chefs de l'organisation de guérilla E.L.N.-P.R.T. (1), sont libérés le 14 février à 13 heures. Les dirigeants de l'opposition rentrent en Bolivie ou quittent la clandestinité. Des élections syndicales sont organisées dans les centres miniers.

Les protagonistes de cette lutte (grévistes, membres de l'Assemblée permanente des droits de l'homme, militants syndicaux et politiques, prêtres progressistes) ont été abasourdis par l'ampleur de leur victoire. Comment l'initiative de quatre mères de famille a-t-elle pu faire céder une dictature militaire des plus stables de la région, jouissant de la confiance des investisseurs étrangers (2) ?

Il s'agit, en réalité, d'une évolution complexe dont l'origine remonte à novembre 1977 lorsque le général Banzer a brusquement annoncé que les élections générales (présidentielles et législatives), initialement prévues pour 1980, se dérouleraient le 17 juillet 1978. Le sens de cette décision apparaît dans un rappel rapide des événements qui se sont déroulés en Bolivie durant les deux dernières décennies.

En mai 1961, le mouvement national révolutionnaire dirigé par Victor Paz Estenssoro, remportait les élections. Un coup d'Etat militaire l'ayant frustré de sa victoire, une révolution populaire éclata le 8 avril 1962 sous l'impulsion des mineurs d'étain. En trois jours d'émeutes, ils défont l'armée et remettent le pouvoir au M.N.R.

Sous les présidences de Victor Paz Estenssoro et de Hernán Siles Zuazo (3), le mouvement réalisa d'abord de profondes transformations (nationalisation des mines, réforme agraire, introduction du service universel) avant que des difficultés économiques et les pressions des Etats-Unis ne provoquent un virage à droite du régime.

En novembre 1964, les généraux Ovando et Barrientos, ce dernier vice-président de la République, prennent le pouvoir. Barrientos se fait élire en 1966 grâce au vote paysan et à la répression violente de l'opposition des mineurs.

La Bolivie connaît alors une période d'instabilité : en 1967, la guérilla du « Che » Guevara, liquidée en octobre, est en juin, un nouveau massacre des mineurs (4). En avril 1969, René Bar-

rientos trouve la mort dans un accident d'hélicoptère, qualifié à l'époque de « suspect ». La présidence est assumée par Luis Siles Salinas que renverse le 26 septembre le général Ovando. Ce dernier réalise quelques réformes, dont la nationalisation de la compagnie américaine Gulf Oil.

En octobre 1970, un coup d'Etat militaire provoque une réaction de la gauche de l'armée, dirigée par le général Juan José Torres. Il proclame son gouvernement « nationaliste et révolutionnaire ». En juin 1971, une Assemblée populaire se réunit dans le but d'accéder à la radicalisation du régime. Mais, en août 1971, un soulèvement militaire appuyé par l'Argentine, par le Brésil et — en sous-main — par les Etats-Unis porte au pouvoir le général Hugo Banzer. Il forme un premier gouvernement, au sein duquel on retrouve des membres de la Phalange bolivienne, de caractère fascisant, et le M.N.R., qui institutionnalisait ainsi son virage à l'extrême droite.

Le caractère répressif du régime a été dénoncé en particulier dans une publication d'octobre 1977 de l'Assemblée permanente des droits de l'homme, dirigée par l'ancien président Luis Siles Salinas : entre 1971 et 1977, 14 750 personnes ont été détenues ; une vingtaine d'entre elles ont été sommairement exécutées ; un grand nombre de celles qui ont été libérées ont été ensuite assignées à résidence. La torture est systématiquement utilisée dans les prisons. Près de 20 000 personnes ont quitté le pays pour des raisons politiques.

L'université a été fermée un an en 1971-1972, puis à nouveau trois mois en 1973. Une dizaine de stations de radio appartenant aux syndicats de mineurs ou à l'Eglise ont été occupées par l'armée et leurs installations détruites. Le gouvernement a affronté l'Eglise à plusieurs reprises : en 1974 et en 1975 en particulier, quand les militaires s'en sont pris à la commission épiscopale Justice et Paix.

En janvier 1974, à la suite d'une hausse de 100 % des prix alimentaires, 10 000 personnes bloquèrent les routes dans la région de Cochabamba. La répression fait plus de cent morts.

En juillet 1974, le général Banzer rompt avec la Phalange et le M.N.R. et forme un cabinet exclusivement militaire. Le 9 novembre, une série de décrets « institutionnalisent » la dictature : suspension des activités politiques et syndicales, interdiction des grèves, création d'un service civil, ce qui permet de mobiliser les opposants. L'armée occupe à nouveau les mines en juin 1976, à la suite du congrès de la Fédération des mineurs (F.S.T.M.B.), à Copacabana, qui exige du gouvernement une augmentation de 110 %. Le syndicat décrié alors une grève qui se prolonge pendant un mois. Des centaines de travailleurs sont arrêtés ou tués, leur sang coulant dans le sud du Chili.

Si le régime pouvait se targuer de certains succès dans sa politique économique, seule une infime partie de la population en bénéficie.

Croissance sans développement

Les indicateurs économiques paraissent traduire une situation relativement favorable. En 1977, le taux de croissance est voisin de la moyenne 1973-1977 : 6,8 %. L'inflation n'a été que de 15 %. Le balance commerciale est en équilibre. Le déficit de la balance des paiements (150 millions de dollars) est dû pour l'essentiel à l'amortissement des prêts très importants contractés à la fin des années cinquante-dernières. Un plan quinquennal ambitieux a été lancé en 1976, qui prévoit entre autres le développement de la métallurgie, la création d'une industrie pétrochimique et la mise en valeur des importants gisements de fer de Mutún.

Ces données économiques cachent mal la misère de la plus grande partie de la population. Avec un revenu moyen de 300 dollars par an, les Boliviens appartiennent au groupe des cinq pays dont les habitants sont les plus pauvres d'Amérique latine et devantent seulement Haïti. Un travailleur agricole ne consomme que 1 800 calories par jour ; le salaire d'un mineur de fond est de 1 dollar et demi par jour.

Ainsi que la part de la production

de matières premières et de la production industrielle est, depuis 1965, en diminution constante à l'intérieur du P.I.B., le secteur des services passe de 37 à 45 %. Les gracieux surprises sont venues du centre de La Paz — en opposition avec les logements insalubres, qui s'accroissent aux pentes de la cuvette dans laquelle est située la capitale ; manifestation la plus visible de cette absence de croissance sans développement (5).

Le secteur tertiaire tend à monopoliser les investissements improductifs au prix d'un endettement croissant du pays. Les dépenses de consommation, lancées par le Mouvement de la gauche révolutionnaire (M.G.R.), ont été le cheval de bataille de l'opposition. La dette est passée de 67 millions de dollars en 1970 à 2 500 millions en 1977. Son amortissement a représenté, à la fin de l'année écoulée, 176 millions de dollars (37 % du produit des exportations) soit 12 % par habitant.

Ainsi que des élections présidentielles étaient prévues pour 1980, le général Banzer annonce au début de juillet 1978, et qu'elles seraient précédées d'une amnistie politique. Ce

retirement a surpris ; les raisons n'en apparaissent pas clairement. Les pressions exercées par l'administration Carter sur les dictatures d'Amérique latine sont indiscutables : le département d'Etat se félicitait dès le 15 novembre de la décision du général Banzer.

L'échec des négociations avec le Chili sur l'accès de la Bolivie à la mer a également pesé sur cette décision.

Le prestige du général Banzer a souffert de cet échec aux yeux de l'opinion publique, ainsi qu'à ceux des « jeunes officiers » qui trouvaient humiliante l'acceptation par le chef de l'Etat de la proposition chilienne de couloir délimités. Ils vont jusqu'à

Par ALAIN LABROUSSE

proposer un transfert des pouvoirs politiques au civil, afin que l'armée puisse se consacrer à préparer un éventuel affrontement avec le Chili en 1979 pour le centenaire de la guerre du Pacifique.

Plusieurs scandales, enfin, ont affaibli le régime. Celui, surtout, provoqué par les malversations liées à la construction d'un autoroute reliant le centre de La Paz aux hauteurs de la ville. Des ministres et des proches du président y ont été impliqués. Les finances publiques ont été épuisées pour le général Banzer, le moyen d'affaiblir sa position et de donner une légitimité nouvelle à son régime. La prescription d'une partie de l'opposition et le « contrôle » par l'armée du vote paysan rendaient l'opération sans risque. Elle était, en outre, facilitée par une situation économique favorable, qui risquait de se détériorer ensuite, en par un afflux d'investissements étrangers, investissements susceptibles de se tarir.

Si le général Banzer a finalement renoncé à présenter sa candidature pour succéder à son ministre de l'Intérieur, le général Juan Pereda Asbun, c'est que les militaires ont exigé qu'il quitte l'uniforme et se pré-

sente en simple citoyen afin d'éviter que l'armée ne soit éclaboussée par les retombées de la campagne. Craignant sans doute de perdre le contrôle de la situation, le général Banzer a alors préféré lancer un de ses proches dans la mêlée.

Restait la question de l'amnistie. Depuis l'annonce des élections, l'Assemblée permanente des droits de l'homme, présidée par M. Luis Siles Salinas, multipliait les pressions pour qu'elle soit générale et sans condition. La Conférence épiscopale se prononçait dans le même sens le 2 novembre. En l'absence de toute autre possibilité d'expression, l'Assemblée permanente devint bientôt un vaste front regroupant tous les secteurs de l'opposition : petits syndicats, bourgeoisie libérale, secteurs progressistes de l'Eglise. Le gouvernement committ l'erreur de négli-

Le 17 janvier, à 3 heures du matin, la police et l'armée investissent la place de la ville où sont installés les grévistes, un certain nombre d'églises en particulier. Deux prêtres et une religieuse sont arrêtés. Ces mesures entraînent un durcissement de la position du clergé. L'évêque de La Paz suspend jusqu'à nouvel ordre la célébration des offices et menace d'excommunier tous ceux qui s'en prendraient aux grévistes. A bout de forces, ces derniers poursuivirent cependant leur mouvement dans les locaux de l'hôpital de la police.

L'attitude de l'évêque de La Paz a un impact considérable, et le gouvernement traite la crise la plus grave qu'il ait connue jusque-là. Un secteur de l'armée dénonce le « vide du pouvoir » et menace d'intervenir si le problème n'est pas rapidement réglé.

LE PAYS DE L'ETAIN

- SUPERFICIE : 1,1 million de kilomètres carrés.
  - POPULATION : 4 700 000 habitants (4,3 hab. en kilomètre carré), dont 60 % d'amérindiens, 30 % de métis et 10 % de Blancs ; la population est stable à 85 %.
  - CAPITAUX : Saque (100 000 hab.), mais le siège du gouvernement est à La Paz (500 000 hab.).
  - REGIONS NATURELLES :
    - Hauts plateaux andins et montagnes : 16 % de la superficie ; 55 % de la population.
    - Hautes vallées : 13 % de la superficie ; 30 % de la population.
    - Plaines tropicales : 71 % de la superficie ; 15 % de la population.
  - STRUCTURE DES EXPORTATIONS :
    - Minerais : 60 % (dont 40 % pour l'étain)
    - Pétrole et gaz : 30 %
    - Agriculture et élevage : 7 %
    - Industrie : 3 % (sucres blancs)
- L'exploitation des mines, du pétrole et du gaz naturel, qui occupent que 5 % de la population active, fournit 18 % du produit intérieur brut et 30 % des exportations. L'agriculture et l'exploitation des forêts, qui fournissent 15 % du produit intérieur brut et 3 % des exportations, occupent 65 % de la population.

ger ce phénomène, et de sous-estimer la force d'une campagne en faveur d'une véritable démocratisation de l'Etat.

La grève de la faim

Le 21 décembre, il libéra 33 détenus et amnistia 224 exilés, mais, en même temps, était rendue publique la liste des noms de ceux qui ont interdiction de rentrer en Bolivie, en raison de crimes commis « contre la tranquillité et la paix de la nation ». Signaient sur cette liste des leaders syndicaux comme M. Juan Lechin, président de la Centrale ouvrière bolivienne (C.O.B.), un des principaux chefs de la gauche, l'ancien président Hernán Siles Zuazo, et l'un des dirigeants de la Phalange, M. Carlos Valverde. Mais la liste comportait aussi les noms de personnes mortes, d'enfants en bas âge et de gens sans aucune activité politique. C'est pour ces raisons que les opposants de tous bords. Une grève de la faim déclenchée une semaine plus tard commença donc dans un contexte politique favorable à son succès.

L'Assemblée permanente avait approuvé le principe d'une grève de la faim. Mais son déclenchement fut le fait de quatre femmes de travailleurs de Siglo XX. La pétition de fin d'année était, en effet, considérée comme peu propice à la sensibilisation de l'opinion publique. Le gouvernement partageait sans doute une certaine méfiance à l'égard de la proposition aux quatre premières grévistes une solution à leurs problèmes individuels.

Quatre jours plus tard, une série d'ouvriers, étudiants et cultes appuyèrent cette initiative ; surtout, un second groupe de grévistes, au nombre de onze, et à leur tête Domitila Chungara, épouse de l'ancien président, et comité des femmes de Siglo XX (6), s'installait dans les locaux du journal catholique d'opposition *Presencia*. Dès lors, le mouvement s'enrichit de la participation d'ouvriers, étudiants, paysans, prêtres, intellectuels, occupants des écoles, des facultés et même les bureaux des Nations unies à La Paz. Le 10 janvier, les grévistes de la faim étaient plus de cinq cents dans tout le pays.

A la suite de *Presencia*, la presse écrite et un certain nombre de stations de radio progressistes (Fides, Cruz del Sur, avec son émission « Factos ») contribuèrent à populariser cette lutte. Les grévistes reçurent alors un appoinct qui donna une dimension nouvelle à leur combat. La Fédération chrétienne des mineurs (F.S.T.M.B.) lança un premier mot d'ordre de grève de vingt-quatre heures : il fut massivement suivi. L'ordre dénonçait pour le gouvernement qui permettait de démanteler l'organisation ouvrière la plus puissante du pays. Il tenait alors de négocier. Le cardinal Maurer, arche-

vêque de Sucre, signe avec lui un accord prévoyant l'amnistie, sauf pour les syndicalistes qui auraient commis des crimes de sang. Les grévistes désavouèrent le cardinal et exigèrent l'application des quatre points de leur mémorandum initial. Au vingtième jour de grève, près de mille trois cents personnes se soulevèrent au mouvement. La Fédération des mineurs a appelé, avec succès, à une seconde grève de quarante-huit heures. Les travailleurs de l'industrie de La Paz bloquèrent leurs entreprises à partir à leur tour. Les étudiants manifestèrent dans les différentes villes du pays. Lasse de la corruption et de l'arbitraire, l'opinion publique sympathisa dans son ensemble, avec la grève.

Le gouvernement oblige alors les fonctionnaires à cesser le travail durant une journée, en signe d'opposition à la grève. Même impopulaire, qui achève de le déconsidérer. Dépassé le général Banzer commet alors l'erreur de recourir à la manière forte.

Une opposition en liberté surveillée

GRACE à la vigilance constante de l'Assemblée permanente des droits de l'homme, aux pressions de l'Eglise et des syndicats, les accords signés le 18 janvier ont été dans l'ensemble respectés. Les dirigeants syndicaux et les chefs de partis sont restés dans leur pays sans acquiescer et ont pu participer à la campagne électorale. Les mineurs renvoyés au cours de ces dernières années ont pu à peu près retrouver leur travail. Les élections syndicales eurent lieu. Les représentants victorieux des listes de gauche sur les candidatures officielles.

Cependant, l'opposition est en liberté surveillée. L'armée continue d'occuper les centres miniers, les plus importants. L'arsenal juridique de la dictature (loi de sécurité de l'Etat, loi de service civil obligatoire) est toujours en vigueur. Les étudiants prétendant rétablir l'autonomie universitaire, l'armée occupa le 28 avril l'université de La Paz. Celle-ci est fermée et de nombreux étudiants ont été arrêtés.

La répression dans les zones paysannes reste très forte. Or 65 % de la population indienne et rurale, étroitement contrôlée par des caudilles sont dévoués à l'armée, décide traditionnellement des élections. Jusqu'à une date récente, le président était élu par les militaires. Les élections ne paraissent guère redonner l'opposition sur le terrain électoral.

Mais des éléments nouveaux sont intervenus récemment. Le mouvement Tupac Katari (7), qui lie les luttes syndicales aux revendications ethniques, connaît un extraordinaire développement et vient d'adhérer au front de la gauche U.D.F. (Unité démocratique populaire).

D'autre part, la démocratie chrétienne, petit parti, mais qui reçoit une aide importante de ses homologues latino-américains et européens, a elle aussi, lancé une candidature militaire en celle du général René Bernal, ex-ministre de la défense du général Banzer, qui parle les langues indiennes.

Les contradictions à l'intérieur de l'armée restent encore plus vives. La candidature du colonel José Patino Ayroce, pour la Phalange bolivienne, qui a gardé le retour du général Ovando, et par le retour de l'armée, dans les secteurs et nationalistes de l'armée. Face à cette triple candidature militaire, la gauche se présente, elle

Le général Banzer cède donc sur les trois premiers points : amnistie sans condition, réintégration des travailleurs, libre exercice des activités syndicales. Mais l'armée a continué d'occuper les centres miniers les plus importants.

La victoire découle en définitive de l'ampleur d'un mouvement d'opinion auquel la grève de la faim a donné l'occasion de s'exprimer de manière unitaire. On a pu vérifier une fois de plus l'extraordinaire conscience politique des mineurs, qui, privés de structures et de cadres syndicaux, ont néanmoins appuyé les motifs d'ordre de leurs fédérations clandestines. La petite bourgeoisie urbaine, qui a bénéficié, dans une certaine mesure, du développement du secteur tertiaire, aspire maintenant à une véritable ouverture démocratique. L'opposition de l'Eglise, enfin, a joué un rôle déterminant en permettant au secteur de la presse qui lui est lié de contrecarrer la propagande officielle. Des facteurs extérieurs ont joué aussi : pressions des Etats-Unis d'une part (des observateurs américains ont participé aux tractations des derniers jours), échec des négociations avec le Chili d'autre part, qui en suscitant des contradictions à l'intérieur de l'armée, a affaibli le gouvernement du général Banzer.

aussi, divisée. L'Unité démocratique populaire (U.D.P.) regroupe le Mouvement révolutionnaire de gauche (M.N.R.L.), le P.C. orthodoxe, le M.I.R., le parti socialiste et le mouvement de la gauche nationale (M.N.L.). Se voulant une sorte d'unité populaire à la chilienne, l'U.D.P. soutient la candidature présidentielle de M. Hernán Siles Zuazo. Plus radical, et moins électoraliste, le Front de la gauche révolutionnaire (F.R.L.) regroupe le parti révolutionnaire de la gauche nationale (P.R.G.N.), le leader syndical Juan Lechin, le P.C.M.L. (maoïste), et un secteur du P.O.R. (trotskiste). Il présente symboliquement le candidat de gauche leader paysan, Casiano Arzuaga, la présidence, et à la vice-présidence celle de Domitila Chungara, organisatrice de la grève des femmes.

Mais, au-delà des élections, chacun est conscient que l'armée reste maîtresse du jeu. Et l'on voit mal comment elle pourrait remettre le pouvoir à une équipe civile qui s'attaquerait fondamentalement la politique suivie depuis 1971. Et c'est d'autant moins que les syndicats réorganisés ne vont guère tarder à lutter avec vigueur pour l'amélioration de conditions d'existence qui, dans la plupart des cas, restent infra-humaines. Les contradictions ne peuvent que s'accroître entre les deux vrais partis de Bolivie : l'armée et le syndicat des mineurs. Seules les divisions de la première rendent encore incertaine l'issue de tels affrontements.

LES ELECTIONS EN EQUIVALEUR. — Des élections présidentielles se déroulent en Equateur le 18 juillet. Dans notre numéro de juin, un article intitulé « La fréquence des élections en Amérique latine » n'aurait pas le champ de la démocratie signalait que « deux candidats ont jusqu'ici rempli les conditions requises pour entrer dans la compétition. Il s'agit en fait de six candidats qui se disputent les faveurs de quelque deux millions d'électeurs. La presse fait largement écho à la campagne, qui paraît extrêmement active, dans laquelle s'affrontent les représentants du parti libéral, de la droite, de la social-démocratie, du front de gauche, de la démocratie chrétienne et d'une scission du parti libéral.

DOMITILA, SI ON ME DONNE LA PAROLE...

Il est rare que la parole soit donnée à une femme du peuple, qui lutte pour le pain quotidien, se politise et prend l'envie d'écrire. Ce livre (1) devient alors une sorte de Gerneral de tiers-monde qui aurait été écrit par le Mahatma.

La vie de Domitila Barrios, épouse Chungara, se confond depuis quinze ans avec la lutte des mineurs boliviens. Il était naturel que le cinéaste Jorge Sanjinés lui demandât de jouer son propre rôle dans le film le Courage du peuple.

A la mine, ce sont les femmes qui souvent décident du début de la grève, lorsque le buffet est vide et que la pulpe (mégasit d'Etat) refuse de faire crédit. Elles ne sont pas les dernières à affronter la police et l'armée. Domitila, en fait, elle est la première à aller devant la police et l'armée. Elle est la première à aller devant la police et l'armée. Elle est la première à aller devant la police et l'armée.

Mais ce témoignage prend une dimension supplémentaire lorsqu'elle raconte son expérience à la tribune de l'Assemblée internationale de la femme, à Mexico en 1975. Une cinéaste ayant fait inviter malgré l'opposition du gouvernement bolivien, elle s'y affronte aux féministes américaines : sans sous-estimer la machisme, elle est dans ce livre la première à aller devant la police et l'armée.

Quelle est dans ce livre la part de Moema Viezzer, journaliste brésilienne qui, pendant des semaines, a suivi Domitila, lui recueillant les témoignages irremplaçables ? Il suffit de l'avoir entendue dans un meeting syndical, de l'avoir vue présider une séance de l'Assemblée des droits de l'homme à Siglo-XX, où elle réalisa. Le doute n'est pas permis : elle parle comme un livre.

(1) La Vie d'une femme de la mine bolivienne, témoignage recueilli par Moema Viezzer, éditions Maspéro, « Actes et mémoires du peuple ».

سكزا من الأصل

STATERE

PANOR

PARAIS près pi

RESIDENCE TESSO

MONTECENCI

LES ELECTIONS EN EQUIVALEUR



politiques de l'église

«SHATTERED PEACE», de Daniel Yergin

La paix a-t-elle été manquée en 1945 ?

DANS un gros ouvrage, qui est sa thèse universitaire, un jeune historien américain, D.E. Yergin, s'exerce pas moins sur un vieux os : les origines de la guerre froide (1). On connaît la multiplicité des études publiées aux Etats-Unis sur ce sujet depuis plus de vingt ans. Aux premiers travaux, plutôt durs sur l'U.R.S.S., ont succédé des livres très sévères à l'égard de la politique américaine. Aujourd'hui, la guerre du Vietnam terminée, les analyses sont mieux équilibrées. Le livre de Yergin en est un exemple. Il ne considère pas comme impérialistes les responsables américains de l'après-guerre. Il cherche à les comprendre et en donne d'excellents portraits. Mais il ne se fait pas leur avocat.

Résumons sa thèse : la guerre froide a été due à un malentendu. Les successeurs de Roosevelt ont cru que l'Union soviétique était un « Etat révolutionnaire mondial » représentant pour le monde un « menace » militaire. Ils ont donc émis une théorie et une structure, « l'Etat de sécurité nationale », et ont ainsi multiplié les motifs de conflit au lieu de les réduire par la négociation et le compromis. Opposant les « atomes de Riga » (la tendance des diplomates américains qui ont appris le russe dans les pays baltes avant 1917) aux « atomes de Yalta » (la tendance de Roosevelt), Yergin pense que l'école de Riga conduisit à la tension, l'école de Yalta à une coexistence ou incommode.

Non moins importante que la thèse est la méthode. Alors que les tenants du révisionnisme (2) s'inspiraient d'un certain degré de marxisme ou de léninisme, Yergin ne part d'aucune vue idéologique préconçue. Il ramène à leurs justes proportions les jugements de l'école révisionniste. Mais il travaille dans les conditions de la recherche américaine d'aujourd'hui, c'est-à-dire une incroyable richesse de documents et un appareil conceptuel plus à l'aise dans la déduction que dans l'induction. Les documents sont les archives officielles ouvertes jusqu'en 1949, et surtout les Papiers, les collections laissées par la plupart des responsables, journaux personnels, correspondances, notes, etc., ainsi que les archives orales. Devant une telle masse, il faut à la fois des critères très affirmés et une méthode sûre permettant de découvrir les vraies questions. Ce n'est pas facile.

Considérée en elle-même, la méthode de Yergin est objective et raisonnable. Par rapport à l'ensemble des matériaux qu'elle brasse, elle

n'est pas toujours assez critique. Par rapport aux concepts directeurs, la méthode pourrait être plus élaborée. Qu'est-ce qu'un « Etat révolutionnaire mondial » ? Est-il vrai que les Etats n'aient d'autre tâche que de faire progresser à leurs intérêts ? L'équilibre des forces, les sphères d'influence, la politique de puissance sont-ils vraiment, comme le pense H. Morgenthau, l'essence de la politique mondiale ? A ces doutes, ajoutons une constatation que Yergin fait lui-même : « Les Occidentaux n'ont pas accès aux archives

qui aimaient Staline dans sa bataille pied à pied pour le gouvernement de Lublin, bataille qui sera gagnée en juin 1945. Qu'à l'époque, Roosevelt ait eu du mal à le comprendre, c'est naturel. Mais aujourd'hui d'est un problème bien exploré et dont chacun connaît le sens. A cela est lié le débat sur les « zones d'influence » que Yergin évoque à de nombreuses reprises. Pourquoi, dit-il en substance, n'avoir pas laissé à Staline la zone qu'il revendiquait ? Mais, répondra-t-on, qui lui disait ?

La France, n'annonce-t-elle pas ce qui est l'un des objectifs possibles de l'U.R.S.S., une Allemagne maintenue dans la division mais entrainée peu à peu tout entière dans l'orbite soviétique ; mi-soviétique, mi-finlandaise ? C'est peut-être une tactique à finalité révolutionnaire. Peu importe. Car, de toute façon, pour les voisins européens de l'Allemagne, ce n'est pas bon.

Si l'on redresse ainsi certains jugements, le livre prend sa valeur. Il expose avec des références nouvelles les conclusions égarées qui ont été tirées à Washington des machines à vapeur de Riga. Croire, comme le faisaient certains, que l'U.R.S.S. allait lancer ses forces armées vers le côté atlantique était simpliste. Il faut être autant de penser qu'aucun danger n'existait dès lors que, l'ordre repoussé, l'ordre régnait à Varsovie. Il est vrai que le général Clay était parfois impulsif ou crachant et que Forrestal manquait d'équilibre. Mais, dans l'ensemble, les réactions du gouvernement américain au blocus de Berlin irroguent à la réforme monétaire, mais aussi premier test de la capacité de résistance des Occidentaux) ont été fermes et prudentes. Un mélange de Riga et de Yalta. Il faut se méfier des explications massives. L'« Etat de sécurité nationale » ou le « complexe militaro-industriel » sont certes de lourdes machines. Il est excellent d'en démontrer les rouages pour en prévenir les excès. Mais il faudrait pouvoir le faire des deux côtés.

Daniel Yergin en est le premier conscient, lui qui écrit à la dernière page de son livre : « La guerre froide est toujours avec nous comme le sont la question (jamais résolue) du rôle de l'Union soviétique dans les affaires du monde, et celle des moyens, du sens et des dimensions de la sécurité des Etats-Unis. »

Par JEAN LALOY

soviétiques (les Orientaux guère plus, peut-on ajouter). Il en résulte un grand déséquilibre. Mais s'il n'y a pas d'archives disponibles, il existe beaucoup de documents, discours, accords, articles, à travers lesquels on peut apercevoir quelques choses. Faute de les avoir approfondis, Yergin n'étend guère la politique soviétique. Il la pose d'emblée comme une politique fondée sur la défense des intérêts d'Etat et donc apte au compromis. Mais à cela aurait mérité un moins une discussion. A défaut, la thèse du malentendu (qui est loin d'être entièrement fautive) repose sur un malentendu (ou un mal vu) ou risque d'en susciter pas mal d'autres. Faisons quelques exemples.

A Yalta, la question de Pologne est la plus importante. Elle surgit à peu près à chaque séance. Yergin la traite brièvement. Selon lui, il s'agissait de savoir si le futur gouvernement polonais serait « le gouvernement de Lublin, qui n'était guère qu'un gouvernement soviétique ». La question n'est pas là. Il s'agit de savoir si le gouvernement polonais sera un gouvernement nouveau ou un gouvernement dérivé de celui de Lublin. Personne en 1945 ne soutient plus le gouvernement de Lublin que du bout des lèvres. Or cette dispute révèle une part du problème d'après-guerre : gouvernements (plus ou moins) représentatifs ou gouvernements désignés par eux-mêmes sinon par l'armée qui les a mis au pouvoir ? Ce n'est pas la même chose et ce n'est pas seulement le réalisme classique

Le problème, ici encore, n'est pas celui-là. Il s'agit de savoir si l'influence serait relative ou exclusive. En Italie, en France, en Belgique, Anglais et Américains avaient une influence relative importante, mais l'Union soviétique n'y était ni sans influence ni sans moyens. En Pologne, les partisans d'une entente avec les Occidentaux ont été pourchassés dès 1945 et l'influence soviétique était exclusive des autres. Pourquoi ? Pourquoi pas d'autres raisons que Staline, loin de ménager ses amis polonais, exigeait d'eux qu'ils acceptent, à quelques kilomètres près, la frontière définie en 1939 entre Hitler et lui-même. Pas d'autre solution que de placer tout le monde sous le boisseau. Est-ce une politique de compromis et d'intérêts d'Etat ? Cela ne conduisit-il pas à des tensions profondes dont l'effet fut encore sensible aujourd'hui, trente-trois ans après les événements ? Metternich, Talleyrand ou Bismarck étaient d'une autre école.

A partir de là, on peut apercevoir quelque chose du problème allemand. Staline l'a posé sans détour à Potsdam, lorsque dans un aparté il a dit à Philip Mooney : « Tout gouvernement librement élu serait antisoviétique, et cela nous ne pouvons le permettre ». (3). Fallait-il donc accepter pour diriger l'Allemagne un gouvernement non élu ou en tout cas un gouvernement mixte ? Sinon, comment éviter la division, quels que soient les atomes, ceux de Riga ou de Yalta. Quand Jéhanou déclare en septembre 1947 devant les futurs membres du Komintern que « l'Allemagne occidentale sera la pomme de discorde entre les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et

(1) D.E. Yergin, Shattered Peace, The Origins of the Cold War and the National Security State, Houghton Mifflin Company, Boston, 1977, 523 pages, avec bibliographie et index. (2) O. Solon, The Politics of War, New York, 1968 ; G. Alperovitz, Atomic Diplomacy : Hiroshima and Potsdam, New York, 1965 ; D. Fleming, The Cold War and its Origins, 1917-1950, New York, 1961. (3) P. Mooney, The Kremlin in World Politics, New York, 1960, p. 214. Cet excellent ouvrage d'un universitaire, devenu expert gouvernemental de 1941 à 1968, figure pas dans la bibliographie du livre de Yergin.

PANORAMA IMMOBILIER PARIS ILE-DE-FRANCE

Real estate advertisements including: PENSEZ A L'AVENIR, VOUS AVEZ 60 ANS ET PLUS, INVESTISSEURS CECI VOUS CONCERNE, VIAGERS-F. CRUZ S.A., MARAIS près place des Vosges, LE CONSUL 139, avenue d'Italie PARIS 13e, Claude Achard, Conseil Immobilier à NEUILLY - 637.14.56, NEUILLY, Résidence Tesson Parmentier, MONTMORENCY "LE MONT DES ROSES", VEXIM - 45 km de PARIS, MAGNIFIQUE CHAUMIÈRE, RENOVATEUR vend : 35, rue Copernic (Paris 16e) Imm. P. de T., ascenseur, Bureau de vente sur place 704.99.76, 61, rue de Valenciennes (Paris 6e) Rénovation complète studios : 255.000 F - 2 pièces : 450.000 F, GRANDEUR Exceptionnel 35 PARIS OUEST, NEUILLY RESIDENTIEL, RESIDENCE du 57, Bd de la SAUSSAYE à NEUILLY-sur-SEINE, DEUX PETITS IMMEUBLES DE QUALITE (Réalisation COPIMO), DISPONIBLES : 3 grands studios de classe exceptionnelle de 35,50 m² à 39,50 m², 4 appartements de 3 pièces de 80 m², 1 grand appartement de 5 pièces de 127 m², Prix moyen ferme et définitif : 9.200 F le m², Visite tous les jours 10 h 30 à 12 h et 14 h à 18 h, Téléphone sur place 745.49.67

Cette rubrique paraît dans Le Monde, Le Monde Diplomatique, la Sélection Hebdomadaire. Prochaine parution le 14 septembre 1978. Renseignements MULTIMEDIA, 271-32-55.

MULTIMEDIA 13, rue des Minimes, 75003 PARIS (France)
Form for requesting information in French and Arabic, including fields for name, address, and phone number.



# Les voies du capitalisme et de la démocratie vont-elles diverger ?

## LE POING INVISIBLE

(Suite de la première page.)  
La seconde faille dans la thèse de la compatibilité est la contradiction entre les conditions idéologiques nécessaires à la reproduction de la démocratie libérale et les conditions de préservation du contrôle capitaliste sur le processus de production. Cette faille, tout comme la première, peut être attribuée à une erreur de la théorie économique libérale.

L'économie capitaliste, même sous sa forme concurrentielle, ne saurait être correctement formalisée comme un système de relations volontaires d'échanges. Le « domaine de Bentham » (2) ne recouvre pas la totalité des relations économiques ni même les plus centrales. Ce que les travailleurs vendent au capitaliste ne n'est pas leur travail lui-même — leur labeur — mais simplement la compétence formelle sur leur puissance de travail, c'est-à-dire leur force de travail (3). Cependant le profit du capitaliste ne dépend pas de la force de travail mais du travail concret, c'est-à-dire de la dépense de cette force de travail sous une forme productive déterminée. Or, si l'achat et la vente de la force de travail constituent une relation médiatisée par le marché, le processus visant à obtenir de l'ouvrier un travail concret, lui, ne l'est pas. Seul dans des circonstances exceptionnelles, la quantité de travail à accomplir ne peut être exprimée sous forme contractuelle : elle est le résultat d'un conflit permanent et jamais complètement résolu entre l'ouvrier et l'employeur. En conséquence à tout le travail concret comme une marchandise, l'économie libérale est passée à côté du rôle essentiel joué par l'exercice direct du pouvoir du capitaliste sur le travailleur. « L'ouvrier a gagné le titre de reine des sciences sociales, remarquait à juste titre Abba Lerner (4), en choisissant pour domaine les problèmes politiques déjà résolus ». Les politiciens libéraux des conditions politiques de refus des économistes néo-classiques d'explorer les relations non contractuelles qui se situent au sein du fonctionnement de l'entreprise capitaliste.

Des libéraux plus anciens comme Adam Smith (5) et Alexis de Tocqueville soutenaient l'idée que la division du travail au sein de l'entreprise capitaliste était antithétique avec la démocratie. Et pourtant, si le contrôle hiérarchique sur le processus de travail, c'est-à-dire de la plupart des adultes, ne constitue pas en soi une violation formelle de la démocratie libérale, il n'en donne pas moins naissance à une contradiction dans la reproduction de l'ordre social capitaliste démocratique et libéral. De John Stuart Mill (6) à Gabriel Almond et Sidney Verba (7), les théoriciens politiques de diverses écoles ont affirmé que des engagements démocratiques toujours plus larges ou, d'une manière générale, une culture démocratique, constituent une condition nécessaire à la préservation d'une forme de gouvernement démocratique.

que. Dans les sociétés capitalistes avancées, le fossé entre, d'une part, une idéologie libérale et démocratique et d'autre part, Schumpeter argue de la domination hiérarchique, entraîne des luttes populaires pour élargir le domaine de la prise de décision démocratique au processus de travail lui-même. Cependant, une contestation démocratique généralisée des structures et du pouvoir au sein du processus de travail mettrait en péril les conditions de reproduction du capitalisme. En fait, on peut même

### L'Etat, les classes et la production

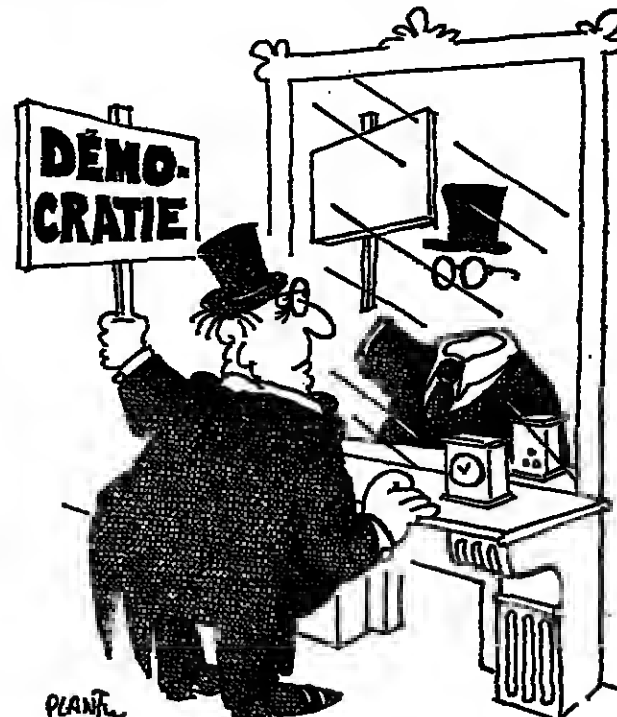
LA troisième faille dans la thèse de la compatibilité, tout comme la seconde, s'explique par la non-prise en compte par les théoriciens libéraux des conditions politiques de reproduction du système capitaliste. La question de savoir si un régime de démocratie libérale est compatible avec la reproduction d'une société de classes a été étudiée à des fins diverses par des auteurs sans liens que James Madison (8) et Antonio Gramsci. On peut avancer deux conditions qui facilitent une telle reproduction : l'existence d'un grand nombre de groupes, classes ou couches politiquement différenciées, et l'élimination au sein du débat politique, des questions qui divisent les classes. Les relations de classe dans la juxtaposition de différentes formes de production — petite exploitation agricole, artisanat, entreprise capitaliste — et l'impartiale intégration régionale, ont permis l'apparition de regroupements politiques ne recoupant pas des classes sociales et réduisant la polarisation politique arriérée sur le conflit capital-travail. Par ailleurs, l'Etat même lorsqu'il menait une politique économique dirigée, n'était pas impliqué de manière significative dans la relation capital-travail salarié. Les relations de classe dans le domaine de la production étaient très largement médiatisées hors de la sphère étatique. En conséquence, les conflits engendrés par l'exploitation directe d'une classe par une autre pouvaient être présentés comme étrangers au cadre du discours et du débat politiques. On peut même dire que la plus importante intervention économique de l'Etat libéral, la fixation des tarifs douaniers, contribua à renforcer l'unité politique de tous ceux qui étaient engagés dans une production donnée. C'étaient des régions entières, ou la population rurale dans son ensemble, qui en tiraient profit, plutôt qu'une classe particulière.

C'est le succès même du processus d'accumulation capitaliste qui a fondamentalement modifié les deux conditions mentionnées plus haut. L'intégration des économies nationales et l'élimination des formes de production non capitalistes a réduit l'importance des regroupements politiques à base régionale, paysanne ou petite-bourgeoise. La classe capitaliste elle-même, en tant que fraction de l'ensemble de la population, a

diré que toute extension de la démocratie sur le lieu de travail — qui ne se limiterait pas à des mesures purement symboliques — mettrait vraisemblablement en marche un processus d'érosion progressive non seulement du pouvoir capitaliste sur la production, mais également des bénéfices. Ainsi, les valeurs démocratiques essentielles à la reproduction de la démocratie libérale créent un climat idéologique qui s'oppose aux conditions essentielles de reproduction du capitalisme.

considérablement diminué. Dans le même temps, le processus d'accumulation a, comme critère que l'on retiendra, créé des majorités salariales dans tous les pays capitalistes avancés. La classe capitaliste, de son côté, s'efforçant de perpétuer les conditions nécessaires à la préservation du processus d'accumulation, a concédé, voire encouragé, une intervention plus directe de l'Etat dans la relation capital-travail salarié. En outre, les conflits engendrés par le processus d'accumulation, l'incapacité du marché à fonctionner correctement en raison de l'urbanisation, de la concentration industrielle, des cycles économiques ou autrement prospérité, crise et reprise, etc., ont fait perdre à la loi de l'offre et de la demande son rôle de mécanisme essentiel de répartition des biens : l'Etat est ainsi devenu le plus important des agents économiques en simplifiant directement dans la production, dans la coordination de l'activité économique, dans la médiation des relations de classe et dans la distribution des récompenses économiques. Les problèmes de classe sont ainsi devenus ouvertement politiques et la lutte des classes s'est partiellement déplacée à l'intérieur de la sphère de l'Etat.

Cette mutation est de mauvais augure pour la reproduction à long terme du capitalisme libéral et démocratique. Les mouvements populaires, centres autour des problèmes de droits civiques et d'écologie, ont imposé des restrictions au concept de propriété privée des moyens de production. La reconnaissance légale des syndicats ouvriers et le développement de vastes systèmes de garantie des revenus ont radicalement modifié le marché du travail et fait accéder l'échange de la force de travail contre un salaire au statut de relation quasi politique. Une fraction importante du niveau de vie ordinaire des citoyens est maintenant assurée par le revenu de l'Etat et fait accéder l'échange de la force de travail contre un salaire au statut de relation quasi politique. Une fraction importante du niveau de vie ordinaire des citoyens est maintenant assurée par le revenu de l'Etat et fait accéder l'échange de la force de travail contre un salaire au statut de relation quasi politique. Une fraction importante du niveau de vie ordinaire des citoyens est maintenant assurée par le revenu de l'Etat et fait accéder l'échange de la force de travail contre un salaire au statut de relation quasi politique.



manière exquise, le « boulet social » — semblait constituer un obstacle d'importance aux processus de croissance capitaliste. Aux Etats-Unis, la redistribution des revenus par le canal de la fiscalité, des transferts de dépenses et des budgets sociaux aux différents niveaux (fédéral, d'Etat et local) a conduit à une situation de plus en plus franchement égalitaire au cours des années 1950-1970. Dans l'ensemble des pays capitalistes avancés, les deux dernières décennies ont vu évoluer de façon inversement proportionnelle le taux d'investissement et la fraction du P.N.B. consacrée aux dépenses

sociales. Il en va de même du rapport entre le taux de croissance de l'économie et la fraction du P.N.B. consacrée aux dépenses sociales.

Ces données se prêtent bien entendu à différentes interprétations, mais elles ne sont nullement de nature à corroborer la thèse de la compatibilité de la démocratie libérale et du capitalisme. Elles donnent au contraire à penser que son processus de croissance — partie intégrante de sa reproduction — a engendré une série de forces politiques qui, tout en n'étant nullement révolutionnaires, poussent à la stagnation économique.

### Deux courants

DANS une large mesure, l'évolution des théories sociales d'inspiration libérale, et ce depuis un siècle, peut être perçue comme une réponse à une situation de plus en plus franchement partiellement trappants. L'un est une extension naturelle de la théorie libérale démocratique connue chez les économistes, principalement au travers de l'œuvre de Joseph Schumpeter (9). S'inspirant des analyses antérieures de Mosca, Pareto (10) et d'autres, Schumpeter argue de l'incapacité supposée de l'électorat à prendre des décisions pour réduire la démocratie à une compétition entre des élites. L'expertise remplace la participation comme principe de base de cette nouvelle thèse de l'élite démocratique. La tâche de l'électorat se limite à ratifier ou sélectionner un nouveau groupe d'experts.

L'autre courant est l'effort persévérant pour parvenir à une définition des relations économiques et sociales qui serait à l'abri des revendications démocratiques et de l'intervention légitime de l'Etat. Le processus d'accumulation a nullement favorisé cet effort, comme le montre l'histoire récente. L'évolution du climat intellectuel n'a guère été plus propice. A l'inverse des idées de Locke en matière de propriété, les théories utilitaires qui dominent maintenant les sciences sociales, la morale et la jurisprudence, ont constitué un rempart bien fragile contre l'Etat. La théorie du moindre mal, la sécurité sociale et les transferts sociaux qui servent à l'abri des revendications démocratiques et de l'intervention légitime de l'Etat. Le processus d'accumulation a nullement favorisé cet effort, comme le montre l'histoire récente. L'évolution du climat intellectuel n'a guère été plus propice. A l'inverse des idées de Locke en matière de propriété, les théories utilitaires qui dominent maintenant les sciences sociales, la morale et la jurisprudence, ont constitué un rempart bien fragile contre l'Etat. La théorie du moindre mal, la sécurité sociale et les transferts sociaux qui servent à l'abri des revendications démocratiques et de l'intervention légitime de l'Etat.

le produit et à sa participation à la décision sur le processus de production ; historiquement, l'apparition du salaire représentait l'élimination progressive d'un système complexe de droits sur le produit et sur la maîtrise du processus de production. Le phénomène est identique en matière de participation au salaire : l'ouvrier y gagne le droit de vote et celui de participer au débat électoral ; il renonce de ce fait à la légitimité du recours à d'autres formes d'expression politique, autrefois tout à fait légitimes et efficaces (grèves politiques émeutes contre la famine, bris de machines, agitations contre des agents de douanes, voire déversement des cargaisons de thé dans le port de Boston) (11). L'alignement du salaire réel sur l'augmentation des conquêtes de la classe ouvrière et des instruments de son intégration.

Si donc la démocratie libérale n'est nullement l'expression politique logique de l'économie capitaliste et si, au contraire, elle constitue un compromis obtenu sous la pression, ses défenseurs doivent lutter en permanence pour mettre à jour les termes de l'accord. Si notre argumentation est exacte, on peut dire que l'économie capitaliste avancée constitue un des plus mauvais terrains possibles pour une telle entreprise.

Il se pourrait bien qu'il n'existe, pour la démocratie libérale, aucune stratégie défensive viable. Pour assurer aux institutions de la démocratie libérale un appui de masse, on ne pourrait sans doute pas faire l'économie d'une redéfinition du concept lui-même, qui mettrait l'accent sur une substantielle participation populaire en même temps que sur le respect des procédures formelles du système. La défense de la démocratie libérale pourrait impliquer un processus allant bien au-delà de la transformation de l'économie capitaliste. Elle pourrait mettre en marche des forces visant à un dépassement de la démocratie libérale elle-même en direction d'une démocratie socialiste (qui reste à définir) associant l'égalité politique, la loi de la majorité et la souveraineté populaire.

SAMUEL BOWLES et HERBERT GINTIS.

(2) N.D.L.R. Formule utilisée par Marx dans le *Capital*, vol. I, chap. 6.  
(3) N.D.L.R. Pour un ouvrier donné, les forces de travail est constituée par l'ensemble de ses aptitudes physiques (dextérité, santé physique, endurance, vigueur physique, degré d'attention, etc.) et intellectuelles (degré d'instruction, niveau technique, aptitude à maîtriser les processus sociaux, etc.) qui le définissent comme un ouvrier d'un certain type (capable de fournir un travail concret déterminé) et non comme détenteur d'une manière générale (*Dictionnaire de l'économie et social*, Centre d'études et de recherches marxistes, Editions sociales, Paris, 1975).  
(4) N.D.L.R. Economiste américain d'origine russe du en 1920.  
(5) N.D.L.R. L'auteur de *l'Essai sur la nature et les causes de la richesse des nations* (1776), qui voit dans le fonctionnement du marché et la main d'œuvre qui permet à la communauté économique de se développer harmonieusement.  
(6) N.D.L.R. Fils de James Mill et également l'un des pères fondateurs de l'économie politique libérale (1805-1873).  
(7) N.D.L.R. *Politiques américaines contemporaines*.  
(8) N.D.L.R. Quatrième président des Etats-Unis et auteur de *l'Essai sur le Fœder*, contribution de premier plan à la pensée politique américaine.  
(9) N.D.L.R. Economiste autrichien (1828-1890) qui enseigna aux Etats-Unis.  
(10) N.D.L.R. Economiste italien (1842-1923) qui occupa la chaire de l'économie de l'université de Lausanne.  
(11) N.D.L.R. Allusion à la fameuse « Boston tea-party » de 1773 qui précéda le début de la guerre d'indépendance des Etats-Unis. Lorsque la Compagnie des Indes orientales obtint le monopole de la vente du thé en Amérique cette année-là, les délégués du congrès de Nouvelle-Angleterre refusèrent d'accepter les cargaisons de thé ou les délégués.

## Le carnet des ambassades

- L'ambassadeur de Grande-Bretagne et Mme Henderson ont offert une réception le 1<sup>er</sup> juin à l'occasion de l'anniversaire de la reine Elizabeth II.
- A l'occasion des consultations franco-canadiennes, l'ambassadeur du Canada et Mme Pelletier ont offert une réception le 6 juin.
- M. Sverker Åström, ambassadeur de Suède, a donné une réception le 3 juin à l'occasion du départ de M. Curt Lidgard, ministre plénipotentiaire, et de l'arrivée de son successeur, M. Orjan Berner.
- L'ambassadeur du sultanat d'Oman et Mme Ahmed Macki ont offert une réception le 8 juin à l'occasion de la visite à Paris de M. Abdel Aziz Al-Nawas, secrétaire d'Etat à l'Information.
- M. Constantin Atanasov, ambassadeur de la République populaire de Bulgarie, a honoré de sa présence le 8 juin le vernissage de l'exposition « Commémoration de la Bulgarie, peintures contemporaines bulgares », organisée par le Comité pour le développement des relations économiques franco-bulgares et le comité d'Etat au tourisme et la Société du commerce extérieur Hemus.
- M. Antonio Coimbra Martins, ambassadeur du Portugal, a donné une réception le 9 juin à l'occasion de la fête nationale.
- M. Constantin Atanasov, ambassadeur de la République populaire de Bulgarie, a offert un cocktail le 10 juin à l'occasion de la sortie en France d'un recueil d'articles et d'interviews de M. Todor Jivkov, premier secrétaire du parti communiste et chef de l'Etat bulgare.
- L'ambassadeur de Turquie et Mme Orhan Eralp ont donné une réception le 22 juin à l'occasion de leur départ de Paris et de la nomination de M. Eralp au poste de délégué permanent de son pays aux Nations unies.
- A l'occasion de l'inauguration du portrait du président Anouar El Sadate, M. Mohamed Fates Ismail, ambassadeur de la République arabe d'Egypte, et Régis Gabriel Thomas, président-directeur général du musée Grévin, ont offert une réception le 23 juin.
- M. Radomir Radovic, ambassadeur de la République socialiste fédérative de Yougoslavie, a donné un cocktail le 29 juin, à l'occasion du départ de M. Budimir Babovic, conseiller de l'ambassade.

**La première dame de France.**

Objectif prioritaire pour Citroën : mettre à votre disposition, grâce à un Département spécialisé auprès des Ambassades, les voitures que vous souhaitez. La CX Fallas, au confort exceptionnel, la CX Prestige, une limousine de grande classe.

Citroën vous propose un éventail de modèles adaptés à vos désirs comme à vos besoins.

Le Département des Relations Internationales de Citroën Champ de Mars vous fournira sur demande, tout renseignement qu'il vous plait d'obtenir.

**CITROËN CHAMP DE MARS**

HILALE DE SA CITROËN  
640, rue de la Cavalerie, 75015 Paris. Tél. CITRO 204.833 F. Tél. 567.55.62

CITROËN TOTAL CITROËN Modèles 78-garantie up on.

**Calendrier des fêtes nationales**

| Date                    | Fête                                       |
|-------------------------|--|
| 20 COLOMBE              | Fête de l'Indépendance                     |
| 21 BELGIQUE             | Fête nationale                             |
| 22 REP. POP. DE POLOGNE | Fête nationale de la libération            |
| 23 REP. ARABE           | Fête nationale                             |
| 24 LIBERIA              | Fête de l'Indépendance                     |
| 25 ILES MALDIVES        | Fête nationale                             |
| 26 PEROU                | Fête de l'Indépendance                     |
| 1 SUËDE                 | Anniv. de la fondation de la Confédération |
| 6 BOLIVIE               | Fête de l'Indépendance                     |
| 7 JAMAÏQUE              | Fête de l'Indépendance                     |
| 9 SINGAPOUR             | Anniv. de l'indépendance                   |
| 10 EQUATEUR             | Fête de l'Indépendance                     |
| 15 REP. POP. DU CONGO   | Fête nationale                             |

مكتبة من الأصل

La dém...  
de l'appu...  
nous... declare M.

BANCO

EN FR...

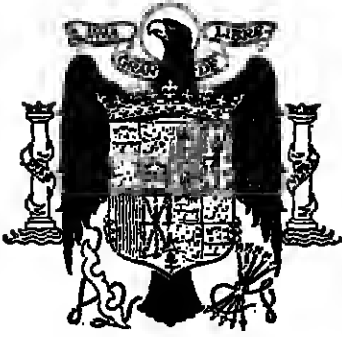
29, avenue...

Te...





# L'ESPAGNE de la transition



Le 20 juin 1978, la commission constitutionnelle du Congrès des députés espagnols a mis un terme à ses travaux. Elle s'était réunie pour la première fois le 22 août 1977, deux mois après les premières élections libres et générales en un peu plus de quatre décennies. Le projet de Constitution, qui comprend cent soixante et un articles et cinq dispositions transitoires, doit être soumis à référendum, sans doute à l'automne, après avoir été étudié par le Sénat puis approuvé par les Cortès en séance plénière. Ainsi prendra fin ce que les Espagnols appellent la transition du régime franquiste à la démocratie.

Transition pacifique et originale, puisque d'un commun accord toutes les formations politiques issues des élections de juin 1977 ont choisi d'établir de nouvelles institutions démocratiques en partant de la légalité des institutions franquistes. Entre la rupture immédiate préconisée avant la mort de Franco par les partis de gauche interdits et la réforme prudente souhaitée par les héritiers de Franco, les nouveaux dirigeants et les chefs d'une opposition raisonnable ont opté pour une voie moyenne. Au bout du chemin, la rupture sera totale. Associés pendant la transition pour tenter de juguler les conséquences les plus graves

de la très sérieuse crise économique, le gouvernement et l'opposition reprendront leur liberté d'action. De nouvelles élections générales, et municipales, devront être organisées. Dans le cadre d'une monarchie parlementaire acceptée par tous, les partis politiques, de la droite à la gauche, engageront le fer sur des grands thèmes seulement esquissés dans la nouvelle Constitution par souci de compromis. Les ambiguïtés constitutionnelles d'aujourd'hui risquent de nourrir les affrontements de demain.

M. N.

**«La démocratie espagnole a besoin de l'appui de l'Europe démocratique» nous déclare M. Marcelino Oreja, ministre des affaires étrangères**

Sollicité par le premier ministre, M. Adolfo Suarez, de prendre le portefeuille des affaires étrangères, M. Marcelino Oreja avait accepté, parce que, confiait-il, il était persuadé que «le second gouvernement de la monarchie conduirait la réforme démocratique à son terme». En deux ans, M. Oreja, l'un des fondateurs du groupe chrétien et libéral Tacito, a dirigé le palais de Santa-Cruz avec dynamisme. Il a également la satisfaction de représenter une nation dont le label démocratique n'est plus contesté par personne dans les instances internationales. Il expose ci-dessous les grandes lignes de la diplomatie espagnole en 1978.

«NOTRE politique extérieure, dit-il, est basée sur quatre grands principes : le respect des normes du droit international par la voie des Nations unies, dont nous avons toujours défendu les principes ; la paix et la sécurité par la détente et le désarmement ; la défense des droits de l'homme ; enfin la lutte pour un ordre économique international plus juste.

Voilà notre philosophie générale. J'ajouterais que nous avons une profonde vocation européenne non seulement au point de vue économique, mais aussi en ce qui concerne les valeurs spirituelles qui nous unissent à l'Europe libre.

L'Espagne a officiellement présenté sa demande d'adhésion à la Communauté économique européenne. Quels sont les obstacles que le gouvernement de Madrid doit surmonter pour franchir cette étape ?

Il me faut redire une nouvelle fois notre désir d'adhérer pleinement au Marché commun européen. Je crois que cette adhésion est fondamentale pour la démocratie espagnole. Nous avons, à la demande de la Communauté, nommé une commission spéciale d'études, et notre dialogue a été renoué mais il ne peut pas s'agir seulement de

problèmes techniques. L'affaire est également politique, et les membres de la Communauté doivent penser que la démocratie espagnole a besoin de l'appui de l'Europe démocratique. Un accord révisé qui permette de surmonter si nécessaire les problèmes techniques qui se ramènent en fait à des questions de concurrence dans certains secteurs industriels agricoles. Ces questions-là ne doivent pas conditionner notre adhésion. Nous autres, Espagnols d'aujourd'hui, nous estimons que les questions techniques sont importantes, mais qu'elles ne doivent pas être prioritaires. L'Europe doit nous apporter la solution que nous cherchons entre le « oui » politique et le « mais » économique.

Le « oui » politique assorti d'un « mais » technique

### «Notre nouvelle politique africaine»

La question des Canaries est l'un des principaux soucis de Madrid aujourd'hui. Vous devez affronter les critiques ou les réserves de nombreux pays africains à la veille de la conférence de Khartoum où se décidera, en principe, la

reconnaissance du mouvement indépendantiste de l'archipel ?

Je suis ennemi de tout triomphalisme mais j'estime que mes derniers voyages en Afrique sont positifs. Beaucoup de pays ont été éclairés à l'occasion de dialogues directs et j'ai pu expliquer notre nouvelle politique africaine. Pour de vieilles raisons la réalité espagnole n'était pas bien connue et cela est tout à fait évident en ce qui concerne l'archipel des Canaries. Je peux vous dire que j'ai découvert avec surprise que certains dirigeants africains reconnaissent qu'il y a un

problème de minorités aux Canaries et par conséquent un sentiment d'«africanité». Je leur ai dit que notre territoire national est ouvert à tous le monde et que les ambassadeurs africains peuvent se rendre librement aux Canaries. Ils peuvent aller là-bas sans problème et j'ai compris dans le résultat de leurs recherches et de leurs informations. Et j'espère ainsi que des intérêts étrangers aux justes revendications des peuples d'Afrique n'interviendront pas au cours de la réunion des chefs d'Etat africains.

— Quel est l'état actuel de vos relations avec Alger ?

Elles ne sont pas satisfaisantes. C'est certain. Elles connaissent un moment difficile si personne ne peut nous rapprocher de ne pas avoir accepté le dialogue dans le respect mutuel. Il y a quelques jours à New-York, à la conférence du désarmement, je me suis longuement entretenu avec M. Boumediène. Nous avons expliqué en toute franchise nos points de vue et je considère qu'il s'agit d'un pas en avant. Cela ne veut pas dire que nous ayons obtenu des résultats spectaculaires mais simplement que nous avons commencé à mettre un peu de clarté dans nos relations afin qu'elles soient plus normales. Nous avons également envisagé que des contacts au plus haut niveau aient lieu entre les deux pays.

Le roi Juan Carlos a effectué plusieurs voyages en Amérique latine et d'autres doivent avoir lieu prochainement. Que recherchez-vous dans ce secteur du monde ?

Nous voulons éviter les erreurs qui ont pu être commises jusqu'à maintenant. Notre sensibilité pour les problèmes de l'Amérique latine est naturellement différente de celle des autres nations. Aussi nous avons engagé une action que je qualifierais de rénovatrice et le roi a joué un rôle déterminant. Nous oublions pas que les pays d'Amérique latine d'aujourd'hui ont vécu en commun sous la couronne espagnole pendant plus de trois siècles. Cela nous permet aujourd'hui de définir un avenir libre et indépendant sans oublier une tradition que les Latino-Américains et nous-mêmes comprenons très bien. Nous adoptons par conséquent un principe d'interdépendance dans tous les domaines. Tout est lié, la culture, l'économie, la coopération technologique. Tout doit être dynamisé en même temps et de façon équilibrée. Nous ne voulons pas développer des relations bilatérales qui puissent léser un pays au détriment d'un autre.

Provoquez-vous par MANUEL NIEDERBANG. (Lire la suite page 15.)

### L'Espagne, la France et la C.E.E.

## Un marché ou un ami ?

Par JUAN ANTONIO CREMADES SANZ-PASTOR \*

On s'est récemment étonné dans les milieux officiels français de la position espagnole tendant à «globaliser» l'ensemble des négociations entre la France et l'Espagne. En effet, l'achat de centrales nucléaires, d'avions ou d'un procédé de télévision français ne peut être dissocié de l'attitude de la France quant à la sidérurgie ou aux textiles espagnols ou quant à la demande d'adhésion de l'Espagne à la Communauté économique européenne.

Pourquoi cette volonté de globalisation ? N'est-ce pas parce que la manière d'aborder les problèmes existant entre les deux pays a conduit les Espagnols à se demander si, pour la France, l'Espagne était un ami ou simplement un marché ?

Certes, les relations entre les deux pays sont bonnes dans leur ensemble. Au plus haut niveau, cela fait même longtemps qu'elles

n'avaient pas été aussi cordiales. Mais cette bonne ambiance ne doit pas nous cacher qu'il existe des prises de position du côté français qui méritent d'être examinées avec attention. Elles ont des conséquences lourdes de portée. On peut en donner quelques exemples.

L'Espagne comprend difficilement, par exemple, la réaction française face à sa demande d'adhésion aux Communautés européennes. Sans doute le président de la République a-t-il déclaré que «la France a toutes raisons de souhaiter l'adhésion de l'Espagne, pays voisin, latin, démocratique et ami». Mais l'Espagnol moyen est désappointé lorsqu'il entend les déclarations hostiles des politiciens français : depuis le P.C.F., qui fait connaître son «opposition résolue» à l'entrée de l'Espagne dans la

C.E.E., jusqu'au R.P.R., qui, par la bouche de M. Jacques Chirac, proclame qu'«il est exclu que nous puissions admettre la possibilité pour les producteurs agricoles espagnols d'entrer dans l'Europe verte».


Les industriels espagnols voient également avec stupeur que, lorsque la première fois de mémoire d'homme la balance commerciale entre la France et l'Espagne devient légèrement favorable à cette dernière, des mesures sont adoptées (contingents, visas techniques) qui ont pour conséquence de rendre difficiles les exportations dans les secteurs les plus importants du commerce extérieur de l'Espagne.

Les pêcheurs espagnols n'admettent pas qu'en invoquant des règlements de la C.E.E. on leur interdise les eaux où ils travaillent depuis toujours.

(Lire la suite page 15.)

— Lire pages 14 à 16 —

P. 14. — ECONOMIE : une relance difficile (Raimundo Ortega).  
P. 16. — POLITIQUE : le P.C.E., troisième force politique (Fernando Claudio).




**BANCO DE BILBAO**

Fondé en 1857  
EN FRANCE DEPUIS 1902

29, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS  
Tél. : 261-56-41

**L'Espagne, nous croyons à son développement depuis plus de 100 ans.**



**CREDIT LYONNAIS**

Affaires Internationales  
16 rue du 4 Septembre, 75002 Paris. Tél. 295.70.00. Téléc. : 630.200 Credil.

**11 agences en ESPAGNE**

Sièges principaux à :

MADRID - Paseo de la Castellana, 39 - Tél. 448.38.00  
BARCELONE - Calle Londres, 102-104 - Tél. 218.98.00  
BILBAO - Alameda de Recalde, 3 - Tél. 442.37.50  
SAINT-SEBASTIEN - Avenida de España, 3 - Tél. 42.35.33  
SEVILLE - Quijapo de Liano, 7 - Tél. 21.36.06

EUROPARTENAIRES : BANCO DI ROMA - BANCO HISPANO AMERICANO - COMMERZBANK - CREDIT LYONNAIS





ÉCONOMIE

# Une relance difficile

Par RAIMUNDO ORTEGA

LA mort de Franco, l'économie espagnole souffrait la plus grave récession qu'elle ait connue depuis 1937. De 1965 à 1974, elle avait progressé au rythme annuel moyen de 6,5 %, avec un déficit extérieur de la balance des paiements courants qui équivalait à moins de 0,5 % du produit intérieur brut (P.I.B.). En 1974, l'accroissement ne fut plus que de 4,9 % et, parallèlement à la crise mondiale, de 0,8 % en 1975.

Au début de 1976, le premier gouvernement de la monarchie s'efforça de promouvoir une reprise fondée sur les exportations et les investissements, tout en essayant de freiner les tendances inflationnistes. Il tenta de favoriser une relance modérée qui n'aggraverait pas les déséquilibres internes, tout en ralentissant l'accroissement de

chômage. En fait, l'inflation s'accéléra les prix à la consommation s'accroissant de 17,6 % — et la balance des paiements continua de se détériorer — le déficit augmenta de 710 millions par rapport à 1975, soit 4,3 % du P.I.B. de 1976.

Cependant, l'Espagne connaît-elle d'importantes transformations économiques et sociales. Ainsi, la hausse des coûts de production s'est traduite par une redistribution accéléérée des revenus en faveur du travail et à l'encontre du capital ; la part des traitements et des salaires bruts dans le revenu national est passée de 49,7 % en 1974 à 51,5 % en 1976. Il s'ensuivit une diminution des investissements, une aggravation du déficit commercial, une stagnation de l'activité et une forte augmentation du chômage.

— les prix espagnols devraient être à nouveau compétitifs, ce qui faciliterait une diminution du déficit de la balance des paiements courants.

Ces objectifs ont été atteints en grande partie ; le rythme annuel d'inflation a baissé de 37,9 % au troisième trimestre de 1977 à 14,8 % au premier trimestre de 1978 ; les augmentations de salaires en janvier et février de cette année ont été de l'ordre de 21 % contre 34 %

au début de 1977 ; le déficit extérieur a diminué jusqu'à 1 780 millions de dollars l'an dernier. En revanche, le chômage est passé de 5,3 % en 1976 à 6,3 % de la population active en décembre 1977.

Le programme du professeur Fuentes comptait, il est vrai, une seconde partie qui n'a obtenu que peu ou pas de succès : la modernisation globale du système économique. Le gouvernement Suarez en renouvèla la promesse dans les « accords de la Moncloa », qui constituèrent une habile tentative pour soustraire les problèmes économiques et leurs solutions à la lutte politique des partis. Toutefois, les obstacles n'ont fait que croître avec le temps. Pour de nombreux observateurs, le désastre du professeur Fuentes, en février, est due à la conviction qu'il avait de l'impossibilité d'obtenir l'appui du parti gouvernemental pour la mise en œuvre de son plan de modernisation de l'économie.

Selon les calculs les plus optimistes, la nouvelle Constitution ne sera pas approuvée par la Chambre des députés avant le milieu de l'automne prochain. Jusque-là, les Espagnols devront continuer de se battre avec leurs problèmes économiques quotidiens. Le gouvernement, une fois passé avec succès la première phase du plan Fuentes, la plus simple puisqu'elle avait un but stabilisateur, semble un

peu incertain sur les moyens les plus appropriés de relancer l'économie ; réorganiser un secteur agricole qui, paradoxalement, ne satisfait pas les aspirations des exploitants et constitue un élément moteur de l'inflation ; restructurer une industrie dans laquelle de nombreux secteurs ne pourront que survivre, et en les protégeant avec la même force qu'à l'époque de la plus grande autarcie.

## Un dur héritage

Cependant, le parti socialiste, le plus fort parti de l'opposition et qui a de grandes chances de devenir un parti de gouvernement aux prochaines élections générales, souhaite atteindre rapidement une société plus égalitaire au moyen d'une redistribution générale des revenus, tout en conservant un système social dans lequel les mécanismes du marché constituent l'élément de base de l'économie.

- définir correctement les limites des fonctions du secteur public en ce domaine grâce à une authentique réforme fiscale, des moyens nécessaires pour répondre aux besoins collectifs ;
- mener une politique énergique qui tienne compte de la grave dépendance extérieure et explique clairement les choix possibles, de façon que le peuple espagnol puisse choisir en connaissance de cause la solution qu'il préfère ;
- établir une authentique liberté dans le marché du travail avec droit de grève et participation ouvrière aux décisions des entreprises. Si, au droit de grève, répond la liberté de licenciement, la classe ouvrière ne peut accepter une politique de limitation des salaires, sans, en échange, participer par l'extrême de ses représentants syndicaux, à la gestion et au contrôle des décisions qui, directement ou indirectement, affectent son niveau de vie ou son emploi ;
- trouver une formule qui permette d'atteindre le triple objectif : respect des autonomies régionales, développement de la décentralisation administrative et correction des déséquilibres économiques.

Il faut craindre par conséquent que, quel que soit celui qui gouverne, l'Espagne ne continue de lutter pendant quelques années encore contre les maux qui ont caractérisé son économie pendant les années 60 et les premières années 70 : l'intervention centraliste, le mélange entre secteur public et intérêts privés, le manque d'efficacité dans l'allocation des ressources, l'oubli de l'agriculture et la marginalisation du secteur rural, l'industrialisation désordonnée, l'indifférence devant le coût d'un développement anarchique, l'absence d'une véritable satisfaction des besoins collectifs les plus élémentaires (éducation, santé et sécurité sociale). L'emploi artificiel du système financier comme moyen de détournement des ressources vers des secteurs privilégiés ; la protection d'industries inefficaces grâce à un tarif douanier très élevé.

Cette énumération, nullement exhaustive, n'est qu'un échantillon des immenses difficultés que l'économie espagnole devra surmonter durant les années à venir. Sur le terrain économique comme dans le domaine politique ou culturel, les quarante années de franquisme constituent un héritage dont la société espagnole mettra longtemps à se libérer.

## Un système déséquilibré

EN Juger par les prévisions officielles, 1978 sera une année encore difficile pour l'économie espagnole. Le P.I.B. connaîtra un faible accroissement (de l'ordre de 1,5 %), la consommation privée augmentera faiblement et, pour la quatrième année consécutive, les investissements privés seront en baisse. Résultat prévisible : une aggravation du chômage qui affectera, selon toutes probabilités, plus d'un million de personnes, soit 7,2 % de la population active. Seule note positive : une nouvelle réduction du déficit de la balance des paiements courants, qui s'établira à environ un milliard de dollars.

des limites très fortes au fonctionnement efficace des mécanismes du marché.

Quelles sont les solutions proposées par les partis politiques ? Les déclarations n'ont pas manqué avant et après les élections du 15 juin, mais, à l'heure actuelle, l'Espagnol moyen se sent perplexe devant des programmes qui promettent simultanément, entre autres, de conjurer l'inflation et de réduire le chômage, de favoriser la croissance et de diminuer le déficit extérieur, de maintenir l'équilibre du budget et de doubler l'allocation chômage, de réduire la pression fiscale et de financer les autonomies régionales, de restructurer les secteurs industriels et de limiter l'intervention de l'Etat. Ces vœux pieux apparaissent clairement dans les articles du chapitre VII du projet constitutionnel consacré à l'économie et aux finances et trouvent leur expression la plus achevée dans l'article 58, aux termes duquel « les pouvoirs publics s'engagent à promouvoir une politique de concurrence qui assure la stabilité économique, le plein emploi, l'innovation et le recyclage professionnels... »

## Le « plan Fuentes »

AU commencement de 1977, si l'on juge que le pays vivait dans un engoûtement d'ambitions et d'attentes criminelles, la situation économique n'était pas bonne. La timide relance amorcée dans les derniers mois de 1976 grâce à la reconstitution des stocks et à l'accroissement de la consommation privée s'évanouissait rapidement. Les Espagnols semblaient en ce qui concerne leurs illusions et leurs efforts jusqu'à l'échec des élections générales du 15 juin.

Cependant, M. Suarez tint amplement compte de l'économie au moment de former son cabinet. Il nomma super-ministre de l'économie, avec le titre de second vice-président du gouvernement, un prestigieux professeur de finances publiques à l'université de Madrid, M. Fuentes Quintana. Celui-ci entreprit immédiatement

la dure tâche de sauver et de réformer l'économie en satisfaisant aux trois déséquilibres fondamentaux : internes, liés entre eux : l'inflation, le chômage et le déficit extérieur.

Il convenait tout d'abord de rompre la spirale inflationniste au moyen d'une modération de la hausse des salaires. Pour l'accepter, les syndicats exigèrent logiquement une plus grande contribution des groupes privilégiés à un meilleur équipement collectif. Il fallait donc réaliser cette réforme fiscale tant de fois promise. Comptant sur cette politique de revenus et menant une politique budgétaire légèrement restrictive, le gouvernement pouvait espérer une réduction du rythme d'inflation. En outre, grâce à la forte dévaluation de la peseta — 30 % par rapport au dollar en juillet 1977,

(PUBLICITÉ)

# LES « PARADORES » EN ESPAGNE

LES paradors réunissent à la fois l'histoire, l'ornement, le confort le plus exigeant, la mise en valeur de nouvelles zones touristiques ainsi que le sauvegarde de la pure essence hispanique quant à la gastronomie et au décor.

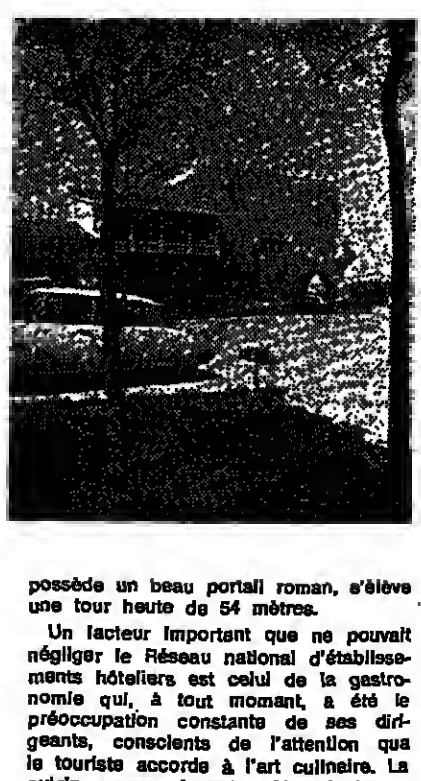
Tout commence autour des années 20, lorsque le roi Alphonse XIII, grand-père de notre actuel souverain, pressent l'importance que le tourisme va désormais représenter pour l'Espagne et charge le marquis de La Vega Inclán de organiser le Patronat national au tourisme. Il choisit dans la Sierra de Guadalupe un emplacement, où se dresse aujourd'hui le premier parador national, pour faciliter aux rares visiteurs d'alors l'accès à une région attrayante par ses réserves de chasse et ses possibilités de pêche. Puis ce fut autour de l'Hôtel Atlántico de Cadix, les paradors d'Oropesa, Marbella, Ciudad Rodrigo, l'hôtelier de l'époque à Alcala de Henares, et les relais routiers de Manzanares, Bellón, Aranda de Duero, Quintanar de la Orden et La Bañeza. Les relais routiers sont aussi une création du Patronat national au tourisme, préoccupé par les grandes distances routières qui séparaient alors les noyaux urbains importants, sans un endroit digne pour y reprendre des forces ou se reposer de la poussière du voyage.

L'Etat espagnol, par l'intermédiaire du ministère du Commerce et du Tourisme, a au Baser, tout au long de sa géogra-

phie péninsulaire et insulaire, un réseau d'installations hôtelières qui, par son originalité, son efficacité, sa quantité et sa qualité, peut être considéré comme unique au monde.

Depuis l'inauguration du premier parador dans la Sierra de Guadalupe en 1923 jusqu'à nos jours, plus de quatre-vingt-dix établissements ont été créés et constituent le réseau hôtelier de l'Etat. Sa création et son continu développement pendant cinquante ans correspondent et obéissent encore à des impératifs dont le but est de faire découvrir aux Espagnols et aux étrangers des endroits magnifiques jusqu'alors inconnus. Ceux-ci, situés dans des coins difficiles d'accès, sont propices à la tranquillité, au repos, ainsi qu'à la pratique de nombreuses activités grâce à la clémence du climat.

Les nouvelles installations hôtelières de l'Etat englobent partout. Des plus hautes altitudes au niveau de la mer, en montagne, sur les plateaux, dans les vallées et sur les plages. On retrouve les monuments, les châteaux et les manoirs inoccupés, les œuvres de la disparition. On élève de nouveaux édifices. On met à profit des situations géographiques qui permettent de visiter les sommets où les neiges sont éternelles, jusqu'aux dépressions méridionales, où l'on cultive l'avocat et le corosol, en passant par les oliveraies, les pâturages et les élevages de taureaux.



possède un beau portail roman, s'élevait une tour haute de 54 mètres.

Un facteur important que ne pouvait négliger le Réseau national d'établissements hôteliers est celui de la gastronomie qui, à tout moment, a été la préoccupation constante des dirigeants, consentants de l'attention que le tourisme accorde à l'art culinaire. La cuisine espagnole est variée, et chaque région, ou contrée, possède ses spécialités dans l'art de la table. Le particularisme de chaque zone donne leurs caractéristiques aux plats et à leur préparation. La cuisine est la plus riche et la plus variée que l'on puisse rencontrer en un seul pays. Cette cuisine typique et traditionnelle est celle que l'on s'efforce de mettre en valeur. Elle est dégustée avec un appréciable succès par les nombreux visiteurs qui n'omettent pas de l'accompagner de la qualité et de la variété des vins du pays.

## Dans le style de la région

Cette chaîne d'hôtels ne constitue pas, quant à l'aspect extérieur de ses constructions, un bloc homogène. Chaque bâtiment est doté de caractéristiques spéciales qui lui donnent sa propre personnalité. Que ce soient ceux installés dans des châteaux chargés d'histoire ou ceux construits dans des monuments riches en art et en culture, tous ont conservé dans leur restauration leur architecture originelle. Les hôtels récents respectent le style de chaque région. Ceux qui ont été conçus pour une activité sportive déterminée sont dotés de tous les éléments nécessaires à leur pratique. Dans tous les cas, ils sont éloignés des centres surpeuplés, et sont propices à la paix et au repos, sans jamais rien omettre du confort qui peut réclamer le voyageur le plus exigeant.

En ce qui concerne le tourisme sportif, le chasse au gros et au petit gibier offre de grandes possibilités à l'amateur. Des battues aux espèces aussi appréciées que la chamoise et le chevre hispanique peuvent être organisées à partir des paradors de Guadalupe, Gazorra et Fuentes-Carriones. Quant à la chasse au petit gibier, nous indiquons à titre d'exemple des points d'attache tels

qu'Oropesa et Manzanares, dans le Manche, où le perdrix rouge atteint son développement maximal.

On peut pratiquer le ski depuis les établissements touristiques de l'Etat situés dans la vallée d'Aran, la Sierra Nevada et Fuentes-Dé. Cette dernière enclave, au cœur des pics d'Europe, est favorable à l'été.

Les adeptes du golf trouveront à Torremolinos et à El-Saier de grands et splendides parcours, considérés parmi les meilleurs d'Europe.

Quant aux sports nautiques, il va de soi que les côtes espagnoles, baignées par trois mers, offrent d'innombrables possibilités, sans oublier les installations hôtelières des îles Canaries.

Nous indiquerons, enfin, aux amateurs de pêche en rivière, le paradors de Ribadeo, aux alentours duquel abonde le saumon, et ceux déjà cités de Guadalupe et de Gazorra, dont les cours d'eau à proximité sont riches en truites.

A titre indicatif, nous mentionnons rapidement quelques paradors eux-mêmes riches en tradition, où le visiteur marchera sur les traces d'un passé qui constitue l'histoire même du sol hispanique.

La villa de Santillana-del-Mar, à 29 kilomètres de Santander, authentique cité médiévale, est conservée en parfait état, et chacun des recoins ou des maisons, prise dans leur ensemble ou séparément, est un véritable chef-d'œuvre. Le collège est un magnifique exemple de roman gothique, et en art rupestre on peut contempler les

grutes d'Altamira appelées à juste titre « la chapelle Sixtine du paléolithique ».

Dans les environs, on trouve le paradors national Gil-Blas, installé dans un palais du dix-septième siècle, qui fut le demeure de la famille Baredo Bracho. Transformé en résidence, il a conservé son architecture et acquis les exigences actuelles de commodité et de confort.

## Une forteresse chargée d'histoire

Le paradors Marqués-de-Villena est situé dans la ville d'Alarcon, dans le château du même nom, à 82 kilomètres de Cuenca et à 131 kilomètres de Madrid. Ce château, conquis sur les Romains par Alarcon, dont il prit le nom d'Alarcon, est une forteresse chargée d'histoire. Ce fut aussi une importante place forte des Arabes, dépendante de Tolédo, jusqu'à ce qu'elle soit reprise par les chrétiens, sous le commandement de Fernan Martin de Celorio, en 1184, après trois mois de siège. Du troisième au quinzième siècle, ce château joue un rôle important dans les luttes de l'époque.

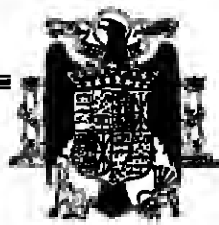
Actuellement, restauré par l'Etat et adapté aux nécessités de la vie actuelle, il permet au voyageur d'y contempler l'his-

toire dans un site pittoresque et tranquille.

A 41 kilomètres de Pampelune et à 186 kilomètres de Sorja, se dresse le château d'Olla, où la Cheira nationale d'hébergements touristiques a établi le paradors Principe-de-Viana. Le château y fut construit entre 1408 et 1413 sur les vestiges d'une ancienne forteresse. Au milieu du quinzième siècle, il fut le témoin des luttes entre les partisans du prince de Viana et ceux du roi Jean II d'Aragon. C'est un édifice aux formes irrégulières dont l'ensemble est fait de complément. Les angles des façades sont multiples, aux arêtes indécises, et tous les murs sont couronnés de créneaux et de mâchicoulis. Les tours y sont nombreuses. Accolée à l'église, qui

مكتبة من الأصل





POLITIQUE

Un marché ou un ami ?

(Suite de la page 13) Ils auraient aimé que beaucoup de voix s'élèvent en France dans le même sens que celle du tribunal de Bayonne lorsqu'il a relaxé des marins espagnols des poursuites pour exercice illégal de la pêche. On peut lire, en effet, dans les attendus du jugement : « Le respect de la tradition, le souci des bonnes relations avec un Etat voisin et l'estime que mérite le labour souvent ingrat et peu rémunérateur de toute une population côtière constituent des valeurs indiscutables ».

Un certain état d'esprit

PEU importe de savoir qui a raison dans ce genre de débat. Probablement personne. Mais il prouve qu'un certain état d'esprit existe et que, malgré l'amitié proclamée dans les déclarations officielles, on a peut-être besoin de changer l'approche des relations franco-espagnoles pour que tous aient conscience de la nécessité de considérer l'interlocuteur comme un partenaire véritable.

Maïs, et c'est là qu'intervient la susceptibilité espagnole, d'autres interprétations sont souvent retenues par l'opinion publique de ce pays. Celle-ci se rappelle qu'on lui avait dit pendant des années que l'Espagne n'entrerait pas dans la C.E.E. pour des raisons politiques, et elle croit que, une fois ces raisons heureusement disparues, on trouve d'autres prétextes pour ne pas vouloir d'elle. On souligne ainsi que, parce que la balance commerciale devient favorable à l'Espagne, et même si les exportations françaises vers l'Espagne ont augmenté en 1977 de 37,2 % par rapport à 1976 (alors que les importations espagnoles de la C.E.E. n'ont augmenté que de 21,9 % et le total des importations espagnoles de 17,1 %), les responsables français parlent de détérioration des échanges, comme si l'Espagne avait la vocation d'être perpétuellement déficitaire. On prétend enfin que l'aspect humain n'intéresse nullement les autorités françaises, pas plus dans la pêche qu'ailleurs, et on en trouve la preuve dans le fait que, jusqu'en mai, les émigrants espagnols n'ont pas pu bénéficier du même régime que les émigrants portugais pour faire venir leur famille en France.

Un entretien avec le ministre des affaires étrangères

(Suite de la page 13) — Pour la première fois, un souverain espagnol s'est rendu en Chine. Quels sont les résultats de ce voyage ? — La République populaire de Chine occupe chaque jour un rôle plus important sur la scène mondiale. La France l'a reconnue en étant un des premiers pays à se rendre compte de ce nouveau facteur de l'équilibre mondial. Le voyage du roi à Pékin a été l'aboutissement d'un processus qui avait commencé il y a cinq ans après l'établissement de relations diplomatiques entre Madrid et Pékin. Ce voyage nous a permis de mieux connaître nos réalités réciproques, de procéder à l'analyse de la situation internationale et d'approfondir l'harmonisation de nos points de vue, communs dans de nombreux domaines. Nous pensons que le voyage en Chine du roi est un aspect très important de la diplomatie espagnole. Il nous a permis de constater que la technologie espagnole à l'exportation du nouveau programme économique présenté devant l'Assemblée nationale populaire de Pékin par le président Huo Xuo-jeng.

Un entretien avec le ministre des affaires étrangères

(Suite de la page 13) — Les relations entre l'Espagne franquiste et le Vatican ont connu des moments très difficiles dans les dernières années du régime. Il semble que l'Espagne démocratique maintienne cependant certains des privilèges de l'Eglise catholique ? — Nos relations avec le Saint-Siège sont parfaitement définies dans le protocole de l'accord du 28 juillet 1978. Les profondes transformations de la société espagnole au cours des dernières années y étaient explicitées en même temps que les principes fondamentaux du concile Vatican II. Liberté religieuse comme un droit inhérent à la personne, indépendance des deux parties et collaboration. C'est sur ces bases que nous cherchons à définir un nouveau type de relations entre l'Eglise et l'Etat après le remplissage du concordat de 1953. Il s'agit par conséquent de normaliser des relations qui avaient connu de très fortes tensions dans les dernières années du régime franquiste.

Un certain état d'esprit

Le 15 mai 1969, le conseil d'administration s'est prononcé favorablement sur la candidature de Monsieur Louis Renault comme membre de la compagnie de constructeur d'automobiles. On ne peut empêcher alors de penser que le succès de la Règle en Espagne est dû à ces liens étroits, tissés depuis presque soixante-dix ans, qui lui ont permis de voir en ce pays, non pas seulement un marché à conquérir mais un partenaire.

et je n'ai pas appartenu au groupe qui a rédigé le paragraphe 3 de l'article 15 du projet de Constitution. Je pense cependant que si la liberté religieuse est un droit fondamental de la personne, l'Etat doit la reconnaître et, en outre, la protéger. Dans l'avant-projet, il est dit que l'Etat devra tenir compte des croyances religieuses de la société espagnole et maintenir les relations de coopération avec l'Eglise catholique et les autres confessions. — Il me semble que cela n'implique pas un privilège ou un régime spécial pour l'Eglise catholique. On parle simplement de confessions religieuses en général et l'on parlera, comme d'est tout naturel, de l'Eglise catholique, qui est une de ces confessions. Toutes les confessions auront le même traitement juridique mais elles n'auront pas toutes le même statut. Leur poids dans la réalité sociale espagnole n'est pas le même. Nous aurons des accords particuliers avec l'Eglise catholique mais les relations ne seront jamais privilégiées.

Un certain état d'esprit

Depuis plus de 50 ans, le groupe de la Société Générale est présent en Espagne. En France, un réseau de 2600 agences de la Société Générale est à votre disposition pour vous aider et vous conseiller. En Espagne, la Société Générale de Banque en Espagne vous accueille à : Madrid, Barcelone, Alicante, Carcagente, Jerez de la Frontera, La Corogne, Saragosse, Séville, Tarragone, Valence, Vigo. Enfin, par son réseau international, implanté dans plus de 50 pays, le groupe de la Société Générale peut vous aider dans vos affaires, partout où c'est important pour vous.

Un entretien avec le ministre des affaires étrangères

— Les Etats-Unis exercent-ils des pressions en faveur d'une intégration rapide de l'Espagne à l'OTAN ? — C'est un des grands thèmes que nous devons affronter. Comme c'est un problème d'Etat, il ne doit pas se décider sur une base étroite de partis politiques, mais la décision doit être dérogée à l'issue d'un ample débat national et parlementaire. La question de l'accession éventuelle de l'Espagne au traité de l'Atlantique nord se situe dans le contexte plus vaste des options possibles pour la défense et la sécurité du pays. C'est seulement après un examen à fond que nous pourrions prendre une décision. Nos amis américains n'ont pas caché leur sympathie pour une éventuelle intégration de l'Espagne à l'Alliance. Mais ils ont affirmé en même temps qu'il s'agissait d'un problème uniquement espagnol et que la décision devait être prise sans aucune pression extérieure.

Un certain état d'esprit

— Les droits de l'homme et la sécurité internationale ? — Nous pensons que les principes de base sont interdépendants. Il n'y a pas de droits de l'homme sans développement économique et social des peuples. Il ne peut pas y avoir de paix ou de sécurité internationale sans respect des droits de l'homme. Nous pensons que les organisations internationales qui sont un cadre où les Etats peuvent coexister avec le plus grand nombre d'affinités juridiques et culturelles, doivent être chargées par la Communauté internationale de veiller au respect de tous ces principes. Si la sécurité, les droits de l'homme et le développement doivent être les buts des Etats, le désarmement doit être le moyen d'y parvenir. Le désarmement général et complet sous contrôle international est la condition nécessaire à une véritable sécurité. Ce désarmement libérerait d'énormes ressources pour le développement et faciliterait la protection des droits de l'homme, souvent violés par des intérêts militaires. Nous avons présenté aux Nations unies une proposition pour étudier le problème des armements et évaluer quelle ne soient utilisées comme moyen de pression politique. Le désarmement n'est pas seulement un affaire de technique réservée aux spécialistes mais il nous intéresse tous. Aussi étudions-nous avec beaucoup d'attention les propositions constructives du président Giscard d'Estaing.

CHAMBRE OFFICIELLE DE COMMERCE D'ESPAGNE A PARIS

Depuis bientôt cent ans elle offre à ses membres français et espagnols son intervention pour développer les échanges entre les deux pays

32, avenue de l'Opéra, 75002 PARIS Tél. : 073-47-90 - Télex : 212259 F

Banco de Vizcaya

ESPAÑA SIÈGE SOCIAL: GRAN VÍA 1 - BILBAO-1 CAPITAL SOCIAL: 11.271.043.000 PESETAS RESERVES: 12.494.090.415 PESETAS 669 Bureaux en Espagne

- SUCCURSALE PARIS 15, AVENUE MATIGNON - 75008 PARIS TEL. (1) 359 55 09 - ADRESSE TELEG. BANCAYA TELEX 641423 ET 641425 DIVISION INTERNATIONALE Paseo de la Castellana, 114 - Madrid-6 Tel. 411 20 62 - Telex 22571 - 42382 RESEAU INTERNATIONAL SUCCURSALE LONDRES 75-79 Coleman Street London EC2R 6BH Tel. (01) 628 45 68/9 - Telex 885245/6 SUCCURSALE BAHRAIN Offshore Banking Unit P.O. Box 5307 - Manama - Etat de Bahrain Tel. 5 32 61 - 5 33 40 - Telex 9060 BANCAY AGENCE NEW YORK 400, Park Avenue - New York, N.Y. 10022 - Tel. (212) 826-1540 - Telex 86199 AGENCE SAN FRANCISCO 650, California Street, San Francisco, California 94108 Tel. (415) 392 25 30 - Telex 67534 BUREAUX DE REPRESENTATION MEXIQUE Avda. Juárez, 4 - México, 1 DF. Tel. 585 00 30 - Telex.1777480 ALLEMAGNE (REP. FED.) Friedensstrasse, 11 - 6000 Frankfurt/Main 1 - Tel. (611) 23 32 91 - Telex 413215 VENEZUELA Avda. Francisco Miranda - Edificio Torre Europa Oficinas 7 y 8 - Caracas Tel. 33 43 53 - 33 25 08 - Telex 23532 CHILI Paseo de Ahumada, 254 - Oficina 301 - Santiago de Chile





POLITIQUE

# Le P.C.E. troisième force politique

Par FERNANDO CLAUDIN \*

Principale force d'opposition clandestine au régime franquiste pendant quatre décennies, le parti communiste d'Espagne (P.C.E.), légalisé à la veille des élections générales du 15 juin 1977, est aujourd'hui la troisième force politique de la nouvelle Espagne démocratique. Cette évolution s'est faite sans à-coups et n'est pas l'un des nombreux symboles de la surprenante transition espagnole.

LES dernières élections partielles pour le Sénat dans les Asturies et à Alicante ont confirmé la tendance qui se reflétait dans les élections syndicales au début de l'année : le P.C.E. est en train de s'affirmer comme la troisième force politique du pays.

Les élections du 15 juin 1977 ne lui avaient pas été très favorables. Le P.C.E. avait alors obtenu un peu plus de 9 % des suffrages : 1 221 093 voix en face des 5 282 580 voix obtenues par le P.S.O.E. (parti socialiste ouvrier espagnol). Sur ce chiffre, 510 708 suffrages correspondaient au P.S.U.C. (le parti communiste catalan). Ce qui veut dire que, dans le reste de l'Espagne, il avait seulement obtenu 700 000 voix concentrées à Madrid, dans quelques villes d'Andalousie et du Levant et dans le bassin minier des Asturies. Mais la victoire des commissions ouvrières aux élections syndicales a montré que l'importance politique du P.C.E. ne se mesurait pas seulement à sa base électorale. En

outre, cette base augmente. Aux élections partielles d'avril, il fut le seul parti espagnol par la vague d'abstention. Ses progrès ont été importants dans les Asturies passant de 10 à 23 % et appréciables à Alicante, de 9 à 16 %.

Le P.C.E. est en train de s'intégrer solidement dans la nouvelle Espagne au bout d'une longue marche qui n'a pas été un chemin de roses. Né en 1920-1921 de la scission au sein du P.S.O.E. entre partisans et adversaires de l'intégration à l'Internationale communiste, il a souffert quarante-trois années de clandestinité et de dures persécutions (sept années sous la dictature de Primo de Rivera et trente-six sous celle de Franco), plus trois années de guerre civile. Jusqu'au virage que l'in-

ternationale communiste a pris en 1924-1925 en faveur d'une politique d'unité antifasciste, le P.C.E. fut un petit groupe sans grande influence. Pendant la guerre civile, il est devenu une force de premier ordre grâce surtout à deux facteurs : l'aide militaire de l'Union soviétique à la République espagnole et la capacité manifestée par le parti pour la tâche prioritaire du moment, à savoir l'organisation de l'armée populaire. Les caractéristiques paramilitaires propres aux partis formés dans le cadre de l'Internationale communiste ont produit tous leurs effets pendant la guerre civile. Mais, d'autre part, la politique modérée du P.C.E. l'a conduit à attirer les secteurs majoritaires de la classe ouvrière : celui de l'anarcho-syndicalisme et celui qui se regroupait à gauche du P.S.O.E. et de l'U.G.T. Aussi n'a-t-il pas réussi à augmenter sa base ouvrière de manière substantielle. Ces caractéristiques expliquent que le P.C.E. après la déroute de 1939 ait pu devenir la force d'opposition au franquisme la mieux organisée.

### Une grande base syndicale

DE l'exil, l'état-major du parti organise un corps de militants professionnels pour l'action clandestine. Ce système a un

inconvenient, il n'est pas encadré dans la réalité du pays. D'autres facteurs ont cependant contribué à développer la force

du parti pendant la longue nuit franquiste : sa politique de réconciliation nationale, commencée dans les années 50, qui lui a permis de se lier à d'autres secteurs sociaux et politiques ; d'autre part, sa tactique d'utilisation des « possibilités légales » dans les luttes ouvrières, c'est-à-dire les propres structures des syndicats verticaux. Cette tactique a permis d'organiser les commissions ouvrières qui avaient d'abord surgi spontanément. Ainsi se sont créées les bases de l'immense légion des commissions ouvrières. Pour la première fois dans son histoire, le P.C.E. a réussi à disposer d'une grande base syndicale.

Mais des éléments négatifs expliquent la relative faiblesse du P.C.E. à la mort de Franco. En premier lieu, son identification, jusqu'à l'invasion de la Tchécoslovaquie, avec les dictatures staliniennes de l'Est. Le décalage progressif du P.C.E. à l'égard de Moscou n'a pas réussi à dissiper cette image aux yeux de l'immense majorité du peuple espagnol. Le franquisme l'a exploité, mais la propre évolution du P.C.E. a été contradictoire et ambiguë. Deuxième point négatif : la conception métaphysique que le parti a de lui-même comme unique parti authentiquement révolutionnaire et marxiste appelé à diriger la lutte pour le socialisme. Ce qui rend difficiles ses relations avec le parti socialiste. Troisième point négatif : la conception de l'État qui l'a amené à considérer de manière permanente que le régime franquiste était sur le point de s'effondrer ont eu des conséquences néfastes sur la tactique du parti. Des dizaines de milliers de militants et de sympathisants l'ont abandonné à cause de cette fausse vision de la réalité. Sans parler de l'absence de liberté de discussion et de critique dans ses rangs.

Les analyses du parti sont démenties par la manière dont le changement de régime s'est effectué. Il n'y a pas eu de « rupture révolutionnaire », il n'y a pas eu chute de la dictature provoquée par la « grève nationale » préconisée sans cesse par le P.C.E. Après la mort de Franco, un processus réformiste a été mis en route par les mêmes

classes dirigeantes par le roi et par l'armée, dans le cadre de la légalité franquiste. Un processus dont la probabilité avait été niée par le P.C.E. jusqu'au dernier moment. La pression des masses a été, certes, un facteur, mais non pas le facteur décisif de la légalisation du parti qui intervint un an après la mort de Franco. Cette légalisation est imposée par la nature même du processus

réformiste par la solidarité des autres forces démocratiques, en particulier celle du P.S.O.E. et facilitée par la politique de compromis tacite avec le chef du gouvernement adoptée par Santiago Carrillo. Pour le parti gouvernemental, le grand rival commence à être le P.S.O.E. et l'entrée en scène d'une formation qui peut être le grand adversaire des socialistes lui convient.

### Compromis de transition

DANS toute sa campagne électorale, le P.C.E. a préconisé une sorte de compromis historique à l'espagnole. Il veut avant tout jouer la carte de la modération et de la respectabilité. Il reconnaît, avant les autres forces de gauche, le drapeau de la monarchie comme drapeau national, et il écarte la discussion de la légitimité de la monarchie. Cette stratégie n'est pas très rentable électoralement, et l'aspiration au socialisme d'un grand secteur de l'électorat se polarise sur le P.S.O.E. La consécration de ce dernier comme grand parti de la gauche est un coup dur pour les espérances entretenues par le P.C.E. pendant les quarante années du franquisme. Après les élections de juin 1977, il a proposé un gouvernement dit de « concentration démocratique », insistant sur la nécessité de tout subordonner à la consolidation du processus démocratique, mais ce type de gouvernement ne peut pas ne pas exacerber la résistance des grands intérêts économiques et des pouvoirs de fait, en particulier de l'armée. Tout en affaiblissant l'audience du P.S.O.E., cette solution risquait de « brûler » la possibilité réelle à moyen terme d'une solution de rechange de gauche ou de centre-gauche. Aussi la formule a été rejetée. Le pacte de la Moncloa a seulement été un compromis de transition dans un moment d'équilibre difficile, mais le P.C.E. l'a présenté triomphalement comme un succès de sa stratégie. Les faits se chargeront sans doute bientôt de démentir cette interprétation.

### Le congrès de l'«aggiornamento»

LE P.C.E. a accentué son évolution vers une ligne qualifiée d'eurocommunisme. Dans son livre *L'eurocommunisme et l'État*, Santiago Carrillo va plus loin que les communistes français et italiens dans la critique du système soviétique, provoquant ainsi une violente campagne de Moscou contre ses positions. Dans tous les aspects de sa politique, le parti valorise la démocratie comme seul moyen possible d'arriver au socialisme. Mais, en même temps, le parti conserve à l'intérieur beaucoup des vieux mécanismes antidémocratiques. Cela jette un doute sur sa crédibilité démocratique et suscite en même temps le mécontentement de secteurs de plus en plus nombreux du parti. Aussi un *aggiornamento* était inévitable. Cela a été l'œuvre du neuvième congrès tenu en avril. A cette occasion, il y a eu un progrès réel dans la démocratisation interne, bien que

reflété de manière insuffisante dans la rénovation du groupe dirigeant. Il est probable que la lutte de rénovation des forces du parti va s'accroître.

En résumé, le rôle du P.C.E. dans la consolidation de la nouvelle démocratie espagnole, encore fragile, tend à s'accroître ; il a déjà plus de deux cent mille membres ; il dirige la plus grande centrale syndicale du pays avec plus de deux millions d'adhérents ; il participe aux gouvernements de pré-autonomie de Catalogne et de Andalousie ; il est présent dans les mouvements de masse et il intervient activement au Parlement et dans l'élaboration de la nouvelle Constitution. Toute solution de rechange de gauche, ou de centre-gauche — et c'est la solution la plus probable lorsque la Constitution aura été adoptée — devra compter avec le P.C.E. d'une manière ou d'une autre.

## Progrès décisif dans l'étude des langues



avec AAC 4000 PHILIPS le magnétophone à cassettes double piste spécial pour l'étude des langues... suivant la méthode Audio Active Comparative

- Ecoute du texte professeur préenregistré sur la 1<sup>re</sup> piste.
- Pendant les silences, enregistrement sur la 2<sup>e</sup> piste, par l'élève, du texte répété.
- Ecoute simultanée des 2 pistes pour comparaison.

\*Cours Philips disponibles en 9 langues.



### Bon pour documentation gratuite

Sur le AAC 4000 et les cours de langues à renvoyer à S.A. Philips I.C. BP 131 - 92154 Suresnes Cedex

Form with fields for Name, No, Rue, Code postal, Ville, TEL, and MDD I.

## QUAND ON N'A PAS L'HABITUDE DE ROULER EN FRANCE IL VAUT MIEUX ROULER EN VOLVO

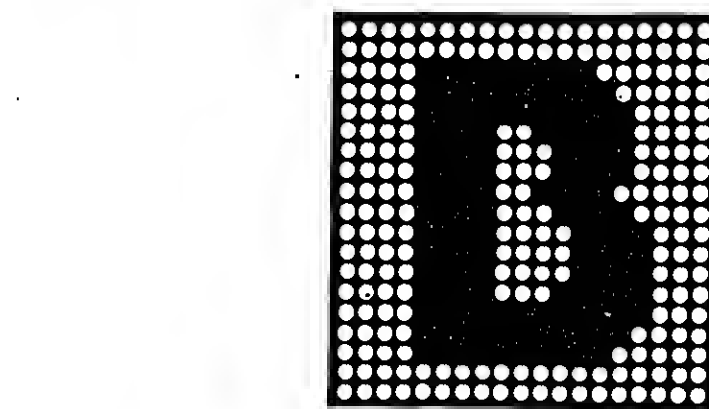
DEMANDE DE DOCUMENTATION SUR LES MODÈLES VOLVO.

Form with fields for Nom, Adresse, Ville, Poys, and Date de l'arrivée en France.

DÉCOUPER ET RETOURNER CE BON A VOLVO FRANCE SERVICE T.D.S. 16 rue d'Orléans, 92200 NEUILLY. Telex 610.994 ou téléphone : 747.50.05



VOLVO. VENTES DIRECTES EXPORTATION à partir de 20.000 F. MD/W5



## BNP LE GROUPE BANCAIRE FRANÇAIS AUX QUATRE COINS DU MONDE

### En ESPAGNE

- **BANQUE NATIONALE DE PARIS MADRID** (Bureau de Représentation) .Calle Cedaceros n° 10, tél. 221.80.59, télex 22124, Napar E
- **Europa de Financiación Inversión y Promoción S.A. "EUROFIP" MADRID** .Calle Cedaceros n° 10, tél. 445.25.00, télex 27674, Erfip E
- **Consejo España S.A. MADRID** .Calle Cedaceros n° 10, tél. 231.82.98, télex 22124, Napar E BARCELONE BILBAO (Bureaux de Représentation)

**BANQUE NATIONALE DE PARIS** Siège Social : 16, Boulevard des Italiens 75009 Paris. Tél. 244.45.46. Telex: 280 605

مكتبة من الأصل

REGAIN

es éc a

E

LIBRAIRIE BELAMAIN

135, rue de Valenciennes 75001 PARIS

Sur commande, nous vous livrons le livre du mois.

capitalisme

COMMANDEZ DIRECTEMENT TOUS VOS LIVRES FRANÇAIS

LIBRAIRIE BELAMAIN

135, rue de Valenciennes 75001 PARIS

Sur commande, nous vous livrons le livre du mois.



# REGAIN D'AGITATION POPULAIRE EN IRAN

## Les échecs du développement à l'occidentale accroissent les difficultés du régime

EN un semestre, le façade de stabilité et de prestige de l'empire d'Iran s'est profondément légalisée. L'impitoyable répression qui bâillonnait l'opposition des intellectuels a dû affronter un adversaire que l'on avait presque oublié : la foule urbaine révoltée. Par leur ampleur et leur violence, les manifestations qui se sont succédées depuis le mois de janvier dépassent toutes celles qui ont marqué le règne du chah depuis quinze ans.

C'est dans la très religieuse ville sainte de Qom qu'eut lieu, le 9 janvier de cette année, le premier affrontement entre la police et des groupes qui protestaient contre la publication d'un article insultant le plus respecté des chefs religieux, l'ayatollah Khomeiny (1). C'était en janvier. Depuis, de quarante jours en quarante jours, durée du deuil islamique, les villes manifestent, et l'appel des chefs religieux, leur opposition au régime et prolongent le deuil à l'égard des victimes : plus d'une centaine de morts à Qom en janvier, un nombre du même ordre à Tabriz le 17 février, puis de nouveaux les 29 et 30 mars des affrontements sanglants à Yazd et dans de nombreuses villes d'Iran. La commémoration des incidents des 29 et 30 mars provoque le 11 mai de nouveaux affrontements sanglants à Qom, Tabriz, Kazeroun. Le centre de Téhéran est occupé par l'armée, les magasins de Meched et Babol sont en grève. A Isfahan, des cinémas, des bars et des voitures sont incendiés. Beaucoup plus grave : à Qom, la police poursuit deux prêtres chiites jusque dans la maison de l'ayatollah Shariat Madari (2) et les abat devant lui. Il est hospitalisé, victime d'un infarctus. Un autre dignitaire, également très respecté, l'ayatollah Ghojpayegani, atteint aux yeux par les gaz lacrymogènes, est également transporté à l'hôpital, tandis que l'ayatollah Nedjafi est évacué vers l'étran-

ger pour y être soigné. En violant le droit d'asile sacré, le best, dont jouissent les demeures des chefs religieux, la police a franchi une étape de plus dans l'escalade de la violence.

Pourquoi le clergé est-il au centre de ces manifestations ? L'appareil religieux cherche-t-il dans ces combats de rue le triomphe de la cause islamique face au paganisme matérialiste qu'imposeraient à l'Iran ses partenaires occidentaux ? Du fait-il voir à l'expression d'une crise structurelle plus profonde qui porte à leur point de rupture les tensions sociales créées par le mode de développement iranien ?

Le chah, pour sa part, attribue les désordres à une « subversion de la part d'éléments sans foi ni loi », à des « saboteurs et terroristes islam-marxistes ». Son ministre de la cour, M. Amir Abbas Hoveyde, y voit l'expression d'une crise de croissance : « Ce sont, déclare-t-il en mal à Téhéran, les tensions inhérentes à un développement économique accéléré. Si nous avions pu ralentir le rythme de notre expansion, ces événements auraient été moins voyants. Mais nous étions condamnés à aller de l'avant, vite, toujours plus vite. »

La presse occidentale n'a pas manqué de rapporter et de commenter de façon détaillée les événements sanglants qui ont eu lieu en Iran. Le clergé chiite y est souvent sommairement décrit comme conservateur, voire rétrograde et traditionnellement opposé au gouvernement. A lire cette presse, on se parle l'impression qu'il suffirait que le chah se débarrassât de cette réaction religieuse, la réaction « noire », allée à la réaction marxiste « rouge », pour que l'Iran poursuive sans entrave sa marche vers la « Grande Civilisation ». Rien ne paraît plus éloigné de la réalité iranienne (3).

Par THIERRY-A. BRUN \*

clergé d'être à l'écoute des problèmes quotidiens des fidèles, ce qui a conduit assez naturellement à une évolution remarquable du chiisme iranien.

Il n'est pas de question idéologique ou sociale actuelle qui n'ait été abondamment discutée, commentée, défendue et contestée par les chefs religieux et leurs disciples. Chardin (4) et Gohbainou (5) ont admirablement décrit ce goût immodéré des Iraniens pour l'argumentation minutieuse des choses terrestres et divines. Dans les « madrasas » de théologie, les docteurs de la foi, les « ayatollahs », abordent aussi bien les problèmes posés par l'influence étrangère que la nécessaire modernisation (« tassawof ») et tolérance (« tassamot ») à l'égard des minorités religieuses, ou discutent le rôle de propriété privée dans le Coran, ou encore la légitimité du pouvoir impérial. De

près sur les circuits d'importation s'est développée depuis cette époque. Les membres les plus proches de la famille régnante parviennent même à introduire des marchandises étrangères en détaxe, et à concurrencer sévèrement les vendeurs moins bien placés à la cour. Les tentatives gouvernementales de juguler l'inflation en contrôlant sévèrement les prix ne pouvaient qu'élever l'amertume des commerçants de « seconde zone » sur lesquels s'abattaient avec plus de vigueur les inspecteurs des prix et les milices du parti Rastakiz.

L'émergence de cette nouvelle classe de businessmen et de bureaucrates a exposé du centre de la vie économique populaire toute une génération de commerçants et d'artisans qui ne pouvaient se convertir eux transactions florissantes de l'import-export.

L'évolution de l'agriculture iranienne sous le règne du chah est à cet égard exemplaire. Dans aucun autre secteur,

adoptée... L'Iran peut encore importer beaucoup de produits agricoles moins chers que s'ils étaient produits dans le pays... Les importations peuvent donc être utilisées, pour réduire les prix de la consommation (6). Dangereuse politique de facilité qui renforcerait, si elle était appliquée, la capacité de change des grands exportateurs de céréales, conclut M. René Dumont.

Contrastant étrangement avec les statistiques officielles qui indiquent de spectaculaires augmentations de la production entre 1974-1975 et 1976, de nombreux observateurs ont constaté la désorganisation des nouvelles unités de production, de rendements médiocres, d'abandon de récoltes, d'insuffisance de main-d'œuvre pour la cueillette des agrumes du Guilan ou la récolte de l'opium du pavot à Hamadan. Partout, l'exode rural prive le monde paysan de ses éléments les plus actifs et les plus expérimentés. Les canaux d'irrigation traditionnels, les qanats, se tarissent ou s'effondrent faute d'entretien ou de cause de l'abaissement des nappes phréatiques causé par un motopompage non contrôlé.

La réforme agraire n'a pas détruit seulement l'aristocratie latifundiaire, aujourd'hui associée dans sa majorité à la modernisation agricole, mais également les formes ancestrales d'unités de travail coopératif paysannes qu'était le bonoh. Au sein de celui-ci, chaque titulaire de masagah avait des droits en terre et en eau, ainsi que des obligations à l'égard de la collectivité. Cette organisation assurait autrefois une répartition relativement équitable de la production et la prise en charge collective des services communs.

En ne reconnaissant pas cette organisation traditionnelle lors de la création des coopératives de production et en ne distribuant des terres qu'aux titulaires de masagah, la politique agricole exprime clairement la négation du pouvoir paysan.

L'extrême morcellement des parcelles individuelles, leur dispersion, l'isolement du petit exploitant sans crédit et endettement sont autant de facteurs qui favorisent l'entrée progressive des paysans dans des structures de production nouvelles.

Bien que différentes dans les textes, les sociétés coopératives et les sociétés agricoles par actions fonctionnent de façon très semblable avec le groupement des achats et des ventes et une gestion centralisée confiée à un directeur nommé et à quelques ingénieurs payés par l'Etat.

(Lire la suite page 18.)

### La place du clergé chiite

LES Occidentaux, largement informés, sous-estiment généralement l'influence profonde du Coran dans le monde de l'Islam. Le professeur Régis Blachère (4) parle très justement d'une « imprégnation » que subit l'enfant « quels que soient son origine et son rang ». Le respect qu'il constate à l'égard du Coran ainsi que la déférence à l'endroit de ceux qui le savent ou l'enseignent constituent des traits essentiels de la formation de l'adolescent iranien. Les adultes, dans la grande majorité, connaissent par cœur des sourates et gardant des souvenirs de l'école coranique.

Les catégories sociales illettrées, tels les paysans, ont pour tout ce qui est écriture sainte une véritable vénération, à laquelle se mêle une crainte superstitieuse pour ces versets coraniques qui ont des pouvoirs magiques contre le mauvais œil, la maladie et la mort.

Avant la création d'une administration moderne et de l'enseignement public par Reza chah, père du souverain actuel, le clergé chiite n'est pas tenu d'obéir à un chef désigné, mais il choisit assez librement pour guide les docteurs de la foi, appelés ayatollahs, dont le prestige et le sagesse lui paraissent les plus élevés. Les fidèles eux-mêmes suivent l'enseignement des mollahs qui prêtent, ceux qui partagent leurs préoccupations et dont les conseils les aident pour résoudre leurs problèmes quotidiens. Il est très fréquent d'aller consulter les « sages », les moudtahids, pour arriver à un consensus (téhma) par un procédé appelé istila.

Du coup, dans ces conditions, les liens très étroits qui se sont tissés entre la masse musulmane iranienne, son clergé et les marchands, et la nécessité pour les mollahs de répondre aux aspirations populaires, faite de quoi ils perdraient leur audience et leur légitimité.

chites, les mollahs, avaient leurs mandataires qui recevaient cet argent des mains des chefs de corporation. Chaque corps de métier occupait dans le bazar une ou plusieurs galeries marchandes et choisissait celui qui serait chargé de recevoir les khoms et zakat pour le ou les chefs religieux de la région, qui en consacraient une partie à la mosquée du lieu. Chaque bazar a sa « mosquée du vendredi » : mashhad-e-jum'eh, et un rapport très étroit existait entre le prospérité marchande et l'importance des édifices religieux de la ville.

C'est ainsi que le bazar finance directement le fonctionnement des mosquées et des écoles coraniques, ainsi que les œuvres de charité de la communauté religieuse. Car le clergé chiite a été depuis des temps immémoriaux le défenseur des pauvres. Il redistribue une partie de ses revenus sous forme de dons aux familles les plus démunies.

Contrairement à la hiérarchie catholique dirigée par un chef suprême, le clergé chiite n'est pas tenu d'obéir à un chef désigné, mais il choisit assez librement pour guide les docteurs de la foi, appelés ayatollahs, dont le prestige et le sagesse lui paraissent les plus élevés. Les fidèles eux-mêmes suivent l'enseignement des mollahs qui prêtent, ceux qui partagent leurs préoccupations et dont les conseils les aident pour résoudre leurs problèmes quotidiens. Il est très fréquent d'aller consulter les « sages », les moudtahids, pour arriver à un consensus (téhma) par un procédé appelé istila.

Du coup, dans ces conditions, les liens très étroits qui se sont tissés entre la masse musulmane iranienne, son clergé et les marchands, et la nécessité pour les mollahs de répondre aux aspirations populaires, faite de quoi ils perdraient leur audience et leur légitimité.

même que dans le chrétienté se sont développés divers courants de pensée sur l'évêtement ou la justice sociale, différents courants de pensée ont abordé de façon très progressive les problèmes posés par l'intégration de l'Iran dans l'économie mondiale. En sont témoins les écrits de l'ayatollah Taleghani et de M. Bazarjany.

A la recherche d'une voie qui ne serait, selon l'ayatollah Sberiel Medari, « ni le capitalisme ni le communisme », certains chefs religieux ont donné des interprétations du Coran très progressistes. « Nous voulons, déclarent-ils, une société égalitaire où disparaissent l'exploitation de l'homme par l'homme » (7).

Le Coran, rappelle-t-on, affirme le respect du droit de propriété, et le subordination réciproque des classes sous l'égide de chefs équitables et sages. Contrairement aux sunnites, qui se contentent d'un réformisme modéré, les chefs religieux chiites ont proposé des réformes beaucoup plus progressistes. C'est pourquoi on ne peut réduire l'interprétation du soulèvement religieux, comme certains l'ont fait, à une réaction contre le paganisme et la corruption occidentale. Certes, une fraction des manifestants a escogé des cinémas qui présentaient des films jugés pornographiques ou des débats de boisson ou des banquets, mais ces actes ont été condamnés par les ayatollahs, qui ont toujours prêché la tolérance.

Et les revendications des religieux ont eu des répercussions aussi graves, c'est bien parce qu'elles correspondaient à un mécontentement très profond dans les milieux urbains de commerçants et d'artisans en particulier. Vie religieuse et vie sociale étant étroitement liées, c'est dans le dédale des petites rues, des échoppes et des ateliers des bazars, à proximité des mosquées, que se sont propagés les appels à la révolte.

La maladie des marchands et artisans a des racines anciennes. L'intensification des échanges commerciaux avec l'Europe, dès la fin du siècle dernier, a progressivement réduit l'artisanat très florissant qui existait en Iran. Au fil des années, les usines ont remplacé certains ateliers, les importations étrangères ont anéanti les produits artisanaux et les grandes mégasins ont drainé une partie croissante de l'activité économique hors des bazars. C'est ainsi que, dès les années 40, une vive opposition au programme économique du chah s'est développée dans le bazar de Téhéran où le Front national du docteur Mossadegh avait trouvé ses plus fidèles alliés.

Favorisée par le cour impérial, une nouvelle bourgeoisie marchande qui pro-

la destruction du mode de production traditionnel au profit des importations n'est aussi nettement marquée.

Tout à leurs préoccupations urbaines et industrielles, les économistes iraniens et leurs conseillers semblent ignorer le dégradation rapide de ce secteur qui, depuis la fin des années 60, ne couvre plus les besoins alimentaires du pays, devenu l'un des grands importateurs de produits agro-alimentaires du Proche-Orient. Les importations de denrées alimentaires augmentent actuellement de 14% par an. A ce rythme, l'Iran importerait en 1985 plus de la moitié de son alimentation (8).

Dans un rapport adressé en mai 1977 à M. Medjidji, ministre du plan et du budget, M. René Dumont soulignait que l'indépendance économique d'un pays exige un certain degré d'autonomie alimentaire qui, sans viser un totale autarcie, lui permette de surmonter d'éventuelles difficultés d'approvisionnement de l'étranger. Il manifestait à ce propos son désaccord total avec la Banque mondiale, qui soulignait dans un rapport que l'Iran devrait importer de plus en plus : « L'Iran ne doit pas se sentir vraiment vulnérable aux approvisionnements et prix mondiaux, si une politique logique d'importation à long terme est

- (1) L'ayatollah Khomeiny (ayatollah signifie « signe de Dieu »), arrêté en juin 1962, relâché, échappa avec violence contre la signature d'un accord reconnaissant l'immunité judiciaire aux conseillers américains en Iran. Il fut exilé en Turquie, puis en Irak où il se trouve depuis quatorze ans.
- (2) L'ayatollah Shariat Madari est une autorité religieuse, parmi les plus hautes en Iran, qui s'affronta ouvertement le gouvernement après la publication de l'ayatollah Khomeiny pour l'abolition des qanats.
- (3) Voir à ce sujet nos études récentes : Brun (T.A.), Gesler (C.) et Bol (P.), « Le Salomonisme iranien : un réservoir de travailleurs sous-alimentés pour les émirs », revue Tiers-Monde, 18, 60, janvier-mars 1977 et Marschall (Eduard) et Montecchini (Bertrus) : Analyse des processus de la réforme agraire (mimé) et Le « bonoh » : possibilité d'organisations coopératives sur le mode du « bonoh » (mimé).
- (4) Blachère R., Le Coran, 3 vol., C. Maisonneuve, Paris, 1947-1951, et Introduction au Coran, éd. Besson et Chastagnier, Paris, 1952.
- (5) Chardin, Jean, Voyages en Perse, L. Laffont, Paris, 1911.
- (6) Gohbainou, Religions et philosophies de l'Islam, 1976.
- (7) Libération, 13 mai 1978.
- (8) Dumont (René) : Quelques remarques sur la situation agricole de l'Iran en 1976, mimé, avril-mai 1976.
- (9) IRAD, Etude de l'économie agricole de l'Iran, rédigée pour la Banque mondiale de développement agricole, 1976.

### <Ni le capitalisme ni le communisme>

DANS un régime où la surveillance et la répression sont aussi impitoyables, il était inévitable que les lieux d'exercice du culte deviennent des centres privilégiés de discussion et de réflexion sur les méfaits de l'occidentalisation forcée. Les milliers de mosquées dispersées dans tout le pays, les écoles de théologie des grands centres religieux tels que Qom et

Meshad échappent encore à l'absolutisme et à l'arbitraire impérial. Le chah e, certes, réussi à imposer aux plus grandes fondations religieuses, telles que le mausolée de l'imam Reza à Meshad, l'autorité d'un colonel de l'armée. En revanche, le projet de création d'une « armée de la religion », semblable à l'armée du savoir de la « révolution blanche », a échoué. Il s'agissait de placer dans les villages un réseau d'édifices religieux comparables aux instituteurs du service national actif iranien.

Tandis que les écoles de théologie forment des jeunes mollahs qui vont prêcher jusque dans les régions les plus reculées, les fidèles qui le peuvent font le chemin inverse vers les lieux de pèlerinage. Par ailleurs, il arrive chaque année plus d'un million de pèlerins à Qom, et un million et demi à Meshad (par comparaison : trois millions à Lourdes). Contrairement au pèlerinage à La Mecque, qui est l'une des obligations rituelles de l'Islam, ces pèlerinages appelés zyarat sont particuliers au chiisme duodécimain (qualifié d'hi dix-huit imams vénérés par les Iraniens). Le brassage géographique et social intense qui s'effectue aux abords des tombeaux des descendants d'imams permet depuis de nombreuses années de

\* Chercheur à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM).



## Demain, en Provence, choisissez aujourd'hui.

La meilleure sélection  
de terrains à bâtir viabilisés, et de  
maisons, neuves ou  
à restaurer, en Provence,  
dans le Luberon, sous le soleil  
le plus convié de France.

Documentation gratuite sur demande :  
LES MAS DE PROVENCE - 40, place Mirabeau,  
84160 CADENET - Tél. (90) 68.06.59.

les mas de provence

**COMMANDEZ  
DIRECTEMENT  
TOUS VOS LIVRES  
FRANÇAIS  
LIBRAIRIE DELAMAIN**

155, rue Saint-Honoré,  
75001 PARIS.

Sur simple demande,  
envoi gratuit de notre bulletin  
« Les Livres du mois ».



(Suite de la page 17)

Les sociétés anonymes agricoles (S.A.A.) sont constituées... après accord des propriétaires dotés de terres par la réforme agraire...

La loi concernant la création de ces S.A.A. indique qu'il serait souhaitable que les actions de chacun des actionnaires ne soient pas inférieures à l'équivalent de 20 hectares de terre irriguée ou 40 hectares de terre non irriguée...

Un autre aspect de la politique agricole définie par la loi du 9 juin 1975 vise à créer des pôles de développement... Elle donne la priorité à vingt pôles couvrant une aire potentielle de 1,5 million d'hectares...

Les échecs de « l'agrobusiness »

La politique actuelle consiste donc à abandonner des ressources naturelles pratiquement gratuites... à ériger des barrages, revenant très bon marché. Le remplacement actuellement en cours de l'élevage ovin et caprin par des bovins importés à grands frais ne pourra s'appuyer que sur des importations massives d'aliments concentrés à base de soja ou de déchets d'industries alimentaires...

L'exploitation familiale étant encore très largement dominante, l'implantation de grandes et moyennes entreprises, comme elle est pratiquée actuellement, ne pourra assurer un volume de production globale comparable avec le niveau technique d'une large portion du secteur agricole... Parallèlement, on envisage sur les périmètres nouvellement mis en valeur ou dans les pôles agricoles qui bénéficient de toute l'aide de l'Etat des performances économiques médiocres, voire décevantes...

Durant la dernière décennie, la province qui a fait l'objet du plus gros effort de développement a été celle du Khouzistan avec la construction du barrage de Dez, achevé en 1962, qui permettait de mettre en valeur 95 000 hectares... La Banque mondiale ne conclut-elle pas à ce sujet : «... il n'est pas clairement établi que les investissements importants effectués pour le développement agricole du Khouzistan soient un succès sur le plan...

(10) Brun, (T.A.) et Dumont (Reas) : « Des prévisions impériales à la dépendance alimentaire », revue *Peuples méditerranéens*, n° 2, janvier-mars 1974. (11) Soudo (Ghobad), *A critique of a policy for agricultural development and the policy of soil and water* (le rapport de M. Rowhani, critiqué ici, était intitulé *Développement économique des pôles de ressources en sols et en eau*). (12) Cf. Brun, Dumont, op. cit. (13) Cf. l'étude de la BIRD Océj citée. (14) Cf. « Le Balouchistan iranien... », article cité. (15) Selon les travaux (non publiés) de l'économiste iranien Khorrooz Naraghi.

La banque agricole ne doit pas y accéder de crédits, la Société nationale des pétroles y vendra du fuel à bon marché, la ministère de l'Agriculture n'y doit pas assurer la protection des cultures, le vulgarisation, le location-vente des machines agricoles... De tel propos tout frémir : la dispersion de l'habitat iranien correspond à celle des ressources en eau, et nombreuses — même si elles sont modestes — sont celles situées hors de pôles. L'élimination des zones marginales, augmenterait le rendement et le chômage, réduisant la production agricole d'au moins 30% et conduisant à la désertification de vastes zones du pays (12).

A terme, l'abandon délibéré des zones marginales et des petites exploitations familiales consiste à éliminer d'Iran les bases mêmes du système de production antérieur à la réforme agraire. Ainsi les parcours occupent une large fraction des terres non habitées et non cultivées, soit 80% de l'étendue du territoire : le cheptel ovin et caprin y préleve annuellement l'équivalent tourrage de 0,5 million de tonnes d'orge, soit en unités fourragères plus que la production céréalière totale iranienne. La viande, le lait, la laine et les peaux produites sur les terrains de parcours représentent une valeur ajoutée nette annuelle de 40 millions de rials, soit le quart de la valeur ajoutée nette du secteur primaire.

économique et social. L'accroissement de la production agricole est obtenu au prix d'investissements en capital d'un montant colossal, de parties théoriques de la part des sociétés d'agrobusiness, de manque à gagner majeur du gouvernement, du fait des concessions en matière de loyer, de droits de douane, de prix de l'eau, de prêts à faible taux d'intérêt et autres formes de subventions à l'agrobusiness... Le fait que, dix ans après l'achèvement du barrage, un cinquième seulement du périmètre domini soit effectivement mis en valeur... a des implications lourdes de signification pour la viabilité économique des investissements effectués dans ce barrage. Du point de vue social, la masse de la population rurale a peu bénéficié du développement agricole de la région (13).

Le cas du barrage de Dez n'est probablement pas unique. Bien qu'il n'ait été achevé respectivement en 1966 et en 1970, les barrages d'Aras et de Chah-Abbas ne sont pas encore pratiquement exploités. Malgré leur importance vitale dans les régions arides en voie de dépeuplement, les aménagements hydrauliques sont souvent réalisés avec une lenteur et une absence d'organisation

spéculatives. Ainsi, le petit barrage du Pishin, au Sud-Balouchistan, est toujours en état de début de chantier au printemps 1977, soit sept ans après le lancement des études d'aménagement. L'atmosphère du campement évoque une tour de Babel où les techniciens iraniens, austro-chiens, polonaises et française se rejettent mutuellement la responsabilité des incohérences et de la pagaille indescriptible due en partie à la diversité des langues et des pratiques de travail.

De la part des agences iraniennes comme des sociétés étrangères, il semble que l'on ait donné le plus souvent la priorité aux aménagements gigantesques comportant des achats de matériel considérables et l'intervention d'ingénieurs en tous genres. L'Iran achète le développement agricole comme un « kit » à l'échelle de ses ambitions : barrages, réseaux d'irrigation, engins de terrassement, machines agricoles, abattoirs, frigorifiques, laiteries, bovins sélectionnés... Importés par avion, rien n'est trop beau ni trop cher pour permettre à l'Iran d'accéder au rang des pays industrialisés. Et l'on trouve toujours des multinationales et des bureaux d'études pour encourager, par des plans d'aménagement très sophistiqués, cette débauche d'achats matériels.

Dans l'agriculture iranienne, l'Etat est de loin le plus grand investisseur. Brutalement libéré des contraintes financières grâce au quadruplement du prix du pétrole à la fin de l'année 1973, il s'est précipité dans l'investissement à la mesure des ambitions impériales sans se soucier du coût. Des théoriciens idéalistes auraient pu imaginer bien d'autres solutions, tirant profit des expériences de l'Orient comme de celles de l'Occident, appliquant à l'Iran certaines expériences chinoises, africaines, israéliennes ou américaines. Des experts bien intentionnés n'ont d'ailleurs pas manqué de prodiguer des conseils en ce sens, et certains d'entre eux ont même été écoutés. Cependant, les « médecins aux pieds nus », dans la région de Razavieh, ont échoué ; les sociétés agricoles ont continué de fonctionner en silence et la « participation » prônée par la « révolution blanche »

M. Carter et les droits de l'homme

RIEN ne convient mieux pour décrire cette mascarade de développement que la terna d'« expansion mimétique » (15) : il s'agit de élger l'Occident dans ses moindres détails en faisant table rase du passé. C'est dans ce contexte de mimétisme institutionnel qu'il faut replacer la vague de mécontentement qui a ébranlé en quelques mois l'apparenta stabilité du régime. Dans la mesure où la dégradation des conditions de vie des classes populaires n'est pas nouvelle et où l'insatisfaction des autorités religieuses et du bazarr dure depuis longtemps, il convient aussi de s'interroger sur les facteurs qui ont déclenché en 1978 une crise aussi violente, avec une participation populaire aussi vaste. Le calendrier

de leurs encours à l'incompréhension le plus total.

Tout se passa comme si l'édification d'une nouvelle structure de production ne pouvait refléter autre chose que la collision d'intérêts financiers, politiques, stratégiques propres à la situation iranienne. La presse occidentale a été souvent scandalisée de l'inefficacité, du népotisme et de la corruption qui règnent à Téhéran. Ces traits de caractère ne sont pourtant pas propres à la bourgeoisie et à l'administration iranienne, même s'ils atteignent ici des sommets.

Ce n'est d'ailleurs là qu'un aspect mineur du détournement de la richesse nationale au profit d'une minorité. Beaucoup plus grave est l'orientation massive donnée aux investissements d'intérêt national appuyés par une armée de mercenaires en cols blancs — américains, britanniques, allemands et français, — l'appareil au pouvoir engouffrant des sommes fabuleuses dans des projets inappropriés et souvent contraires aux intérêts des masses rurales et urbaines. Dans un bourdonnement d'affaires, de spéculations et d'intermédiaires en tous genres s'opère, dans le strict respect de la loi et au plus haut niveau, le détournement des revenus pétroliers.

Le mot d'ordre est simple : créer en Iran une société industrielle analogue à celle des pays capitalistes. En rupture totale avec les anciens modes de production, on a importé les apparences extérieures du développement. En juxtaposant des ancêtres modernes telles que les installations de l'« agrobusiness », les supermarchés ou les complexes électrogénétiques, le gouvernement imaginaire crée peu à peu tous les liens organiques qui constituent la trame d'une vie économique de type industriel. Mêle toutes ces enclaves demeurent inarticulées entre elles, totalement tributaires de l'étranger par leur conception, pour leur maintenance et leur approvisionnement. Elles ne constituent nullement des « pôles de développement » mais des gouffres financiers où l'Etat engloutit des sommes fabuleuses pour donner à ces grandes réalisations une apparence de viabilité économique.

Par AHMAD FAROUHY \*

de leur base — une tentative de division par le discrédit, selon une stratégie qui est restée rigoureusement la même aujourd'hui, à l'heure du président Carter. Le but est clair : diviser pour régner.

Première tentative de libéralisation

EN effet, lorsque ce dernier arrive à Maison Blanche en 1981, il esquisse une nouvelle politique à l'égard de l'Iran. Rompant avec celle qui était en vigueur durant le mandat d'Eisenhower — un appui inconditionnel au pouvoir monarchique absolu militaire, à une économie féodale, sous-développée et structurellement inégalitaire, — le nouveau président pousse à la libéralisation de la vie politique iranienne. Toutefois, celle-ci doit aller de pair avec une reorganisation de l'économie nationale qui a pour but d'intégrer l'Iran au marché mondial. Mais, pour cela, il faut tout d'abord rétablir sur son trône par un coup d'Etat l'ancien régime de la monarchie. Faut-il reconnaître ou pas reconnaître le chah de Pahlévi ? Ce dilemme a engendré un clivage parmi ceux qui s'opposent au régime Pahlévi, le « front du refus » se trouvant — en majeure partie — constitué par le Front national et la majorité du mouvement islamique dont l'ayatollah Khomeiny assume la direction depuis qu'il s'est élevé, voilà quinze ans, contre le deuxième volet du projet Kennedy baptisé « révolution blanche ».

Le 27 janvier 1963, le peuple avait approuvé par voie de référendum « à la quasi-totalité des voix » un programme de réformes, dont la plus importante est la réforme agraire (2). Cependant, ce chah, par le biais de l'économie, d'étendre son contrôle politique à tout le pays, les milieux religieux chiites sonnent l'alarme : il faut

emboliser le pas. Rapidement, se forment de nombreux comités et associations réclamant le respect des libertés fondamentales.

Soucieux peut-être de ménager l'allié dont il dépend, le chah hésite à museler ces intellectuels contestataires. Il attend. Tout peut se négocier. Le sort de la libéralisation du régime s'est-il noué à Washington, comme certains l'ont suggéré ? Dans qu'il en soit, à l'issue des entretiens qu'eurent le chah et M. James Carter en novembre 1977, un marché semble conclu entre les deux chefs d'Etat concernant l'achat d'armement et de centrales nucléaires, ainsi que le position de l'Iran sur le « gel » du prix du pétrole. En échange, le président des Etats-Unis, en visite à Téhéran le 31 décembre 1977, affirme que le chah « partage ses vues sur les droits de l'homme ». Fort de ce braves de démocratie, le chah décide alors de frapper à la tête l'opposition religieuse en autorisant, voire en suscitant, la publication dans la presse gouvernementale d'un article injurieux contre l'ayatollah Khomeiny, le plus haut autorité religieuse chiite.

Or, à cette époque, le mévente du pétrole en 1976 et le baisse relative des revenus pétroliers (10,5 milliards en 1977 contre 20,5 milliards en 1976) avaient ébranlé considérablement le facteur essentiel de l'« expansion mimétique », totalement dépendants de l'injection de dollars. La répression devait alors conduire à l'adhésion (forcée) des masses à ce type de développement économique. On concevait une libéralisation passagère, au moment où l'appareil économique révélait ses insuffisances structurelles, ait porté les tensions sociales à leur point de rupture : émeutes, répression brutale, nouvelles émeutes malées à nouveau dans le sang.

L'épreuve de force engagée par le chah s'est retournée contre lui. Pour sa tentatives occidentales, son rôle essentiel était d'établir sur les rivages du Golfe et aux frontières de l'Orient communisme une base stable et prospère du capitalisme international. Son projet de « Grande Civilisation » n'ayant pas trouvé jusqu'à présent une large adhésion populaire, comme en témoignent les soulèvements récents, il n'a d'autre choix que celui de la répression armée. Dr l'autre impérieuse d'Iran est, comme les autres créations modernes du chah, tributaire — par son organisation, son équipement et son orientation — de la structure militaro-industrielle nord-américaine. Elle est trop étroitement intégrée au réseau atlatique américain pour que des officiers puissent prendre des positions différentes de celles de leurs protecteurs d'outre-Atlantique. Il est donc probable que le sort du régime se jouera en dernier ressort non à Téhéran mais à Washington, où malgré la parant des croisées pour le respect des droits de l'homme, on semble préférer encore les dictatures musclées aux monarchies constitutionnelles.

THIERRY-A. BRUN.

L'opposition interne face au chah et à la domination étrangère

Par AHMAD FAROUHY \*

La succession des émeutes, des grèves et des manifestations au cours des derniers mois révèle à l'opinion internationale la persistance d'une résistance populaire au régime du chah, malgré la formidable appareil policier qui sévit depuis vingt-cinq ans. De fait, depuis le coup d'Etat de 1953, ourdi avec l'aide de la C.I.A., contre le gouvernement de Mossadegh, une opposition multiforme et clandestine n'a jamais cessé d'exister, destinée à la fois à la déstabilisation de l'Etat, à la résistance à son essence urbaine et tribale. Dans les grandes villes, les intellectuels et les étudiants politiques — messianiques ou communistes — sont à la pointe d'une opposition qui n'est pas, cependant, circonscrite aux seules universités. En 1957, dans une brève période de Téhéran, une grève des ouvriers n'est brisée que par une répression armée qui fait soixante-quinze morts parmi les grévistes.

An début des années 60, dans le sud du pays, la tribu des Qashqals — qui voit son indépendance séculaire menacée par la destruction systématique de son cheptel de chèvres — déclenche une révolte armée contre le chah. Il faudra l'intervention massive de l'armée et des bombardements aériens intensifs de la population pour casser définitivement l'insurrection en 1963.

Cette première opposition urbaine et tribale qui suit la chute de Mossadegh traduit déjà la résistance populaire qui s'amorce face à l'emprise croissante de l'Etat sur les affaires de la nation.

En effet, dès que Mohammad Reza chah est parvenu sur le trône, l'administration Eisenhower le pousse à concentrer son pouvoir et à centraliser l'organisation du pays au moyen d'un appareil d'Etat géré par des militaires qui ne sont responsables que devant lui. L'omnipotence du pouvoir central et la militarisation de la vie iranienne correspondent aux objectifs politiques de Washington.

Une importante aide militaire est apportée au régime. Des conseillers militaires américains viennent sur place pour former des officiers, dont certains sont envoyés en stage aux Etats-Unis. De 1964 à 1968, la moitié de l'aide américaine prévue pour l'Iran, soit 500 millions de dollars, est attribuée à des fins militaires.

Cependant, le rôle assigné à l'armée était essentiellement de mater une insurrection de grande envergure, de faire face à une éventuelle organisation militaire mise en place par l'opposition (une garde rurale par exemple), car l'appareil militaire d'Etat guère structuré pour infiltrer ou contrôler la société civile. De toutes évidences, ces tâches devaient être remplies par une nouvelle organisation

qui serait, toutefois, dépendante de l'armée.

Ainsi, dès 1965, une police politique entièrement administrée par des officiers de l'armée est mise sur pied avec le concours de la C.I.A. : la SAVAK (1). Créée officiellement par la loi du 20 mars 1967, elle a notamment pour fonction « l'acquisition et le rassemblement des informations nécessaires à la sauvegarde de la sécurité du pays ; d'empêcher l'activité des groupes de subversion ; d'appliquer la pratique sont contraires à la Constitution ; d'empêcher les complots et les machinations contre la sécurité du pays, etc. » (art. 2). En fait, elle peut se définir comme un organe qui a pour fonction de contrôler et d'interroger qui ce que le chah appelle sa « révolution blanche » — en d'autres termes, de l'administration du président Kennedy.

comme des agents de la police judiciaire militaire, et le jugement de tous les crimes et délits sont cités par la présente loi sera de la compétence des tribunaux militaires permanents » (art. 3).

Sous le couvert de la SAVAK, l'armée enquête, arrête, juge et condamne elle seule, au mépris et en violation flagrante du pouvoir judiciaire — seul compétent en la matière et dont l'indépendance à l'égard du président de l'Etat est garantie par les lois constitutionnelles de l'Iran. Son pouvoir politique ainsi affermi, le chah amorçe une seconde phase qui vise à étendre le contrôle de l'Etat sur les affaires économiques du pays : ce que le chah appelle sa « révolution blanche » — en d'autres termes, de l'administration du président Kennedy.

En effet, un des problèmes fondamentaux qui se pose à l'ensemble de l'opposition iranienne n'a guère changé depuis quinze ans. C'est celui de la légitimité. Légitimité de la dynastie Pahlévi en général, puisqu'elle est née d'un coup d'Etat ourdi par les Anglais en 1921, légitimité de Mohammad Reza chah en particulier, puisqu'il fut rétabli sur son trône par un coup d'Etat fomenté avec l'aide des Américains pas reconnaître le chah de Pahlévi ? Ce dilemme a engendré un clivage parmi ceux qui s'opposent au régime Pahlévi, le « front du refus » se trouvant — en majeure partie — constitué par le Front national et la majorité du mouvement islamique dont l'ayatollah Khomeiny assume la direction depuis qu'il s'est élevé, voilà quinze ans, contre le deuxième volet du projet Kennedy baptisé « révolution blanche ».

Le 27 janvier 1963, le peuple avait approuvé par voie de référendum « à la quasi-totalité des voix » un programme de réformes, dont la plus importante est la réforme agraire (2). Cependant, ce chah, par le biais de l'économie, d'étendre son contrôle politique à tout le pays, les milieux religieux chiites sonnent l'alarme : il faut

\* Journaliste iranien résidant en France.

COTE D'AZUR
Proche VAR - 1 km important village, cadre international...
Agence COURRIN
23, rue de Belfort, 06130 GRASSE
Tél. : (93) 36-24-37

UNION
Banque à voca
Logo of a bank with Arabic text and a globe.

مکتبہ من الاصل



Aucun pays au monde ne détient un pouvoir aussi terrible concernant les droits de l'homme...

Toute possibilité d'expression leur étant refusée, les militants politiques se tournent vers des actions de guérilla...

L'arrivée de M. Carter à la Maison Blanche a jeté le trouble parmi les dirigeants du régime...

Parallèlement à la diffusion de ces manifestes, des écrivains et des artistes tiennent des réunions publiques...

En premier lieu, il semble donc que le régime se soit libéralisé...

En effet, le 7 janvier, la SAVAK fait paraître dans un quotidien de Téhéran un article injurieux à l'égard de l'ayatollah Khomeiny...

- (1) The Observer, 25 mai 1974. (2) Voir le Monde du 16 novembre 1977. (3) Paul Vieille et A.H. Banisar, «Iran et les multinationales», Esprit, novembre 1977. (4) U.S. Military Sales to Iran... (5) Déclaration de l'ayatollah Chahidi Madani... (6) Voir les déclarations de l'ayatollah Khomeiny au Monde du 6 mai 1978. (7) Les partisans de Chah pensent que la meilleure stratégie est d'essayer de diviser l'opposition...

la ville sainte de Qom organisent une immense marche pacifique de protestation. La SAVAK ouvre le feu...

En fait, la répartition des forces politiques en Iran aujourd'hui est rigoureusement la même qu'il y a quinze ans...

Dans les campagnes, les paysans quittent leurs terres menacées par une désertification galopante...

Les textes publiés par ses soins ces derniers mois à l'intérieur du pays, indiquent clairement que, indépendamment des idéologies, l'opposition s'est organisée en fonction de deux axes complémentaires...

tinés se font embaucher dans la construction ou comme O.S. journaliers dans les usines de montage de produits importés.

La dépendance de l'industrie mit celle de l'agriculture, car le pays importe aujourd'hui la quasi-totalité de ses biens d'équipement...

La dépendance à l'égard des Etats-Unis s'applique également à l'armée. Non seulement les achats massifs d'armements américains...

L'OPPOSITION est donc confrontée à deux grands problèmes : la mainmise des Etats-Unis sur le pouvoir exécutif et l'intégration de l'économie nationale au marché mondial.

pensable pendant une dizaine d'années pour assurer leur fonctionnement. Il y avait aujourd'hui plus de quarante mille Américains en Iran...

Tout cela est payé à l'aide des revenus pétroliers, au rythme actuel d'extraction, le pétrole iranien sera épuisé d'ici quinze à vingt ans.

part, ceux qui veulent combattre le régime démocratique et, d'autre part, ceux qui ont choisi de le combattre d'abord en tant que facteur déterminant de la dépendance nationale.

se nous concerne pas » (8). Pas un mot sur la mainmise américaine sur l'Iran ni sur l'intégration de l'économie au marché mondial.

En revanche, ceux qui ont choisi de combattre le régime en priorité sur ces deux derniers points demandent une guerre totale contre le chah...

C'est précisément sur ces différences de mots d'ordre au sein de l'opposition que le chah tente de jouer en essayant de rompre l'unité d'action...

Le chah laisse entendre que sa politique de « libéralisation » est réservée à ceux qui ont choisi de le combattre uniquement sur le terrain de la Constitution...

AHMAD FARUGHY.

Centenaire d'une insurrection

La résistance des Canaques à la colonisation

A douze ans, Roseline Leenhardt, fille de ethnologues bien connus, découvre qu'un pas aussi simple que « la bienvenue » de son père l'avait jusqu'alors laissé paraître...

Ce livre (1) trahit encore de cette indignation que suscite chez l'auteur un meurtre culturel inouïment répété.

En 1878, après une succession de révoltes, une insurrection éclate en Nouvelle-Calédonie qui, par son ampleur, sa violence et la terrible répression qui suivit...

Roseline Doucet-Leenhardt met au service de l'évidente passion qui l'anime et qui rend si captivant son ouvrage, une érudition sans faille et un esprit d'analyse d'une grande finesse...

et les rapports hostiles que suscite les Français d'extrême-droite avec les mêmes populations, à quelques années d'intervalle, en furent une fascinante démonstration.

Par CLAUDE MEILLASSOUX

cette terre où ne vivait jusqu'alors aucun mammifère. La connaissance des mœurs et de la personnalité canaques intervint ici pour donner à l'événement sa dimension historique et exemplaire.

Elle et ex-épouse de pasteur, l'auteur n'en est pas moins une spécialiste en Nouvelle-Calédonie. Par les faits, elle démontre l'inévitable collision de l'apostolat et du salut. Lorsque, hantés de leur sang comme les vivres et les marchandises débarquées des navires français s'accumulent dans les magasins des missionnaires sans que rien leur revienne en contrepartie...

populations du Pacifique le culte du cargo et recevoient l'incompréhensible et injuste punition de leur présomption.

L'Émissionnaire baptisé attire le militaire ; le militaire plante le drapeau qui abrite l'administrateur ; celui-ci installe les colons et les hommes d'affaires. Colonisation libre et pénitentiaire. La seconde dévotion est le petit exploit, le petit commerce, le petit atelier au rang d'artisans, de fermiers, d'éleveurs, elle réduit les Canaques à celui de main-d'œuvre gratuite et forcée.

Un rapport inédit du général Trenthian, envoyé en 1879 par la métropole pour comprendre les causes de l'insurrection, ne cache pas les injustices, les négligences, les extorsions commises tant par l'administration que par les colons. Le témoignage du général sauplant celui des commandants pourtant, rejoint l'attentif récit de R. Leenhardt dont tant de petites filles canaques sont les devins (ses homonymes nommées par amitié pour elle et pour son père).

A lire cet ouvrage, certains comprendront que le sang d'Atal — le leader de la révolte — n'est pas encore sec et pourquoi les Canaques, encore patients, encore prêts à croire — peut-être ? — à l'amitié avec le visiteur étranger, sont obstinément résolus néanmoins à reconquérir leur terre natale.

(1) Roseline Doucet-Leenhardt : Colonisation et contradictions (Nouvelle-Calédonie, 1878-1879), Les Causes de l'insurrection de 1878, L'Harmattan, Paris, 1978, 206 pages, 45 F. (Photos, index, cartes.)

chah ère

UNB UNION MEDITERRANÉENNE DE BANQUES اتحاد حوض المتوسط للمصارف S. A. au capital de 80 millions de FF. souscrit par : La Banque Nationale d'Algérie, Le Crédit Populaire d'Algérie, La Banque Nationale de Paris, Le Crédit Lyonnais, La Société Générale, La Banque de Paris et des Pays-Bas, Le Crédit Commercial de France, Le Crédit Industriel et Commercial. Banque Commerciale à vocation internationale. 50, rue de Lisbonne - 75008 PARIS. Tél. : 766 52 84 - Tél. : 660 213. B. P. n° 181-08 - 75363 PARIS CEDEX 08.

51 RUE LE NICOLO SUR JARDIN-AU SOLEIL Un quartier élégant et animé : la Muette. Un grand jardin et pour profiter de son calme et de sa verdure, de profonds balcons prolongeant les séjours. Un petit immeuble luxueux. Des appartements raffinés, du studio au 5 pièces. 51 RUE NICOLO, PARIS 16e. bahma 69, rue de la Tour - 75016 Paris. Tél. 504.41.00.



# Un an de gouvernement de droite en Israël

## LES TROIS ÉCHECS DE M. BEGIN

**N**OUF mois à peine après l'initiative de paix du président Sadate, personne en Israël ni en Égypte ne s'attend plus à des miracles. Des deux côtés, prises de position et manœuvres politiques sont principalement destinées, depuis des mois, à convaincre les Américains que c'est l'adversaire qui est coupable de l'échec des pourparlers de paix.

Selon les responsables israéliens, le président Sadate n'aurait rien fait d'autre, en fin de compte, qu'un geste dépourvu de contenu réel. Pendant des années, on avait prétendu que le véritable obstacle à la paix était le refus arabe de reconnaître Israël. Propos vite oubliés dès qu'il fallut, après la visite de Sadate, envisager de payer en territoires « l'instauration d'une paix. Aujourd'hui, le président égyptien est de nouveau taxé d'intransigeance.

En fait, le gouvernement Begin, tout comme les précédents gouvernements de Mme Golda Meïr et de M. Rabin, cherche à imposer la reconnaissance et la paix tout en conservant une bonne partie des territoires occupés.

On évoque désormais en Israël la possibilité d'une nouvelle guerre avec les pays arabes, et cette fois, des avertissements non déguisés font intervenir l'arme du pétrole. « Ce ne sont pas uniquement les Arabes qui peuvent arrêter l'écoulement du pétrole », nous assure, nous pouvons le faire », déclarait récemment le général Sharon, l'un des membres les plus éminents du gouvernement Begin (1), tandis qu'un autre militaire, le général Ben Peled, qui, récemment encore, dirigeait l'aviation israélienne, relevait fièrement que « les États-Unis dépendent de nous, car nous nous sommes assurés d'arrêter le flot du pétrole... » (2).

La moitié des Israéliens soutiennent toujours la politique du Likoud, qui s'oppose catégoriquement à toute restitution de territoire aux Arabes en Cisjordanie et à Gaza (3). Cependant, il existe une malaise dans l'opinion publique qui trouve son expression dans le mouvement populaire La Paix maintenant, qui a réussi à semer le doute quant à la « sagesse » de la politique de Begin. Les chefs de ce mouvement se bornent à trois slogans : « Non au Grand-Israël », « Non à des faits accomplis qui font obstacle à la paix » et « Non à la domination israélienne sur les Palestiniens », évitant de formuler un programme détaillé pour ne pas entrer dans des « discussions stériles » ; c'est ce qui fait en même temps la force et la faiblesse de ce mouvement qui pourrait servir de catalyseur pour radicaliser les courants modérés du Maaarakh travailliste (4). Mais, dans la phase actuelle, aucun changement ne pourra se produire en Israël sous la seule impulsion des groupes extra-parlementaires. Tant que le Maaarakh ne se sera pas remis de son échec catastrophique aux élections de mai 1977, ou qu'une nouvelle formation parlementaire n'aura pas vu le jour, le Likoud continuera à gouverner le pays.

Pourtant, à l'arrivée de la droite au pouvoir, le sentiment qui règne, même parmi une fraction de ses partisans, est que le gouvernement Begin répète les erreurs du Maaarakh en 1977, les erreurs « J'ai pensé qu'une ère nouvelle, qui porterait le nom de Begin, était arrivée ; maintenant, j'en doute fort » dit un ministre du Likoud (5). Le déclin du mouvement Dava et l'absence d'un partenaire de poids dans la coalition qui fut présentée lors des élections comme une formation nouvelle et dynamique, est devenu évident. Bien

des signes indiquent que, en cas de nouvelle consultation électorale, le Dash disparaîtrait de la scène politique (tout au plus recueillera-t-il deux ou trois sièges, contre quinze aujourd'hui). En particulier, un récent sondage auprès de mille deux cents personnes a montré que les cent quatre-vingt électeurs parmi elles qui avaient voté pour le Dash l'an dernier se réduiraient maintenant à deux s'il y avait une nouvelle élection...

Le gouvernement Begin a échoué dans trois domaines essentiels. La croyance, répandue en Israël (mais surtout en France, d'après l'exemple du général de Gaulle), que les extrémistes de l'opposition cèdent à la modération lorsqu'ils arrivent au pouvoir ne s'est pas vérifiée. Au contraire, dans ses principes sacrés, surtout en ce qui concerne la Cisjordanie et les Palestiniens, il a raté une chance historique de faire la paix. Aujourd'hui, il y a une crise de confiance envers le pouvoir — surtout parmi les jeunes. Des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent contre le dogme faisant de l'occupation de la Cisjordanie un but national. « Ne prononcez pas de paroles de mauvais augure », écrit M. Ben Porat, journaliste célèbre et assés proche du pouvoir, mais il faut la droite en Israël, de l'horizon se dessine une contestation de la légitimité de la prochaine guerre, lorsque nous sera imposée. Nous n'avons pas connu un grand danger pendant toute l'histoire de notre pays. Celui qui tient aujourd'hui les rênes du pouvoir en Israël doit avoir le courage de faire un pas décisif et décisif pour que ne reste pas l'ombre d'un doute sur nous avons fait tout notre possible pour éviter la guerre » (6).

Pendant ce temps, la création de nouveaux faits accomplis en Cisjordanie pour nous sans nous, l'achat et la confiscation de terres arabes. En ce moment même, un grand effort est déployé en vue de la création de la ville de Kheres au cœur de la Cisjordanie. L'étape actuelle comporte la création de l'infrastructure et de cent unités d'habitation mais, d'après les plans, elle abritera finalement quatre mille familles israéliennes. Les activités d'implantation du Gouch Emounim (Bloc de la foi) en Cisjordanie se déroulent avec la bénédiction, tantôt tacite, tantôt ouverte, du gouvernement. Jusqu'à maintenant, le mouvement fanatique à caractère religieux-nationaliste a créé dix-neuf agglomérations en Cisjordanie, dont douze depuis l'arrivée du Likoud au pouvoir. Quelques implantations restent encore à l'étape actuelle, mais les préparatifs sur le terrain s'accroissent. Un nouveau dessin grandiose de ce mouvement concerne la création d'une cité juive à Nazareth, une cité juive, une cité pour toutes, les options en faveur de la restitution de la Cisjordanie.

Deuxième déception : la détérioration relative, bien sûr, des rapports privilégiés avec les États-Unis. Avant les élections de 1977, les relations entre les travaillistes et le Likoud portaient essentiellement sur la question de savoir qui pourrait le mieux préserver les bons rapports avec l'administration américaine, car l'accord était à peu près unanime pour refuser de restituer une grande partie des territoires occupés, de permettre la création d'un État palestinien et de discuter avec l'O.L.P. Au terme d'une année, il est manifeste que le manque de souplesse de M. Begin, face au pragmatisme travailliste, a nul aux relations israélo-américaines, si vitales

Par AMNON KAPELIOUK

pour l'État hébreu. Le vote du Sénat américain sur la triple transaction avec l'Égypte et l'Arabie Saoudite pour les ventes d'avions a été ressenti en Israël comme une déception politique énorme. M. l'appel de M. Begin aux sentiments anticommunistes des Américains, d'une part, ni son interprétation contestable de la résolution du Conseil de sécurité qui, selon lui, exclut tout retrait de Cisjordanie (la « terre des ancêtres »), d'autre part, n'ont convaincu le gouvernement des États-Unis ni même l'opinion publique américaine qui, pour la première fois dans l'histoire de la crise du Proche-Orient, a montré au cours de récents

sondages sa préférence pour la politique du président égyptien. Voilà qui l'Afrique du Sud est maintenant le seul pays qui soutienne le gouvernement israélien dans sa politique à l'égard des Palestiniens et des territoires occupés.

(7) On notera, cependant, que même les listes des périodes de tension s'étaient déjà produites entre Washington et Jérusalem. En particulier, après la guerre d'octobre, les Américains avaient interrompu pendant quelques mois leurs fournitures d'armes pour inciter le gouvernement Rabin à assouplir ses positions. C'est ainsi que les accords de paix avec l'Égypte et la Syrie de préférence à un accord global, sur lequel les Israéliens et Américains avaient des conceptions opposées.

Le général Gour et les bombardements de civils

**M**AIS c'est dans le domaine économique que la déception causée par le Likoud est la plus profonde. En effet, les Israéliens n'avaient pas désespéré de la Maaarakh à cause de sa politique dans le conflit du Proche-Orient. Les principaux griefs qui lui étaient adressés étaient la corruption, la détérioration de la situation économique et l'inflation, etc. Mais il apparaît maintenant qu'une année de libéralisme économique à la Milon Friedman a encore approfondi la crise. M. Begin avait promis que le taux de l'inflation ne dépasserait pas 15 % par an ; pour le seul mois d'avril dernier, il était de 5,5 % et on prévoit qu'il atteindra 60 % à la fin de 1978, battant tous les records de l'époque travailliste en ce domaine. La crise du logement s'est accentuée de façon dramatique ; avec la hausse des prix, la valeur des appartements a augmenté en un an de 60 à 150 %. Et le budget militaire risquant fort de rester aussi élevé dans les années à venir, il y a peu de chances que s'améliore la situation économique. En ce qui concerne les jeunes, les petits salariés et, en général, les juifs orientaux sont les premiers à faire les frais. Non sans ironie, un observateur a fait ainsi remarquer que « les frontières de la pauvreté sont plus dangereuses pour Israël que les frontières d'avant la guerre de six jours ». Est-ce au sein de ces mêmes couches populaires qui ont porté le Likoud au pouvoir que la contestation prendra les dimensions les plus alarmantes ? C'est du moins ce que laissait entendre ce délégué (du Likoud) des travailleurs des entreprises de phosphate à Omer, qui a déclaré dans une mise en garde solennelle au gouvernement, déclarant : « Si le gouvernement ne se met pas à penser à nous [les travailleurs], nous pourrions tenir nos exigences des partis orthodoxes — partenaires indispensables de la coalition gouvernementale — n'avaient obtenu aussi rapidement satisfaction : la loi sur l'avancement a été annulée ; une loi qui restreint l'activité des missions chrétiennes a été approuvée ; la réglementation du service militaire a été amendée de façon que toute jeune fille puisse se faire réformer en déclarant qu'elle est pratiquante... ce qui a permis à des milliers de femmes d'échapper au service militaire obligatoire ; et, par-dessus tout, des sub-

ventions énormes ont été octroyées aux écoles rabbiniques et aux institutions religieuses.

La guerre au Sud-Liban a laissé, elle aussi, une malaise dans la population. Aucune autre opération militaire israélienne n'avait suscité tant de critiques et de contestations. Un quart de million de Libanais paisibles et innocents en réfugiés, écrit le général Mafiyahen Peled, ne pourra pas facilement considérer l'opération militaire que seuls des considérations d'autodéfense dictent ses actes » (8). De son côté, le député travailliste Yossi Sarid, membre de la commission des affaires étrangères et de la défense, a déclaré que les coups portés aux fedayin ont été minimes et que le bilan de cette opération est très contestable : « Aucune arme n'a été saisie ; l'infrastructure des fedayin n'a pas été détruite. Par contre, des maisons ont été démolies. Pour justifier les bombardements, on nous a raconté qu'un soldat israélien avait été tué en entrant dans une maison sur laquelle flottait un drapeau blanc, mais on ne peut pas mettre sur le compte d'un seul soldat 150 000 à 180 000 réfugiés et la destruction du Sud-Liban... Pour que cette décatation soit plus esthétique, des bulldozers ont rasé les villages détruits ; les maisons ont été effacées avec les biens qu'elles contenaient. Finalement, cette opération a renforcé la position d'Arafat ; il est devenu un partenaire pour les pourparlers, et l'ONU voit en lui un élément bien présent sur le terrain » (10).

Devant les remous suscités par les bombardements des agglomérations civiles et l'exécution de réfugiés, le général Gour, chef de l'état-major qui dirigeait les opérations, s'est vu contraint de se justifier en déclarant catégoriquement à la grande stupefaction de l'opinion israélienne, que des civils n'ont jamais été frappés et plusieurs reprises dans le passé. Dans une interview qui a fait grand bruit dans le pays (11), il a apporté les précisions suivantes : « Est-ce que nous avons réellement bombardé [des agglomérations] sans distinction ? — Moi, je n'ai pas la mémoire sélective. Je suis dans l'armée depuis 25 ans. Est-ce que j'ignore ce que nous avons fait toutes ces années ? Qu'est-ce que nous avons fait le long du canal de Suez ? Un million et demi de réfugiés ! Vraiment, où viviez-vous ? Nous avons bombardé Jemmalia, Suez, Port-Saïd, Port-Fouad. Un million et demi de réfugiés. Depuis quand la population du Sud-Liban est-

elle devenue aussi sacrée ? Ils savent bien ce que les terroristes libanais ont fait. Après le massacre d'Azzam, j'ai fait bombarder quatre villages du Sud-Liban sans autorisation. — Sans distinction ? — Quelles distinctions ? Qu'importe fait les habitants d'Irbid (au nord de la Jordanie) pour mériter d'être bombardés par nous ? — Mais les communistes militaires ont toujours parlé de riposte à des tirs et de coups portés aux objectifs terroristes ? — Soyez sérieux. Vous ne savez pas que toute la vallée du Jourdain fut évacuée lors de la guerre d'Israël ? — Vous prétendez que la population doit supporter la punition ? — Et comment, je n'ai jamais eu de doute sur le seul incident. Lorsque j'ai autorisé Yanouch Idmitz (un officier de l'aviation, l'artillerie et des chars, je savais parfaitement ce que je faisais. Cela fait trente ans, depuis la guerre de l'indépendance jusqu'à nos jours, que nous luttons contre la population civile qui habite les villages et les villes, et chaque fois c'est la même question qui revient : frapper ou ne pas frapper les civils ?

Sous les gouvernements précédents, les propos du général Gour auraient probablement été censurés ; mais pour les dirigeants de la droite nationale, les actes dont il parle n'ont sans doute rien de honteux et il n'est ni besoin de les cacher, ni de les démentir. En 1967, il est clair que dans le désarroi, un chroniqueur militaire réputé, Zeev Schiff — du quotidien Haaretz, — en tira la conclusion suivante : « À partir d'aujourd'hui, je ne croirai aucun communiqué de l'armée [israélienne] prétextant une riposte à des tirs ennemis ou prétendant que les ordres donnés font la distinction entre objectifs militaires et civils. Celui qui était chef de l'état-major général à y a un mois encore nous dit qu'on nous a menti dans les communiqués ; pourquoi devrais-je y croire à l'avenir ? » (12).

(1) Maariv, 5 juin 1978.  
(2) Haaretz, 2 juin 1978. Ces déclarations rappellent celles des généraux israéliens avant la guerre d'octobre. Le général Ben Peled voulut inciter dans l'État d'Israël tous les territoires occupés ainsi que le Sud-Liban jusqu'à Litani ; dans le Sinaï, il est prêt à se contenter seulement de la moitié du terrain. Il laisse entendre que ces territoires constituent l'espace vital de l'État d'Israël. À propos des Palestiniens, il déclare : « Les Palestiniens, ce sont les Arabes qui voudront nous résister, nous les chasserons au-delà des frontières, ou nous nous débarrasserons d'eux par d'autres moyens ».

(3) 49,6 % des personnes interrogées lors d'un sondage effectué pour la question de la restitution de territoire au Sud-Liban s'opposent à tout retrait de Cisjordanie et de la bande de Gaza, même si cela est indispensable pour un régime de paix global avec le monde arabe.

(4) Cf. Amnon Kapeliouk : « Une contestation qui a cessé d'être sporadique », le Monde, 24 avril 1978.

(5) Yehosh Aharonov, 19 mai 1978.

(6) Ibid.

(7) M. Begin a récemment nommé comme responsable de l'information et de la propagande à destination de l'étranger un nouvel ministre, venu d'Israël du Sud, M. Harry Horowitz, qui a été rédacteur en chef d'un journal de Johannesburg.

(8) Maariv, 17 mai 1978.

(9) Dava, 9 juin 1978.

(10) Dava, 2 juin 1978.

(11) Al-Hamishmar, 10 mai 1978.

(12) Haaretz, 13 mai 1978.

### Recherches universitaires

## TROIS ANNÉES DANS L'HISTOIRE DE L'ÉGYPTÉ

**S**EPTEMBRE 1970 : à la veille de la mort de Nasser, l'Égypte, si elle continue à jour du « charisme » de son leader, souffre d'une évidente absence de projet politique. À l'intérieur, le torpide bureaucratique du parti unique, la stagnation de l'effort de transformation sociale et économique ; à l'extérieur, le surcroît des régimes intransigeants de Syrie et d'Irak et de certaines tractions du mouvement palestinien, la montée en influence des monarchies arabes traditionnelles aux énormes disponibilités financières, l'engagement croissant des Deux Grands, qui ouvre la voie à un règlement négocié, imposent autant de limites à l'action du rais. Bien plus, au août, Nasser a accepté le plan de paix américain, et cette brèche ouverte dans sa diplomatie le contraint à rester passif lors des sanglants affrontements palestino-jordanais — il parvient, il est vrai, à mettre un terme au différend lors du « sommet » du Caire du 26 septembre 1970. Deux jours plus tard, la disparition brutale du leader égyptien recouvre de mystère l'orientation qui se dessinait dans les derniers semaines de l'ère nassérienne : l'adhésion au plan Rogers fut-elle tactique ou stratégique ? Source de controverses indissolubles.

Octobre 1973 : alors que les forces égyptiennes s'approprient à franchir la ligne Bar-Lev, la morosité règne sur l'Égypte post-nassérienne, précipitant une situation de crise politique, économique et sociale qui met en péril un pouvoir sans grande assise populaire, criblé sur sa légitimité d'« héritier » de la révolution de juillet 1952. Pourtant, la grande des temps de « ni guerre ni paix » marque d'importants changements sociaux, politiques, économiques qui s'annoncent au lendemain de la guerre d'octobre. Libéralisation politique relative : les idéologues, écartés au profit des technocrates, le vie parlementaire est « réactivé » tandis que s'accroît le dépassement du parti unique. Émergence de nouvelles classes sociales — essentiellement la bourgeoisie rurale — généralement hostiles à l'orientation socialiste nassérienne ; la planification centralisée est abandonnée, le système bancaire est diversifié, à l'appel aux capitaux étrangers, arabes et occidentaux préfigure la future politique de l'ouverture économique (ou de l'« initiative »). Renouant de son leadership régional, le régime égyptien confirme son alliance avec les monarchies arabes et s'imprègne de leur logique politique ; les Soviétiques assistent, impuissants, à l'entrée des forces qui leur sont hostiles ; la jeu des gouvernements du Caire avec leur nouveaux partenaires nord-américains contribue à l'isolement international d'Israël : la guerre d'octobre

permettra de créer cette situation « à chaud » à même de débloquer, selon M. Henry Kissinger, les impasses proche-orientales.

De ces trois premières années de l'ère Sadate, qui marquent de la succession à la conquête effective du pouvoir et à l'affirmation d'une stratégie, Marie-Christine Aulas trace un récit sobre, scrupuleux

Par CHARLES ZORGBIBE

et intelligent (1). Minute chronique des événements, cette thèse de troisième cycle est l'œuvre d'un jeune chercheur expérimenté, sur une documentation rassemblée avec une patience artisanale. Les interprétations, toujours rigoureuses, le ton, souvent fort vif, la construction, qui équilibre les interactions entre les scènes nationales, régionales et internationales, font de cette excellente étude — malgré certaines imperfections de forme — un « point de passage obligé » pour la connaissance de ces trois années décisives.

**P**ERMANENCE et évolution du monde égyptien. Permanence du comportement et des genres de vie — chez les musulmans comme chez les coptes ou les laïcs de la vallée du Nil et du Delta. Mais aussi évolution, d'abord sous l'influence de l'Europe interventionniste, puis grâce à l'action de penseurs et d'hommes politiques réformateurs. La force de certains traits permanents a permis de sauvegarder une identité millénaire, de tenir compte des contraintes imposées par la nature géographique. L'explosion démographique, l'industrialisation, la diffusion d'une idéologie nouvelle, n'en ont pas moins opéré une transformation profonde des structures économiques et sociales et des systèmes de pensée. Autour de ces deux aspects de l'Égypte d'aujourd'hui s'ordonne la livre soignée — ni guide touristique superficiellement d'accroché, ni étude savante réservée aux seuls initiés — que qualifie la Centre national de la recherche scientifique, avec pour maître d'œuvre M. Robert Mantran (2).

Parmi les Arabes ainsi rassemblés, on retiendra particulièrement celui d'Olivier Carré sur l'économie et l'idéologie dans l'Égypte de Nasser et de Sadate.

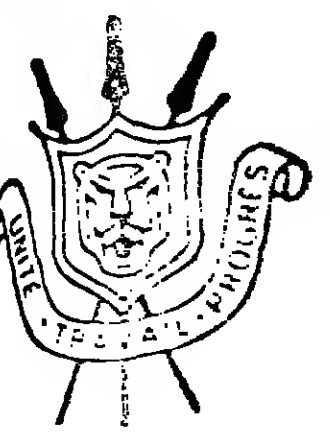
insistance vigoureuse sur l'ordre intérieur et l'indépendance nationale en 1952-1957 : un « Rassemblement national » est instauré à la place de la nationalisation du canal et la réforme agraire déposée à l'arrière-plan foncier ; la nationalisation du canal et la guerre de Suez placent Nasser à la tête de la lutte arabe pour l'indépendance. Le mot d'ordre de l'arabisme culmine donc en 1956-1957 : l'union arabo-égyptienne s'accompagne de la création d'un vaste parti unique, l'Union nationale ; la « neutralité positive », antisoviétique et anticomuniste, souligne la formation du mouvement des non-alignés, avec Nasser et Tito. À la cession syrienne, Nasser réagit par le socialisme arabe des années 1961-1967 qui tend au regroupement de la nation arabe autour de la charte d'action nationale, et qui légitime le rapprochement avec l'Union soviétique. Après la déroute politique de juin 1967, Nasser puis Sadate se replient sur l'Égypte et ses racines islamiques.

**L'**ÉGYPTÉ de Sadate fait-elle encore partie de l'ère nassérienne ? Pour Olivier Carré, si M. Anouar El Sadate a révoqué l'organisation politique et économique du pays, le « Document d'octobre » qu'il a proclamé n'a rien de ce que le commentateur de la « charte d'action nationale » à laquelle avait progressivement abouti Nasser, modifiant sa première méditation, le PhiloSophie de la révolution. Document, Charte, PhiloSophie, pouvant être distingués mais non séparés, ils sont trois moments du jeu égyptien entre pouvoir et idéologie. Au demeurant, selon l'auteur, le régime du Caire n'a pas réellement mobilisé un peuple innombrable et affamé : le paysan est resté hors de toute décision. « Ainsi la poursuite à mi-jeu l'idéologie que portait, puis qu'a tolérée, sa base sociale. Il n'y a pas eu d'impulsion d'un haut pour protéger sa révolution. Mais cette même impulsion l'aura trop visiblement freinée, elle pourra se retourner contre lui si le nom même de l'ordre révolutionnaire, du socialisme, de l'islam, de l'arabisme et, ambassadeur la tour, de l'indépendance nationale égyptienne. »

(1) L'Évolution politique de l'Égypte (25 septembre 1970-6 octobre 1973), thèse de doctorat de troisième cycle (sciences politiques), Paris, 1976, 323 pages, 25 F.

(2) L'Égypte d'aujourd'hui, permanence et changements, 1965-1976, éditions du C.N.R.S., 15, quai Anatole-France, 75700 Paris, 322 pages, 60 F.

# BUREAU



Vous au nous

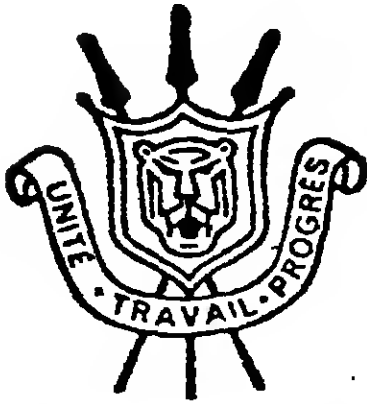
مركزنا من الأصل



Supplément

# BURUNDI

## An II de la Deuxième République



Le monde extérieur ignore à peu près tout de la République du Burundi. Petit État isolé au cœur du continent africain, l'ancien royaume de la région des Grands Lacs se trouve à l'écart des grands courants économiques. Seule la rivalité de quelques nationalistes intervenus à Bujumbura au cours des deux dernières décennies a momentanément attiré l'attention de l'opinion internationale sur ce territoire, qui est entré, il y a maintenant seize ans, dans le concert des nations.

Le 28 novembre 1962, qui porta le président Michel Micombero au pouvoir, entraîna la chute de la monarchie et la proclamation de la République. Ce jour-là, le Burundi, contribua à faire connaître un pays qui était dans le cercle, déjà étendu, des États d'Afrique placés sous régime militaire. Les saignées économico-ethniques entre Hutu et Tutsi qui au cours des années 1975 et 1976, firent plusieurs dizaines de victimes, eurent un effet analogue. Ce fut également le cas, de façon plus éphémère, pour le coup d'État de la fin 1976 : une équipe de jeunes officiers s'empara alors de la personne du président Micombero, généraliste sans envergure, usé par dix ans d'autoritarisme, et porta le lieutenant-colonel Jean-Baptiste Bagaza à la tête de l'État.

En cet An II de la II<sup>e</sup> République, le Burundi paraît traverser une période d'apaisement et de stabilité politique. Les nouveaux dirigeants militaires, qui ont adroitement associé à la conduite des affaires publiques, se sont efforcés de mettre un terme aux règlements de compte de caractère tribal ou régional.

En matière économique, une tentative de développement planifié est actuellement en cours. Cependant, la bonne volonté du gouvernement de Bujumbura ne saurait suffire à assurer l'essor d'un pays que les organisations internationales classent

généralement parmi les vingt plus pauvres de la planète. Le lieutenant-colonel Bagaza doit, en effet, à la fois pallier les conséquences d'une pression démographique excessive, celles du retard de la production de commissionnaires avec l'étranger (étroitement dépendantes de la Tanzanie voisine) dès à l'enclavement du pays à l'intérieur des terres, celles de l'insuffisance de système d'encadrement et de fermes aux exigences du développement.

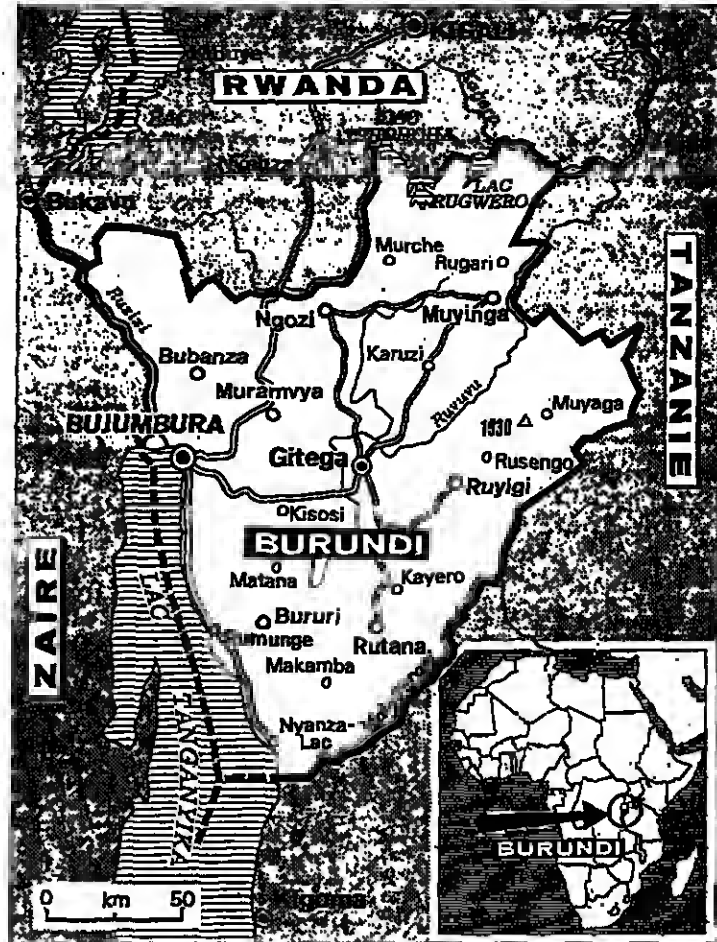
L'héritage laissé par les colonisateurs est, d'autre part, relativement pauvre. Administré par l'Allemagne jusqu'à la première guerre mondiale, le territoire fut confié par la Société des Nations au mandat de la Belgique. Après 1946, la puissance mandataire exerça sa tutelle sous la responsabilité de l'Organisation des Nations unies. Pendant les quarante dernières années, le pays fut administré, en même temps que la Rwanda voisine, au sein de l'ensemble administratif de Ruanda-Urundi. Les Belges considéraient alors le Burundi comme un simple appendice de Congo — l'actuel Zaïre. Aussi en firent-ils essentiellement l'un des réservoirs de main-d'œuvre et le grenier à vivres de leur province minière de Katanga — l'actuel Shaba.

Ce n'est qu'en 1959 que le Ruanda-Urundi fut doté d'un véritable statut d'autonomie interne et réellement détaché de Congo. En 1960 et 1961, une vingtaine de partis politiques virent le jour et s'affrontèrent au cours des premières consultations électorales de l'histoire du pays. Dès cette époque, le parti UPRONA — aujourd'hui parti unique — affirmait sa suprématie. Et il faut en 1962 pour que, par son Pasteur de haut, les souverains traditionnels, l'expérience des institutions républicaines remonte dans le pays à douze ans.

Économiquement, l'agriculture est la véritable richesse du pays. Le café et, dans une moindre mesure, le thé constituent les deux seules ressources d'exportation d'un pays où la récente découverte d'importants gisements de nickel suscite de nouveaux espoirs de développement.

Coopérant avec la Belgique, ancienne puissance tutrice, avec les États de la Communauté économique européenne — au premier rang desquels la France, — les dirigeants de Burundi ne concevaient la mise en valeur de leur pays que dans le cadre d'un ensemble territorial plus vaste. C'est la raison pour laquelle ils attachent un prix particulier à la Communauté économique des pays des Grands Lacs (C.E.P.G.L.), dont ils sont membres avec le Rwanda et le Zaïre.

PHILIPPE DEGRAENE.



Le Burundi couvre 27 834 kilomètres carrés, soit sensiblement le vingtième de la superficie de la France. La population compte environ quatre millions d'habitants. Les villes principales sont Bujumbura (cent mille habitants environ), la capitale, et Gitega. Plus de 80 % des Burundais sont chrétiens, en majorité catholiques romains. Moins de 1 % de la population est de confession musulmane. La principale ressource économique du pays est le café. Ancienne colonie allemande, territoire sous mandat de la S.D.N., puis sous tutelle de l'ONU, alors administré par la Belgique au sein de Ruanda-Urundi, le Burundi accéda à l'indépendance le 1<sup>er</sup> juillet 1962 et resta une monarchie jusqu'au 28 novembre 1966. Le régime républicain a été confirmé, en 1970, le système du parti unique, instauré par le décret royal en faveur du Parti de l'Unité et du progrès social (UPRONA) dès le 24 novembre 1966.

### « Nous appartenons, comme Cuba, au mouvement des non-alignés » nous déclare le lieutenant-colonel Bagaza

**BUJUMBURA.** — Au loin, la vue s'étend sur les eaux émeraude du lac Tanganyika, et les somptueuses chaînes de montagnes du Zaïre oriental ferment l'horizon. Sous les tentes blanches du bureau présidentiel, elle-même, une sorte de régime colonial. Le dernier monarque (1) se révéla d'ailleurs incapable de faire face à ses responsabilités... Précisant ce qui distingue la Deuxième République de la Première, aux destinées de laquelle présida le général Michel Micombero, aujourd'hui en exil à Mogadiscio, le président Bagaza indique : « Les institutions de la Deuxième République diffèrent assez peu de celles de la Première, mais les méthodes de gouvernement ont été profondément modifiées. Le peuple est désormais étroitement associé à toutes les décisions politiques. Alors que, autrefois, tout partait du sommet, tout part aujourd'hui de la base... »

Le chef de l'État écarte l'épithète de « militaire » appliqué au régime actuel. Il dit à ce sujet : « Ce que je viens de vous expliquer en témoigne... Je vous répète que tout procède de la base... bien sûr, c'est un militaire qui exerce la magistrature suprême. Mais les ministres sont minoritaires au sein du gouvernement (2). C'est le parti unique UPRONA, et ce sont ses organismes spécialisés, qu'il s'agisse de la Jeunesse révolutionnaire rwandaise (J.R.R.), de l'Union des travailleurs burundais (U.T.B.) ou de l'Union des femmes burundaises (U.F.B.), qui dirigent effectivement le pays... »

Dressant un bilan de ses dix-huit premiers mois d'exercice du pouvoir, le président se verse pas dans le triomphalisme. Il insiste sur la nécessité de sensibiliser la population tout entière aux questions politiques : « Nous nous sommes surtout efforcés de sortir nos concitoyens de leur torpeur, de les inciter à s'intéresser au sort du pays et leur faire comprendre que nous ne pouvons pas indéfiniment compter sur la main de l'aide extérieure et que l'esprit de mendicité qui prévalait sous la Première République et nous incitait à solliciter une aide alimentaire était révolu... » Il ajoute : « Réalisant ce que le régime Micombero n'avait pas osé faire au cours des dix dernières années, nous avons aboli les systèmes traditionnels de tenure, l'ubugwagu et l'ubugwagu (3), tandis que nous amorçons un début de réforme agraire en distribuant de premières terres aux paysans... »

En réponse à une question sur les récents événements de 1972, le président Bagaza indique : « Lorsqu'un dirigeant politique est confronté à de graves difficultés, il est souvent tenté de recourir au tribalisme. Il est enclins à l'écarter... Ce fut le cas du dernier résident belge à la fin de la période coloniale et cela fut à l'origine de premiers désordres... Cela se reproduisit à la fin de la monarchie et sous la Première République. C'est dans cette volonté de radicalisation que réside l'explication des événements tragiques de 1972... » (4). C'est pour éviter toute nouvelle tentative de raccler les rapports entre Burundais que, dit le chef de l'État, il restera fidèle à la formule du parti unique, « car, c'est la méthode la plus apte à préserver l'unité nationale... »

Propos recueillis par PHILIPPE DEGRAENE. (Lire la suite page 23.)

#### La tentation du recours au tribalisme

NOTRE interlocuteur n'esquive pas l'épineuse question de la réconciliation entre les deux communautés hutu et tutsi. Mais il tient d'abord à exprimer son point de vue sur ce que furent, dit-il, les rapports

entre les uns et les autres à travers l'histoire : « On écrit en Europe beaucoup de choses erronées à ce sujet. Au Burundi, contrairement aux affirmations des colonisateurs qui ont racialisé la vie locale, la tradition

### SEIZE ANS D'INDÉPENDANCE

## Une histoire mouvementée

Par ROBERT CORNEVIN

Lire pages 22 à 30

- P. 22. — Bujumbura et la Communauté des pays des Grands Lacs (Matthias Simamene).
- P. 23. — Suite de l'entretien avec le président Bagaza. — L'origine la plus ancienne dans le grade le plus élevé.
- P. 26. — Une politique pour favoriser le renouveau des valeurs (Jean-Michel Mworoza). Louis Rwagasore figure de proue du nationalisme burundais.
- P. 27. — Le Kirundi à vocation de langue d'enseignement (Thomas Kamukama). — « Le pays où le Saint-Esprit souffla en tempête ». — Michel Kayoya, champion des valeurs traditionnelles et de l'engagement dans le monde moderne.
- P. 30. — Les premiers voyageurs européens et l'exploration du lac Tanganyika (Pierre Verhe). — Mohamed ben Khalifa et la résistance à l'envahisseur européen. — Suite de l'entretien de Robert Cornevin.

LES conditions particulières de l'accès au Burundi à l'indépendance le font considérer comme la « monarchie rouge » de l'Afrique noire. Mais si les Chinois forment et entraînent les Simba de Gaston Soumialot, qui vont déclencher la grande révolte de 1964 à l'est du Zaïre, la politique intérieure du Burundi est singulièrement plus complexe. Elle a considérablement évolué au cours des quatre années (1962-1966) d'une monarchie agonisante.

(1) Le dernier Mwami, Mwambutsa IV, est mort en 1977 à Genève, où il vivait en exil depuis plusieurs années. (2) Sur dix-huit ministres, le cabinet burundais ne compte que quatre officiers. (3) Système de mise en servage d'un paysan qui de père en fils devenait l'ébelle d'un « patron ». (4) Pendant les mois d'avril et mai 1972, plusieurs centaines de Tutsi, puis plusieurs milliers de Hutu trouvèrent la mort au cours de sanglants affrontements tribaux.

Le 1<sup>er</sup> septembre 1962, deux tendances se partagent le parti, correspondant aux divisions de l'Afrique d'alors : Casablanca (Afrique révolutionnaire), Monrovia (Afrique progressiste). La scission de l'UPRONA permet au souverain d'utiliser les oppositions familiales ou sociales (anciens séminaristes, et anciens élèves d'Asnières). Le premier ministre André Muhirwa, prince du clan Babaré rallié au roi, ne réussit pas à associer son autorité désavouée par l'Assemblée et la démissionne le 7 juin 1963. Le Mwami rentre alors sur la scène politique. Il fait appel à Pierre Ngendamwe, Hutu, secrétaire d'unité nationale. Mais en même temps il se constitue un domaine réservé en engageant armée et gendarmerie en secrétariat d'État.

Albin Nyamoya (un Tutsi) lui succède de mars à décembre 1964, mais la crise demeure d'autant plus grave que le Congo voisin est en flammes. Conscients de ces difficultés, les dirigeants de l'UPRONA décident de tenir une conférence à Gitega, sorte d'examen de conscience du parti qui aboutit à une dénonciation du tribalisme et à des projets de réformes. La défaite à l'automne 1964 des Simba considérés comme les alliés des Tutsi, puis les difficultés internes croissantes entraînant le remplacement de Nyamoya par Pierre Ngendamwe. Ce Hutu, remarquable à tous égards, semble pouvoir dénouer la crise. Malheureusement, il est assassiné le lendemain de la présentation du gouvernement par un réfugié tutsi du Rwanda. Ce qui donne un prétexte pour expulser l'ambassade de Chine. Son successeur, Joseph Barniza, également hutu, se trouve

rapidement en difficulté devant un Mwami qui, le 4 mars 1965, dissout l'Assemblée émise en 1961. Mwambutsa profite de l'occasion pour ajouter à ce qu'il considère comme son domaine réservé le plan et la justice, ce qui lui permet de tenir au respect l'aile gauche des fonctionnaires et la fraction hutu. La nouvelle Assemblée, émise le 10 mai, compte trente-trois députés : deux indépendants, vingt et un UPRONA et dix membres du Parti du peuple. Les Hutu occupent vingt-trois sièges sur trente-trois. Six députés socialistes ont été réélus. En l'absence du Mwami retourné à Lausanne, Gervais Nyangoma présente un discours programme d'une très haute tenue. Mais, à la surprise générale, c'est Léopold Bija, hostile à l'UPRONA, qui est désigné et qui forme, en septembre, un gouvernement comprenant sept ministres hutu.

(Lire la suite page 26.)





ECONOMIE

Bujumbura et la Communauté des pays des Grands Lacs

Par MATHIAS SINAMENYE \*

La signature, le 20 septembre 1976 à Gisenyi au Rwanda, de la convention portant création de la Communauté économique des pays des Grands Lacs (C.E.P.G.L.) marque l'aboutissement d'un long processus dans la coopération entre le Burundi, le Rwanda et le Zaïre. Ces trois pays, qui constituaient autrefois l'ancienne Afrique belge, ont formé, de 1928 à l'indépendance, une union administrative, douanière et économique, qui fut rompue à la suite des difficultés de sa décolonisation et de la méconnaissance qui ont dominé les rapports dans la région. Ce démantèlement de l'Union douanière et économique intervenu après les indépendances, et jalonné d'ailleurs de quelques moments de tension, témoigne du climat de malaise qui a prévalu pendant plusieurs années.

Cependant, au fur et à mesure que des changements politiques

s'opéraient à l'intérieur des pays (au Zaïre en 1965 et au Burundi en 1966), l'idée et la nécessité d'une collaboration dépassant le simple bon voisinage s'imposaient progressivement. D'autant que chaque pays percevait clairement l'avantage qu'il pourrait tirer d'une entente et d'une coopération dans la région. Le premier accord intervenu à la fin d'août 1966 réglait les questions de sécurité et ouvrait la voie à d'autres arrangements dans des domaines très variés (social et culturel, politique et juridique...)

Le processus d'intégration économique visant à reconstituer l'ancien ensemble Zaïre (Congo) — Burundi — Rwanda ne sera sérieusement entamé qu'en 1975 par la signature de l'accord commercial et de l'accord sur le commerce frontalier, puis renforcés par la création de la C.E.P.G.L. en septembre 1976.

ni conclue ni négociée, mais que l'on s'orientait vers l'actualisation de l'accord commercial, à la lumière de récentes évolutions, principalement la création de la C.E.P.G.L.

La mise sur pied de la C.E.P.G.L. illustre le climat d'entente et de coopération régnant dans la région. En plus des stipulations en matière de sécurité des Etats (premier but énoncé dans la convention), les objectifs de la convention en matière économique s'articulent autour de deux points principaux. Au niveau de la production, il est convenu de développer des activités d'intérêt commun et, en matière d'échanges, les parties contractantes s'engagent à intensifier le commerce et à faciliter la circulation des personnes. A cet égard de principes généraux, la convention ajoute l'engagement solennel de « mettre en œuvre des solutions appropriées aux problèmes posés (...)

Elle n'explique pas cependant, même pas dans les grandes lignes, comment on entend concrétiser ces objectifs. En ce qui concerne le développement d'activités d'intérêt commun, elle charge simplement le secrétariat exécutif « d'élaborer des projets (...) de les soumettre aux Etats membres avec des propositions concrètes ».

Ce qui a été fait, puisque la conférence ordinaire des chefs d'Etat tenue au mois de septem-



Les présidents Juvenal Habyarimana (Rwanda), Mobutu Sese Seko (Zaïre) et Jean-Baptiste Bagaza se rencontrent périodiquement dans le cadre des activités de la Communauté économique des pays des Grands Lacs (C.E.P.G.L.).

bre 1977 à Bujumbura, soit une année après la création de la Communauté, retient une série de projets régionaux que les parties contractantes se proposent de réaliser. Il s'agit, entre autres, des projets de développement de la plaine de la Ruzizi, de l'exploitation du gaz méthane du lac Kivu, du développement de la pêche dans le lac Tanganyika, de la création de circuits touristiques intégrés. Chacun de ces projets intéresse au moins deux pays, et on peut affirmer que la coopération en ce domaine est bien orientée.

énergétique à la région, et la seconde à promouvoir le développement économique et social des Etats membres par le financement des projets à caractère régional.

La Communauté devra surmonter plusieurs obstacles dont la solution conditionnera la réussite. On se limitera ici aux problèmes que posent l'enclavement et l'inégalité de développement et de potentialité des membres au départ. Si le Zaïre possède un accès sur l'Océan Atlantique, sa région orientale reste néanmoins enclavée comme le Burundi et le Rwanda eux-mêmes. Des négociations avec les pays de l'Afrique orientale, en particulier avec la Tanzanie, faciliteraient la recherche d'une

solution globale pour ce problème. Pour les deux petits pays de la Communauté, il faudrait y ajouter l'insécurité des territoires, la faiblesse de leurs pouvoirs d'achat et la dotation limitée en ressources, sur lesquelles pèse une population nombreuse et en rapide croissance.

Quant au Zaïre, ses ressources naturelles, sa dimension géographique et le niveau de développement atteint le placent dans une position privilégiée. Il faudra éviter que position privilégiée ne signifie domination, c'est-à-dire faire en sorte que les avantages de l'intégration soient également répartis et que chaque pays trouve un intérêt dans la Communauté, contrepartie de sa contribution.

Un climat d'entente et de coopération

L'ACCORD sur le commerce frontalier vise, d'une part, à exempter de la formalité de demande de licence d'importation les échanges frontaliers dont la valeur en douane ne dépasse pas 100 D.R.S. et, d'autre part, à lutter plus efficacement contre la fraude par la concertation et l'échange régulier d'informations. Sa portée économique paraît donc limitée, mais il est complété par l'accord commercial signé en même temps et qui se donne pour objectif l'intensification des échanges, notamment ceux qui figurent sur les listes respectives

des trois partenaires. Il est convenu, en outre, que le paiement de ces échanges se fera par clearing trimestriel entre les banques centrales, et que le solde sera réglé en devises convertibles.

Ces échanges demeurent néanmoins soumis au tarif douanier plein, mais l'accord prévoit que les parties contractantes « pourront s'accorder des couloirs tarifaires sur les droits d'entrée et de sortie (...) sous des modalités à convenir ». Soulignons toutefois que jusqu'à ce jour aucune réduction tarifaire n'a été

Des échanges encore insignifiants

La politique en matière d'échanges paraît hésitante. Tout d'abord, l'application de l'accord commercial de 1976 s'est heurtée à des difficultés techniques qui en ont limité singulièrement

les résultats. Ensuite, la convention créant la C.E.P.G.L., tout en insistant l'intensification des échanges dans ses objectifs, ne prévoit explicitement aucun programme de désarmement tarifaire ou un quelconque autre moyen destiné à stimuler le commerce entre les trois pays membres. Or, en consultant les tarifs douaniers de ces pays, on constate qu'ils sont très élevés et il y a lieu de se demander si leur réduction, ou leur progressive suppression, relancerait à la longue les échanges dans la région.

Actuellement, ces échanges sont quasiment inexistantes. En 1976, par exemple, les importations du Burundi en provenance du Zaïre et du Rwanda représentaient respectivement 1,2 % et 0,05 % du total des importations. La part des exportations à destination des mêmes pays s'élevait respectivement à 1,06 % et 0,06 %. Ajoutons que des propositions similaires s'observent dans le commerce Zaïre-Rwanda. Même en tenant compte du commerce frontalier souvent non enregistré et de la contrebande, il apparaît clairement que les courants d'échanges sont encore à créer.

Cette situation s'explique sans doute par la nature des produits que ces pays exportent (tous sont producteurs et exportateurs de produits primaires), par le caractère encore rudimentaire des secteurs de production, par la désorganisation de l'ancien ensemble Zaïre-Rwanda-Burundi, enfin par l'insécurité des moyens de transport. En libérant les échanges par la suppression ou la réduction des droits de douane, en limitant les formalités administratives d'importation-exportation, peut-on espérer accroître substantiellement le volume du commerce à l'intérieur de la C.E.P.G.L. ? Il est difficile de répondre clairement à cette question, mais avec des niveaux de départ aussi bas il serait erroné de penser que les mesures de libéralisation y suffiront à elles seules, même s'il faut souhaiter qu'elles soient progressivement prises. Elles rationnellement peut-être les échanges du Burundi, du Rwanda et de l'est du Zaïre, autrefois beaucoup plus importants.

Néanmoins, la voie de coopération la plus prometteuse paraît être la mise sur pied de projets régionaux permettant, d'une part, de restructurer les économies de telle sorte qu'elles procèdent à des échanges ; d'autre part, d'éviter l'implantation d'entreprises similaires et sous-utilisées.

C'est dans le souci de faciliter le lancement de tels projets qu'ont été créées l'Association pour l'électrification des Grands Lacs (E.G.L.) et la Banque de développement des Etats des Grands Lacs (B.D.E.G.L.). La première vise à donner une infrastructure

Elargir les horizons au-delà des frontières

UN pays de dimension modeste situé loin du littoral, avec des ressources limitées et peu diversifiées, sent plus qu'un autre la nécessité d'élargir les horizons au-delà des frontières. Il sent qu'il constitue un débouché trop étroit pour amorcer et soutenir un processus d'industrialisation, que la tranquillité, l'entente et la coopération avec ses voisins, ceux de la Communauté comme la Tanzanie, accroîtraient ses chances de développement.

C'est dans cet esprit que le Burundi s'est toujours efforcé, dans la mesure du possible, d'entretenir de bons rapports avec ses voisins et participe aujourd'hui à la construction et à la consolidation de la C.E.P.G.L. A

ce titre, le Burundi peut consentir des sacrifices et l'on considère généralement que l'emplacement du siège de la C.E.P.G.L. à Gisenyi au lieu de Bujumbura importante du Burundi. Ce pays avait, en effet, un intérêt évident à voir le siège de la Communauté s'installer à Bujumbura, ce qui aurait contribué à rendre à cette ville sa position centrale dans la région des Grands Lacs tant pour le commerce que pour les communications.

\* Doyen de la faculté des sciences économiques et administratives, université du Burundi.

Air - Burundi - 2, BOULEVARD DE L'UPRONA - BUJUMBURA BOITE POSTALE 2460 - TÉLÉPHONE 3460 Agent général d'Air France Air Rwanda Cameroon Airlines assure la sous-traitance d'Air Madagascar et U.T.A.

LA CULTURE COTONNIÈRE AU BURUNDI Espèce cultivée au Burundi : Gossypium Hirsutum. Variétés : 1021/849 et Roba B 50 en introduction. Taille de 1021/849 = Zone écologique : 775 mètres à 1 100 mètres d'altitude. Plaine de la Ruzizi et du lac Tanganyika. Pluviométrie annuelle moyenne : 900 à 1 100 millimètres. Pluviométrie durant le cycle végétatif : 500 à 600 millimètres. Superficie cultivée annuellement : 7 000 à 9 000 hectares. Rendement moyen à l'hectare : 800 à 1 000 kilos. Cycle végétatif : fin décembre - mi juin : six mois. Récolte et ramassage : fin juin - début juillet à fin septembre - début octobre (dès le début de la saison sèche). Egrenege : juin - juillet à début décembre. Rendement à l'égrenege : 37 % pour la Q.1 et 37,5 % pour la Q.2. Embarquement : dès le début août. Port : Dar-Es-Salaam. Technologie du coton au Burundi : 1021/849. 1° Longueur de la fibre = Q.1. 1" 3/32 à 1" 1/8 (27,6 mm à 28,6 mm); Q.2. 1" 1/32 (26,19 mm). 2° Micronaire : 3,2 à 4,4. 3° Indice Pressley : 78 à 85. 4° Seed Index : 38,51. COGERCO R.B. Comité de Gérance de la Coisse de Réserve Cotonnière du Rwanda-Burundi Tél. : 22-08-61-36 - B.P. 2571 BUJUMBURA

Un entret... Ne parvenez pas ce qui est positif... L'actuel gouver... La B.N.D.E. Le service du développement social du Burundi... La Banque nationale pour l'économie du Burundi (B.N.D.E.)... Banque Nationale pour le Développement

كنا من الأصل





# Un entretien avec le président Bagaza

(Suite de la page 21.)

C'est volontiers que le lieutenant-colonel Bagaza répond aux nombreuses questions concernant la politique étrangère de son pays. A propos de deux de ses voisins — le Rwanda et le Zaïre — il affirme : « La solution de nos problèmes économiques nationaux réside dans l'intégration régionale. C'est la raison pour laquelle, pour notre part, nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour établir des relations plus étroites avec le

Rwanda et le Zaïre dans le domaine du commerce extérieur, des transports, etc. La détérioration de la situation politique au Burundi, sous la première République, n'a pas permis à nos prédécesseurs d'agir dans ce sens. Régnait alors une atmosphère de suspicion réciproque qui hypothéquait les relations avec nos voisins. Actuellement, la confiance prévaut et la Communauté économique des pays des grands lacs (C.E.P.G.L.), qui nous lie au Zaïre et au Rwanda, est sur la bonne voie... »

différences d'idéologies politiques existant entre les deux Etats, il sourit et insiste : « Elles sont conjoncturelles... Sans compter qu'elles ne sont peut-être pas si profondes qu'il paraît au premier abord... »

Cependant, à propos de la Tanzanie, dont le président Julius Nyerere devait effectuer, en mai, une visite officielle à Bujumbura, il admet : « Notre programme de gouvernement est plus proche du socialisme tanzanien que ne l'était le programme du président Micobero. Etant plus proches du peuple, nous sommes nécessairement plus proches... Cependant, l'éthique socialiste est difficile à accepter — ou à refuser... »

A Bujumbura, comme dans de nombreuses autres capitales africaines, un sérieux rapprochement a été esquissé avec les Etats arabes. Le lieutenant-colonel Bagaza l'explique ainsi, pour le Burundi : « Le monde entier compte désormais avec les poids économiques et politiques des pays arabes. De leur côté, ceux-ci s'intéressent à leur tour, au monde arabe... et notamment à l'Afrique, depuis la conférence arabo-africaine du Caire de l'année dernière... Nous sommes intéressés à une coopération avec les Arabes parce que ceux-ci sont disposés à nous prêter un concours financier... En trois ans, je suis allé dans trois Etats arabes — la Libye, l'Arabie Saoudite et Bahreïn. Ces pays ont adopté des régimes politiques différents, mais appartiennent tous à la nation arabe... L'Arabie Saoudite et le Koweït financent plusieurs projets de développement agricole au Bu-

runid et ont pris une participation dans plusieurs sociétés industrielles et commerciales burundaises. Une banque burundo-libyenne cherche des capitaux libyens qui pourraient s'investir ici... J'ajoute que la coopération arabe acceptée de travailler en étroite liaison avec les organismes bancaires internationaux ou interafricains, et avec des pays européens... »

## Ne pas refuser ce qui est positif dans l'héritage colonial

EN réalité, il semble bien que les Burundais, tout en misant sur la réussite de la Communauté des grands lacs, n'aient pas renoncé pour autant à préserver les relations privilégiées qu'ils entretiennent avec certains Etats d'Afrique orientale. C'est ce qu'indiquent clairement ces propos de notre hôte : « Nous ne devons pas refuser ce qui est positif dans l'héritage colonial. Or, sous la colonisation allemande, notre pays a été

étroitement lié à l'actuelle Tanzanie. L'existence du chemin de fer Dar-El-Salaam-Kigoma en témoigne. A l'époque coloniale belge, nous avons ensuite été associés au Zaïre, sans abandonner pour autant certains liens spécifiques antérieurs... En fait, comme en Europe la Belgique constitue un trait d'union entre la France et l'Allemagne, le Burundi peut jouer un rôle analogue entre le Zaïre et la Tanzanie. » A l'évocation des

différences d'idéologies politiques existant entre les deux Etats, il sourit et insiste : « Elles sont conjoncturelles... Sans compter qu'elles ne sont peut-être pas si profondes qu'il paraît au premier abord... »

Cependant, à propos de la Tanzanie, dont le président Julius Nyerere devait effectuer, en mai, une visite officielle à Bujumbura, il admet : « Notre programme de gouvernement est plus proche du socialisme tanzanien que ne l'était le programme du président Micobero. Etant plus proches du peuple, nous sommes nécessairement plus proches... Cependant, l'éthique socialiste est difficile à accepter — ou à refuser... »

A propos de l'Europe, le président Bagaza rend d'abord hommage à l'action de la Communauté économique européenne et du Fonds de développement qui interviennent effectivement dans le domaine du développement de la culture de thé, de la santé, de l'éducation nationale... Il mentionne la France, la Belgique, la République fédérale d'Allemagne qui envoient au Burundi professeurs et médecins, conseillers et experts, prédisant : « Dans le domaine de l'assistance technique, la France se situe en deuxième position, immédiatement après la Belgique... »

Les relations franco-burundaises sont excellentes. Le président de la République, qu'une visite officielle à Bruxelles devait empêcher de participer à la cinquième conférence franco-africaine, dit : « Le premier ministre burundais assista à la conférence précédente, organisée en 1976 à Dakar, et le Burundi entend être représenté cette fois encore... Notre pays, certes, n'appartient pas à l'OCAM (5), pour des raisons qui tiennent à l'histoire et parce que nous estimons que cet organisme peut se trouver en concurrence avec l'O.U.A... D'autre part, notre pays est membre de l'Agence de coopération culturelle et technique des pays francophones... »

## L'actuel gouvernement

Premier ministre, ministre de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural : lieutenant-colonel Edouard Nsamibanza; ministre de l'intérieur : lieutenant-colonel Gabriel Ndikumana; ministre de l'économie et des finances : M. Dominique Shiramanga; ministre de la justice : M. Jean-Baptiste Manwagari; ministre de l'éducation nationale : commandant Pascal Ntameshimihiro; ministre des affaires étrangères et de la coopération : M. Albert Muganga; ministre des transports et de l'aéronautique : M. Ladislas Barutwanayo; ministre des travaux publics, de l'équipement et du logement : M. Isidore Nyaboya; ministre des postes et télécommunications : M. Rémy Nkengurutsa; ministre de la santé publique : major Jean Bandusha; ministre des affaires sociales et du travail : M. Joseph Nzeyimana; ministre de la fonction publique : M. Damien Barakamfitye; ministre de l'information : capitaine Tharcisse Ruhwika; ministre de la jeunesse et des sports : M. Ladislas Ndaye; ministre du plan : M. Donatien Bihuto; ministre de la géologie, des mines et de l'industrie : M. Gaspard Emery Karezo; secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture, chargé du développement rural : M. Jean Kabura; secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture, chargé de la production alimentaire : M. Lazare Rutasa.

« Si la coopération chinoise n'existait pas il faudrait l'inventer »

parlez d'intervention cubaine, il est indispensable que vous ne fassiez silence sur aucune des interventions des grandes puissances au sud du Sahara... Propos recueillis par PHILIPPE DEGRAENE

« Si la coopération chinoise n'existait pas il faudrait l'inventer »

« Si la coopération chinoise n'existait pas il faudrait l'inventer »

## Le Burundi à travers les livres

Burton (R.F.) : Voyage aux grands lacs de l'Afrique orientale, Le Tour du monde 1366, tome I.  
Christien (J.-P.) : Le Burundi sous la colonisation allemande, Bujumbura, 1977. - « Le Burundi », Notes et études documentaires, n° 3364, Paris, février 1977.  
Coppens (P.) : Le Mandat belge au Ruanda-Urundi, Bruxelles, 1927.  
Cornevin (R.) : « Le Burundi » in Histoire de l'Afrique, tome III, Fayot, Paris, 1974.  
Hertefeldt, Trouwborst (A.-A.) et Scherer (J.-H.) : Les Anciens royaumes de la zone interocéanique méridionale : Ruanda, Burundi, Buhu, Musée royal de l'Afrique centrale, Tervuren, Belgique, n° 6, 1962.  
Heusch (Luc de) : Le Rwanda et les Civilisations interlacustres, Institut de sociologie U.L.B., Bruxelles, 1968.  
Jeune Afrique, supplément sur le Burundi, Paris, octobre 1977.  
Kiraranganyo (E.F.) : La Vérité sur le Burundi, Ed. Naaman, Sherbrooke, Québec, avril 1977.  
Lechat (M.) : Le Burundi politique, Service de l'information, Bujumbura, 1961.  
Lemarchand (R.) : Rwanda and Burundi, Pall Mall Press, Londres, 1970.  
Lettow-Vorbeck : La Guerre de brousse dans l'Est africain, Payot, Paris, 1933.  
Mporagara (G.) : « La République du Burundi », Encyclopédie politique et constitutionnelle, série « Afrique », Berger-Levrault, Paris, 1971.  
Mworoza (E.) : Peuples et rois de l'Afrique des lacs, Nouvelles éditions africaines, Dakar, 1977.  
Niyonsima (D.) : Citego, contribution à l'étude des relations de la ville avec sa région, Mémoire S.N.E., année académiques 1976-1977.  
Riecher (E.) : Burundi touristique, Ed. Delcroix, Boulogne.  
Rozier (R.) : Le Burundi, pays de la souche et du tambour, Presses du Palais-Royal, Paris, 1973.  
Ruanda-Urundi : Office de l'information et des relations publiques pour le Congo belge et le Ruanda-Urundi, Bruxelles, 1959.  
Van Bilsen (A.-A.) : Vers l'indépendance du Congo et du Ruanda-Urundi, Ed. A.-A. Van Bilsen, Kraainem, Belgique.  
Vansina (J.) : « La Légende du passé, traditions orales du Burundi », n° 16 des Archives d'anthropologie, musée de l'Afrique centrale, Tervuren, 1972.  
Velpen (Cl. Van Der) : Géographie du Burundi, Ed. A. de Boeck, Bruxelles, 1970.

# REGIDESO

Régie de production d'eau et d'électricité  
B.P. 660 - Tél. : 2720/3412

# BUJUMBURA

## ACTIVITES :

- Production d'eau et d'électricité dans toutes les villes du BURUNDI;
- Neuf projets d'adduction d'eau en milieu rural;
- Dix projets d'électrification rurale par la construction de mini-centrales hydro-électriques (300 à 1 500 kilowatts);
- Projet d'assainissement de la ville de Bujumbura : évacuation et traitement des eaux usées, drainage des eaux pluviales;
- Eclairage public.

Ces projets sont réalisés grâce aux prêts des pays amis et des institutions internationales de financement (R.F.A., I.D.A., B.A.D., B.A.D.E.A., etc.) et, bien sûr, avec une participation de l'Etat du BURUNDI et de la REGIDESO.

## La B.N.D.E. ou service de développement économique et social du Burundi

Lo Banque nationale pour le développement économique du Burundi (B.N.D.E.), dont le siège est établi à Bujumbura, est une société par actions à responsabilité limitée. La Banque a pour objet de concourir au développement économique et social du Burundi par l'octroi des prêts à court, moyen et long terme en faveur des projets relevant du domaine agricole, artisanal et industriel.

Elle peut également participer directement ou pour le compte de l'Etat à la création ou au développement de toutes sociétés ou entreprises.

Son capital actuel est de 160 700 000 francs Burundi.

Elle est, à ce jour, la seule institution financière du Burundi qui accorde des prêts à long et moyen terme en faveur du secteur agricole et industriel.

Pour tout projet d'investissement agricole, industriel et tauristique au Burundi, la Banque nationale pour le développement économique est à votre disposition pour vous aider à le réaliser.

Notez bien son adresse :

**Banque Nationale pour le Développement Economique**

B.P. 1620, BUJUMBURA (Burundi). Téléphone : 28-88

BIEN que la coopération de la République populaire de Chine soit relativement peu importante en comparaison avec celle de la France ou de la Belgique, le lieutenant-colonel Bagaza insiste : « L'aide chinoise est irremplaçable parce qu'elle est discrète et parce que les Chinois interviennent dans de nombreux domaines qui sont estimés peu rentables par les Occidentaux. Si la coopération chinoise n'existait pas, il faudrait l'inventer... »

Avec Cuba, nouveau venu sur le continent africain, le Burundi entend nouer le dialogue. Alors que les Zaïrois ont rompu l'année dernière leurs relations diplomatiques avec La Havane, lors de la guerre de quatre-vingt jours du Shaba, les Burundais ont autorisé, en avril dernier, l'ouverture d'une ambassade cubaine à Bujumbura. Le président Bagaza indique à ce sujet : « Nous appartenons, comme Cuba, au mouvement des non-alignés... Nous ne comprenons pas pourquoi les Occidentaux donnent de tels signes d'inquiétude s'agissant de Cuba... Les Cubains n'interviennent que là où on leur demande expressément d'intervenir... J'ajoute que cela relève de la souveraineté interne de chaque Etat d'entretenir des relations diplomatiques avec un pays tiers — ou de les rompre... Pour notre part, dans la mesure où les Cubains sont décidés à ne s'ingérer ni dans nos affaires internes, ni dans celles de nos voisins, nous sommes disposés à entretenir des relations avec eux... »

Interrogé sur l'intervention cubaine en Angola et en Ethiopie, le chef de l'Etat du Burundi répond néanmoins : « Elle nous inquiète dans la mesure où elle peut entraîner des difficultés sur l'ensemble du continent africain... Mais, puisque vous

(5) L'Organisation commune africaine et mauricienne, qui regroupe une partie des anciennes colonies françaises.



## RÉPUBLIQUE DU BURUNDI

# Les objectifs fondamentaux du mouvement du 1<sup>er</sup> novembre

*Le 1<sup>er</sup> novembre 1976, au Burundi, un changement intervient au niveau le plus élevé de l'Etat. Coup d'Etat militaire classique, diront les uns. Un régime tombé comme un fruit mûr, écrivent les autres.*

*Le 20 du même mois, une déclaration sur les objectifs fondamentaux du mouvement du 1<sup>er</sup> novembre est proclamée. Annonce-t-elle une orientation originale et un changement significatif? Est-ce une déclaration de « bonnes intentions » dont tous les régimes se parent comme pour se doter d'une légitimité à l'égard de leurs peuples?*

*En tout cas, une évidence s'impose. Le regard porté sur le Burundi est dépourvu de toute complaisance. Le ton résolument franc et audacieux pour évoquer des problèmes jusqu'alors « tabous » annonce peut-être pour ce pays autre chose qu'une péripétie, une de plus, de son histoire récente.*

*La rapidité avec laquelle les nouveaux responsables proposent un programme d'action prouve au moins qu'ils écartent l'improvisation dans la gestion des affaires de l'Etat.*

*Nous publions ci-dessous quelques passages concernant les domaines les plus importants de ce document.*

**N**OUS héritons aujourd'hui d'un passif lourd qui, pour être redressé, exigera la réunion d'un grand potentiel d'énergie, de courage, d'abnégation patriotique, de lucidité et de tact politique.

Comme tout le monde le sait, notre patrie connaît un grave problème de division ethnique qui constitue une entrave certaine mais non invincible à l'action révolutionnaire qui vient de naître. Les sombres années de 1965, 1969 et particulièrement celle de 1972, ont engagé notre pays sur la voie de la haine et de la suspicion implacables. Tout révolutionnaire, tout patriote burundais doit reconnaître ce fait et prendre conscience de cette constatation. Elle constitue une donnée fondamentale qui fait de la Révolution, en tant que changement radical des structures et des mentalités, une nécessité impérieuse pour le bonheur de notre peuple.

Nous devons réprover les erreurs du passé et reconnaître l'existence d'un fait ethnique dans notre pays afin d'engager un combat ferme contre ce fléau, combat qui doit être mené sur des bases claires et objectives.

A côté de la division ethnique, héritage du pouvoir monarchique et du régime précédent, le pays connaît le problème de la division basée sur la provenance régionale.

Notre peuple doit prendre conscience que cette situation regrettable des divisions est l'œuvre d'une minorité, qui se disputait le pouvoir au sommet de l'appareil de l'Etat et traduisait ses ambitions en termes d'éthnies et de régions en vue de recruter une clientèle.

Nous constatons heureusement qu'entre le paysan hutu et le paysan tutsi, il n'existe pas d'antagonismes fondamentaux ou irréversibles.

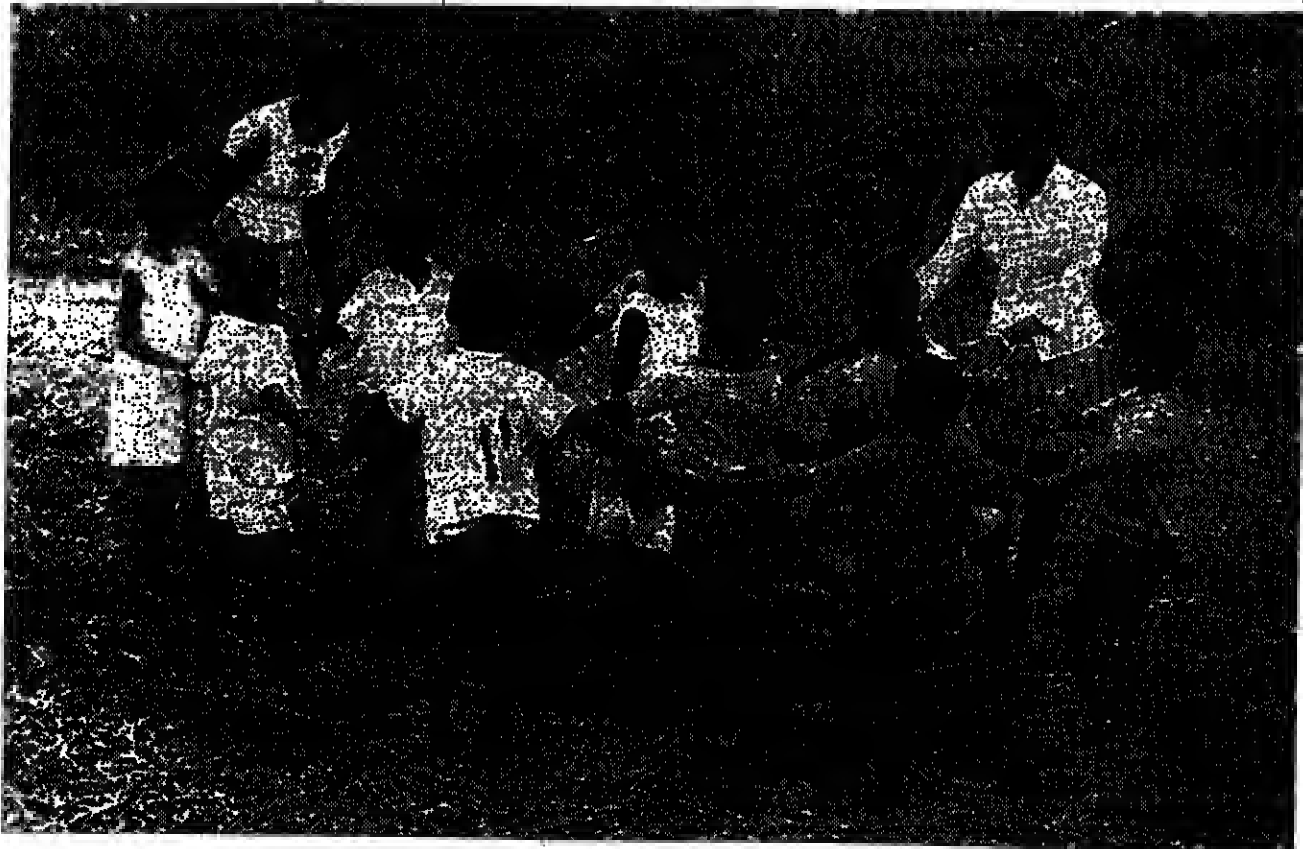
La contradiction fondamentale se situe plutôt entre notre peuple et la minorité bourgeoise qui a été la source des divisions.

Le processus révolutionnaire que nous venons d'entreprendre se propose d'engager une lutte lucide, ferme et courageuse en vue d'éradiquer le plus vite

possible ces séquelles des temps révolus. Nous nous rendons compte des difficultés de cette lutte et de ses exigences. Mais nous devons lever le défi et parvenir à remplacer les concepts et étiquettes d'éthnies et de régions par des

valeurs nouvelles, nées d'une analyse scientifique des structures sociales, de façon à créer une solidarité et des alliances naturelles, durables et dynamiques. Alliance des paysans, des ouvriers et des intellectuels révolution-

naires, de toutes les ethnies et de toutes les régions, au sein d'une UPRONA renouée et autour d'une charte de développement économique et social, pour réaliser l'objectif fondamental qu'est la justice sociale.



RONDE D'ENFANTS AVEC LEUR INSTITUTEUR.



(PUBLICITÉ)



TROUPEAU DE VACHES DANS LA FLAINE DE L'IMBO.

Notre programme économique reposera sur les principes fondamentaux que sont la Production et la Planification.

Le facteur production est la base même de tout développement. Nous devons produire beaucoup pour combattre la faim. Nous devons produire pour nous procurer les instruments qui nous aideront à enrayer la misère, l'ignorance et la maladie. Le concept « production » doit être bien compris. Nous l'entendons dans son sens large, qui embrasse tous les secteurs de la vie économique et sociale du pays.

Nous demandons donc à tout le monde de se mobiliser pour la production.

Mais la production passe par le travail. Nous devons désormais rendre au travail la place qui lui revient dans notre société. Le travail, et seul le travail, déterminera l'issue de nos efforts, dans cette grande tâche de création d'une nouvelle société.

C'est pourquoi le nouveau régime n'épargnera rien pour stigmatiser la fainéantise, l'esprit du moindre effort, qui ont marqué la vie de la nation ces dernières années.

Nous devons mettre fin à la paresse et au relâchement généralisé qui règnent dans l'administration publique. Nous devons résoudre le problème du chômage déguisé qui sévit en milieu rural, où des hommes, capables de contribuer à l'édification de la nation, prennent plaisir à faire le tour des centres de négoce, des débits de boissons, des milieux les plus divers, et passent le temps à bavarder, à trancher des confits ou à en créer; alors que seules les femmes peinent à la houe pour arracher une maigre maison à une terre quelquefois ingrate.

Nous devons parvenir à faire travailler ces nombreux jeunes qui, dans les centres urbains, flânent, victimes du désœuvrement et en proie à la délinquance.

Pour répondre à toutes ces exigences, nous devons chercher à innover, expérimenter pour trouver la formule la plus appropriée.

Nous devons parvenir à mobiliser le maximum d'énergies disponibles pour le travail et de préférence pour le travail collectif.

S'agissant de la planification, l'époque où elle était comprise comme un simple inventaire des besoins et des souhaits est dépassée. Nous ferons de la planification un instrument rationnel de recherche du mieux-être pour tous. Ce

sera un instrument qui définira des objectifs spécifiques en termes qualitatifs et quantitatifs. Cet instrument fera un inventaire des ressources disponibles et établira des chartes sectorielles pour que des objectifs prioritaires passent facilement dans la phase opératoire. La répartition des responsabilités et

des tâches terminées, le système d'évaluation et de contrôle interviendra à toutes les étapes, que ce soit au niveau initial, au niveau d'exécution ou en fin de période, pour permettre aux responsables de rendre compte à la nation et de connaître si l'objectif de production ne reste pas uniquement sur le papier.

En termes clairs, nous vous proposons une économie qui sera planifiée et où la gestion sera autant que possible assurée par les travailleurs.

Plus concrètement nous aborderons les problèmes dans la conception suivante :

## L'agriculture et l'élevage

CE serait une vérité banale de vous dire que le développement du Burundi dans tous les domaines est conditionné par le développement de notre agriculture. Des efforts au niveau du parti *renouveau*, de l'éducation rurale, du département de l'agriculture et des mass media seront déployés pour revaloriser la condition du paysan. Les responsables feront des efforts pour élaborer une politique agricole rationnelle qui donnera priorité aux

cultures vivrières. Ils attireront l'attention sur le problème d'encadrement et de vulgarisation. Nous pensons que l'inventaire de toutes les possibilités permettant d'orienter notre action devra être rapidement établi.

La spécialisation des cultures par région pour une complémentarité positive sera étudiée et, à ce sujet, la mobilisation des paysans sera nécessaire. Il ne suffira pas de demander beaucoup d'efforts aux paysans sans qu'en retour

leurs efforts soient récompensés. Il faut donc une juste rémunération de l'agriculteur.

Le gouvernement sera invité à étudier les problèmes des terres qui, ces derniers temps, sont exploitées irrationnellement ou tout simplement ne sont pas mises en valeur. Il sera procédé à un examen sérieux de la course effrénée aux terres de la part de certaines catégories de personnes. Car la terre doit appartenir à celui qui la travaille.

## L'industrie

L'INDUSTRIALISATION tient au cœur des nouveaux responsables, car le secteur de l'industrie devra contribuer au maximum à la création de nouveaux emplois. Notre souhait est de parvenir à créer des industries de transformation des produits locaux en priorité. Nos possibilités ainsi que nos ressources financières et énergétiques seront répertoriées. En matière d'énergie, nous croyons que ce domaine mérite une attention spéciale. Le gouvernement sera appelé à revoir la situation existante et à faire des propositions concrètes rapidement.

Nous croyons qu'il sera plus opportun de porter en priorité notre choix sur les industries dont la technologie requiert une forte main-d'œuvre. Les responsables qui seront chargés de préparer la mise en exécution des souhaits du nouveau régime ne manqueront pas de veiller à la décentralisation de l'industrialisa-

tion vers d'autres centres du pays pour un développement équilibré du territoire national.

Nous tenons à rassurer les investisseurs étrangers sur nos intentions dans le domaine de l'industrialisation. Leurs efforts pour contribuer à l'édification nationale seront encouragés et garantis dans la mesure où ils seront compatibles avec les intérêts de la nation.

Il est à noter par ailleurs que l'Etat

est prêt à s'associer aux capitaux. L'opportunité de cette participation sera étudiée en profondeur, en conformité avec d'autres éléments nécessaires pour nous aider à résorber le chômage, en créant de nouveaux emplois.

Nous voudrions ici noter que nous souhaitons pour l'avenir une participation directe de la classe ouvrière dans la gestion.

(Lire la suite pages 28 et 29.)

Sélection des textes et des photos :

Aihanase GAHUNGU - KARAYENGA

Photos : Bureau de l'enseignement rural B.E.R.





CULTURE

# Une politique pour favoriser le renouveau des valeurs

Par EMILE MWOROHA \*

La période précédant l'avènement de la deuxième République était caractérisée par une absence complète de politique culturelle. Ni le système colonial, qui s'intéressait uniquement à l'introduction des valeurs étrangères (concepts politiques et économiques de l'Occident, idéologie chrétienne), ni la monarchie, ni la première République ne se sont préoccupés de la culture burundaise.

« Trois ethnies, trois sociétés, trois cultures » ! A ces trois affirmations se limite trop souvent la réputation du Burundi en Afrique et dans le monde. Trois affirmations erronées héritées de la colonisation, de l'indépendance politique et culturelle des premières années de l'indépendance.

Ignoré des responsables de l'Etat, combattue au nom d'une fausse modernisation, menacée de mort par la négation et la condamnation de ses valeurs, la culture burundaise, une vivante, parlée et vécue au jour le jour par quatre millions de paysans, a survécu à la tourmente. Elle demeure vivace dans la société rurale véhiculée par une langue riche et raffinée, le kirundi, s'exprimant dans les nombreuses traditions populaires (danses folkloriques, poésie, contes, légendes...), des réalités historiques multiples au sein de la population, etc. Mais la « civilisation des collines » du Burundi était réellement méconnue, voire méprisée, non seulement par l'étranger, mais aussi par l'intel-

ligentia burundaise formée aux valeurs de l'Occident.

Au 1<sup>er</sup> novembre 1976, la prise de conscience des dangers que l'assimilation faisait courir au Burundi, du rôle fondamental que la culture pouvait jouer pour le renouveau du pays, a débouché sur un choix politique, décisif dans le domaine culturel. Ce choix est exprimé dans la déclaration des objectifs fondamentaux du Mouvement du 1<sup>er</sup> novembre 1976 qui crée la deuxième République : « La réhabilitation et la revalorisation de la culture ancestrale seront une des préoccupations du nouveau régime. Des recherches seront encouragées pour sauvegarder les énormes richesses de notre langue qui, depuis des siècles, a été un élément puissant de cohésion entre tous les Burundi et a fait de notre pays une des premières nations d'Afrique Noire. Nous encouragerons toutes sortes de manifestations culturelles ainsi que la formation de groupes productifs au niveau de l'artisanat. »

Cette déclaration du nouveau régime était l'expression d'un changement révolutionnaire décisif. Aussitôt, un ministère de la culture fut créé. Depuis lors, il a fallu concevoir entièrement une politique de la culture au Burundi, avec l'idée que la politique culturelle ne constitue pas, à elle seule, la vie culturelle ; bâtir une institution qui devrait permettre la réalisation de cette politique ; recruter des hommes ; trouver les moyens matériels et définir des programmes

d'action. Trois domaines généraux ont été choisis pour réaliser cette politique :

### 1<sup>er</sup> Favoriser l'animation culturelle.

Il s'agit de lancer un mouvement national de renaissance culturelle, mettre en valeur et réactiver un folklore national multiforme, telles les danses populaires des différentes régions (le gasimbo du Sud, le mnyeba de l'Ouest...), les exhibitions artistiques nationales comme les danses « Intore » et les tambourinaires ; mettre à l'honneur la musique traditionnelle. Dans cette politique de redynamisation de la culture populaire il y a aussi la réorganisation de l'artisanat d'art (travail sur bois, vannerie, fer, céramique...) où les anciens Burundi étaient passés maîtres et que l'introduction de produits manufacturés est venue concurrencer, voire menacer.

### 2<sup>e</sup> Développer la recherche et la connaissance de la culture populaire.

L'objectif est de parvenir à une connaissance approfondie de la civilisation burundaise véhiculée par la tradition orale. Le Burundi ne peut pas se complaire dans l'univers de l'oralité, mais doit faire une entrée véritable dans la civilisation de l'écrit. Nous voulons que la recherche touche l'ensemble des domaines historiques - culturelles, sociales, techniques, politiques et philosophiques de la société burundaise et que cette connaissance permette à notre culture d'être

diffusée, évoluer et que le Kirundi puisse s'enrichir.

### 3<sup>e</sup> Conserver le patrimoine.

Le Burundi possède un patrimoine culturel appréciable. On peut citer notamment l'ensemble des objets de la technologie ancienne des Burundi, les monuments anciens comme les tombeaux des rois, les bois sacrés, les sites historiques et archéologiques, etc. Toutes ces réalités doivent être protégées car elles sont menacées à la fois par la pression démographique, le manque de terres, la transformation du monde rural et la disparition progressive des interdits qui protégeaient ce patrimoine. Dans cette politique de conservation culturelle, il faut citer aussi l'organisation des archives nationales qui permettra la sauvegarde des documents d'Etat, rapports administratifs, ouvrages et autres écrits sur le Burundi.

L'Etat du Burundi s'est donné des programmes réalistes. Il se veut surtout aide et appui, car la culture est propriété populaire. La réussite de ses programmes vise en réalité trois objectifs fondamentaux, dont le premier, le plus urgent, mais aussi le moins spectaculaire, vise à sauver ce qui est menacé de disparition, c'est-à-dire une civilisation millénaire qui continuera à inspirer le Burundi moderne.

Le second est de rendre à la

culture populaire ses droits sur l'ensemble de la société burundaise, le droit de guider l'action de l'Etat, de régir les relations sociales, de prescrire à l'éducation des enfants. Le troisième objectif de notre politique culturelle est de favoriser le développement intégral tel qu'on l'entend aujourd'hui et d'assurer l'unité de la nation burundaise.

Cette volonté de défendre et de diffuser les valeurs fondées sur la foi en cette nécessité vitale pour le pays d'éliminer les épouvantables crises qui l'ont déchiré depuis plus de vingt ans. La culture n'est pas un vain mot, la politique de la culture n'est pas une façade ; elles sont, l'une une réalité, l'autre une nécessité existentielle.

Par ailleurs, il n'y a pas de danger de fermeture au Burundi, de repliement sur soi. Il n'est pas question de recréer une société disparue, celle de la période précoloniale. Il faut mettre au monde un Burundi moderne ouvert aux autres cultures.

La diversité des cultures est indispensable. Elle est pour le Burundi une donnée essentielle de sa politique. La coopération avec l'UNESCO est une voie privilégiée d'ouverture aux autres cultures. Cette action trouve aussi ses prolongements dans les échanges culturels bilatéraux.

### Communier dans une même civilisation

En cette deuxième année de la deuxième République qu'est-ce qui a déjà été réalisé sur le plan culturel ?

Malgré des moyens limités en hommes, en argent et en matériel, les programmes du ministère ont commencé à voir le jour. L'animation culturelle s'est traduite par la formation d'un ballet national qui combine des expressions culturelles des différentes régions du pays ainsi que la formation d'ensembles instrumentaux modernes. Ces ensembles artistiques vont jouer un rôle d'encadrement auprès des groupes spontanés dispersés à travers le pays. Pour favoriser l'expression artistique populaire, des concours de chansons ont été organisés en 1977, des groupes d'animation provinciale sont lancés et un important festival national doit se dérouler au mois de juillet 1978. Les troupes burundaises ont participé en décembre 1976 au Festival de Lagos et elles ont effectué en septembre 1977 une tournée en Libye et, plus récemment, au mois de janvier de cette année,

les danseurs « Intore » ont été invités en Tanzanie.

Mais le véritable succès réside dans la naissance de multiples groupes communaux et surtout scolaires qu'on voit depuis quelques mois au Burundi. Chaque école secondaire veut avoir ses tambourinaires, ses danseurs, ses acteurs, sa troupe théâtrale. Le plus grand succès est la « formation culturelle », l'animation culturelle, l'animation qui se fait dans le pays. On joue de la musique, on chante, on danse, on écrit la joie de vivre.

Besucoup moins visibles sont les résultats du travail de foumi qu'impose la sauvegarde du patrimoine, la recherche sur les traditions populaires et sur la langue. Dans ce domaine, le service des traditions orales créé au sein du ministère a déjà entamé les premiers travaux d'enquêtes dans le pays. Rappelons aussi que le Centre de civilisation burundaise (C.C.B.), qui s'occupe précisément de la protection du patrimoine culturel, a réalisé à Bujumbura l'exposition Musée vivant 1977, qui connut un succès réel. Le Centre

de civilisation burundaise vient de lancer aussi une revue, Culture et Société, qui reliera les travaux faits par le Centre de civilisation et qui sera un organe d'expression scientifique sur le Burundi. Il importe aussi de souligner que le gouvernement a créé un Fonds national d'encouragement à la recherche et à la culture, qui subventionne la recherche et la publication des travaux scientifiques réalisés sur le Burundi, que ce soit par des Burundais ou des étrangers. Autant de témoignages concrets de la volonté du nouveau régime de promouvoir la recherche dans les domaines scientifiques et culturels.

Mais le gouvernement sait aussi que le développement d'une politique culturelle passe par la mise sur pied d'infrastructures qui manquent cruellement au pays. C'est pour remédier à cette carence que le plan quinquennal (1978-1982) élaboré par le gouvernement du président Bagaza a programmé la construction d'un Palais des arts et de la culture ainsi que la construction des maisons de la culture dans certains chefs-lieux de province.

La réalisation de tous ces projets n'est possible que si nous disposons d'hommes formés et initiés aux techniques modernes de recherche et de production. Aussi l'avoir systématique dans des écoles et instituts spécialisés de candidats burundais constitue un autre axe de la politique de coopération du gouvernement. Nous voulons former des techniciens, des chercheurs, mais aussi des administrateurs compétents. Cette action est menée avec le concours précieux de l'UNESCO, qui nous a accordé des bourses de formation d'archivistes et documentalistes burundais.

Par-delà les contradictions et les divisions inhérentes à toute société, l'unité culturelle du Burundi c'est d'abord une langue, parlée par tous. Les Babuni et les Batutsi parlent la même langue. Certaines variations régionales expriment la richesse, en aucun cas des différences ethniques. L'unité culturelle du Burundi, c'est aussi le goût de communier dans une même civilisation, d'appartenir à une même communauté historique bâtie du plus profond des âges, restée vivante dans la tourmente coloniale, et qu'il faut défendre et revivifier sans cesse.

\* Ministre de la jeunesse, des sports et de la culture, auteur de l'ouvrage *Revue et notes de l'Afrique des Grands Lacs*, nouvelles éditions africaines, Dakar, 1978.

## RÉPUBLIQUE DU BURUNDI

# SUPOBU

### Société Régionale de Développement

## « USINES DE POISSONS DU BURUNDI »

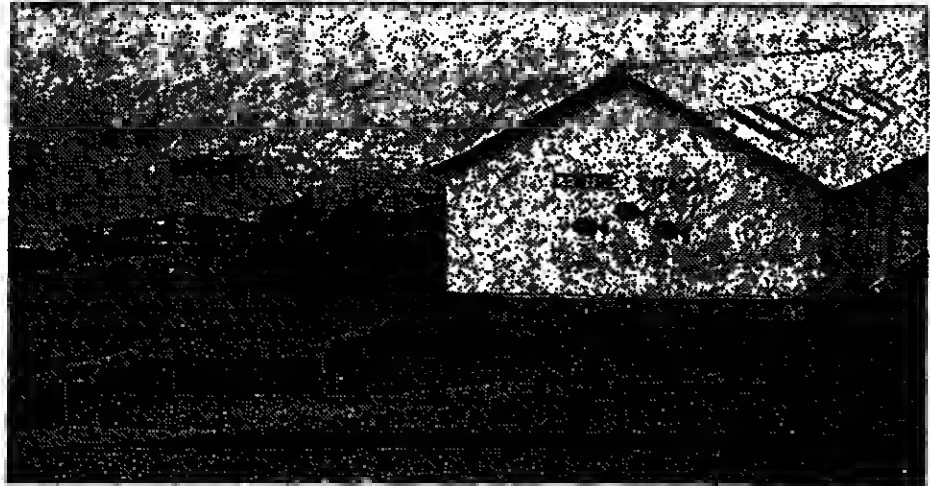
Institution para-étatique à vocation sociale, industrielle et commerciale créée par ordonnance ministérielle n° 710/127 du 2 octobre 1973.

La SUPOBU a mission de :

- Développer, moderniser, rationaliser la pêche et, par-là, augmenter les revenus des pêcheurs ;
- Créer des usines de poissons pour assurer aux pêcheurs un marché pour leurs prises et améliorer la présentation des produits ;
- Commercialiser les produits de la pêche et contribuer à l'équilibre de la nutrition des populations rurales.

Objectifs jusqu'à fin 1981 :

- Réalisation d'un important projet de développement de la pêche artisanale financé conjointement par l'Association Internationale de Développement (6 millions de dollars U.S.) et le Fonds d'Abu-Dhabi pour le Développement Economique Arabe (environ 1 million de dollars U.S.). Dans ce cadre, construction de trois usines de poissons et de stations de pêche, octroi de crédits aux pêcheurs pour des unités de pêche, formation des pêcheurs et fourniture de matériels de pêche, etc. Lors de votre séjour au BURUNDI, ne manquez pas de goûter à nos poissons ! Ils sont délicieux et uniques au monde !



Notre adresse :

SUPOBU  
B.P. 2320 - BUJUMBURA  
RÉPUBLIQUE DU BURUNDI

## Louis Rwagasore, figure de proue du nationalisme burundi

NE en 1932, assassiné le 13 octobre 1961 à la banlieue genevoise, où il s'était exilé, — Rwagasore s'entendait mal avec son père. Acquis aux idées républicaines, ami des leaders congolais Patrice Lumumba et tanzanien Julius Nyerere, ouvert aux idées socialistes, il eut, quelques années avant l'accession de son pays à l'indépendance, tenté de convaincre ses compatriotes des effets bénéfiques du système coopératif. Destiné à ne pas régner, à la fois à cause de ses convictions personnelles et du fait de sa situation de fils aîné (1), il créa l'Union pour le progrès national (UPADNA), aujourd'hui seul parti ayant une existence légale au Burundi.

Avec le Mwami Mwezi Gizebo (1882-1906), qui révolta à l'occupant allemand, premier colonisateur du royaume du Burundi, Louis Rwagasore est sans doute le plus populaire des Burundi. Comme Patrice Lumumba au Zaïre, le prince Rwagasore incarne, au Burundi, le combat contre le colonialisme européen, le combat pour l'indépendance, la solidarité avec les pays progressistes et non alignés du tiers-monde.

Pour les Burundi, ce sont les Belges qui sont les auteurs de l'assassinat de Rwagasore. Bien que l'auteur de ce crime politique — un commerçant grec dénommé Kageorgis — ait été arrêté, jugé puis tué après avoir été condamné à mort, on estime généralement à Bujumbura que Kageorgis ne lut que l'instrument du colonat et de l'administration belge. Furent mise en accusation à l'époque de cette mort tragique, plusieurs des leaders du Parti démocrate chrétien (P.D.C.), mouvement réputé libé et la Résidence générale belge.

Fils aîné du dernier souverain du Burundi — le Mwami Mwambutsa IV, décédé en 1977 dans

la banlieue genevoise, où il s'était exilé, — Rwagasore s'entendait mal avec son père. Acquis aux idées républicaines, ami des leaders congolais Patrice Lumumba et tanzanien Julius Nyerere, ouvert aux idées socialistes, il eut, quelques années avant l'accession de son pays à l'indépendance, tenté de convaincre ses compatriotes des effets bénéfiques du système coopératif. Destiné à ne pas régner, à la fois à cause de ses convictions personnelles et du fait de sa situation de fils aîné (1), il créa l'Union pour le progrès national (UPADNA), aujourd'hui seul parti ayant une existence légale au Burundi.

### Les dimensions d'un mythe

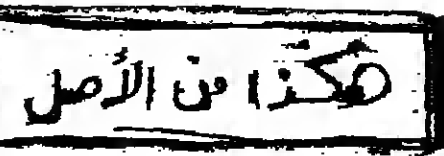
DES la naissance de l'UPADNA, Rwagasore fit habilement référence à la lutte des Abadesigana (en kirundi, « ceux qui avancent l'unité au combat »), formation politico-militaire de l'époque de Mwezi Gizebo, et donna, dans la langue nationale, ce nom d'Abadesigana au parti. En effet, les militants de l'UPADNA se voulaient les héritiers directs des guerriers de Mwezi Gizebo, artisans de l'unité nationale et défenseurs de la patrie contre l'envahisseur étranger (2). Les jeunes du parti unique sont aujourd'hui regroupés au sein d'un organisme dénommé Mouvement de la Jeunesse Rwagasore (M.J.R.).

Dans tous les lieux publics du Burundi, y compris dans les ministères, le portrait de Louis Rwagasore figure aux côtés de celui du président Jean-Baptiste Bagaza, comme il figurait aux côtés de celui de son prédécesseur, le président Michel Micombero. Patriote, nationaliste, champion d'une indépendance immédiate obtenue sans aucun compromis, lié dans des circonstances qui ajoutent à son aura personnelle, Louis Rwagasore a pris les dimensions d'un mythe.

Sur les flancs de la colline de Vuguzo, qui domine Bujumbura, se dresse un mausolée de béton élevé à la mémoire de Louis Rwagasore. Une immense croix de bronze, le portrait du prince sur un bas-relief, un portique à trois arches, composent l'essentiel de ce mémorial sur lequel figurent les trois mots : unité, amajambere (progrès). Cet endroit isolé est un lieu de pèlerinage où viennent régulièrement se recueillir les Burundi. Car, depuis octobre 1967, ce sont tous ses compatriotes, quelle que soit leur appartenance ethnique, et quelle que soit leur origine sociale, qui se considèrent comme orphelins.

Ph. D.

(1) La tradition fait état du trône de son père le Mwami Mwezi Gizebo.  
(2) Voir notamment Côme MLEZU, Louis Rwagasore et ses Abadesigana, dans supplément Jeune Afrique n° 877 du 28 octobre 1977.







# Le kirundi a vocation de langue d'enseignement

Par THOMAS KAMANZI

LES langues officielles du Burundi sont le kirundi et le français. Le swahili parlé dans les centres urbains à prédominance arabe ou arabisée, n'est qu'un sabir qui s'écarte du véritable swahili de la côte de l'océan Indien, pur et littéraire.

Le kirundi est une langue bantoue qui appartient à l'ensemble culturel de la zone des grands lacs, est à considérer plutôt comme un dialecte d'une langue non unifiée qui englobe les langues du Rwanda et du Buha en Tanzanie. Il se situe donc dans le groupe des savanes, ou plus exactement dans le sous-groupe qui comporte, entre autres zones, celle dite interlacustre, regroupant les langues qui se parlent à l'est du Zaïre (vira, fuluru, shi, havu, etc.) et en Tanzanie (haya, ziba, jinja, etc.). D'une manière générale, ces langues se caractérisent par leur grande complexité et leur régularité grammaticales ainsi que par la variabilité de leur vocabulaire, et le kirundi est à ce sujet très représentatif.

A titre d'exemple, le kirundi comporte cinq voyelles qui, si l'on tient compte de l'opposition phonologique basée sur le degré de la quantité vocale, en constitue en réalité dix (a, aa; o, ee, etc.) et trente si l'on tient compte de celle basée sur le degré de la tonalité ou hauteur musicale des voyelles (a, aa; à, â, é, ê, etc.).

Malheureusement, le kirundi ayant été transcrit pour la première fois à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle par des missionnaires qui ignoraient la phonologie parce qu'elle n'était pas connue à cette époque, l'orthographe actuelle du kirundi accuse deux lacunes majeures en ne notant pas ces deux degrés. Malgré cette omission, en soi involontaire mais grave, ces mêmes missionnaires ont tout de même réussi à transcrire convenablement le kirundi, à quelques détails près, en employant l'alphabet latin.

En matière de grammaire, au contraire, l'échec était presque total. En effet, au lieu de se rendre compte que non seulement le système grammatical du kirundi diffère beaucoup du français, mais aussi qu'il était plus complexe, ces mêmes missionnaires se sont contentés de tentatives de description de la grammaire sur la base de la tradition européenne; autrement dit, la grammaire du kirundi n'était qu'un simple calque de la grammaire française. A partir de 1959, de nouvelles bases scientifiques furent heureusement jetées par A.E. Meeussen, qui a abordé le système grammatical du kirundi à la lumière des techniques de la linguistique moderne. Depuis lors, la recherche linguistique sur le kirundi se développe lentement et favorablement.

## Une précieuse unité linguistique

LA littérature orale traditionnelle du kirundi est constituée par de nombreux genres, aussi bien en prose qu'en poésie. Les deux principaux sont le guerrier et le pastoral. Si en général les sujets qu'ils traitent reflètent d'une manière assez monotone un passé révolu, et si leur vocabulaire contient encore certains archaïsmes, leur style cependant est caractérisé par un rythme libre et presque musical qui consiste en une répétition systématique de sons ou de groupes de sons, de mots ou de formules (assonances), etc. C'est cela qui, avec un vocabulaire spécialisé, confère à cette littérature orale ce cachet particulier qui en fait une vraie « poésie ».

Malheureusement, ses vrais détenteurs s'ont aujourd'hui menacés de disparition à cause de leur âge avancé, et la jeunesse contemporaine ne semble pas manifester beaucoup d'intérêt pour ce vaste patrimoine culturel qui est sans aucun doute l'une des vraies richesses du pays. Aussi serait-il souhaitable que le gouvernement du Burundi s'emploie au plus vite à le sauver par voie d'enregistrements magnétiques et par l'organisation de concours littéraires tant à l'école qu'en milieu rural.

L'unité linguistique du Burundi est incontestable. En effet, l'être linguistique du kirundi couvre entièrement le territoire national et le kirundi est ainsi parlé par tous les Burundis. Certes, quelques régionalismes existent sur le plan lexical et phonétique, mais ils ne sont pas de nature à gêner l'intercompréhension entre Burundis. Cette situation privilégiée, avec deux ou trois autres exemples, constitue un fait exceptionnel en Afrique noire. Voilà pourquoi aujourd'hui le kirundi peut prétendre à sa vocation de langue nationale d'enseignement.

Le ministère de l'éducation nationale et de la culture a décidé, en 1973, de mettre en route une réforme générale du système éducatif avec un double objectif : « kirundisation » et ruralisation. Par « kirundisation », il faut entendre la rénovation de l'enseignement primaire et, consécutivement, la formation d'un nouveau type d'instituteurs (instituteurs-animateurs) et, par ruralisation, la réalisation d'une école primaire de type communautaire au service des collectivités locales en milieu rural.

Le « kirundisation » est devenue aujourd'hui une réalité dans l'enseignement primaire. En effet, toutes les matières sont enseignées uniquement en kirundi depuis la première jusqu'à la troisième année et le français n'intervient que comme matière enseignée à partir de la troisième jusqu'à la sixième année.



Le Burundi compte plus de 75% de catholiques romains parmi lesquels une minorité d'orthodoxes grecs. La plupart retournent pour offices dominicaux à la cathédrale de la Dormition de la Vierge à Bujumbura.

## « Un pays où le Saint Esprit souffle en tempête »

LE Burundi est sans doute le plus christianisé des Etats d'Afrique noire. En effet, il compte plus de 75 % de chrétiens (1), parmi lesquels une écrasante majorité de catholiques romains. Encouragés par le rythme spectaculaire des conversions, notamment au cours de la décennie 1940-1950, certains missionnaires envisagèrent un moment la constitution d'un royaume chrétien au cœur du continent noir. Ce projet n'était d'ailleurs en réalité que la reprise du rêve caressé par le cardinal

Lavigerie (2), fondateur des Pères blancs, promoteurs de la lutte contre la traite des esclaves et évangéliste de l'Afrique. Depuis plus d'un demi-siècle, il est contraint de quitter le Burundi de ce pays où le Saint Esprit souffle en tempête.

Bien que se dessine, depuis quelques années déjà, un regain d'intérêt pour la religion traditionnelle — fondée sur l'adoration d'un dieu unique, Imana — le Burundi échappe au courant général de déchristianisation que l'on constate un peu partout à travers le monde. Seule une partie des élites nationales, souvent formées dans les universités européennes, sont tentées par l'agnosticisme. Ce courant est en partie lié à une interprétation du rôle du christianisme, agent direct de la colonisation.

## Michel Kayoya chante des valeurs traditionnelles et de l'engagement dans le monde moderne

Le public familiarisé avec la littérature négro-africaine d'expression française connaît peu les premiers auteurs modernes du Burundi, du Rwanda et du Zaïre. C'est que, comme l'écrit justement Makela Kadime Nzuj, «... Si, dans les colonies françaises, les œuvres d'un Senghor, d'un Damas, d'un Césaire ou d'un Rabenananjara ont été de bonne heure l'expression de la conscience du peuple noir engagé dans la lutte pour sa libération, il n'en fut pas de même dans l'Afrique belge... (1) ».

Antoine Bolamba, Severio Nzigizid et Michel Kayoya participent pleinement du contact des cultures, mais, en même temps qu'ils font part de leur désarroi, ils recherchent un humanisme qui les réconcilie avec l'Occident. Chez Kayoya, cette philosophie de rapprochement trouve son fondement dans son engagement chrétien; né en 1934 à Kibumbu, au cœur du Burundi, il fit ses études au séminaire de Mugeru et à la faculté catholique de Lille, puis fut ordonné prêtre en 1963. Ses œuvres principales sont deux essais: Sur les traces de mon père (1968) et Entre deux mondes (1970) (2) dont les titres à eux seuls expriment les préoccupations essentielles de l'auteur.

Le passage de la civilisation traditionnelle à une culture chrétienne ouverte sur le monde moderne est pour Kayoya possible, puisque toutes les croyances et les valeurs burundaises traditionnelles sont déjà des pierres d'attente du christianisme. La divinité Imana est l'équation de Yahvé, et les Burundi pratiquent l'Ubuntu (à la fois humanisme, sagesse et bonté), l'Ubutasoni (honnêteté et noblesse), l'Ubutungane (recherche de la justice) et l'Ubutuyoyi (dignité de père et de mère qui inspire la conduite envers le prochain). C'est ce dernier concept qui suggère à Kayoya un tableau émouvant de sa mère où le pensée procède par touches comme le ferait un peintre impressionniste, mais en faisant usage de vers libres non rimés qui rappellent le verset claudélien: « Elle avait appris de sa mère, sa grand-mère, que la vie est un don... »

Un don que l'on reçoit  
Un don qu'il faut entretenir  
Un don qu'il faut communiquer  
Elle modifiait les circonstances de sa vie  
Ce n'était pas pour elle une passion  
Les courbes de son corps ne saisaient pas quelle expérience que la vie n'est pas une course  
Une course à la richesse  
Elle ne travaillait pas pour s'enrichir  
Elle travaillait pour vivre  
Vivre pour elle, c'était marcher avec son père  
Marcher de l'avant avec ses enfants et ses voisins  
Elle voulait rendre pieux le nom de la vie dont elle se savait responsable entre les anciens et les nouveaux... »

La connaissance des valeurs de sa civilisation n'empêche pas Kayoya de se sentir « ballotté par des sentiments de vengeance en face des lacunes de sa situation... ». Aussi consent-il, comme le faisait Montaigne, à «... froter et limer sa cervelle contre celle d'autrui... ».

«... Toute rencontre de cultures constitue un traitement  
Le traitement usé  
L'usage est douloureux  
Le traitement poit  
La poitrine embellit  
La culture de mon père a été froissée à la culture occidentale  
La culture occidentale est véhiculée par des Blancs  
Les Blancs se connaissent et s'ignorent  
Ils sont petits et grands  
Ils sont nobles et tords  
J'ai perçu cela, leur force et leur faiblesse  
Leur petitesse et leur grandeur vraie  
Quand j'ai regardé en eux l'homme  
Des hommes fins nous ont abordés  
Des hommes grands et petits sont arrivés chez moi  
Alors qu'ils étaient petits  
Ils se croyaient grands... »

Malgré l'idée de la rencontre des civilisations n'est pas seulement présentée au niveau des thèmes; elle est perceptible dans le style lui-même car l'auteur entrecroise le son de la liturgie religieuse qu'il a pratiquée au séminaire avec le mélodisme des joueurs de harpe Inango. Claudel y aurait senti «... cette longue houle qui, même dans les poèmes, tend enfin à déferler et à se changer en vol d'oiseaux... » (lettre à H. Clouard, 1913).

(1) Approche de la littérature française au Zaïre in « Afrique contemporaine », n° 51, mai-juin 1977, p. 13-18  
(2) Parus aux Presses Lavigerie de Bujumbura.

Tout le hiérarchie catholique du pays est d'origine burundaise — les cinq évêques et l'administrateur apostolique. Le grand séminaire de Bujumbura compte actuellement plus de soixante-dix élèves, et cent cinquante prêtres sont de nationaux. Cependant, l'appel au clergé missionnaire reste indispensable, compte tenu du pourcentage très élevé des chrétiens. C'est ainsi que, en 1977, on comptait encore cent cinquante Pères blancs (3) répartis à travers le Burundi auxquels s'ajoutaient environ soixante-dix autres prêtres étrangers. Ces derniers, en application de l'encyclique « Fidelis Domus » de Paul VI, sont envoyés en mission temporaire par leur diocèse. La majorité d'entre eux sont espagnols et italiens.

La fidélité des Burundi catholiques à la pratique religieuse a nécessité l'ouverture de plusieurs centaines de « succursales », destinées à compléter les Eglises. Dans ces lieux de culte, se sont de simples catéchistes qui donnent lecture des offices religieux et distribuent la communion à partir de ce que l'on appelle la réserve eucharistique. D'autre part, pour décentraliser les communautés chrétiennes, les évêques du Burundi ont décidé en janvier 1976, une « mise en synode ». Grâce à cette dernière, devrait être réalisée, en trois années, espère-t-on, une quadruple décentralisation en paroisses, successives, grandes collines et petites collines (4).

Puis de la moitié des chrétiens suivent des retraites, participent à des activités caritatives, à des catéchèses, sont inscrits dans des cercles d'études bibliques. Si l'on ajoute à cela le fait que le clergé contrôle 60 % des écoles primaires et 70 % des écoles secondaires, on mesure aisément l'étendue considérable de la tâche des prêtres, assistés par un laïc encore trop peu nombreux. D'autant plus que chaque paroisse compte, outre l'école, un dispensaire, un foyer social, un centre d'éducation de base et souvent une coopérative.

Ph. D.  
(1) 87 % selon certaines statistiques.  
(2) Archevêque d'Alger et de Carthage, administrateur du diocèse de Constantine, primat d'Afrique, le cardinal Lavigerie (1821-1892) était délégué apostolique pour le Sahara et le Soudan.  
(3) En 1970, il y avait encore plus de deux cents Pères blancs au Burundi.  
(4) Au Burundi, où l'habitat est dispersé à l'extrême, l'unité n'est pas le village mais la colline.

(Publicité)

**AERHOTEL SOURCE DU NIL**  
MILAN - BUREAU - BURUNDI - AVENUE DU STADE - P.B. 2072  
TEL. 3332 - TELE. AERIAL Bujumbura - TELE. 20 - AERIAL BURUNDI

**1<sup>re</sup> CLASSE INTERNATIONALE**  
**150 CHAMBRES, 10 SUITES**

Complètement climatisé, radio, téléphone dans toutes les chambres  
Restaurant « La Trattoria », Bar, Piscine, Night Club, Snack bar, Cinéma  
Centre de Congrès, Salles de 10 à 300 personnes, Traduction simultanée

Prix spéciaux pour groupes. Cartes de crédit acceptées.  
Commissions aux agences payées immédiatement.

AERHOTEL SOURCE DU NIL Bujumbura - AERHOTEL FERRARILANO MILANO - AERHOTEL BAGLIONI FIRENZE  
AERHOTEL EXSOTTI MILANO - AERHOTEL SERRAVALLO VENEZIA

PROCHAINES OUVERTURES - NEXT OPENING  
AERHOTEL TRE FONTANE ROMA - AERHOTEL DAKAR DAKAR - AERHOTEL DE L'ESPADON GOREE - AERHOTEL SERRAVALLO ABIDJAN  
R.C. N° 19455







(PUBLICITÉ)

tés pour essayer de trouver une solution adéquate.

Il nous faudra procéder à la réforme de la conception de la prison. Celle-ci ne doit pas être un centre d'humiliation et de répression mécanique. Elle doit être un centre de production, de rééducation car l'ancien régime a fait de la prison une école de la délinquance.

Par ailleurs, le problème du banditisme et de la criminalité devra trouver une solution par la voie de la répres-

sion ferme et méthodique et de l'organisation de la préventive criminelle.

En conformité avec nos options fondamentales et notre détermination d'assainir la gestion financière de l'Etat, et de mettre de l'ordre dans le domaine économique, le ministère public et les autres organes compétents sont invités à être particulièrement vigilants et fermes dans la poursuite et la répression des détournements et des infrac-

tions à la réglementation économique et financière.

Et, enfin, les autorités du ministère de la Justice devront inspirer le plus rapidement possible une révision et une adaptation des législations désuètes, celles qui ne cadrent plus avec les réalités du pays. De même, elles pourront procéder à l'introduction de nouveaux textes pour compléter ceux qui existent ou pallier leurs lacunes.

ustice

## L'enseignement



L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE EST CONSIDERE COMME UN ELEMENT ESSENTIEL POUR DONNER A TOUS LES ENFANTS LA MEME FORMATION DE BASE.

**L**E système de l'enseignement actuel est conçu de telle manière que n'est censé avoir une formation complète que celui qui termine ses études universitaires.

Ceux qui quittent l'école pendant l'enseignement primaire ne peuvent servir pratiquement à rien. Ils sont, d'une part, déjà déracinés de leur milieu rural, d'autre part, ils sont trop jeunes et ne possèdent aucune qualification pour être intégrés ailleurs.

Ceux qui abandonnent au cours de l'enseignement secondaire ne sont pas plus heureux. Eux non plus n'ont pas de qualification pratique. Ils sont obligés de s'intégrer tant bien que mal dans l'administration, pour y occuper des postes sans responsabilités, alors qu'ils viennent de passer entre dix et quinze ans sur les bancs de l'école.

Les privilégiés qui entreprennent leurs études supérieures ne sont pas toujours bien orientés, car une planification claire en matière d'enseignement est inexis-

tante.

Des réformes sont donc urgentes. Au niveau primaire, afin que les jeunes ne soient pas coupés de leur milieu, il sera nécessaire d'assurer une formation polyvalente, touchant tous les aspects de la vie courante de la population. Pour réhabiliter le travail manuel, un enseignement agricole approprié sera dispensé.

Au niveau de l'enseignement secondaire, nous favoriserons la formation technique et professionnelle. L'orientation de l'étudiant vers les domaines prioritaires de la vie réelle du pays devra être assurée à ce niveau.

La formation au niveau supérieur devra servir directement au développement du pays.

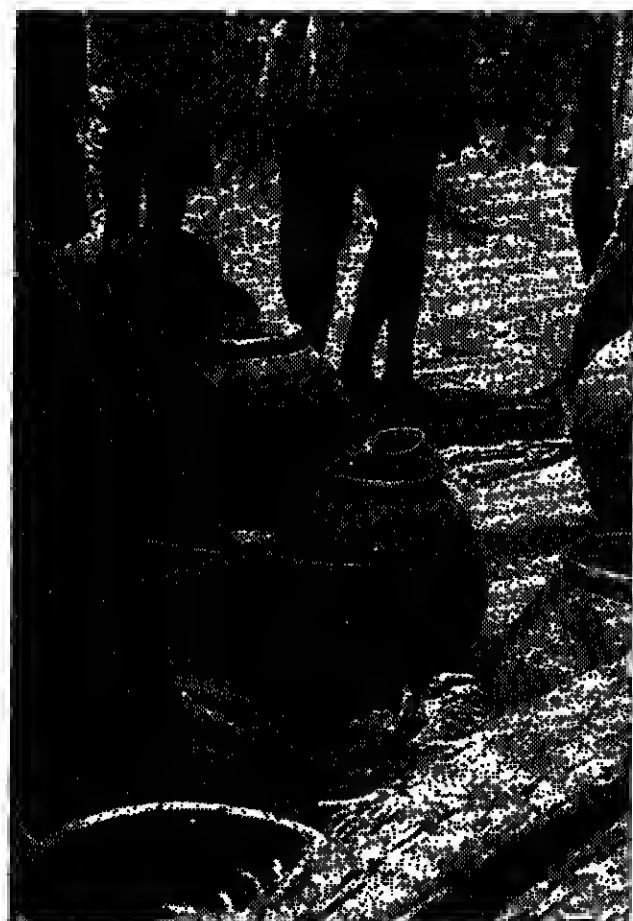
Quel que soit le niveau considéré, il faut veiller à inculquer à nos jeunes un esprit de travail et un sens civique poussés. La conception du travail manuel comme étant une corvée doit être bannie. Une planification claire et sérieuse sera mise sur pied dans le secteur de l'enseignement.

## La culture nationale

**L**A réhabilitation et la revalorisation de la culture ancestrale seront une des préoccupations du nouveau régime.

Des recherches seront encouragées pour sauvegarder les énormes richesses de notre langue qui, depuis des siècles, a été un élément puissant de cohésion entre tous les Burundi et a fait de notre pays une des premières nations d'Afrique Noire.

Nous encourageons toutes sortes de manifestations culturelles ainsi que la formation de groupes productifs au niveau de l'artisanat.



POTIER EN TRAIN DE DECORER UNE JARRE SUR UN MARCHÉ RURAL.





HISTOIRE

# Les premiers voyageurs européens et l'exploration du lac Tanganyika

Par PIERRE VERIN

On a coutume de faire remonter la découverte du Burundi à la première installation missionnaire à Rumonge (1881) ou à l'expédition d'Osler Baumann dans l'intérieur du pays, en 1882.

C'est oublier un peu trop vite les explorations des rives du lac Tanganyika par Burton et Speke, en 1858, et par Stanley et Livingstone, en 1871, qui rencontrèrent les premiers Burundi sur leur sol.

Ces explorateurs sont venus par Zanzibar et Ujiji en Tanzanie. Ils sont commissionnés pour résoudre les énigmes des systèmes hydrographiques de l'Afrique orientale et plus particulièrement le problème des sources du Nil et du Congo. Les traitants arabes ne tiennent pas alors à leur fournir des renseignements très précis. Burton et Speke entendent dire que la rivière Rusizi se jette dans le Tanganyika, mais c'est Livingstone et Stanley qui pourront de leurs yeux constater qu'elle ne peut être un affluent du Tanganyika vers le Nil.

L'aspect riant du lac Tanganyika se révéla les premiers explorateurs. Burton, parvenu sur le haut de l'escarpement qui domine la vaste mer intérieure, se laisse prendre par la féerie du paysage : « Rien de plus saisissant que ce premier aspect du Tanganyika, mollement couché au sein des montagnes et se chauffant au soleil des tropiques. A ses pieds, des gorges sauvages, où le sentier rampe et se déroule avec peine ; au bas des précipices, une étroite ceinture d'un vert émeraude, dans sa sérénité et sa fraîcheur, se reflète dans le sable aux reflets d'or, orné de roseaux, que décorent les vagues. » Par-delà cette ligne verdoyante, le lac s'étend dans un espace de 30 à 35 milles, ses eaux bleues que le vent d'est argente de petites croissantes d'écume. A l'horizon, une haute muraille d'un gris d'acier, coiffée

de vapeurs légères, détache ses crêtes déchiquetées sur un ciel profond et laisse voir, entre ses déchirures, marquées d'une teinte plus sombre, des collines arrondies qui paraissent plonger dans la mer » (1).

C'est ce littoral peuplé que Livingstone et Stanley vont observer en remontant vers le nord. Stanley note depuis son canot : « Je n'avais rien vu de pareil depuis que j'étais en Afrique, rien de semblable à ces hautes montagnes enfilées dans des bosquets de palmiers, de bananiers, de Nouriers du Bengale et de mimosa ; bosquets entourés de jardins et de petites pièces de terre dont les épis luxuriants regardaient l'eau transparente où se reflétaient les cimes qui leur servaient d'abri contre la tempête. »

Enfin, les pêcheurs qui habitent ces parages trouvent leur situation bonne. Le poisson abonde ; les pentes rapides, cultivées par les femmes, produisent du sorgho et du maïs en quantité ; les jardins sont remplis de manioc, d'arachides, de patates ; les éléphants procurent l'huile et le braconnage ; les bœufs, les moutons, les chèvres, les chiens, et dans les rivières sont de grands arbres dont on fait les pirogues » (2).

Lorsque, depuis Ujiji, les explorateurs gagnent le pays d'Ujira — dans l'actuel Zaïre — à l'extérieur nord du lac, ils constatent que la frontière du Burundi commence, à peu près comme aujourd'hui, aux abords de la rivière Mushiha, près de laquelle se trouve Mufanya (actuellement Nyanza-Lac), « le seul port ouvert aux étrangers à l'heure actuelle ». Ils constatent un troupe de perles, des bracelets et des cotonnades contre des vivres, du bétail, de l'huile de palme, des pagelles, des vêtements d'étoffe, du baïonnettes du Burundi et du sel de l'Ujira.

Alors que Burton et Speke avaient dû, depuis Mufanya, gagner la rive occidentale du

Zaïre par l'actuelle presqu'île de Bururi, Livingstone et Stanley remontent plus au nord la côte burundaise par Rumonge (Bikari) et Magara, jusqu'à celle du lugenda. Un riche, jugé commémoratif de leur passage, se dresse là.

Au-delà de Mugere commence le pays d'Usige (région de Burumbura actuel et portion occidentale du Burundi). En 1871, une situation confuse de guerre y prévalait. Le frère d'un des rois belligérants, Ruhinga, établi près de la Ruzizi, précisa à Livingstone que la guerre qui est sous les yeux vient du lac Kivu (Kivu) et du Rwanda. Il cite même quatorze affluents. Ce chef ajoute que, en profondeur, le Burundi s'étend sur dix journées de marche vers le nord et plus d'un mois de marche dans la direction du nord-ouest, remarquant que c'est cette route d'un mois conduit à Mtwara, résidence de Mwezi, chef suprême de tout l'Ujira.

Burton mentionne lui aussi la résidence du Mowami Mwezi, dont le règne fut d'une grande longévité. Mwezi protège alors des gens du Buta voisin, dont le pays a été dévasté par des brigands.

La réputation guerrière des Burundi pour la défense de leur sol national se manifestera jusqu'à l'aube du siècle, et pas seulement en monnaie. Burton apprit de ses guides que, même dans l'Ujira, où il y a peu de guerres, les Burundi ont des rivières du lac qui habitent chassèrent, dit-on, les premiers Arabes qui voulurent explorer le pays et les poursuivirent avec une féroce détermination.

(1) Burton : Voyage aux grands lacs de l'Afrique orientale, trad. Loret.

(2) Henry Stanley : Comme est l'af. retrouvée Livingstone, Paris, 1884, trad. Loret.

# Mohamed ben Khalfan et la résistance à l'envahisseur européen

PASSIONNANT destin que celui de ce Mohamed ben Khalfan, condottiere arabe, esclave dans la plus pure tradition de ses frères de race de Zanzibar, que ses activités sur les rives du lac Tanganyika placent sur la route des marchands, qui, au siècle dernier, louaient leurs services à Léopold II. Rumezizi — c'était son surnom africain, — attiré dans le sud-ouest de l'actuelle Tanzanie et dans l'ouest de l'actuel Burundi par les ressources locales et le rôle de soldat de fortune qui, en outre, par quelque aventureur blanc, taillaient une propriété personnelle au roi des Belges en Afrique centrale. A maintes reprises, ceux qui allaient constituer la future Force publique de l'Etat indépendant du Congo, puis du Congo belge, eurent à affronter les wangwana de Rumezizi, bien pourvu d'armes mo-

dermes grâce au zèle de quelques commerçants britanniques.

Au-delà d'une thèse trop peu connue sur l'Islam et les royaumes interlocaux de l'Afrique de l'Est au XIX<sup>e</sup> siècle, Jacques Marissal, chargé d'enseignement à l'université de Burundi, a récemment tracé un excellent portrait (1) d'un homme que les auteurs coloniaux belges ont surtout présenté comme un trafiquant d'esclaves. Rumezizi travailla pendant de longues années pour Tippu Tip, commerçant actif, esprit cultivé, auteur d'une autobiographie qui fait aujourd'hui les délices des historiens, et en outre, dont la zone d'influence couvrait toute la partie orientale de l'actuel Zaïre. Les deux hommes collaborèrent plus ou moins étroitement avec le sultan Seyyid Bargash, dont ils consolidèrent la domination dans une partie de la côte congolaise, en même temps qu'ils travaillèrent pour leur propre compte.

Après avoir vainement tenté de soutenir Mkwawa, chef des Bahéhe, en révoquant l'administration coloniale allemande, l'ancien esclave, qui avait enseigné aux Africains la guerre de position et leur avait appris à bâtir des fortifications de pierre, s'enfuit à Zanzibar en 1893. Il y vécut, semble-t-il, en solitaire, partageant son temps entre les affaires, la politique et la religion, mais nul ne peut dire avec précision comment il mourut, vraisemblablement à la veille de la première guerre mondiale.

Bien qu'ayant un moment étroitement associé le développement de ses activités commerciales à l'expansion de l'Islam, bien qu'ayant pris ainsi une part active à l'extension de la traite arabe, Rumezizi occupe une place non négligeable dans la panoplie nationale africaine. En effet, ayant compris le danger que l'intrusion des puissances européennes faisait peser sur tout ce qui constituait sa raison de vivre, il prit la tête de la résistance armée contre les envahisseurs.

Ph. D.

(1) Mohamed ben Khalfan, dit Rumezizi, ou la fin de la puissance arabe sur le Tanganyika, sont deux tomes de la série Les Africains, édités par Jeanne Arrighi, 51, avenue des Ternes à Paris, sous la direction de Charles-André Julien.

## Face aux colonisateurs belges et allemands

COMPOSANT habilement avec des rivalités entre les divers impérialismes européens, se posant en protecteur des RR, PP, blancs, certains musulmans parcellaires, se présentant l'un des pasteurs de la London Missionary Society, il fallut, grâce à l'intervention de ce dernier, être nommé gouverneur de la région du lac Tanganyika par le consul britannique à Zanzibar.

Cependant, l'obstination des dirigeants de l'Etat indépendant du Congo et l'efficacité des obus des canons fabriqués par Krupp eurent raison de Mohamed ben Khalfan, qui, au début de 1893, avait bâti le pavillon

d'un important négocia. Jouant des rivalités entre les divers impérialismes européens, se posant en protecteur des RR, PP, blancs, certains musulmans parcellaires, se présentant l'un des pasteurs de la London Missionary Society, il fallut, grâce à l'intervention de ce dernier, être nommé gouverneur de la région du lac Tanganyika par le consul britannique à Zanzibar.

Cependant, l'obstination des dirigeants de l'Etat indépendant du Congo et l'efficacité des obus des canons fabriqués par Krupp eurent raison de Mohamed ben Khalfan, qui, au début de 1893, avait bâti le pavillon

# Seize ans d'indépendance

(Suite de la page 21.)

Une mutinerie éclata alors les 18-19 octobre qui conduisit le Mwami à se réfugier au Congo voisin. Quelques jours après, il revint en force alors que le capitaine Micoimbero a déjà redressé la situation. Toutefois, dans la province de Muramvya, plusieurs centaines de Tutsi ont été massacrés, ce qui sert de prétexte à des milliers d'arrestations arbitraires, à l'exécution de quatre-vingt personnes, et à l'assassinat de plusieurs centaines d'autres Hutu. Octobre 1968 marque un tournant dramatique pour la communauté hutu, qui se voit couper toute possibilité d'accéder au pouvoir. Ces exactions provoquent une intense émotion en Europe, notamment dans les milieux sensibilisés par la présence d'étudiants du Burundi.

Le Mwami ayant rétabli son autorité dans ces sanglantes conditions regagna alors la Suisse, où il resta jusqu'à sa mort. C'est alors que le prince Charles Ndirywe, ayant achevé ses études en Europe, arrive à la fin de février 1968 à Bujumbura. Il est chaleureusement accueilli. Considéré comme l'héritier spirituel du prince Rwagasore, son frère, le prince Charles semble incarner une espérance de renouveau tout en sauvegardant la tradition.

Le 8 juillet, le prince Charles suspend la Constitution et dépose son père. Il charge le capitaine Michel Micoimbero de former le nouveau gouvernement. Celui-ci, le 13 juillet, comprend un nombre égal de Tutsi et de Hutu.

Les jeunes Burundais résidant en Europe décident alors d'organiser, du 24 au 28 juillet, à Bruxelles, un congrès de toutes les sections européennes de l'Union nationale des étudiants burundi (UNEB) qui présente un certain nombre de propositions constructives.

Le 3 septembre 1968, le prince Charles est intronisé sous le nom de Ntare V. Mais le jeune roi envisage de reprendre — comme l'avait fait son père — le contrôle de certains ministères-clés (justice, armée, gendarmerie, immigration et sécurité) en les transformant en secrétariats d'Etat rattachés au palais. Cette manœuvre échoue du

fait que l'armée et la gendarmerie prennent massivement le parti de Micoimbero.

Si bien que le 5 novembre, lorsque Ntare V, profitant de ce que Micoimbero est au «sommet» de l'O.U.A. d'Addis-Abeba, disout le gouvernement et va faire une proclamation à Kaduha, Bujumbura, les militaires lui

interdisent l'accès du bâtiment.

Les jours de la monarchie sont comptés. Micoimbero profite de l'absence de Ntare V, invité aux fêtes marquant le premier anniversaire du coup d'Etat du général Mubutu à Kinshasa, pour proclamer la République, le 28 novembre 1968.

Le président Micoimbero ne se sentant plus en sécurité à Bujumbura, quitte l'habitat de son père à Gitega, en direction d'un régime d'Etat.

L'homme d'Etat est-il conscient de ce que l'histoire a écrit de sa vie ? Il ne semble pas. S'il fait appel, en juillet 1972, à Albino

et devient ministre de l'Intérieur.

Dans le domaine extérieur, la conférence de Goma, du 18 au 20 mars 1967 (Congo, Rwanda, Burundi), renforce les relations entre les trois Etats issus de l'Ancienne Afrique belge. La visite du ministre français de la coopération, M. Yvon Bourque (1968), et celle du roi Baudouin (1970) témoignent des tendances pro-occidentales du Burundi.

Hutu, vainqueur aux élections de 1968, ont été éliminés de la plupart des postes de responsabilité. Ce qui explique leur part prépondérante dans la tentative de coup d'Etat du 17 au 18 septembre 1968. Des centaines d'arrestations, vingt-trois condamnations à mort, montrent l'ampleur d'une répression à la mesure de la peur éprouvée.

Cependant, une nouvelle génération d'étudiants formés à Bujumbura, Bruxelles et Paris donne une dimension nouvelle au problème. Un congrès d'étudiants appartenant à la Jeunesse rwagasore, tenu à Bujumbura en juillet 1971, dénonce la nouvelle féodalité politico-militaire, la corruption, le tribalisme.

Ce congrès se tient au moment même où le président Micoimbero décide une purge dans l'armée pour éliminer les Tutsi qui s'approprient pas au clan des Abanyaruguru. Armes, tortures, certains sont condamnés à mort (plusieurs furent néanmoins sauvés sur intervention personnelle du général Mubutu).

Le général Micoimbero peut difficilement opposer à l'envahissement de la violence. Le 10 novembre, le lieutenant-colonel Edouard Nsimambana est nommé premier ministre et, le 13 novembre, le gouvernement est formé (quatorze ministres et trois secrétaires d'Etat).

Le 20 novembre, le colonel Bagaza dénonce les obstacles fondamentaux du nouveau régime issu « de la volonté de tout un

Dans la nuit du 29 au 30 avril, une insurrection se déclenche dans le sud du Burundi. Ces bandes armées de Hutu et d'anciens Simba, venus de la Tanzanie voisine, ont créé les Tutsi des provinces méridionales.

Une semaine plus tard, avec l'appui des forces malgaches et des armées tanzaniennes, la rébellion est matée. Il y a eu effectivement beaucoup de morts, mais dans laquelle Micoimbero devait prendre place pour se rendre à une réception tenue dans une enceinte, et que ses occupants furent tués.

C'est alors que se déclenche l'un des plus atroces génocides de l'histoire de l'Afrique ait connus. On estime à quelque cent mille victimes le nombre de ces Hutu appartenant à la jeune élite de la nation qui sont massacrés sans procès. Cette répression dure deux mois. Les crimes de façon tragique le font entre les ethnies.

Le président Micoimbero ne se sentant plus en sécurité à Bujumbura, quitte l'habitat de son père à Gitega, en direction d'un régime d'Etat.

L'homme d'Etat est-il conscient de ce que l'histoire a écrit de sa vie ? Il ne semble pas. S'il fait appel, en juillet 1972, à Albino

Nyaroya, homme d'expérience soucieux d'apaisement, il ne modifie pas sensiblement son comportement. Il y est d'ailleurs encouragé par des ataques de réfugiés hutu venus de Tanzanie en mars 1973 et du Rwanda en mai suivant.

Les remaniements de 1974 amènent au gouvernement des changements dans le nouveau programme de développement national.

En même temps, les membres du bureau du parti unique, l'UPRONA, étaient déchargés de leurs fonctions. La lutte contre la corruption était écartée de l'agenda. Dès juin 1977, interdiction était faite aux Burundais de posséder des biens à l'étranger.

Le mouvement de retour des Hutu, réfugiés à l'étranger après les tragiques événements de 1972, était encouragé.

Du 21 au 24 février 1978 s'est tenue une « table ronde » des idées extérieures, réunissant des représentants officiels et du secteur privé de douze pays (notamment une importante délégation belge) et des experts de vingt-cinq organismes internationaux. Cette « table ronde », présidée par M. Bihute, secrétaire d'Etat du plan, a désigné dix projets de profils mis en œuvre par le nouveau gouvernement, qui envisage de porter le taux de croissance à 8,5% au cours du plan quinquennal 1978-1982.

Le 23 août 1977 avait vu la création de l'Organisation du fleuve Kagera, liant le Rwanda, le Burundi et la Tanzanie. Le 8 septembre se réunissait la première conférence des chefs d'Etat de la Communauté économique des pays des Grands Lacs.

D'excellentes relations existent avec la Tanzanie. Par ailleurs, un effort important a été entrepris sur le plan diplomatique pour obtenir des concours aussi bien dans les pays de l'Est (Roumanie, Tchecoslovaquie, Yougoslavie) que dans les Etats arabes (Libye, Koweït, Arabie Saoudite). Une coopération privilégiée existe avec la Belgique, l'Allemagne fédérale et la France ainsi qu'avec le Fonds européen de développement.

En seize ans d'indépendance, le Burundi a connu les épreuves les plus dramatiques qui peuvent marquer l'histoire d'une nation. Après l'éviction du président Micoimbero et la mise en place du gouvernement du lieutenant-colonel Bagaza, soucieux de ramener le pays dans la norme, on peut estimer que ce dernier a gagné la partie. Une gestion sage la partie. Une gestion financière saine, une diplomatie ouverte, des réformes pratiquées avec souplesse et résolution, un soutien populaire donné par le plus jeune gouvernement du monde une image à la fois ouverte et dynamique.

peuple», le rôle du parti unique, l'UPRONA, du syndicat unique, l'Union des travailleurs du Burundi.

Sans prononcer le mot de socialisme, le nouveau président propose une « économie planifiée où la gestion sera, autant que possible, assurée par les travailleurs... »

Concrètement, le gouvernement reprend les terres appropriées illégalement, augmente le prix versé aux producteurs de café et entreprend un vaste effort de rigueur financière.

L'impôt de capitation frappant « tout mâle adulte », hérité du système colonial, est supprimé. Un système d'épargne obligatoire est mis au point.

Un effort de modernisation du paysannat est entrepris, qui vise à regrouper l'habitat jusqu'alors dispersé, pour constituer des villages. Le système de l'Ubugerero, convention de fermage-servage, est condamné par le président Bagaza. Certains domaines nationaux sont cédés aux cultivateurs.

L'augmentation du prix du café (de 65 à 112 F.B.) stimule la production, cependant qu'un effort particulier est fait pour diversifier les cultures (quinquina et soja notamment).

Le 20 novembre, le colonel Bagaza dénonce les obstacles fondamentaux du nouveau régime issu « de la volonté de tout un

كندا من الأصل

LES AN

LE COLLEGE ALP...  
A VILLARS-SUR...  
LE COLLEGE ALPIN INTE...  
1884 VILLARS-SUR-OLLON (S)











commune, dressant procès-verbal à un automobiliste, un gendarme note dans son rapport : « Va que le contrevenant ne peut ou ne veut comprendre le néerlandais... »

Si ces « questions » ne prennent plus, comme dans les années 60, une forme violente (ou pire, des extrémistes barbouillent parfois des graffitis) : « Fransolige verhuis ! » (Francophones dehors !), pouvait-on lire récemment sur les murs de quelques maisons de Dibeek, près de Bruxelles (5), elles se posent encore très fréquemment.

A la poste de Bruges, un employé refuse — le prenant pour un francophone — de répondre en français à un Irlandais (qui, à son tour, refusera de lui parler en anglais) ; chaque qu'une cliente lui demande une course en français, un chauffeur de taxi flamand fait mine de ne pas comprendre ; il est minuit, les rues de Strombeek — dans la banlieue bruxelloise de Bruxelles — sont désertes ; l'homme s'obstine ; par chance, la jeune femme est accompagnée d'un ami français, qui s'entretient : « C'est bien pour vous que j'écoupe », dit le chauffeur. Avertissement de notre qualité, la secrétaire de la bourgmestre de Rhode-Saint-Genèse nous explique en néerlandais que Mme le maire est en voyage, puis — d'elle-même — répète la même explication en français.

Question de dignité

« C'EST une question de dignité », commente Mme Märyke van Hemeldonck, Flamande, haut fonctionnaire déléguée aux Nations unies, notre interlocutrice attribue en partie à l'histoire — et aux souvenirs douloureux qu'elle a laissés dans de nombreuses mémoires — l'hostilité qui, telle une étincelle, jaillit si fréquemment entre les deux communautés.

Langue officielle du royaume à sa création, en 1830, le français a été en même temps celle des maîtres — patrons, banquiers, juges, militaires, administrateurs. Si le flamand a conquis peu à peu droit de cité, ce ne fut jamais sans lutte : les lois linguistiques ont été constamment mal appliquées. En sorte qu'il a fallu régulièrement en promulguer de nouvelles : en 1898, le flamand devient deuxième langue officielle, mais vingt-cinq ans plus tard, en 1923, un arrêté

royal érigeant de nouveau la traduction de tous les textes législatifs. En vain : la version flamande de la Constitution ne sera publiée qu'en 1963.

Jadis langue des riches, langue de l'humiliation quotidienne — « Dans l'entreprise de mes grands-parents, raconte un ami, un gros clec avait été planté dans le mur des v.-c. de façon que les ouvriers, qui travaillaient quinze heures par jour, ne pussent s'adosser ni s'assoupir », — langue de la justice somnolente — à la fin du siècle dernier, deux manouvres, dont on reconnut plus tard l'innocence, furent condamnés à mort et exécutés sans comprendre pourquoi, — le français reste, dans l'imagination de nombreux Flamands, un instrument d'oppression. Ou, à tout le moins, d'agression symbolique.

« Ce ne sont pas que des fantômes, estime Mme van Hemeldonck. Si à l'ONU je parle indifféremment français ou anglais, là, je me sens obligée de parler en néerlandais. C'est-à-dire de m'affirmer.

« A la poste, dans un magasin, chez le boulanger, l'usage systématiquement ma langue. Ce qui me vaut souvent des roborations : il arrive que la vengeance — même flamande — se me voie pas, ou qu'elle prétende ne rien comprendre à mes propos ; d'ailleurs, en sortant d'une épicerie, j'ai entendu la commerçante — qui avait fiévreusement consenti à me servir — s'essuyer auprès de sa clientèle : « Il faut de tout pour faire un monde. »

Mais il suffit qu'à l'inverse notre interlocutrice utilise le français pour que, assimilée à une francophone, elle entende des remarques déshabituées à l'égard des Flamands. La bibliothécaire d'un organisme international, qui se plaint de la lenteur de ses nouveaux collaborateurs, lui glisse à mi-voix : « Evidemment, ce sont des lapins » (terme injurieux qui emploie certains francophones pour désigner les Flamands, qu'ils jugent trop prolifiques).

Rallant le soul qu'ont ses compatriotes du Nord d'affirmer leur culture, un directeur de cabinet remarque en notre présence : « Evidemment, si ça les ome de constituer une réserve d'indiens... » Et la petite fille d'une amie, à qui sa mère vient d'apporter une jolie robe, la repousse en criant : « Ah ! non, maman, c'est une robe pour les flamands ! »

Tracasseries en tout genre

A NICROCHES et escarmouches, comparées aux tracasseries administratives qui subissent — et parfois provoquent — les habitants francophones des six communes à facilités de la

phérie de Bruxelles. Communes flamandes, qui reconnaissent à leur minorité un certain nombre de droits, notamment celui d'être domicilié dans la capitale (ce qui facilite les démarches : déclaration d'impôts, actes d'état civil).

Mais, dans quatre de ces communes, la population francophone est devenue majoritaire ; elle exige donc davantage de facilités, que les néerlandophones, par crainte de ce qu'ils appellent la « tache d'huile », lui refusent : à Rhode-Saint-Genèse — 16 500 habitants, 49 % de francophones — la municipalité envisage de contrôler l'identité, c'est-à-dire l'appartenance culturelle, des acheteurs de terrains ; certains se plaignent déjà d'avoir été refusés. « Nous risquons d'être submergés, dit M. Lod Cloes. Les « étrangers » qui acquièrent des lots construisent des villas, des magasins, des complexes sportifs, ils réclament d'autres écoles, les autres deviendront minoritaires : c'est notre culture elle-même qui sera en danger. »

« Masquerades », répond un éditeur du Soir. « Pourquoi au lieu d'étendre les discriminations, par exemple, aux autorisations d'établir un commerce ou une industrie, ou même, car les vexations peuvent aller loin avec un peu de zèle et d'imagination, aux autorisations d'installer un ascenseur ou un chauffage central, de modifier un châssis de fenêtre, de développer la paisance des mœurs ? » (6).

Les mêmes conflits surgissent dans les communes francophones où vit une minorité néerlandophone : le bourgmestre de Schoorbeek, M. Nels, a récemment interdit la construction d'une école flamande. « A quoi bon ? explique-t-il. L'ancienne n'avait que vingt élèves ; en fait, c'était une « école de combat ». Un instrument de refématisation de la commune. Et son coût — 40 millions serait excessif. Quand on voit que le déficit budgétaire du pays est déjà de 80 milliards... »

Mais le ministre de l'intérieur, flamand, a cassé l'arrêté du bourgmestre, et les travaux ont repris. « Par contre, souligne M. Nels, le même ministre n'a pas annulé la décision de la municipalité flamande de Wemmel, qui a bloqué la construction de cinquante appartements sociaux destinés à des personnes âgées en majorité francophones. »

Bruxelles-capitale, communes de la périphérie, Flandre (« Résidence à Gand », dit Luc Beyer de Ryke, producteur de la R.T.B., je ne peux envoyer mes enfants dans une école française ; à moins que je sois démanté, ils seront donc flamandisés », Wallonie (« Pourquoi apprendrais-je le néerlandais ? s'insurge un médecin de Liège.

Qu'est-ce à faire de ce potes ? ») : ici et là, la question linguistique continue de diviser les Belges.

Ouvertement — là où les deux communautés sont en contact, — ou en creux — là où chacune tend à s'enfermer dans sa spécificité, ignore l'autre, le brocard de quelibet — bien des Wallons représentent, en les flamandisant, les « histoires belges » de l'Hexagone et les retournent contre leurs compatriotes du Nord, en y ajoutant au besoin quelques « histoires juives ». Clichés, préjugés, stéréotypes sont largement répandus : « Les Flamands sont laids », déclare une étudiante en médecine, qui se vante de n'en pas connaître. « Si la marée noire s'était déversée à Zeebrugge, ajouta-t-elle, mes camarades et moi y serions-nous allés ? »

« Personne ne se comprend, dit M. Maurice-Pierre Herremans, vice-président du C.R.I.S.P. (7). Et personne ne comprend que personne ne comprenne pas. Chacun fantasme l'autre. Les Flamands s'imaginent que les francophones constituent ce groupe uni, prêt à les agresser. Les francophones ont cessé de dénoncer l'« impérialisme » flamand. Chacun ne voit que les torts de l'autre, qu'on démentirait il grossit. »

Tout se passe donc comme si les innombrables dispositions légales qui reconnaissent les droits de chaque communauté — et de chaque langue — n'avaient résolu aucune difficulté. Du plutôt, comme si chaque compromis, depuis plus d'un siècle, avait soulevé de nouveaux problèmes. Comme si le propre d'une loi était moins de supprimer un obstacle que d'en créer. Tant de zèle législatif, un résultat toujours remis en question : n'est-ce pas l'indice d'un diagnostic mal établi ?

Tout suggère, en effet, que le mal se situe ailleurs que là où l'on applique le remède, que la question principale n'est pas dans le statut juridique de la langue, mais dans la situation existentielle (sociale, économique, politique) de ceux qui la parlent. Et que la langue n'est que le lieu de fixation — ou d'expression symbolique — de conflits qui germent dans d'autres secteurs de la réalité.

(Lire la suite page 34.)

(4) Le Soir, 7 janvier 1978.

(5) Ibid., 21 avril 1978.

(6) Ibid., 19 janvier 1978.

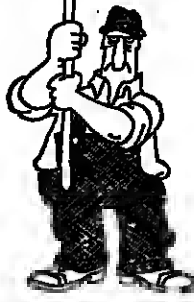
(7) Centre de recherche et d'information sociopolitiques, 25, rue du Congrès, 1000 Bruxelles. Nous ne saurions trop recommander les « Dossier » ainsi que la « Courrier hebdomadaire » que publie le CRISP ; ils sont indispensables à qui veut comprendre les réalités belges.

PANORAMA IMMOBILIER PROVINCE - ETRANGER

Real estate advertisement grid with multiple listings including 'aux restanques sur mer', 'A TOULON 4', 'la résidence de la Palmeraie', 'Valmorel', 'La copropriété conventionnée', 'CANNES - Vue mer exceptionnelle', 'LA PETITE RESERVE', '3 Programmes habitables Eté 1978', 'SAINT-GERVAIS', 'Votre villa à JAVEA', 'LOIRET 30 kms MONTARGIS', 'COLLIOURE Les Résidences du Port d'Avall', and 'MULTIMEDIA'.



NON AUX LETTRES DE LICENCIEMENT ÉCRITES EN FLAMAND !



(mille cinq cents grèves de 1900 à 1910) n'étaient d'autre objectif que l'amélioration des conditions de vie et de travail.

Mais, par les hasards de l'histoire et la volonté des grandes puissances (Angleterre, Hollande, Prusse) qui avaient créé la Belgique, les patrons parlant français et les ouvriers néerlandais : dès lors, les conditions existaient — encore fallait-il les mettre à profit — pour qu'à un moment ou à un autre la lutte contre la domination bourgeoise prit pour cible l'un des instruments de cette domination — le plus manifeste, sinon le plus important — la langue, précisément, que parlait la bourgeoisie.

Il est vrai qu'en Wallonie également d'autres travailleurs étaient opprimés — et peut-être plus durement, dans une région que l'exploitation du charbon rendait prospère et où s'élevaient de grandes unités sidérurgiques (81 % des entreprises de plus de cinq cents ouvriers étaient localisées dans le Sud, contre 18 % dans le Nord).

Il est vrai aussi que les revendications sociales des travailleurs flamands auraient pu rencontrer les luttes de leurs camarades wallons, et le conflit opposer à une bourgeoisie — qui à l'époque était unie — un prolétariat sans divergences : la fusion en 1879 du *Vlaemse Socialistische Partij* et du parti socialiste brabançon n'appelaient-elles pas à l'unanimité tous les prolétaires du pays ?

L'appel ne fut pas entendu. Pourquoi ? La langue des patrons, le français était aussi celle du socialisme. Comme le néerlandais, langue des ouvriers, était aussi celle des curés. De ces prêtres de village, proches du peuple, qui partageaient sa misère et, parfois, ses révoltes. Mais qui, en même temps, contribuaient à les dévier. A leur donner une autre signification. Une autre direction. S'attirer aux socialistes, aux « athésistes », c'était pactiser avec le diable.

Indifférents à l'« élite » — à ces intellectuels qui, eux aussi, revendiquaient le droit de s'exprimer en flamand — ces arguments portaient sur un prolétariat profondément marqué par le christianisme et qui trouvait dans ses vicaires d'ardents défenseurs de la justice.

Les socialistes wallons, de leur côté, ne comprenaient guère les aspirations de leurs compatriotes du Nord : « C'est peut-être là que se situe la grande défaite du mouvement ouvrier belge », estime Jean-Claude Garot, l'un des responsables de l'hebdomadaire *Peur*. Le parti socialiste n'a pas réussi à son compte les exigences flamandes : d'émanciper, elles lui paraissent suspectes « internationalistes, athées, il les jugea « réactionnaires » — régionalistes « manœuvrées » par les curés — et les ignora.

### La tactique de la bourgeoisie

PLUS avertie, la bourgeoisie flamande comprit très vite l'intérêt qu'elle pouvait avoir à les soutenir : politiquement minoritaire, économiquement moins développée, elle se trouvait gérée dans son essor par la prédominance de la bourgeoisie francophone. En s'associant à ses propres objectifs les aspirations socio-culturelles du peuple, elle les désamorçait en partie : l'adversaire régional se substituait à l'ennemi de classe, l'exploiteur, c'était moins le patron que le Wallon.

Ainsi, parlant à la fois le langage du populisme, du christianisme (« Tant pour la Flandre, la Flandre pour le Christ » fut son slogan) et du régionalisme (création dès 1924 du *Vlaemse Economisch Verbond*, Association économique flamande, qui réclamait l'autonomie économique du Nord) elle se fixa un programme et se donna des instruments qui lui raillèrent de larges couches de la population.

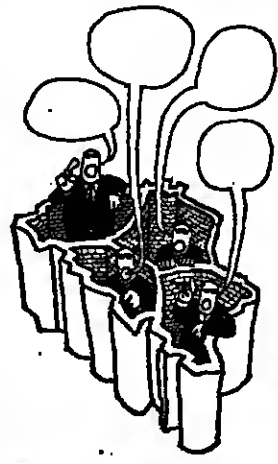
Comme l'écrit le sociologue Michel Quévrit, « la problématique économique en Flandre est donc directement ramenée à une référence populiste dont l'effet positif est la création d'un consensus social vis-à-vis d'un adversaire commun qui se situe à l'extérieur de la communauté et dont l'indicateur est la langue. L'adversaire du peuple flamand, ce n'est pas la bourgeoisie indus-

## Erreur sur l'adversaire ?

truelle flamande, mais bien la bourgeoisie francophone et tous ceux qui indistinctement parlent sa langue... Pour la bourgeoisie flamande... le conflit social fondamental est un conflit de communauté à communauté » (8).

Substituer un antagonisme à un autre, telle sera désormais la tactique de la bourgeoisie belge. Ou plutôt, d'une bourgeoisie qui, selon les circonstances et les enjeux, est flamande (ou wallonne) quand elle s'oppose à sa rivale, belge quand la colère populaire dirige contre elle l'ensemble des travailleurs (1960), cosmopolite quand elle abandonne aux multinationales l'avenir économique du pays.

« Chaque fois que ses intérêts sont en jeu, dit Mme van Hemeldonck, la bourgeoisie braille les cartes : un autre problème surgit, qui divise le mouvement ouvrier et paralyse les syndicats. Ce qui n'est pas difficile à obtenir dans ce pays où cohabitent des communautés qui n'ont pas le même langage, quo l'idéologie sépare (la Flandre reste très catholique : « Un curé vaut vingt gardemes », dit-on) et qui vivent dans des régions d'inégal développement. Il y a toujours quelque facteur de mécontentement à exploiter. »



## Quand un conflit en cache un autre...

Langtemps maître du jeu, la bourgeoisie francophone dut peu à peu s'accommoder de l'essor d'une bourgeoisie flamande qui, dynamique et soutenue par l'ensemble de la population, réussit le décollage économique de la région. Un prolétariat assez peu revendicatif, dur à la tâche, une situation géographique favorable — un port, Anvers, en pleine expansion, — des terrains libres pour accueillir des installations modernes — autant de facteurs qui ne laissent pas indifférentes les sociétés multinationales.

Ainsi, de 1959 à 1969, 80 % des investissements étrangers en Belgique se firent en Flandre ; sur mille quatre-vingt dix-neuf usines construites, six cent quatre furent dans le nord du pays (actuellement, un Flamand sur quatre travaille pour une société étrangère). Inférieur de 13 % à celui de la Wallonie avant 1950, le produit régional brut le dépasse maintenant de 13 %, et le niveau de vie s'est élevé : la main-d'œuvre flamande, dont les salaires sont supérieurs de 15 % à ceux de l'Allemagne de l'Ouest, est aujourd'hui la plus chère d'Europe (9).

### Une économie en crise

UNE économie prospère, un Etat peu à peu « investi » et conquis (le *Etat C.V.P.*, dit-on, du nom du premier parti flamand, social-chrétien), une autonomie culturelle reconnue — la bourgeoisie flamande n'est-elle pas parvenue à ses fins ? Et ne faut-il pas chercher désormais du côté de la bourgeoisie francophone les raisons dernières (au premier chef des tensions qui opposent constamment les deux communautés ?

La réalité est plus complexe. Il n'est d'abord pas certain que le devenir économique de la Flandre soit aussi assuré que les chefs d'entreprise le croient. Il y a une dizaine d'années, la nouvelle division du travail à l'échelle internationale incite les firmes multinationales à investir dans d'autres régions du monde. Déjà, des usines, des bureaux d'études américains et ouest-allemands ferment leurs portes : près de quatre cents entreprises, représentant cinquante mille emplois, sont actuellement en difficulté (10). Ce n'est pas le déclin, mais ce n'est pas l'expansion : les contradictions entre les intérêts des grands groupes financiers ne peuvent que s'accroître.

D'autant plus que, contrairement à une opinion répandue, la bourgeoisie francophone n'a pas perdu sa suprématie financière : la proportion de la population régionale qui dispose de revenus supérieurs à la moyenne nationale est plus élevée en Wallonie (57,3 %) qu'en Flandre (53,8 %) et à Bruxelles (72 %) que dans le reste du pays (11). C'est dans la capitale, où résident 37,4 % de la classe dirigeante, que se trouve près de la moitié (44,7 %) de la fortune mobilière de cette classe (27,3 % en Wallonie, 27,8 % en Flandre).

A cette première source de conflit — un conflit qui fait « tâche d'huile », lui aussi, et se répercute, indirectement, sur les plans culturel, lin-

étrange parallélisme, en effet, qui, depuis un siècle, associe régulièrement à des revendications de crise (économique ou sociale) des situations de réactivation, l'opposition linguistique. Des luttes de classes qui se pensent et se parlent en termes de luttes de « races », des antagonismes bourgeois/prolétaires qui s'explicitent (l'idéologiquement) en conflits Flamands/Wallons : c'est une constante de la situation belge.

Ainsi, en 1880, la montée du mouvement syndical s'accompagne d'un essor des revendications culturelles flamandes. En 1930, la crise mondiale désorganise l'économie belge — l'agriculture, l'industrie textile, qui prédominent en Flandre, sont particulièrement touchées, — mais c'est la querelle linguistique qui mobilise la population (lois de 1932) : « Simple coexistence ? », demande Mme van Hemeldonck. En 1945, le capitalisme belge reconstruit activement son appareil de production, les syndicats protestent contre la pénibilité des conditions de travail, mais c'est la question royale qui oppose Flamands et Wallons.

quittance, institutionnel, comme dans les relations quotidiennes entre les communautés — s'en ajoute une autre : le déclin économique de la Wallonie.

Dès 1957, des charbonnages ferment — en vingt ans, la production baisse des deux tiers, l'emploi des trois quarts, — puis c'est le sidérurgie qui est atteinte, la métallurgie, le textile. A Charleroi, Liège, Namur, des usines périssent, des entreprises déposent leur bilan : chaque année, le nombre de chômeurs s'accroît de vingt mille personnes dans le secteur industriel. Au total, plus de cent mille travailleurs ont perdu leur emploi. Et la région, qui connaît une forte densité (A. Sauxy le signalait déjà en 1962), voit sa population émigrer.

L'histoire ne se répète peut-être pas, mais les mêmes causes produisent les mêmes effets : ici et là, dans les milieux patronaux et syndicaux — l'idée prend corps d'une nécessaire autonomie régionale. S'appuyant sur le mécontentement populaire — qui accuse la Flandre de s'être enrichie aux dépens de la Wallonie, — des hommes d'affaires créent dès la fin de la seconde guerre mondiale un Conseil économique wallon (C.E.W.) : « 75 % de ses membres, précise M. Quévrit, sont des industriels ; la création du C.E.W. établit l'alliance entre une fraction de la bourgeoisie industrielle qui possède des intérêts en Wallonie et les forces socio-politiques de la région » (12).

L'aggravation de la situation économique et la persistance des conflits culturels contribuent au développement du projet de communauté. Le pacte d'Esgmont (1977), les accords de Stuyvenberg (janvier 1978), en ont fixé les principes et les modalités d'application. Non sans peine, puisque des désaccords au essent de surgir, que les « porte-parole du gouvernement attribuent à des erreurs de traduction (13)... Le roi lui-même, dans un avertissement solennel, a mis en garde les partis contre les dangers d'une « régionalisation confuse » (14).

Malgré tout, la « pacification », comme on dit en Belgique, n'a-t-elle pas quelque chance d'aboutir ? A première vue, les prochaines institutions devraient satisfaire les uns et les autres : pourvue d'une Assemblée législative (le Conseil régional) et d'un exécutif (le Conseil ministériel des affaires régionales), chaque région se voit confier un certain nombre de compétences dans des domaines qui la concernent directement : aménagement du territoire, urbanisme, logement, santé, politique industrielle et énergétique.

### Un enchevêtrement d'institutions

MAIS de nombreux problèmes restent en suspens : quel sera le pouvoir réel d'une région dont les ressources financières proviendront essentiellement des « detentions » gouvernementales ? Selon quels critères déterminera-t-on le caractère régional ou national d'une mesure économique ? Des conflits de compétence ne vont-ils pas surgir entre les instances nationales, régionales, sous-régionales ? Beaucoup le craignent, quelques-uns en sont convaincus : « Nous allions vers encore plus de bureaucratie, estime le sénateur Lod Cloes ; les citoyens s'y retrouveront encore moins, leur mécontentement grandira ».

La régionalisation, une manœuvre de diversion ? Sans doute, répond Jacques de Decker, chroniqueur au *Soir*. Les vrais maîtres du jeu enchevêtrément d'institution, l'intérieur auxquelles chaque se perdra. Personne ne sera plus qui est responsable de quoi ».

D'autres valent moins dans la régionalisation un outil qu'un instrument politique au service des puissances d'argent : « La crise économique (la Belgique a le taux de chômage le plus élevé d'Europe : 10 %) et la restructuration en cours du capitalisme exigent un pouvoir central fort, dit J.-C. Garot (15) ; mais les mouvements fédéralistes qui agitent le pays depuis des décennies rendent cette tâche difficile. D'où le compromis actuel : un démantèlement des questions culturelles, en créant une multitude d'institutions, l'Etat satisfait à la fois les revendications des citoyens en matière de statut personnel (enseignement, santé) et l'appétit de pouvoir des partis : chacun — le P.S.B. en Wallonie, le C.V.P. en Flandre — sera maître chez lui ».

Mais, dans la mesure où le pouvoir central sera lui-même partagé entre socialistes et sociaux-chrétiens, la région, sans autre interlocuteur, n'aura d'autre fonction que d'appliquer à l'échelle locale les décisions du sommet. Si bien qu'on ne régionaliserait pas : on démultiplierait et l'on créerait une pyramide : « Les pouvoirs régionaux se contenteront de gérer la crise d'une façon différenciée ».

Il est certain que le patronat, qui possède des intérêts dans toutes les régions du pays, n'est nullement partisan d'une véritable décentralisation — celle qui, en assurant une plus large démocratie, donnerait aux citoyens une plus grande maîtrise de leur destin.

En 1950, les grandes banques — Société générale, groupe Lambert — commencent à se désintéresser des entreprises sidérurgiques wallonnes et investissent dans les assurances, l'immobilier, le tourisme : c'est alors qu'éclate la querelle scolaire (1954-1958).

A peine s'est-elle apaisée que le conflit linguistique rebondit (il se conclura, provisoirement, par les lois de 1963) ; mais c'est aussi l'époque où la crise s'aggrave dans les charbonnages de Wallonie, où le chômage augmente, où la politique d'austérité du gouvernement frappe de plein fouet la population (grève générale de 1960) où l'indépendance du Congo ramène en Belgique des milliers de « coloniaux » aigris et sans travail. D'autres querelles (portage de l'université de Louvain en 1968), d'autres débats révision de la Constitution en 1970), accapareront l'attention des citoyens. Sans que jamais on ne mette ces questions en relation avec une problématique beaucoup plus vaste, à la fois économique, sociale et politique.

Comme si un problème culturel n'était rien d'autre qu'un problème culturel. Quand son autonomie n'est jamais que relative. Quand c'est ailleurs que se nouent les conflits qui le provoquent et qui, traités en surface (au seul niveau des institutions), n'en finissent pas de l'entretenir. Même s'ils se posent en d'autres termes, comme c'est le cas depuis quelques années.

Il est certain aussi que le parti socialiste, qui est déjà prépondérant en Wallonie, n'envisage pas de remettre sérieusement en cause le pouvoir du capital : « Il y a longtemps que nous ne prétendons plus que la propriété, c'est le vol, dit en souriant M. A. Cooris, capitaine du P.S.B. Nous sommes réalistes : notre objectif est de supprimer les excès du capitalisme. La décentralisation nous permettra de développer le secteur public (crédit, politique énergétique), d'encourager les petites et moyennes entreprises, d'assainir les sites industriels. L'essentiel est de redonner aux Wallons le goût du risque ».

Opposé à tout « aventurisme », le parti socialiste, « qui n'a pas de CERES, mais simplement deux ou trois contradicteurs aigris », se sent « assez proche de la social-démocratie allemande ».

La régionalisation se contentera-t-elle de déplacer les vraies questions au lieu de contribuer à les résoudre ? Sans doute est-il excessif de prétendre, comme M. L. Outers, que « la Belgique tourne en rond depuis cinquante ans » ; mais il est clair que, aujourd'hui comme hier, les partis politiques évitent d'aborder les grands problèmes de l'heure qui, par-delà les clivages linguistiques, religieux ou géographiques, concernent l'ensemble du peuple belge.

Qu'à Bruxelles, par exemple, vingt-cinq mille emplois industriels ont été supprimés en deux ans, que cent trente mille habitants, chassés par la spéculation foncière, aient été contraints, depuis cinq ans, de se replier dans la périphérie, que la ville — encombrée de tours et de parkings, traversée de tunnels et de souterrains — ait été « adaptée à l'automobile a ou décliné de la vie de ses habitants (16), cela ne paraît pas de préoccuper outre mesure les représentants de la communauté francophone — si prompts, par contre, à mobiliser l'opinion contre l'ouverture de quelques guichets supplémentaires dans une maison communale, ou le nombre « excessif » d'huissiers néerlandophones dans un ministère.

« Au lieu de se rassembler éminemment dans un parti linguistique et de se déclarer avec « ceux d'en face », observe un enseignant, ne forait-on pas mieux de créer un front uni des Bruxellois ? »

Que des centaines d'entreprises, en Flandre comme en Wallonie, soient menacées de liquidation n'incite pas les syndicalistes à surmonter leurs divergences. Il arrive souvent que, faute de s'entendre, les sections (francophone, néerlandophone) d'une même usine se réunissent dans des salles séparées ou que les fédérations régionales d'un même syndicat adoptent des propositions contraires :

« Lors d'un récent conflit, dit Jean Doyen, l'un des responsables de la centrale chrétienne C.S.C., nos camarades de Gand et d'Anvers ont accepté les propositions patronales, alors que ceux de Charleroi et de Herstal les rejetèrent. Quand la classe ouvrière n'est pas unie... »

Loin de « pacifier » les esprits, la régionalisation, en cristallisant les différences, ne risque-t-elle pas d'accroître les divisions des Belges ? « A peine avons-nous réussi à démolir un mur, dit Pierre Mertens, romancier et journaliste, nous nous dépeçons d'en reconstruire un autre. Comme si quelque malédiction nous condamnait à nous enfermer dans des ghettos. Ou à nous inventer de petits drames provinciaux. Nous vivons en pleine Absurdité ! »

Pessimisme excessif ? Ici et là, par-delà leurs différences, ou plutôt les assumant pleinement, sans différends, des groupes se forment : de jeunes Belges se retrouvent dans des luttes communes : contre la répression policière et patronale, contre l'injustice sociale, pour la libération de femmes. « Les clivages d'origine linguistique ne les affectent guère, constate le sociologue Claude Javeau. Chacun parle sa langue, sans complexe, et il existe de plus en plus de gens qui, s'ils éprouvent des difficultés à se parler, en arrivent cependant à se comprendre de mieux en mieux » (17).

Leur contestation « des ordres, des enfermements, des éliminations cachées » a-t-elle des chances de se développer ? Dans un pays où 56 % de la population, d'après de récents sondages, déclare ne pas s'intéresser à la « politique », la question reste posée.

(Copyright Maurice T. Mischino et le Monde diplomatique.) (Dessins de Plantu.)

(8) M. Quévrit, *Les Causes du déclin wallon*, édition Vie ouvrière, 305, avenue Van-Volzen, 1190 Bruxelles, 311 pages, 1978.  
(9) Cf. le supplément *Qu Monde* sur la Flandre, 20-21 février 1977, notamment l'article de Michel Boyer.  
(10) *Ibid.*  
(11) P. Duvivier, *La Répartition de la fortune mobilière en Belgique*, CRISP, 1972, 23 pages du même auteur. *Revenus et impôts*, CRISP, 1976, 29 pages.  
(12) P. Duvivier, *La Répartition...* (voir note 11).  
(13) *Le Soir*, 7 janvier 1978.  
(14) *Le Monde*, 26 décembre 1977.  
(15) Cf. P. de Vos, « Le 1<sup>er</sup> mai le plus menaçant de l'après-guerre », *le Monde*, 2-3 mai 1978.  
(16) Cf. le supplément *Qu Monde diplomatique* sur Bruxelles, numéro de février 1978.  
(17) « Une autre Belgique », *les Nouvelles Littéraires*, octobre 1976.

RECTIFICATIF :  
القرض الشعبي الجزائري  
crédit populaire d'algérie  
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DE BANQUE  
AU CAPITAL DE 85 MILLIONS DE DINARS  
Créé par ordonnance n° 66366 du 29 décembre 1966  
DIRECTION GÉNÉRALE :  
2, Boulevard Colonel AMIROUCHE - ALGER  
Tél. : 63.28.55 à 58 - 63.84.10 à 12 et 61.13.34  
Direction Relations Extérieures :  
CREPOREX « A » 52-283 - CREPOREX « B » 52-284  
Une inversion s'est glissée dans la publicité parue dans le supplément consacré à l'Algérie, dans « le Monde diplomatique » du mois de juin.  
Il fallait lire : Télax CREPOPAL 52-512.

مركزنا من الأصل











TIONALE

nomiques avec Israël. Mais elle note une certaine stagnation de l'emploi dans les territoires occupés, pour lesquels elle préconise une politique active d'investissement.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL. — L'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) a publié le 22 mai à Vienne (Autriche) un accord relatif à la création d'un bureau de promotion des investissements à Cologne chargé de promouvoir la coopération industrielle entre la R.F.A. et les pays en voie de développement et d'aider et conseiller les entreprises allemandes à participer aux projets d'investissement.

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS. — Le conseil d'administration de l'Union internationale des télécommunications (U.I.T.) a tenu sa trente-troisième session à Genève du 15 mai au 1<sup>er</sup> juin et a examiné les activités de l'Union en 1977 ainsi que ses activités futures.



Fonds monétaire international

Procédure des ventes d'or. Les administrateurs du Fonds monétaire international (F.M.I.) ont réexaminé en mai les politiques et procédures appliquées pour les ventes d'or effectuées par les pays en voie de développement en tenant compte, d'une part, des enseignements tirés des deux premières années du programme de ventes d'or et, d'autre part, de la modification des statuts. Ils sont convenus des modalités des ventes par adjudication qui auront lieu au cours des deux prochains mois. En outre, conformément aux arrangements relatifs aux ventes d'or adoptés en mai 1976, le Fonds a annoncé qu'il accueillerait favorablement les soumissions hors concours émanant des autorités de pays en voie de développement qui souhaitent acquiescer ainsi de l'or. À la suite de cette proposition, trente-neuf pays membres ont indiqué qu'ils souhaitent bénéficier de cette possibilité; chacun pourra présenter des soumissions hors concours pour la fraction de 25 millions d'onces qui correspond à sa part du total des ventes de l'année.

VENTE MENSUELLE D'OR. — Le F.M.I. a, le 7 juin, procédé à sa vente mensuelle d'or par adjudication des pays en voie de développement. Un total de 470 000 onces d'or fin, c'est-à-dire la quantité mise en adjudication, a été attribué aux acheteurs à un prix moyen de 122,88 dollars l'once. Des soumissions ordinaires ont été reçues pour un total de 1 072 000 onces. De plus, 923 onces ont été attribuées aux pays membres qui ont présenté des soumissions hors concours. L'or a été vendu au prix moyen de 122,88 dollars l'once. Les pays participants étaient: Inde, Kenya, Mexique, Népal et Thaïlande.

CREDITS «STAND-BY» AU GABON, AU PORTUGAL ET AU YEMEN. — Trois accords de crédits «stand-by» ont été conclus en juin au bénéfice des pays suivants: Gabon (1<sup>er</sup> juin), pour l'équivalent de 15 millions de D.T.S.; Portugal (6 juin), pour l'équivalent de 17,5 millions de D.T.S.; Panama (12 juin), pour l'équivalent de 25 millions de D.T.S.

FINANCEMENT COMPENSATOIRE. — Dans le cadre du mécanisme de financement compensatoire, le F.M.I. a autorisé le Japon, le 12 juin, à effectuer, au cours des trois prochaines années, des tirages au total jusqu'à concurrence de l'équivalent de 200 millions de D.T.S.

NOMINATION. — M. Werner Dornemann (R.F.A.) a été nommé, le 1<sup>er</sup> juin, directeur du Bureau des États-Unis, démissionnaire.

Groupe de la Banque mondiale

Prêts de la BIRD. La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale ou BIRD) a accordé des prêts aux pays suivants: République de Corée (23 mai), 110 millions de dollars pour aider la Banque de développement de Corée à couvrir ses besoins en devises pendant les deux prochaines années.

Côte-d'Ivoire (25 mai): 20 millions de dollars pour la réalisation d'une plantation de caoutchouc; le 26 mai ce pays a reçu un second prêt d'un montant de 33 millions de dollars pour l'extension du réseau de drainage et d'assainissement. Honduras (25 mai): 10,5 millions de dollars pour un projet de développement régional; Indonésie (26 mai): 140 et 31 millions de dollars pour la réalisation des dixième et onzième projets d'irrigation dans ce pays; Malaisie (26 mai): 13 millions de dollars pour l'amélioration de l'infrastructure des ports de Kota-Kinabalu, Sandakan et Tawau; d'autre part, le 8 juin, 20 millions de dollars ont été accordés pour le financement d'un projet d'aménagement foncier; Botswana (1<sup>er</sup> juin): 8 millions de dollars destinés à un projet d'investissement; Colombie: octroi d'une série de prêts dont, le 1<sup>er</sup> juin, deux prêts d'un montant de 176 millions de dollars pour le développement de l'énergie électrique; 15 millions de dollars destinés à la création d'une zone de production industrielle pour l'exportation à Cartagena; 10 millions de dollars (19 juin) pour le financement du septième projet de sociétés financières de développement afin de fournir des services aux entreprises du secteur privé des industries manufacturières, du tourisme, des mines et de l'agro-industrie; Roumanie (1<sup>er</sup> juin): 60 millions de dollars pour la reconstruction des zones affectées par le tremblement de terre de mars 1977; Paraguay (2 juin): prêt de 33 millions de dollars (d'une durée de dix-sept ans au taux de 7,45 %) pour la réalisation d'un projet routier; Bolivie (5 juin): 25 millions de dollars pour le financement d'un projet d'entretien des routes; Turquie (5 juin): 110 millions de dollars pour un projet d'élevage et de développement de la sylviculture; Brésil (8 juin): 37 millions de dollars affectés à un programme de développement rural; Grèce (8 juin): 60 millions de dollars pour le financement d'un projet d'accroissement de la production et l'amélioration de la commercialisation de légumes essentiellement destinés à l'exportation; Nigeria (8 juin): 30 millions de dollars pour la plantation de palmiers et 60 millions de dollars (19 juin) pour le financement d'un programme de prêts dont bénéficieront environ vingt-cinq entreprises industrielles par l'intermédiaire de la Nigerian Industrial Development Bank;

et il a approuvé le budget pour 1979 (77 millions de francs suisses). Le conseil a notamment décidé d'augmenter les prix des certificats de participation à l'Assemblée générale des Nations unies destinés à encourager le développement des télécommunications internationales et des services de télécommunications en Afrique (1978-1980) ainsi qu'un accord de coopération technique et scientifique entre les pays membres de l'Union d'appuyer la proposition de l'Assemblée mondiale des communications.

À la suite de la démission de M. Alexandre N. Gromov, le conseil d'administration a élu M. Piotr Savitskiy, directeur général de l'Union soviétique, membre du comité international d'investissement des télécommunications (I.P.T.E.). Le conseil a également élu M. Gromov, directeur général de l'Union soviétique, membre du comité international d'investissement des télécommunications (I.P.T.E.).

Le conseil d'administration de l'Union internationale des télécommunications (U.I.T.) a tenu sa trente-troisième session à Genève du 15 mai au 1<sup>er</sup> juin et a examiné les activités de l'Union en 1977 ainsi que ses activités futures.

Inde (12 juin): 120 millions de dollars pour un projet de télécommunications visant à moderniser et à étendre les installations téléphoniques; Uruguay (15 juin): 8,7 millions de dollars pour un projet de formation professionnelle et de développement industriel;

Algérie (19 juin): 90 millions de dollars pour financer le quatrième projet de formation professionnelle et de développement industriel; Costa-Rica (19 juin): 15 millions de dollars pour la fourniture de crédits à moyen et long terme aux bénéficiaires du développement industriel de la Banque centrale;

Yugoslavie (19 juin): 10 millions de dollars pour la construction d'un barrage et d'une centrale de 40 mégawatts; Libéria (19 juin): 10 millions de dollars pour accroître la production d'énergie électrique.

CREDITS DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT. — L'Association internationale de développement (IDA), filiale de la Banque mondiale, a annoncé en juin l'octroi d'une série de crédits au bénéfice des pays suivants: Inde (25 mai): 85 millions de dollars pour la construction d'un barrage et d'une centrale de 40 mégawatts; République de Corée (25 mai): 10 millions de dollars pour la construction d'un barrage et d'une centrale de 40 mégawatts; République de Corée (25 mai): 10 millions de dollars pour la construction d'un barrage et d'une centrale de 40 mégawatts; République de Corée (25 mai): 10 millions de dollars pour la construction d'un barrage et d'une centrale de 40 mégawatts;

Niger (25 mai): 5 millions de dollars répartis en deux tranches de 2,5 millions de dollars pour la réalisation de ses opérations de prêts en faveur des petites et moyennes entreprises à forte intensité de main-d'œuvre; Tchad (15 mai): 6,3 millions de dollars pour l'amélioration de l'éducation primaire dans les zones rurales;

Yémen (25 mai): 12,5 millions de dollars pour le financement de la construction d'un barrage et d'une centrale de 40 mégawatts; République de Corée (25 mai): 10 millions de dollars pour la construction d'un barrage et d'une centrale de 40 mégawatts;

Gambie (26 mai): 3 millions de dollars pour aider les entrepreneurs ruraux et urbains ainsi que les artisans par le canal de la Banque commerciale et de développement du Sénégal; Népal (26 mai): 30 millions de dollars pour la modernisation du canal de Ghorahi;

Philippines (26 mai): 12,5 millions de dollars pour la mise en place de services de vulgarisation agricole adaptés et de services vétérinaires; République de Corée (26 mai): 10 millions de dollars pour le financement d'un projet hydro-électrique; Sri Lanka (6 juin): deux crédits d'un montant de 2,5 millions de dollars pour l'amélioration de la qualité du thé et 4,5 millions de dollars pour un programme national de réhabilitation des zones affectées par le séisme de 1976;

Guyane (6 juin): 10 millions de dollars pour le financement d'un projet d'irrigation; République de Corée (6 juin): 10 millions de dollars pour le développement de la vallée du fleuve Shire grâce à la mise en place de méthodes d'exploitation extensives;

Sonésie (8 juin): deux crédits de 5 millions de dollars; l'un, de 5 millions de dollars, contribue à l'amélioration de la production de riz; l'autre, de 5 millions de dollars, finance un projet d'assistance technique visant à réaliser ses programmes de développement économique;

Banladesh (12 juin): 7 millions de dollars pour la création de petites industries fournissant des équipements et des fonds de roulement aux petites industries; ou pays à évaluer sous le 15 juin, 6 millions de dollars pour le renforcement du système de recherche agricole; République de Corée (12 juin): 10 millions de dollars pour le financement de travaux d'entretien des installations portuaires et de maintenance du port de Gwangju;

Indonésie (15 juin): 30 millions de dollars pour le financement de prêts à long terme pour la production de sucre et de café et, en faveur de l'élevage et de la pêche; République démocratique populaire du Yémen (15 juin): 5 millions de dollars pour le financement d'un projet d'énergie électrique.

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE. — Deux nouvelles opérations de la Société financière internationale ont été effectuées en mai: Le 19 mai, investissements en Inde dans la Société financière de développement et d'investissement et de crédit industriel en vue d'assurer le financement à long terme de l'habitat principal des groupes à moyen et faible revenu. La S.F.I. participe au capital pour un montant de 5 millions de roupies en moyen d'une souscription ferme et d'un prêt de 5 millions de dollars à des conditions commerciales; Le 30 mai, opération au Laos sous forme d'un prêt de participation de 11 000 dollars et d'un engagement de prêt de 200 000 dollars en faveur de la Laotho Quality Development Foundation, qui contribuera à la mise en exploitation de balneaires produisant des sprays jusqu'à présent importés en dépit de restrictions de paiements de dollars.

REUNIONS DE GROUPES D'AIDE AUX PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT. — Les gouvernements et organismes concernés par l'aide au développement du Pakistan, du Bangladesh, de l'Inde et de l'Égypte se sont rencontrés réunis à Paris, sous l'égide de la Banque mondiale, les 1<sup>er</sup> et 2 juin, 5 et 6 juin, 8 et 9 juin et 12, 15, 16 juin.

Banque européenne d'investissement

Le conseil des gouverneurs décide un doublement du capital. REUNI pour sa séance annuelle le 13 juin à Luxembourg, le conseil des gouverneurs de la Banque européenne d'investissement (B.E.I.) a pris la décision de doubler le capital de la Banque, qui passe de 7 051,5 millions d'écus (1) à 14 103 millions d'écus. Le montant de la contribution des États membres qui devra être versé en huit tranches semestrielles à partir du 30 avril 1980 a été fixé à 364,375 millions d'écus (soit 10 %); ces versements porteront le total du capital versé

à 911,95 millions d'écus. L'augmentation du capital entraînera un élargissement des interventions de la B.E.I. jusqu'à présent limitées puisque l'encours de prêts et des garanties ne peut excéder 250 % du montant du capital souscrit. Le capital souscrit s'élevait depuis la dernière augmentation (75 %) en juillet 1976 à 3 643,75 millions d'écus, l'encours des prêts et garanties de la Banque pouvait atteindre un montant maximum de 8 589,375 millions; à la fin de l'exercice 1977 l'encours se situait à 7 milliards d'écus (environ 200 %). Le doublement du capital souscrit de la Banque permet de porter la limite statutaire à 17 171,25 millions d'écus.

Les autres décisions prises par les membres du conseil ont porté sur le renouvellement du conseil d'administration pour la prochaine période statutaire de cinq ans, la nomination de M. Claude Richard Ross (Royaume-Uni) en qualité de vice-président et de membre du comité de direction, en remplacement de Sir Raymond Bull ainsi que sur l'approbation du rapport annuel de la B.E.I. et de son bilan pour 1977.

Ce document souligne l'accroissement substantiel des opérations de financement de la Banque, qui pendant l'exercice 1977 se sont élevées à 1 971,5 millions d'écus, soit une progression de 23,7 % par rapport aux 1 597,5 millions d'écus de l'exercice 1976. Les prêts en faveur de projets situés dans la C.E.E. ou d'intérêt direct pour les pays membres se sont chiffrés à 1 401,3 millions d'écus, soit une augmentation de 29 % (22 % en 1976) par rapport à l'exercice précédent (1 088 millions d'écus de prêts en 1976). Le reliquat, soit 570,2 millions d'écus, a servi à financer des investissements dans des pays hors de la C.E.E. (en Afrique, aux Caraïbes, au Portugal et en Espagne).

FRÈRE AU DANEMARK. À L'ITALIE. À LA CORÉE DU SUD. À L'URUGUAY. À LA JAMAÏQUE. — La Banque européenne a récemment approuvé quatre prêts: Un prêt d'un montant de 25,5 millions de couronnes danoises (environ 2,2 millions d'écus) pour quinze ans, à 8 %, le 21 mai en faveur du Danemark pour la réalisation de nouvelles installations de traitement des eaux d'égout et d'extension du terminal de car-ferris du port de Roskilde, dans l'île de Sorøholm; Un prêt d'un montant de 2 milliards de lire (1,9 million d'écus) pour huit ans à 7,2 %, le 2 juin à la société italienne Acciaieria e Tubificio di Brindisi qui financera la construction de nouvelles installations métallurgiques dans l'usine de la société pour la production d'équipements destinés aux centrales hydro-électriques; Un prêt d'un montant de 10 millions de dollars (7,4 millions d'écus) pour dix ans à 10,25 %, le 8 juin à la Grande-Bretagne pour le financement de la construction de nouvelles usines BICC Metals de Freetown dans le nord de ce pays; D'autre part, le 8 juin, un prêt en plusieurs tranches d'un montant de 10 millions de couronnes danoises (environ 0,9 million d'écus) a été accordé pour la construction d'un grand magasin (résidence) à Roskilde, dans l'île de Sorøholm.

Le premier contrat de prêt d'un montant de 3 millions d'écus, pour dix ans au taux de 4,9 %, a été conclu le 15 juin à Luxembourg.

OPÉRATION DE FINANCEMENT AU LIBAN. — La B.E.I. a réalisé sa première opération au Liban par un concours financier dont le montant total pourrait atteindre 25 millions d'écus, soit environ 20 % du prêt de 125 millions d'écus de la B.E.I. à la centrale thermique de Jish près de Beyrouth. Le concours de la Banque comporte un prêt d'un montant de 20 millions d'écus de 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> série exceptionnelle et accordés au Liban sous forme de prêts d'investissement à long terme et de prêts à court terme à court terme (jusqu'à 1981). Il sera versé au Conseil de développement et de la reconstruction du Liban, qui en rétrocedera le produit à l'Etat libanais.

Le premier contrat de prêt d'un montant de 3 millions d'écus, pour dix ans au taux de 4,9 %, a été conclu le 15 juin à Luxembourg.

OPÉRATION DE FINANCEMENT AU LIBAN. — La B.E.I. a réalisé sa première opération au Liban par un concours financier dont le montant total pourrait atteindre 25 millions d'écus, soit environ 20 % du prêt de 125 millions d'écus de la B.E.I. à la centrale thermique de Jish près de Beyrouth. Le concours de la Banque comporte un prêt d'un montant de 20 millions d'écus de 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> série exceptionnelle et accordés au Liban sous forme de prêts d'investissement à long terme et de prêts à court terme à court terme (jusqu'à 1981). Il sera versé au Conseil de développement et de la reconstruction du Liban, qui en rétrocedera le produit à l'Etat libanais.

Le premier contrat de prêt d'un montant de 3 millions d'écus, pour dix ans au taux de 4,9 %, a été conclu le 15 juin à Luxembourg.

OPÉRATION DE FINANCEMENT AU LIBAN. — La B.E.I. a réalisé sa première opération au Liban par un concours financier dont le montant total pourrait atteindre 25 millions d'écus, soit environ 20 % du prêt de 125 millions d'écus de la B.E.I. à la centrale thermique de Jish près de Beyrouth. Le concours de la Banque comporte un prêt d'un montant de 20 millions d'écus de 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> série exceptionnelle et accordés au Liban sous forme de prêts d'investissement à long terme et de prêts à court terme à court terme (jusqu'à 1981). Il sera versé au Conseil de développement et de la reconstruction du Liban, qui en rétrocedera le produit à l'Etat libanais.

Le premier contrat de prêt d'un montant de 3 millions d'écus, pour dix ans au taux de 4,9 %, a été conclu le 15 juin à Luxembourg.

OPÉRATION DE FINANCEMENT AU LIBAN. — La B.E.I. a réalisé sa première opération au Liban par un concours financier dont le montant total pourrait atteindre 25 millions d'écus, soit environ 20 % du prêt de 125 millions d'écus de la B.E.I. à la centrale thermique de Jish près de Beyrouth. Le concours de la Banque comporte un prêt d'un montant de 20 millions d'écus de 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> série exceptionnelle et accordés au Liban sous forme de prêts d'investissement à long terme et de prêts à court terme à court terme (jusqu'à 1981). Il sera versé au Conseil de développement et de la reconstruction du Liban, qui en rétrocedera le produit à l'Etat libanais.

Le premier contrat de prêt d'un montant de 3 millions d'écus, pour dix ans au taux de 4,9 %, a été conclu le 15 juin à Luxembourg.

OPÉRATION DE FINANCEMENT AU LIBAN. — La B.E.I. a réalisé sa première opération au Liban par un concours financier dont le montant total pourrait atteindre 25 millions d'écus, soit environ 20 % du prêt de 125 millions d'écus de la B.E.I. à la centrale thermique de Jish près de Beyrouth. Le concours de la Banque comporte un prêt d'un montant de 20 millions d'écus de 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> série exceptionnelle et accordés au Liban sous forme de prêts d'investissement à long terme et de prêts à court terme à court terme (jusqu'à 1981). Il sera versé au Conseil de développement et de la reconstruction du Liban, qui en rétrocedera le produit à l'Etat libanais.

Le premier contrat de prêt d'un montant de 3 millions d'écus, pour dix ans au taux de 4,9 %, a été conclu le 15 juin à Luxembourg.

OPÉRATION DE FINANCEMENT AU LIBAN. — La B.E.I. a réalisé sa première opération au Liban par un concours financier dont le montant total pourrait atteindre 25 millions d'écus, soit environ 20 % du prêt de 125 millions d'écus de la B.E.I. à la centrale thermique de Jish près de Beyrouth. Le concours de la Banque comporte un prêt d'un montant de 20 millions d'écus de 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> série exceptionnelle et accordés au Liban sous forme de prêts d'investissement à long terme et de prêts à court terme à court terme (jusqu'à 1981). Il sera versé au Conseil de développement et de la reconstruction du Liban, qui en rétrocedera le produit à l'Etat libanais.

Le premier contrat de prêt d'un montant de 3 millions d'écus, pour dix ans au taux de 4,9 %, a été conclu le 15 juin à Luxembourg.

OPÉRATION DE FINANCEMENT AU LIBAN. — La B.E.I. a réalisé sa première opération au Liban par un concours financier dont le montant total pourrait atteindre 25 millions d'écus, soit environ 20 % du prêt de 125 millions d'écus de la B.E.I. à la centrale thermique de Jish près de Beyrouth. Le concours de la Banque comporte un prêt d'un montant de 20 millions d'écus de 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> série exceptionnelle et accordés au Liban sous forme de prêts d'investissement à long terme et de prêts à court terme à court terme (jusqu'à 1981). Il sera versé au Conseil de développement et de la reconstruction du Liban, qui en rétrocedera le produit à l'Etat libanais.

Le premier contrat de prêt d'un montant de 3 millions d'écus, pour dix ans au taux de 4,9 %, a été conclu le 15 juin à Luxembourg.

OPÉRATION DE FINANCEMENT AU LIBAN. — La B.E.I. a réalisé sa première opération au Liban par un concours financier dont le montant total pourrait atteindre 25 millions d'écus, soit environ 20 % du prêt de 125 millions d'écus de la B.E.I. à la centrale thermique de Jish près de Beyrouth. Le concours de la Banque comporte un prêt d'un montant de 20 millions d'écus de 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> série exceptionnelle et accordés au Liban sous forme de prêts d'investissement à long terme et de prêts à court terme à court terme (jusqu'à 1981). Il sera versé au Conseil de développement et de la reconstruction du Liban, qui en rétrocedera le produit à l'Etat libanais.

Le premier contrat de prêt d'un montant de 3 millions d'écus, pour dix ans au taux de 4,9 %, a été conclu le 15 juin à Luxembourg.

OPÉRATION DE FINANCEMENT AU LIBAN. — La B.E.I. a réalisé sa première opération au Liban par un concours financier dont le montant total pourrait atteindre 25 millions d'écus, soit environ 20 % du prêt de 125 millions d'écus de la B.E.I. à la centrale thermique de Jish près de Beyrouth. Le concours de la Banque comporte un prêt d'un montant de 20 millions d'écus de 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> série exceptionnelle et accordés au Liban sous forme de prêts d'investissement à long terme et de prêts à court terme à court terme (jusqu'à 1981). Il sera versé au Conseil de développement et de la reconstruction du Liban, qui en rétrocedera le produit à l'Etat libanais.

Le premier contrat de prêt d'un montant de 3 millions d'écus, pour dix ans au taux de 4,9 %, a été conclu le 15 juin à Luxembourg.

OPÉRATION DE FINANCEMENT AU LIBAN. — La B.E.I. a réalisé sa première opération au Liban par un concours financier dont le montant total pourrait atteindre 25 millions d'écus, soit environ 20 % du prêt de 125 millions d'écus de la B.E.I. à la centrale thermique de Jish près de Beyrouth. Le concours de la Banque comporte un prêt d'un montant de 20 millions d'écus de 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> série exceptionnelle et accordés au Liban sous forme de prêts d'investissement à long terme et de prêts à court terme à court terme (jusqu'à 1981). Il sera versé au Conseil de développement et de la reconstruction du Liban, qui en rétrocedera le produit à l'Etat libanais.

MISSION D'ORIGINATION EN REPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE. — Une mission d'origination de la Banque interaméricaine de développement a été prise terme le 3 juin dernier par le Deutsche Zentralbank für Wirtschaftsbank d'un montant de 70 millions de deutschemark (environ 32,5 millions de dollars), cette mission sera remboursée en six à dix ans après la date de la signature de l'accord. Son produit alimentera les ressources internationales de la Banque.

Banque des règlements internationaux

Quarante-huitième assemblée générale. L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE de la Banque des règlements internationaux, réunie à Bâle le 12 juin pour sa quarante-huitième session, a pris connaissance du rapport annuel qui lui était soumis. Ce document expose le point de vue de la Banque sur l'évolution économique internationale. Selon lui, trois facteurs dépressifs ont contribué durant l'année écoulée à ralentir encore l'expansion du commerce et de la production dans le monde: déséquilibre extérieur global, déséquilibre des paiements internationaux au sein du groupe des pays industrialisés et persistance des perturbations inflationnistes. Dans la conclusion, M. René Larre, directeur général de la Banque, formule des recommandations pour un effort concerté à l'échelle internationale.

Le rapport annuel traite aussi, dans son dernier chapitre, des activités de la B.R.I. ainsi que du bilan et des résultats financiers que l'assemblée générale a approuvés au cours de sa session. À la fin de l'exercice 1977-1978, le total du bilan s'élevait à 59 334 566 542 francs or. Les comptes de l'exercice clos le 31 mars 1978 ont fait apparaître un excédent net d'exploitation de 204 477 506 francs or, contre 175 778 466 francs or l'exercice précédent. L'exercice a été transféré de 427 372 francs or à la provision pour frais d'administration exceptionnels et de 15 millions de francs or à la provision pour immeubles, le bénéfice net a été de 191 000 134 francs or. Le bénéfice net a été réparti par l'exercice précédent. Sur recommandation du conseil d'administration, l'assemblée générale ordinaire a décidé de distribuer un dividende de 110 francs suisses par action, payable le 1<sup>er</sup> juillet 1978 aux actionnaires inscrits sur les registres de la Banque à la date du 30 juin 1978. Comme il est indiqué au bilan, un montant de 71 050 134 francs or a été affecté à cet effet par prélèvement sur le bénéfice net. À égalité, l'assemblée générale a également décidé de transférer 48 millions de francs or au fonds de réserve générale, et 72 millions de francs or au fonds de réserve libre.

Corporation andine de développement

Troisième réunion du conseil de direction. La troisième réunion du conseil de direction de la Corporation andine de développement s'est tenue du 13 au 16 mai à Caracas. Une série de décisions ont été prises, notamment l'augmentation des ressources de prêt grâce à une nouvelle émission de bons à long terme d'un montant de 70 000 000 de dollars. L'assouplissement des procédures appliquées aux opérations de prêt et la révision de la structure administrative de l'organisation. D'autre part, les membres du conseil ont accordé une série de prêts d'un montant équivalant à 70 000 000 de dollars en faveur des secteurs publics et privés de l'économie des cinq pays membres.

BANQUE ARABE POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE EN AFRIQUE. — La Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) a accordé, le 10 juin, un prêt de dix millions de dollars (pour onze ans, à 7 % l'an) au Congo pour financer le financement d'un projet de construction d'une usine de pâte à papier à Edou (près de Douala).

BANQUE ASIATIQUE DE DEVELOPPEMENT. — La Banque asiatique de développement a récemment accordé deux prêts aux pays suivants: Philippines (11 mai): 23,5 millions de dollars (sur les ressources ordinaires de la Banque) pour trente ans, au taux de 7,7 % pour la réalisation d'un projet d'irrigation dans l'île de Mindanao, dans les provinces de Cotabato et de Davao; République de Corée (11 mai): 7 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales) pour quarante ans au taux de 1 % pour financer les opérations de prêts de la Banque de développement de la République de Corée.

BANQUE CENTRAMÉRICAINNE D'INTEGRATION ECONOMIQUE. — La Banque centraméricaine d'intégration économique (B.C.I.E.) a accordé, le 25 mai, deux prêts au Honduras les 25 et 26 mai. Le premier (2 400 000 dollars) contribuera au financement de la construction de l'usine de fabrication régionale de Tegucigalpa; le deuxième (1 100 000 dollars) aidera la Federación Hondureña de Cooperación de Vivienda Limitada, constructeur de habitations à loyer modéré dans les villes de La Esperanza et de Zapote-Norte.

BANQUE CENTRAMÉRICAINNE D'INTEGRATION ECONOMIQUE. — La Banque centraméricaine d'intégration économique (B.C.I.E.) a accordé, le 25 mai, deux prêts au Honduras les 25 et 26 mai. Le premier (2 400 000 dollars) contribuera au financement de la construction de l'usine de fabrication régionale de Tegucigalpa; le deuxième (1 100 000 dollars) aidera la Federación Hondureña de Cooperación de Vivienda Limitada, constructeur de habitations à loyer modéré dans les villes de La Esperanza et de Zapote-Norte.

BANQUE CENTRAMÉRICAINNE D'INTEGRATION ECONOMIQUE. — La Banque centraméricaine d'intégration économique (B.C.I.E.) a accordé, le 25 mai, deux prêts au Honduras les 25 et 26 mai. Le premier (2 400 000 dollars) contribuera au financement de la construction de l'usine de fabrication régionale de Tegucigalpa; le deuxième (1 100 000 dollars) aidera la Federación Hondureña de Cooperación de Vivienda Limitada, constructeur de habitations à loyer modéré dans les villes de La Esperanza et de Zapote-Norte.

BANQUE CENTRAMÉRICAINNE D'INTEGRATION ECONOMIQUE. — La Banque centraméricaine d'intégration économique (B.C.I.E.) a accordé, le 25 mai, deux prêts au Honduras les 25 et 26 mai. Le premier (2 400 000 dollars) contribuera au financement de la construction de l'usine de fabrication régionale de Tegucigalpa; le deuxième (1 100 000 dollars) aidera la Federación Hondureña de Cooperación de Vivienda Limitada, constructeur de habitations à loyer modéré dans les villes de La Esperanza et de Zapote-Norte.

BANQUE CENTRAMÉRICAINNE D'INTEGRATION ECONOMIQUE. — La Banque centraméricaine d'intégration économique (B.C.I.E.) a accordé, le 25 mai, deux prêts au Honduras les 25 et 26 mai. Le premier (2 400 000 dollars) contribuera au financement de la construction de l'usine de fabrication régionale de Tegucigalpa; le deuxième (1 100 000 dollars) aidera la Federación Hondureña de Cooperación de Vivienda Limitada, constructeur de habitations à loyer modéré dans les villes de La Esperanza et de Zapote-Norte.

BANQUE CENTRAMÉRICAINNE D'INTEGRATION ECONOMIQUE. — La Banque centraméricaine d'intégration économique (B.C.I.E.) a accordé, le 25 mai, deux prêts au Honduras les 25 et 26 mai. Le premier (2 400 000 dollars) contribuera au financement de la construction de l'usine de fabrication régionale de Tegucigalpa; le deuxième (1 100 000 dollars) aidera la Federación Hondureña de Cooperación de Vivienda Limitada, constructeur de habitations à loyer modéré dans les villes de La Esperanza et de Zapote-Norte.

BANQUE CENTRAMÉRICAINNE D'INTEGRATION ECONOMIQUE. — La Banque centraméricaine d'intégration économique (B.C.I.E.) a accordé, le 25 mai, deux prêts au Honduras les 25 et 26 mai. Le premier (2 400 000 dollars) contribuera au financement de la construction de l'usine de fabrication régionale de Tegucigalpa; le deuxième (1 100 000 dollars) aidera la Federación Hondureña de Cooperación de Vivienda Limitada, constructeur de habitations à loyer modéré dans les villes de La Esperanza et de Zapote-Norte.

BANQUE CENTRAMÉRICAINNE D'INTEGRATION ECONOMIQUE. — La Banque centraméricaine d'intégration économique (B.C.I.E.) a accordé, le 25 mai, deux prêts au Honduras les 25 et 26 mai. Le premier (2 400 000 dollars) contribuera au financement de la construction de l'usine de fabrication régionale de Tegucigalpa; le deuxième (1 100 000 dollars) aidera la Federación Hondureña de Cooperación de Vivienda Limitada, constructeur de habitations à loyer modéré dans les villes de La Esperanza et de Zapote-Norte.

BANQUE CENTRAMÉRICAINNE D'INTEGRATION ECONOMIQUE. — La Banque centraméricaine d'intégration économique (B.C.I.E.) a accordé, le 25 mai, deux prêts au Honduras les 25 et 26 mai. Le premier (2 400 000 dollars) contribuera au financement de la construction de l'usine de fabrication régionale de Tegucigalpa; le deuxième (1 100 000 dollars) aidera la Federación Hondureña de Cooperación de Vivienda Limitada, constructeur de habitations à loyer modéré dans les villes de La Esperanza et de Zapote-Norte.

BANQUE CENTRAMÉRICAINNE D'INTEGRATION ECONOMIQUE. — La Banque centraméricaine d'intégration économique (B.C.I.E.) a accordé, le 25 mai, deux prêts au Honduras les 25 et 26 mai. Le premier (2 400 000 dollars) contribuera au financement de la construction de l'usine de fabrication régionale de Tegucigalpa; le deuxième (1 100 000 dollars) aidera la Federación Hondureña de Cooperación de Vivienda Limitada, constructeur de habitations à loyer modéré dans les villes de La Esperanza et de Zapote-Norte.

BANQUE CENTRAMÉRICAINNE D'INTEGRATION ECONOMIQUE. — La Banque centraméricaine d'intégration économique (B.C.I.E.) a accordé, le 25 mai, deux prêts au Honduras les 25 et 26 mai. Le premier (2 400 000 dollars) contribuera au financement de la construction de l'usine de fabrication régionale de Tegucigalpa; le deuxième (1 100 000 dollars) aidera la Federación Hondureña de Cooperación de Vivienda Limitada, constructeur de habitations à loyer modéré dans les villes de La Esperanza et de Zapote-Norte.

BANQUE CENTRAMÉRICAINNE D'INTEGRATION ECONOMIQUE. — La Banque centraméricaine d'intégration économique (B.C.I.E.) a accordé, le 25 mai, deux prêts au Honduras les 25 et 26 mai. Le premier (2 400 000 dollars) contribuera au financement de la construction de l'usine de fabrication régionale de Tegucigalpa; le deuxième (1 100 000 dollars) aidera la Federación Hondureña de Cooperación de Vivienda Limitada, constructeur de habitations à loyer modéré dans les villes de La Esperanza et de Zapote-Norte.

BANQUE CENTRAMÉRICAINNE D'INTEGRATION ECONOMIQUE. — La Banque centraméricaine d'intégration économique (B.C.I.E.) a accordé, le 25 mai, deux prêts au Honduras les 25 et 26 mai. Le premier (2 400 000 dollars) contribuera au financement de la construction de l'usine de fabrication régionale de Tegucigalpa; le deuxième (1 100 000 dollars) aidera la Federación Hondureña de Cooperación de Vivienda Limitada, constructeur de habitations à loyer modéré dans les villes de La Esperanza et de Zapote-Norte.

BANQUE CENTRAMÉRICAINNE D'INTEGRATION ECONOMIQUE. — La Banque centraméricaine d'intégration économique (B.C.I.E.) a accordé, le 25 mai, deux prêts au Honduras les 25 et 26 mai. Le premier (2 400 000 dollars) contribuera au financement de la construction de l'usine de fabrication régionale de Tegucigalpa; le deuxième (1 100 000 dollars) aidera la Federación Hondureña de Cooperación de Vivienda Limitada, constructeur de habitations à loyer modéré dans les villes de La Esperanza et de Zapote-Norte.

BANQUE CENTRAMÉRICAINNE D'INTEGRATION ECONOMIQUE. — La Banque centraméricaine d'intégration économique



balliers de cinq pays y ont participé. Le C.A.E.S. a examiné à cette occasion le plan d'action du Groupe andin pour le second semestre de l'année en cours...

PETROCHIMIE. — La cinquième session ordinaire du comité pétrochimique du Groupe andin s'est tenue dans la capitale péruvienne du 23 au 24 mai...

O.C.D.E.

Au conseil ministériel : un programme de relance concertée

Le conseil de l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.) s'est réuni au niveau ministériel les 14 et 15 juin...

BALANCE DES PAIEMENTS. — Le déficit de la balance des paiements courants pour les vingt-quatre pays membres de l'O.C.D.E. s'établissait à environ 14 milliards de dollars en 1977...

LA DETTE DE LA TURQUIE. — Le consortium de l'O.C.D.E. pour la Turquie s'est réuni à Paris les 17 et 20 mai pour examiner la situation financière...

Les représentants des pays participants ont recommandé à leurs gouvernements respectifs un allègement important de la dette extérieure turque.

CREDITS A L'EXPORTATION. — Les vingt-deux pays membres du groupe de l'O.C.D.E. sur les crédits et les garanties de crédit à l'exportation ont donné leur accord au sujet de l'arrangement relatif à des lignes directrices pour les crédits à l'exportation...

SECURISER AU SAHEL. — M. Ousada Jansara, président de la Gambie, s'est entretenu le 9 juin avec M. Von Lennep, secrétaire général de l'O.C.D.E. et M. Williams, président du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation...

AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE. — Les dix-neuf pays membres de l'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.) ne parviendront pas à respecter leur propre objectif de limitation des importations pétrolières de 25 millions de barils par jour en 1983...

RECENTES PUBLICATIONS. — Dans la série « Etudes économiques » : la Suisse (91 pages) et l'Irlande (53 pages).

ASSOCIATION LATINO-AMERICAINE DE LIBRE COMMERCE. — La quinzième réunion des représentants des industries chimiques et pharmaceutiques s'est tenue à Montevideo du 12 au 21 mai...

COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST. — Les seize chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (C.E.A.O.) se sont réunis à Lagos (Nigeria) le 27 avril...

lancement de la Communauté ont notamment été évoqués.

COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES PAYS DES GRANDS LACS. — La commission technique spécialisée des travaux publics, des transports, des communications et de l'énergie de la Communauté économique des pays des Grands Lacs (C.E.P.G.L.) a réuni pour sa première session à Gwangju, du 8 au 13 mai...

CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT. — Un groupe de travail, réuni du 22 au 26 mai à Genève, sous les auspices de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED)...

CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT. — Un groupe de travail, réuni du 22 au 26 mai à Genève, sous les auspices de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED)...



Marché commun

Les Neuf prêts à coordonner leurs mesures de relance

Les neuf pays du Marché commun sont prêts à coordonner leurs mesures de relance économique mais en tenant compte des situations particulières de chaque Etat membre.

L'Allemagne de l'Ouest, première puissance économique de la C.E.E. hérite cependant à l'engagement sur un calendrier précis de mesures, par elle-même illustré, l'heure actuelle, de fixer comme objectif précis un taux de croissance de 4,5 % en juillet 1979 pour l'ensemble des pays du Marché commun.

Les huit partenaires de Bonn ont toutefois obtenu de M. Hans Otto Schlicht, secrétaire d'Etat ouest-allemand de l'économie, l'engagement que son pays soutiendra un programme commun de relance qui devait être mis au point au cours du Conseil européen de Brémès les 6 et 7 juillet. Toutefois, la R.F.A. avait annoncé sans attendre qu'elle n'entreprendrait pas de nouvelles mesures de relance avant l'automne prochain.

Au conseil des ministres des affaires étrangères

Le « oui » de la C.E.E. au Portugal et la discussion sur le renouvellement de la convention de Lomé ont été les deux points forts du conseil des affaires étrangères des Neuf le 8 juin à Luxembourg.

Les Neuf ont décidé d'ouvrir le plus rapidement possible, sans doute au mois d'octobre prochain, les négociations avec le Portugal qui devraient durer plusieurs années. Le Marché commun peut en outre se préoccuper de faciliter sur le plan économique le passage du Portugal dans la C.E.E.

Les ministres ont également préparé le mandat de négociation des Neuf en vue de l'ouverture de discussions avec les pays de la cinquantaine de pays africains, des Caraïbes et du Pacifique (A.C.P.) sur le renouvellement de la convention de Lomé, qui arrive à expiration le 31 décembre 1980.

Les Neuf ont également entendu une intervention du secrétaire d'Etat ouest-allemand de l'économie, M. Hans Otto Schlicht, fustigeant une nouvelle fois le protectionnisme sous toutes ses formes et demandant à la C.E.E. de ne pas autoriser l'octroi d'aides nationales déguisées à maintenir en vie les entreprises non rentables. La commission de la C.E.E. et la plupart des autres délégations ont donné l'assurance qu'elles n'ont pas le moindre intérêt à un protectionnisme qui limiterait les aides nationales dans le secteur industriel devraient être limitées au strict minimum.

L'Allemagne de l'Ouest prête à aider ses voisins à défendre la parité de leurs monnaies

L'Allemagne occidentale veut faire quelque chose et aller de l'avant pour assurer une plus grande stabilité monétaire dans l'Europe. M. Hans Mathoff, ministre ouest-allemand des finances, a rénové le 19 juin à la réunion des pays du « serpent » monétaire européen (pays dont les monnaies flottent de concert) l'engagement pris à Copenhague par M. Helmut Schmidt, chancelier fédéral, d'aider les autres pays européens à défendre des parités stables.

Sur les moyens nécessaires pour arriver à cette stabilité, le ministre ouest-allemand a été discret. Pour ce qui est des trois rapports à ce sujet sont sur la table : le premier émane du comité monétaire des Neuf, le second des gouvernements de banques centrales, le troisième d'un comité de « trois sages » présidé par M. Bernard Clappier, gouverneur de la Banque de France. Les moyens techniques sont connus :

- 1) Rattachement au « serpent » monétaire européen des monnaies qui flottent séparément, mais avec des marges de fluctuation plus larges que les devises du serpent (deutchemmark, franc belge-luxembourgeois, florin néerlandais et couronne danoise).
- 2) Maintien du « serpent » et fixation de « zones-objectifs » pour les autres monnaies des neuf zones liées par référence à un panier de monnaies. M. Mathoff a notamment évoqué l'extension de l'utilisation de l'unité de compte européenne (panier des monnaies des Neuf) dans les règlements entre pays européens.
- 3) Enfin création d'un Fonds monétaire européen comportant une mise en commun progressive d'une partie des réserves des Etats membres de la C.E.E. qui interviendrait pour stabiliser les parités respectives des devises européennes.

l'urgence s'est réuni du 5 au 9 juin à Genève sous les auspices de la CNUCED pour continuer à évaluer et évaluer les propositions tendant à la stabilisation du marché mondial du tungstène. Ce groupe de travail a été créé à la suite d'un compromis réalisé le 4 avril dernier au Conseil de commerce et du développement entre, d'une part, la majeure partie des pays producteurs et certains pays consommateurs qui sont partisans de convoquer une conférence de négociations en vue de conclure un accord international de produits et, d'autre part, les cinq pays gros consommateurs qui préfèrent la création d'un organisme de producteurs et de consommateurs.

CONSEIL INTERNATIONAL DU BLE. — Selon un rapport publié le 23 mai par le Conseil international du blé, la production mondiale de blé devrait être de 1977 l'ordre de 344,6 millions de tonnes (contre 417,6 en 1976).

MARCHE COMMUN CENTRAMERICAIN. — Les secrétaires d'Etat à l'économie des pays du Marché commun centraméricain (M.C.C.A.) ont tenu une réunion extraordinaire à Guatemala les 1er et 2 juin pour décider de l'attitude des représentants du M.C.C.A. dans la phase finale des négociations communautaires multilatérales du G.A.T.T. Les participants ont notamment décidé de présenter une liste consolidée de produits à droits régionaux. Le décret sur l'application éventuelle de l'Accord de commerce centraméricain qui n'y ont pas encore adhéré a été remis à une date ultérieure.

ORGANISATION DES PAYS EXPORTATEURS DE PETROLE. — La conférence ministérielle de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), réunie à Genève du 17 au 19 juin, a décidé d'augmenter de 10 % le prix du baril de pétrole brut restera à 12,70 dollars, vraisemblablement jusqu'à la fin de l'année, comme le souhaitent l'Arabie Saoudite et l'Iran. La conférence a également décidé la création d'un nouveau comité chargé d'examiner les moyens de mettre les revenus des pays pétroliers à l'abri de la dépréciation du dollar et de l'inflation mondiale. Après cette conférence, une commission spéciale sera constituée, créée il y a un mois à Tadj (Arabie Saoudite), pour étudier la stratégie à moyen et à long terme de l'Organisation en matière de prix, de raffinage et de pétrochimie.

Débat sur la viande ovine

La Grande-Bretagne et la France, qui fournissent respectivement 60 et 25 % de la production de viande ovine de la Communauté européenne, se sont opposées le 19 juin à Luxembourg sur le problème d'une éventuelle organisation de marché dans ce secteur.

M. Pierre Méhaignerie, ministre français de l'Agriculture, a défendu l'organisation nationale de marché existant en France, caractérisée par des prix de marché élevés (supérieurs de 30 % environ aux prix britanniques) et par des contingents à l'importation très limités et des taxes à l'importation élevées variables en fonction des prix du marché.

De son côté, la Grande-Bretagne, qui absorbe les quatre cinquièmes des importations de viande ovine de la C.E.E., souhaite pouvoir continuer à bénéficier des importations très bon marché en provenance de Nouvelle-Zélande, frappées à l'heure actuelle d'un droit de douane limité de 20 %.

D'autre part les ministres de l'Agriculture ont souligné la nécessité pour la Communauté d'avoir une « politique ferme » dans les négociations du G.A.T.T. (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) qui se déroulent actuellement à Genève. La France a souligné en particulier que toutes les concessions faites par la Communauté doivent avoir des contreparties et que ces concessions doivent être réparties de manière équitable entre les Etats de la C.E.E.

Par ailleurs, la Grande-Bretagne a demandé l'abaissement des montants compensatoires monétaires (mécanisme qui corrige les écarts de change pour les produits agricoles) pour le bœuf.

En ce qui concerne la viande de porc, la délégation française a indiqué que les mesures qui viennent d'être prises par la Commission européenne (taxes supplémentaires sur les importations, augmentation des restrictions à l'exportation et aides au stockage privé) sont insuffisantes.

AIDE D'URGENCE AU ZAIRE. — Les ministres des affaires étrangères de la C.E.E., réunis le 12 juin à Copenhague, ont fait le point sur la situation au Zaïre. Une aide urgente sera versée par les pays occidentaux au gouvernement Mobutu.

Six duplex dans la grande tradition de l'Avenue Foch



Dans la grande tradition de l'avenue FOCH et du bois de Boulogne, les six duplex de la Villa FOCH sont en cours d'achèvement. — Décor intimiste entre tous (ils sont six et le restaurant à jamais). — Cadre privilégié. Ils se cachent derrière la façade en pierre de taille respectueusement conservée l'out un air de vivre retrouvé! Nous vous invitons à venir visiter l'appartement modeste. Tous les jours de la semaine (sauf mardi et mercredi) entre 10 h et 19 h - sur rendez-vous - nous vous attendons. Venez, jugez ce duplex comme il se doit, dans les moindres détails. Vous y trouverez les matériaux les plus nobles, harmonieusement réunis aux éléments fonctionnels les mieux conçus. VILLA FOCH : six duplex aux noms prestigieux : "Tyson, Chénoussaux, Chambord, Versailles, Rambouillet, Chamilly" VILLA FOCH : un placement "pierre" à l'épreuve du temps.

A renvoyer à CARLTON S.A., 49 bis av. F.-D. Roosevelt 75008 Paris. Tél : 225.98.33/34

J'aimerais [ ] en savoir plus sur les six duplex de la villa Foch [ ] visiter l'appartement-témoïn

M. \_\_\_\_\_ Adresse \_\_\_\_\_ Tél. \_\_\_\_\_ MD



Carlton 1978

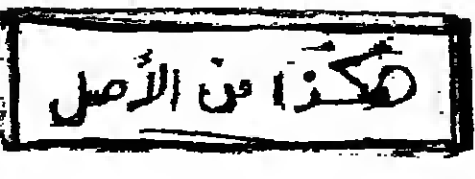
AVIGNON

VILLE D'ART, DE TOURISME ET DE CONGRES

Affaire de prestige de ses monuments anciens l'énergie sportive d'une jeune cité qui, dans un élan sans relâche, construit son avenir.



- LE PALAIS DES PAPES ; LE FONT SAINTE-BENEZET, populaire et charmant, son nombril sur le Rhône et ses bords.
- LES TRESORS ORIGINELIERS
- DE MAGNIFIQUES EXCURSIONS A TRAVERS LA VENISE
- SON FORTIFIE (dames et vieilles traditions)
- UN FESTIVAL DRAMATIQUE (15 juillet - 15 août) Théâtre chorégraphique, symphonie, musique
- DES SALES DE REUNION
- DES SERVICES REGULIERS DE TRAINS « auto-conductes » aller et retour au départ de PARIS, ETAPLES (le Touquet), BOULOGNE, LIEGE, BRUXELLES, AMSTERDAM, DUSSELDORF, HAMBURG, KARLSRUHE
- SON IMPRONT MARQUE QUOTIDIENNE DES FRUITS ET FRIMESURES
- DES SATISFACCTIONS GASTRONOMIQUES et de la plus grande cuisine (Chénoussaux, Pape, Côté-de-Rhône, Gignoux, Tavel, etc.)
- LE PALAIS DES EXPOSITIONS avec ses salles d'exposition pour toutes les manifestations de congrès, ses grandes et luxueuses salles de conférences, de restaurant, son immense parking
- Visitez AVIGNON - La Bonneuse de joie - Enseignements : Maison du Tourisme, cours Jean-Jaurès.





Elle sera de 87,5 millions de dollars, alors que l'année dernière elle était de 78 millions de dollars.

TRANSPORTS MARITIMES. — Les ministres des transports ne sont pas laborieusement arrivés. Le 19 juin à Luxembourg, d'un accord sur les prix...

PEENES. — Aucune proposition n'a été faite le 20 juin à Luxembourg par les ministres des pêches...

NEGOCIATIONS AVEC LE COMECON. — Une évolution favorable est en cours sur la voie de la normalisation entre l'O.C.E. et le COMECON...

ENTREE EN VIGUEUR DE L'ACCORD COMMERCIAL AVEC LA CHINE. — L'accord commercial est entré en vigueur le 1er juillet...

CECA

« Dernière tentative » pour sauver le plan anti-crise de l'acier

Le renforcement de la réglementation anti-crise de l'acier, que nous avons laissé prévoir dans notre précédent numéro, a été...

Le dispositif renforcé comprend quatre volets : Procédure de l'acier défilé. Si les données des ventes constatent des possibilités d'irrégularités...

Prévention anticipée de l'arnage. — Si le dernier estime que l'arnage est probable, il devra retenir la marchandise et ne la laisser circuler qu'une fois réglé le prix de l'arnage...

Compteur de ventes chez les « Bresciani ». — Les sidérurgistes italiens de la région de Brescia, qui vendent habituellement au-dessous des prix minimum imposés...

Enfin les amendes seront accrues et décaissées plus rapidement (dans les quinze jours).

Calentir la production. A ces quatre décisions, la Commission européenne va ajouter deux mesures. Une immédiate ; la recommandation aux sidérurgistes de ralentir leur production...

La Commission constate que la crise a multiplié les licenciements : soixante-trois mille emplois ont été supprimés depuis le début des difficultés dans la sidérurgie européenne...

AUTRES ORGANISATIONS POLITIQUES ET TECHNIQUES ET COMMUNALES

Conseil de l'Europe

Conférence des ministres de la Justice. Les ministres de la Justice des vingt Etats membres du Conseil de l'Europe et de la Finlande se sont réunis à Copenhague les 21 et 22 juin...

POUVOIRS LOCAUX. — La ville et la responsabilité des pouvoirs locaux et régionaux en matière culturelle ont été le thème principal de la troisième session de la conférence...

DRÔTES DE L'HOMME. — Le 8 juin, deux affaires ont été portées devant la Cour européenne des droits de l'homme, l'affaire Atty contre l'Irlande...

La Cour européenne a tenu le 25 mai des audiences publiques sur les affaires et Kötter contre la République fédérale d'Allemagne...

Organisation des Etats américains

Au conseil permanent : un rapport sur le terrorisme

Au cours d'une session hebdomadaire, le conseil permanent de l'Organisation des Etats américains (O.E.A.) a pris connaissance d'un rapport sur le terrorisme établi par un groupe de travail formé des représentants de onze pays...

LE DEVELOPPEMENT DES PAYS MEMBRES DE LA REGION DES CARAIQUES. — Organisé par l'O.E.A. dans le cadre des nouvelles orientations de ses programmes régionaux...

OTAN

Au conseil des 30 et 31 mai : la situation en Afrique et la réduction des forces en Europe

Au départ des chefs d'Etat et de gouvernement des quinze pays membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) ont participé aux travaux du conseil de l'Atlantique nord qui s'est réuni à Washington...

qu'ont les traités européens pour organiser financièrement la création d'emplois de remplacement, la conversion professionnelle des ouvriers licenciés de la sidérurgie et leur indemnisation en attendant le réemploi.

ACCORD DE COOPERATION ENTRE COCKEYLL ET BRUXELLES. — Les groupes belge Cockeyll et français Braxelles ont signé un accord de coopération...

AIDE A LA CONSTRUCTION SOCIALE. — La Commission européenne a financé la construction pour les travailleurs de l'acier et du charbon en Grande-Bretagne...

FRUIT A BACILOE. — 70 millions de francs supplémentaires ont été prêtés par Bruxelles à la situation. Au total, les prêts européens s'élevaient à 325 millions de francs.

30 et 31 mai. La France, la Grèce et l'Irlande étaient représentées au niveau des ministres des affaires étrangères.

Le communiqué final publié à l'issue du conseil traite des points suivants : 1) Les dirigeants alliés ont pris note avec préoccupation des cas répétés dans lesquels l'Union soviétique et certains de ses alliés ont exploité des situations d'instabilité et de conflit régional dans le tiers-monde...

2) Les alliés ont exprimé leur satisfaction de la réunion de Belgrade sur la sécurité et la coopération en Europe qui s'est tenue à Strasbourg du 20 au 22 juin. Les débats ont porté sur la décentralisation de la culture, la renforcement de l'unité culturelle des régions, le renforcement des traditions et des particularismes régionaux et la défense contre la production culturelle de masse.

3) Les alliés ont noté avec satisfaction la rencontre des premiers ministres de Grèce et de Turquie ; ils ont exprimé l'espoir que ce dialogue sur les questions bilatérales contribuera à résoudre les différends entre les deux pays ; Les alliés ont salué l'initiative grecque de l'implication de la Turquie qui ont pris le 19 avril dans le cadre des négociations sur les réductions nucléaires et équilibrées des forces en Europe...

4) Le second jour du conseil, les dirigeants des Etats qui participent à la structure de défense intégrée de l'Alliance ont examiné un rapport sur le programme de défense à long terme établi par leurs ministres de la défense selon le mandat reçu à la réunion des chefs d'Etat et de gouvernement à Londres en mai 1977 ; ils ont déclaré leur accord sur ce programme d'importance majeure vers l'adaptation des forces de l'OTAN aux exigences nouvelles des années 80.

UN COMITE DES ETATS DE DEFENSE. — Le comité des chefs de l'OTAN s'est réuni en session ministérielle à Bruxelles les 18 et 19 mai pour préparer la session du conseil des 30 et 31 mai. Il a adopté un rapport sur le programme de défense à long terme, décidé à la réunion de Londres en mai 1977. Ce programme vise notamment à améliorer la préparation des forces armées de l'OTAN en matière de tension croissante ou de crise, le renforcement rapide de l'ensemble de la zone de commandement allié...

5) L'Assemblée se préoccupe des relations avec la Chine et de la situation en Afrique. Les relations entre la Chine et l'Europe de l'Ouest en matière de défense ont été l'un des thèmes principaux de la session plénière de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale tenue à Paris du 18 au 20 juin.

Union de l'Europe occidentale

L'Assemblée se préoccupe des relations avec la Chine et de la situation en Afrique. Les relations entre la Chine et l'Europe de l'Ouest en matière de défense ont été l'un des thèmes principaux de la session plénière de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale tenue à Paris du 18 au 20 juin.

Dans une résolution, l'Assemblée constate que la Chine constitue aujourd'hui un facteur important pour le maintien de la paix et de la sécurité dans le monde et encourage les gouvernements membres à développer leurs relations commerciales avec la Chine, sur le plan bilatéral, et à continuer de se concerter en particulier dans le cadre de la C.E.E. en vue de développer le commerce entre l'Europe et la Chine.

Autre préoccupation d'intérêt immédiat, les problèmes africains envisagés sous l'angle de la coopération européenne. L'Assemblée s'est félicitée à ce propos des efforts pour établir une force panafricaine (non désignée en tant que telle) et a invité les pays membres à les poursuivre. Des résolutions ont été prises dans le cadre du terrorisme international préconisant la ratification de la convention du Conseil de l'Europe sur la répression du terrorisme, sur la coopération...

ration et la concurrence entre les Etats-Unis et l'Europe dans le domaine des techniques de pointe (pour demander notamment la création d'un comité de haut niveau pour encourager cette coopération), sur la sécurité en Méditerranée et le désarmement, la politique européenne d'armements, etc.

ASSOCIATION DES NATIONS DE L'ASIE DU SUD-EST. — Les ministres des affaires étrangères des cinq pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (A.S.E.A.N.) (Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande), se sont réunis à Pattaya (Thaïlande), du 14 au 17 juin. La politique commerciale du Japon dans la région a particulièrement retenu leur attention.

COMMISSION DU PACIFIQUE SUD. — Le comité de planification et d'examen de la Commission du Pacifique sud (C.P.S.) s'est réuni à Nouméa (Nouvelle-Calédonie), du 22 au 26 mai, pour dresser le bilan des activités de la C.P.S. en 1977 et formuler des recommandations sur le programme de travail des trois prochaines années. Ces recommandations portent notamment sur le développement rural, les services communautaires et la jeunesse, les ressources marines et la formation.

CRUISE-ROUGE. — Une mission du Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) s'est rendue en Thaïlande en octobre 1977. Elle a étudié les besoins humanitaires des réfugiés vietnamiens à la frontière du Vietnam et du Kampuchéa, et pour commencer les visites aux réfugiés et aux personnes de guerre aux mains des Khmers rouges. Au terme de sa mission, la délégation du C.I.C.R. a préparé avec la Croix-Rouge du Vietnam un plan d'assistance d'urgence pour une période de six mois, en faveur de sept cent vingt-cinq mille personnes.

Le C.I.C.R. a entrepris le 19 mai une action humanitaire dans la province de Shaba, à la suite des événements qui s'y sont déroulés. A la fin du mois de mai, le C.I.C.R. a lancé un appel à la communauté internationale en faveur de son action humanitaire sur l'ensemble du continent africain. Le total nécessaire pour six mois d'activités (en mai-octobre 1978) est de plus de 20 millions de francs suisses, répartis de la façon suivante : Afrique australe, 12,1 millions ; Ethiopie, Somalie, Erythrée, 4,2 millions ; Tchad, 3,4 millions ; Sahara occidental, 520 000 francs.

ORGANISATION EUROPEENNE POUR LA RECHERCHE NUCLEAIRE. — Un séminaire de physique organisé chaque année par l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (O.E.R.N.), pour permettre à de jeunes physiciens expérimentateurs de se familiariser avec les méthodes les plus récentes de la physique des particules élémentaires, s'est déroulé cette année du 4 au 17 juin près d'Ortrout (Pays-Bas).

ORGANISATION INTERNATIONALE DE PROTECTION CIVILE. — La huitième conférence mondiale de l'Organisation internationale de protection civile (O.I.P.C.) s'est déroulée les 18 et 19 mai à Tunis, en présence de délégués de plus de quarante pays et de représentants de plusieurs organisations internationales (dont les Nations unies, le Haut-Commissariat pour les réfugiés et le Comité international de la Croix-Rouge).

ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE. — Le comité de libération de l'Organisation de l'Unité africaine (O.U.A.) a tenu sa dernière session à Dakar-Saloum. En particulier, il a demandé à nouveau la décolonisation de la Réunion et des Comores, qui se trouvent encore sous le joug colonial. Le Haut-Commissariat pour les réfugiés et le Comité international de la Croix-Rouge.

ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE. — Le comité de libération de l'Organisation de l'Unité africaine (O.U.A.) a tenu sa dernière session à Dakar-Saloum. En particulier, il a demandé à nouveau la décolonisation de la Réunion et des Comores, qui se trouvent encore sous le joug colonial. Le Haut-Commissariat pour les réfugiés et le Comité international de la Croix-Rouge.

Des hôpitaux « aux pieds nus »

Les « Mobiles » sont des véhicules étudiés pour assurer des interventions médicales et sanitaires hors des installations hospitalières traditionnelles. Modèles de petite série ou équipés sur demande, ils offrent la possibilité de fournir à des populations isolées des soins ou une surveillance de haute qualité. Ils permettent aux équipes médicales de bénéficier des techniques modernes là où il était impossible de les utiliser auparavant.

De conception fort différente suivant le milieu d'intervention, les « Mobiles » peuvent être aménagés pour des usages multiples : dispensaire, centre de prélevement, de petite chirurgie, cabinet dentaire, d'obstétrique, laboratoire d'analyse, de radiologie, etc. Les spécialistes des différentes disciplines concernées ont été réunis par l'IFFA-CREDO, filiale spécialisée de l'Institut Mérieux pour répondre à toutes les exigences des instances nationales et internationales. Ils sont à votre disposition pour étudier avec vous tous les problèmes particuliers.

Une documentation « Mobiles » est à votre disposition. Nom : \_\_\_\_\_ Etablissement ou organisme : \_\_\_\_\_ Adresse : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_ tél. : \_\_\_\_\_

Désire recevoir une documentation « Mobile »  Désire rencontrer un technicien « Mobile »

IFFA CREDO logo and address: BP 109, 69210 St-Germain-sur-Arbresle, France tél. (74) 01.13.99, télex 330.424.F

PEENES

AVIGNON



INTERROGATIONS

J'AI sous les yeux une brochure. Il y est expliqué comment on doit organiser des «visites». Comment accueillir diverses sortes d'invités; comment composer leur itinéraire. Comment obtenir l'effet recherché et présenter une «bonne image». Tout y est: mettre en condition, attirer la sympathie, sélectionner soigneusement ce qu'on laisse voir...

TOUTES les catégories possibles de visiteurs sont soigneusement analysées: journalistes, enseignants, hommes et politiques, techniciens, tout venant. Les principes du filage, de l'encadrement, du déroulement de l'opération elle-même, sont décomposés. De spécialiste à spécialiste. Cette brochure est peu diffusée en dehors d'un public patronal «opérationnel» (assistés du C.N.P.F., etc.). Domage! Elle mériterait d'être largement connue. En voici un court extrait: «On pourrait dire de la visite d'entreprise ce qu'on dit de la télévision: c'est un spectacle, avant tout un spectacle...»

DES images de la production, il en circule quelques-unes. Les polychromes de la campagne Staléri (priorité aux travailleurs manuels). Les brochures de prestige des firmes: architectures imposantes des grands ensembles lourds, usines nettes, salles de contrôle, machines étincelantes. Les images filmées de postes de travail isolés, de machines en mouvement. Les images de chaînes de montage de Renault 5 ou de Citroën GS: quelques mètres, quelques secondes. Images filmées à la télévision, spots de publicité ou d'actualité, photos dans les journaux, vidéos d'archives. Le monde de la production paraît visible. Ni masqué, ni complètement caché. Quelques stéréotypes visuels qui garantissent rapidement qu'on peut voir. Du stéréotype visuel au stéréotype pensé: tout cela se modernise: ce ne sont plus les hommes qui travaillent, mais les machines; il y a de plus en plus de robots; le travail devient automatique; les vieux travaux de manœuvres, ce sont des survivances; même le travail à la chaîne, il y en a de moins en moins — et d'ailleurs ce n'est plus ce que c'était; les usines, on les fait plus propres à la campagne, avec des verrières, etc.

Si l'industrie peut être rendue spectaculaire, l'exploitation, elle, n'est pas spectaculaire. Elle est difficile à saisir d'un regard, à fixer dans une image. On peut la cacher (et on fait tout pour nous la cacher — sans doute est-ce même ce qu'une société cache le plus vigoureusement: son système de production). Prenez une chaîne de montage. Que voit-on si l'on regarde quelques instants (au cours d'une visite ou sur une brève séquence filmée)? Des objets en cours de

fabrication — automobiles, réfrigérateurs, radios — avancent lentement, presque imperceptiblement parfois. Des ouvriers, des ouvrières, font quelques gestes — qui ne paraissent pas demander un effort physique extrême — attendant quelques secondes, recommencent. Il n'y a ni précipitation ni mouvements spectaculaires. C'est pourquoi, d'ailleurs, vous pouvez traverser un atelier où des hommes travaillent à la chaîne sans rien percevoir de violent, de destructeur, d'épouvantable. Pourtant, cette violence, cette destruction, cet épouvantable, sont la réalité même de la vie de la chaîne, ce que vivent de l'intérieur, en permanence, ces hommes et ces femmes devant lesquels vous pourrez passer presque indifférent. Mais pour le percevoir, il faut percer le mur de l'image, pénétrer la chaîne comme système social, sentir ce

un ouvrier, opérateur dans une grande entreprise pétrochimique des rives de l'étang de Berre: «Il y a des gens des entreprises (certains sous-traitants) qui travaillent dans des conditions épouvantables, jour et nuit, sans sécurité, sans rien... Mais nous, on n'a aucun moyen là-dessus... On voit un type qui travaille à un endroit sans aucune sécurité: s'il se casse la figure, il s'écrase dix mètres plus bas. Pour certains, évidemment, ça ne pose pas de problèmes puisque c'est des Arabes... Ce qui se dégage, c'est que l'Arabie, c'est celui qui n'est bon qu'à faire des saloperies, ce que les gens de la boîte ne feraient pas. Nous, on est à cheval sur la sécurité: une poussière dans l'œil, tu vas à l'hôpital... et ça, au contraire... Un mort, on l'évacue par ambulance, c'est pas gênant, de toute façon,

de taille. On apprend qu'il travaillait pour une petite entreprise: les Charbonnages sous-traitent l'abattage. COMBIEN d'hommes pour faire cent mille tonnes d'acier? De combien d'équipes? Combien pour faire dix mille automobiles, dix mille robes? Combien pour le nylon, le ciment? On ne sait plus. A la cimenterie très moderne de Port-La-Nouvelle, usine pilote du groupe Lafarge, dans des visiteurs venus du monde entier, peuvent admirer la salle de contrôle centrale, la moitié des heures travaillées en 1977 ont été fournies par du personnel extérieur à la société: C.P.C.T., Marocain, Buzibet, Lavoye, Serrano et autres entreprises... Quand les syndicats interrogent la direction sur tel ou tel aspect de ces travaux extérieurs, la réponse est invariable: tous ces gens n'ont pas de pièces dans l'organigramme de la société, nous ne voulons pas en entendre parler.

Zones d'ombre, immenses. Tout un prolétariat subalterne d'ouvriers français ou immigrés, de jeunes, de femmes, de parents, pagnotés entre des petites entreprises. On meurt beaucoup, dans ces zones d'ombre. On tue aussi. Il y a beaucoup d'immigrés dans ces zones d'ombre, et le régime qu'on leur applique en France est en plus spécial: quadrillage policier renforcé, campagnes racistes et meurtriers impunit. Depuis six ans, on a recensé officiellement plus de soixante-dix assassinats racistes de travailleurs algériens. Un par mois. La moyenne s'est soudain accrue, depuis l'assassinat de Laid Sebaï, veilleur de nuit à l'Aminale des Algériens, le 3 décembre 1977. Maintenant c'est un tous les dix jours. Les ouvriers algériens maghrébins essayent de ne plus sortir qu'en groupe, et de sortir le moins possible. Mais il faut bien aller travailler... Ce terrorisme-là ne fait ni la une des journaux ni l'humanité indignée des belles âmes. Terrorisme de routine, en quelque sorte. On ne trouve presque jamais les auteurs et quand, par hasard, il y a un procès, il se termine par un acquittement ou une peine minime. El Hadj Djemal, 36 ans, est tige de deux familles, le tête dans la Cruse, le 11 décembre 1976. Mohammed Benabed est gravement blessé. Tous deux sont ouvriers sur des chantiers de travaux publics. L'homme qui a tiré, habillé d'une boîte de nuit, est acquitté le 24 janvier 1978 par la cour d'assises de la Cruse. Acquitté. Un de ses amis disait, avant le procès: «On ne va quand même pas prendre quinze ans pour un bougnou!» (Le Monde, 25 janvier 1978: «Des crimes sans importance»).

Milices privées, aussi, syndicats jaunes, sociétés de surveillance et de gardiennage, tabacages, chiens policiers. Tiens, cela n'est pas prévu dans les visites guidées que conseille le C.N.P.F. Il est vrai qu'il faut «savoir ne choisir que les beaux points de vue» (brochure du C.N.P.F., p. 35). Pensez-y si l'on vous fait visiter une usine et qu'un jeune cadre fringant vous invite à admirer un grand bâtiment, et vous soule de performances techniques et de réalisations «humaines». Tout juste derrière le «spectacle» commence un autre monde qu'on ne vous proposera pas de visiter. Ce que l'on veut de montrer sans le laisser voir. Et ce que, juste autour, on ne montre pas. Et tout ce qu'on ne montre pas bien plus loin, et qui pourtant est à la base même de la production. L'empire Facilor, la Lorraine abandonnée, les hôpitaux vendus, les clés qui s'effritent, la ruée sur les zones portuaires, les expatriations, les spéculations foncières, le minéral lorrain éternel, le rabotage des mineurs, et, plus loin encore, le ralisage du tiers-monde, la sous-traitance à Singapour, à Hongkong, à Formose, au Maroc, en Tunisie, les mains-d'œuvre de la famille, les populations minières parquées dans les camps, les émeutes brisées par l'armée. Les millions et les millions de sujets de l'empire Rhéno-Prussien de l'empire Pechiney, de l'empire Renault, de l'empire Philips, de l'empire Volkswagen, de l'empire General Motors. L'accumulation par les multinationales de réserves foncières dans le monde entier, l'Amazonie mise à sac, les vastes propriétés du Mike Grosso, les petits «possesseurs» (paysans possesseurs du sol) du Brésil à qui l'armée arrache leurs terres pour satisfaire la soif d'achats fonciers des grandes entreprises étrangères qui ne savent plus que faire de leurs bénéfices accumulés. L'accumulation primitive, l'industrialisation sauvage, c'est tous les jours, sur les rives de l'étang de Berre, dans les caves du troisième arrondissement de Paris, dans le nord-est du Brésil. Cela ne fait pas partie de la «visite».

Les archipels du Capital... Le numéro du «Monde diplomatique» de juin 1978 a été tiré à 113 000 exemplaires. Depuis le 8 mars, les publications du «Monde», y compris le «Monde diplomatique», ne sont pas distribuées en Tunisie.

Les archipels du Capital

Par ROBERT LINHART \*

Il y en aura encore cent cinquante à deux cents qui entreront. C'est effrayant, à la limite... Sans prétexte d'un risque de vols, on a interdit l'accès des locaux du personnel de l'entreprise centrale aux ouvriers immigrés des boîtes sous-traitantes. Pour venir boire l'eau d'un robinet, ils doivent demander une autorisation. L'apartid sur les rives de l'étang de Berre? Alors donc! Mais allez-y voir, s'il vous plaît. Pas dans le cadre de la visite organisée, bien sûr! Cela ne fait pas partie du programme. Il est vrai que l'on trouve, à la page 35 de la brochure du C.N.P.F. sur les visites d'entreprises: «Dans ce paysage industriel ou commercial aux aspects multiples que l'on donne à découvrir aux invités, il faut ne choisir que les «beaux points de vue», les «sites remarquables», les «sites qui méritent un détour»... et négliger le reste. Car choisir, chacun le sait, c'est sacrifier. Une sélection sévère et même impitoyable s'impose avec rigueur.» Ah! quel terme galant! Ces choses-là sont dites!

UN terme revient sans cesse: «sortir». On «sort» l'électricité, l'énergie, le transport, la manutention, l'électricité, le chauffage, la manutention, l'électricité, l'usage de pièces, etc. Chez Dassault, les ateliers deviennent des centres de dispatching où des ouvriers très qualifiés, des techniciens et des cadres, centralisent et distribuent toute une sous-traitance rejetée hors les murs. Le jeudi 9 février 1978, avenue de La Motte-Picquet, à Paris, des ouvriers travaillant dans une tranchée à poser des fils tuteurs. Derrière la façade de Shell, les bidoilles flottantes immatriculées au Liberia et leurs matelots familiaux, embarqués à Hongkong ou à Singapour. Revenons à la raffinerie, ou au cracking. Des hommes surveillent des cadranes dans une salle de contrôle. Dehors, la «structure», comme on dit: des armatures métalliques, des enchevêtrements de tuyaux des masses de fonte, des cuves, des plates-formes, d'étranges vannes qui font parfois tourner des heures entières. Tout cela, il faut y mettre la main: nettoyer, déplacer, remplacer, grimper, descendre, transporter. Tous ces travaux physiques sur la structure, pourtant, ne font pas partie des visites organisées. A quelques mètres de la salle de contrôle, on découvre (ou on cache...) un autre monde qui n'a plus rien à voir avec les images d'apparat de l'usine et de l'usine «propre». Voici comment le décrit

ce qui signifie la décomposition taylorienne du travail, l'application de la méthode temps-mouvements (M.T.M.) et des standards, la réduction des gestes, la main inscrite dans la répétition cyclique, l'angoisse de l'objet qui se présente quand on n'a pas fini le travail sur l'objet précédent. Prenez une salle de contrôle de raffinerie. On voit une vaste pièce, des tableaux, des voyants lumineux, des schémas au mur, des manettes et des cadranes. Trois ou quatre hommes assis, debout, en train de parler. Apparemment, ils ne font rien. Ils sont en blouse ou en combinaison, mais propres. Le travail «moderne»: surveillance, automatisation; parfois, on va appuyer sur une touche, on en remplit un tableau de bord. C'est ce qu'on voit. Et l'angoisse, dans la longue nuit silencieuse, quand on est trois ou quatre à conduire la raffinerie, de savoir que tout peut prendre feu et sauter? Comment la photographie-sons, comment la filmation-sons, comment la visite-sons, cette angoisse? Pourtant, c'est de cela aussi que sont faites les maîtres plastiques qui nous entourent. Et de bien d'autres choses.

CAR, par-delà ce que l'on nous montre (et que déjà, bien souvent, nous ne pouvons voir vraiment), il y a tout ce que l'on ne nous montre pas. Derrière la machine, l'entretien de la machine. Derrière les cuves, le nettoyage des cuves. Derrière l'unité de contrôle du cracking, tout le site pétrochimique avec son pulvérisement de travaux fractionnés, de réges, d'intérieurs et les hommes qui font l'entretien, la manutention, le transport, l'entretien, les grosses réparations, les tranchées et le grattage des tuyaux. Derrière l'usine, les boîtes de sous-traitance. Derrière la grande entreprise, le tissu des petites. Derrière les droits syndicaux concédés et le labyrinthe des commissions paritaires, l'armée des saoudiens, et la matraque de la milice privée, le tueur. Derrière la façade de Shell, les bidoilles flottantes immatriculées au Liberia et leurs matelots familiaux, embarqués à Hongkong ou à Singapour. Revenons à la raffinerie, ou au cracking. Des hommes surveillent des cadranes dans une salle de contrôle. Dehors, la «structure», comme on dit: des armatures métalliques, des enchevêtrements de tuyaux des masses de fonte, des cuves, des plates-formes, d'étranges vannes qui font parfois tourner des heures entières. Tout cela, il faut y mettre la main: nettoyer, déplacer, remplacer, grimper, descendre, transporter. Tous ces travaux physiques sur la structure, pourtant, ne font pas partie des visites organisées. A quelques mètres de la salle de contrôle, on découvre (ou on cache...) un autre monde qui n'a plus rien à voir avec les images d'apparat de l'usine et de l'usine «propre». Voici comment le décrit

Dans ce numéro :

- PAGES 2 et 3: L'ITALIE EN SUSPENS: suite de l'article de Ferdinando Scianna. — La crise structurelle et la politique du P.C.I., par Percy Allam. Histoires du P.C. américain, par Schofield Coryell.
PAGE 4: M. Raymond Barre et les recettes du capitalisme, par Christian Goux. — La France et l'impératif mondial d'A. Cottis, par André-Claément Decouffé.
PAGES 5 à 9: L'ENJEU AFRICAIN: L'ébauche d'une stratégie occidentale, par Barry Cohen. — Le projet de force interafricaine, par Christophe Batsch. — Ethnicité, régionalisme et nationalisme au Shaba, par Eliska Mbokolo. — Les racines d'un drame national, par Pierre de Vos. Dans les revues...
PAGE 10: Des élections arrachées par l'action des femmes, des syndicats et de l'Eglise en Bolivie, par Alain Labrousse.
PAGE 11: «Shattered Peace» de Daniel Yergin, par Jean Laloy.
PAGE 12: Suite de l'article de Samuel Bowles et Herbert Gintis: Les voies du capitalisme et de la démocratie vont-elles diverger?
PAGES 13 à 16: L'Espagne de la transition (supplément).
PAGES 17 à 19: REGAIN D'AGITATION POPULAIRE EN IRAN: Les échecs du développement à l'occidentale accroissent les difficultés du régime, par Thierry-A. Evans. L'opposition interne face au chaos et à la domination étrangère, par Ahmad Farouqy. La résistance des Canaques à la colonisation, par Claude Meillassoux.
PAGE 20: LES TROIS ECHECS DE M. BEGIN, par Amnon Kapellouk. Recherches universitaires: trois années dans l'histoire de l'Egypte, par Charles Zoghbi.
PAGES 21 à 30: Burundi, Au II de la deuxième République (supplément).
PAGE 31: Les livres du mois.
PAGES 32 à 34: LA BELGIQUE EN VOIE DE «PACIFICATION»: une enquête de Maurice T. Maschin.
PAGE 35: CINEMA POLITIQUE: Masses et médias, par Ignacio Ramonet. Jean Baudrillard, Alfred Willener et Paolo Fabry.
PAGES 36 à 39: L'activité des organisations internationales.

